

R A P P O R T N° 108

Accord interprofessionnel 2017-2018 du 2 février 2017 - Défis sociétaux - Simplification administrative

24 octobre 2017

2.900

RAPPORT N° 108

Objet : Accord interprofessionnel 2017-2018 du 2 février 2017 - Défis sociétaux - Simplification administrative

Au sein de l'Accord interprofessionnel du 2 février 2017 pour la période 2017-2018, les interlocuteurs sociaux ont prévu au point D.2 portant sur la « Simplification administrative », qu'ils formuleront des propositions pour simplifier la réglementation existante et les formalités administratives de façon à diminuer la complexité, les charges et les coûts administratifs tout en maintenant les droits d'information, les droits sociaux et la protection sociale.

Dans un premier temps, les interlocuteurs sociaux s'engagent à faire le point, au Conseil national du Travail sur les travaux relatifs à la simplification administrative en cours dans les différents organes où ils sont représentés.

En vue d'exécuter cette première phase, sur rapport de la Commission des relations individuelles du travail, le Conseil a émis le 24 octobre 2017, le rapport préparatoire liminaire suivant.

x x x

RAPPORT DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

I. CONTEXTE DES TRAVAUX ENTREPRIS

Faisant suite à l'Accord interprofessionnel du 2 février 2017 pour la période 2017-2018 et la demande des interlocuteurs sociaux d'examiner, dans un premier temps, les travaux en cours relatifs à la simplification administrative dans les organes où ils sont représentés, le Bureau exécutif du Conseil national du Travail a décidé d'établir un rapport préparatoire liminaire.

L'examen de cette question a été confié à la Commission des relations individuelles du travail.

Ce rapport a ainsi pour objectif de dresser, dans une première partie (point II), un état des lieux des travaux réalisés et en cours (plusieurs programmes d'actions comportent plusieurs phases ou constituent un processus continu sur le long terme) dans les institutions de sécurité sociale (BCSS, FEDRIS, INAMI, ONEM, ONSS, ONVA, Service fédéral Pensions) ainsi qu'au sein du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises (« Fonds de fermeture »), de l'asbl Sigedis (Sociale Individuele Gegevens – Données Individuelles Sociales) et de l'ASA, sur la base de rapports de ces institutions, qui lui ont été adressées ou qui sont disponibles sur leur site internet, et qui sont repris en annexe. Ces travaux sont soutenus par les Comités de gestion des différentes institutions concernées et font l'objet d'un suivi régulier au travers de l'état d'avancement des contrats d'administration notamment. Le présent rapport n'a pas la prétention d'être exhaustif mais il permet de refléter les principales réformes entreprises et en cours et est appelé à être évolutif.

La note de politique générale quant à la simplification administrative de Monsieur T. FRANCKEN, Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, chargé de la Simplification administrative, constitue également une source d'informations pertinentes, notamment en ce qu'elle contient l'état d'avancement au 21 octobre 2016 du Plan d'action fédéral simplification administrative 2015-2019. Ce plan contient un certain nombre d'actions qui méritent d'être répertoriées. Il comporte également un aperçu des réalisations, qui est repris en annexe au présent rapport.

Les travaux du Conseil national du Travail portant sur la simplification administrative sont également répercutés ainsi que ceux du Conseil central de l'Economie et les travaux menés en commun par les deux Conseils et les avis du Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail touchant à cette problématique.

Les travaux projetés ou programmés par les institutions susvisées sont également brièvement mentionnés au sein du présent rapport.

La simplification administrative n'est pas étrangère à la digitalisation et par conséquent au processus de « e-gouvernement ». Le Conseil central de l'Economie et le Conseil national du Travail ont déjà réalisé une analyse générale portant sur le e-gouvernement ainsi que du phénomène de la fracture numérique sous l'angle spécifique de l'accès au marché de l'emploi (rapport n° 107 du 4 octobre 2017 - Diagnostic des partenaires sociaux sur la digitalisation et l'économie collaborative - Exécution de l'Accord interprofessionnel 2017-2018). La problématique de la fracture (ou fossé) numérique mérite également une attention particulière, sous l'angle de l'accès des citoyens/assurés sociaux et entreprises au e-gouvernement de la sécurité sociale et de l'assistance sociale.

Les résultats du classement DESI¹, le « Baromètre de la société de l'information 2017 » du SPF Economie², les premiers résultats du projet fédéral « IDEALIC »³, le rapport 2016 du Conseil supérieur de l'Emploi « Economie numérique et marché du travail »⁴ ainsi que les travaux de l'OCDE (« Vers le numérique : pour une transformation au service de la croissance et du bien-être », 2017, dont « Key issues for digital transformation in the G20 », 2017)⁵ mettent en évidence cette thématique dans un contexte international et belge.

Ce rapport est donc une première étape des travaux en cours dans le domaine social, qui pourra être complétée d'un second rapport préparatoire portant sur les autres institutions au sein desquelles les interlocuteurs sociaux sont également représentés. Dans une deuxième phase, les interlocuteurs sociaux formuleront des propositions concrètes, comme prévu par l'accord interprofessionnel.

Le Conseil entend préciser que ce rapport porte exclusivement sur la thématique de la simplification administrative destinée aux citoyens, aux travailleurs et employeurs, conformément à l'esprit de l'Accord interprofessionnel, à l'exclusion des mesures purement institutionnelles.

¹ <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/desi>

² http://economie.fgov.be/fr/binaries/Barom%C3%A8tre%20de%20la%20soci%C3%A9t%C3%A9%20de%20l%27information%202017%20-%20pr%C3%A9sentation_tcm326-284211.pdf

³ <https://www.idealic.be/publications>

⁴ <http://www.emploi.belgique.be/publicationDefault.aspx?id=45084>

⁵ <http://www.oecd.org/going-digital/>

<http://www.oecd.org/g20/key-issues-for-digital-transformation-in-the-g20.pdf>

II. ETAT DES LIEUX

A. Travaux relatifs à la simplification administrative, accomplis et en cours

1. Législation de qualité et simplification de la législation existante

La complexité de la législation est une source de charge administrative.

La note de politique générale susvisée indique que l'analyse d'impact de la réglementation (AIR - voir le point a. ci-dessous) fera l'objet d'une évaluation. L'ASA joue un rôle dans l'assistance aux services publics et dans l'utilisation de l'AIR.

La BCSS souligne également qu'en vue d'une simplification et d'une réutilisation maximale des données disponibles (principe Only once), et si possible l'octroi automatique de droits, il faut au préalable repenser les processus et entre autres, examiner quelles notions doivent être coordonnées et harmonisées d'une part, et d'autre part, quelles périodes de référence doivent être mises en concordance.

L'extension du champ d'application et la fixation des modalités d'application de la loi sur les accidents du travail du 10 avril 1971 et de la loi du 3 juillet 1967 (pour le secteur public) pour les personnes qui effectuent ou font effectuer des prestations de travail dans le cadre d'une formation pour un travail rémunéré permettront de clarifier et d'uniformiser la position juridique des personnes concernées et, en même temps, de procéder à une simplification administrative : enregistrement dans Dimona et Dmfa simplifiée, de sorte que les canaux existants pour la transmission d'informations aux entreprises d'assurances (ASR, Primula) et au sein du réseau de la sécurité sociale puissent être utilisés et que l'on puisse se passer d'informations parallèles.

L'harmonisation de certains statuts peut entraîner des simplifications réglementaires. Ainsi, faisant suite à un texte de compromis intervenu début juillet 2013 entre les interlocuteurs sociaux et la ministre de l'Emploi de l'époque, la loi du 26 décembre 2013 concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement a été adoptée. Les partenaires sociaux sont conscients des défis liés à la poursuite de ce processus d'harmonisation qui comporte de nombreux volets, tant en termes de structures de la concertation sociale, qu'en termes de droits et obligations résultant des lois, règlements et CCT. Ils examineront, pour le 31 décembre 2018, quelles autres mesures peuvent être prises dans le cadre du dossier ouvriers-employés. Ils se réfèrent ici à ce qu'ils ont convenu à ce sujet dans la déclaration du Groupe des 10 du 10 février 2014.

a. Analyse d'impact de la réglementation (AIR)

Dans son avis du 23 octobre 2013 (CCE 2013-1215), le Conseil central de l'Economie (CCE) se prononce sur le projet de loi instaurant une évaluation intégrée préalable des conséquences potentielles et des effets secondaires de projets de réglementation sur l'économie, l'environnement, les aspects sociaux et les administrations. Le CCE soutient l'objectif qui consiste à intégrer et à harmoniser les tests existants avec de nouveaux tests, de sorte que les autorités disposent d'une vue d'ensemble aussi complète que possible des effets potentiels du projet de réglementation et puissent ainsi prendre une décision en connaissance de cause.

Le CCE exprime cependant un certain nombre d'observations quant à la qualité du processus législatif et il formule des remarques plus précises quant au projet d'arrêté royal et au projet de formulaire d'analyse d'impact qu'il a examiné d'initiative.

L'analyse d'impact de la réglementation (AIR)⁶ est une évaluation préalable des conséquences potentielles des projets de réglementation, intégrant les aspects économiques, sociaux, environnemental et sur l'autorité publique. Elle a pour objectif d'améliorer la qualité des textes législatifs et leur cohérence.

⁶ - Titre 2 du chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;
- Arrêté royal du 21 décembre 2013 portant exécution du titre 2 du chapitre 2 de la loi, qui précise notamment la composition et le fonctionnement du comité d'analyse d'impact, la structure du formulaire et les obligations de publicité.

L'AIR est basée sur les principes suivants :

- l'anticipation car elle doit être réalisée dès le début du processus de préparation du projet législatif afin d'être utile aux auteurs du projet (efficacité) ;
- l'intégration car les tests existants ont été fusionnés ;
- la qualité car le comité d'analyse d'impact est chargé de remettre des suggestions d'amélioration quant à la complétude, l'exactitude et la pertinence des textes qui lui sont soumis ;
- la transparence car les analyses d'impact sont publiées sur le site internet de l'ASA.

Cette analyse d'impact, qui est une obligation légale, doit donc aider le législateur à concevoir des textes légaux et réglementaires plus lisibles et plus simples, en ce compris dans leur mise en œuvre.

Le 27 avril 2016, le CCE a émis un avis (CCE 2016-0940) sur l'analyse d'impact de la réglementation et la qualité de la réglementation. Il y formule un certain nombre de recommandations concernant l'analyse d'impact de la réglementation (AIR). En introduisant cette AIR intégrée et préalable dans le processus de préparation du projet de réglementation, le législateur voulait que tous les domaines pour lesquels on souhaite mesurer l'impact d'une décision envisagée par le gouvernement, soient intégrés dans une évaluation ex ante harmonisée. Bien que le CCE soutienne pleinement cet objectif, il constate, sur la base du rapport annuel du Comité d'analyse d'impact (CAI), que la qualité des AIR réalisées laisse encore trop souvent à désirer. Ainsi, le CCE plaide notamment pour :

- une plus grande utilisation des outils disponibles (helpdesk, FAQ, manuel) et des réseaux interdépartementaux pour améliorer la qualité des AIR réalisées ;
- l'établissement des AIR à un stade aussi précoce que possible de la procédure réglementaire ;
- une plus grande transparence ;
- la remise systématique par les demandeurs d'avis de l'AIR ou des AIR correspondantes aux organes de concertation lors de la demande d'avis, et ce, à un stade aussi précoce que possible du processus décisionnel.

Le CCE juge en outre important que l'impact constaté dans l'AIR sur certains thèmes soit pris en compte et conduise le cas échéant à l'adaptation du projet de réglementation pour répondre à ces préoccupations. Le CCE attire également l'attention sur le rôle pédagogique du CAI, en ce sens qu'il devrait pouvoir apprécier la qualité du projet d'analyse d'impact, plus que ce n'est actuellement le cas.

La réalisation d'AIR de qualité est une condition nécessaire, mais non encore suffisante pour une réglementation de qualité. Pour garantir la qualité de la réglementation, il y a lieu, d'après le CCE, de mener une politique de réglementation intégrée, partant d'une vision claire. Le CCE est convaincu qu'une réglementation de qualité codifiée peut créer un environnement favorable pour la croissance économique et l'emploi via une politique de réglementation intégrée, et profiter aux employeurs, aux travailleurs, aux consommateurs, aux citoyens... À la suite d'une série de constatations en ce qui concerne la qualité de la réglementation en Belgique, le CCE a également formulé certaines recommandations, telles que notamment :

- une utilisation limitative de lois portant des dispositions diverses et le recours à des lois-programmes uniquement pour l'exécution du budget, comme prévu à l'origine ;
- la réapplication en règle générale du délai normal de 60 jours pour l'avis du Conseil d'État, et la limitation de l'utilisation des délais d'urgence aux cas vraiment urgents ;
- la prévision d'une relecture juridique détaillée des projets de lois à l'issue des discussions parlementaires, afin de vérifier la cohérence et la lisibilité des projets de lois après l'ajout d'amendements ;
- le respect des avis unanimes des organes de concertation appropriés dans le cadre des projets de réglementation, ce qui aura pour conséquence que les règles seront également mieux acceptées dans la pratique par ceux qu'elles visent ;
- l'élaboration d'un agenda de la réglementation.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une réglementation plus lisible et plus cohérente, le CCE plaide pour que la technique de la codification soit davantage appliquée. Il peut s'agir, d'une part, d'une codification au sens strict du terme, à savoir le regroupement de la réglementation existante concernant une matière déterminée afin de l'organiser dans un texte cohérent et logique. D'autre part, un exercice de codification peut également aller plus loin et impliquer une modernisation de la réglementation à codifier, sur la base d'une vision univoque des parties prenantes représentatives et d'une réflexion générale portant sur les principes généraux applicables. Le CCE renvoie au Code de droit économique et au Code pénal social qui sont deux exemples récents de bonne pratique en matière de codification. Les interlocuteurs sociaux demandent à être impliqués dans les exercices de codification futurs dans leurs domaines de compétences, et ceci dès que l'intention de procéder à une codification a été exprimée.

Cet avis du CCE a été suivi de contacts avec le Secrétaire d'Etat en charge de la simplification administrative ainsi qu'avec l'Agence pour la simplification administrative afin d'implémenter une série de propositions et de faire en sorte que les partenaires sociaux soient associés à l'exécution du Plan d'action fédéral.

Le CCE a également exprimé son souhait d'être associé à d'autres projets portés par le gouvernement, comme la codification du droit de la comptabilité dans le Code de droit comptable ou la « recodification de la législation de base ».

- b. Le Conseil national du Travail, principalement dans le cadre de sa compétence consultative, s'attache à une évaluation de la législation et à formuler des propositions d'amélioration de celle-ci. A titre d'exemple, il s'est prononcé sur des simplifications structurelles visibles des plans d'embauche, de réductions de cotisations et des activations d'allocations de chômage (avis n° 1.705 du 7 octobre 2009). Le Conseil national du Travail et le Conseil central de l'Economie se sont également prononcés sur un statut commun en matière de sécurité sociale pour les systèmes de formation en alternance (avis n° 1.770 du 25 mai 2011). Le Conseil national du Travail s'est également prononcé sur le cadre légal pour la suppression progressive des différences de traitement fondées sur une distinction entre ouvriers et employés en matière de pension complémentaire (avis n° 1.893 du 12 février 2014) et a procédé, en application de l'article 14/4, § 2, alinéa 2 de la loi LPC à une première évaluation bisannuelle des progrès réalisés au niveau sectoriel quant à ce processus (rapport n° 97 du 7 juin 2016). L'évaluation suivante devra avoir lieu pour le 1^{er} juillet 2018.

- c. Le Conseil central de l'Economie et le Conseil national du Travail ont enfin rendu un avis sur le budget mobilité le 7 avril 2017. Dans cet avis, les Conseils insistent sur le fait que la simplification administrative peut aussi constituer un moyen de faciliter la multimodalité. Le budget mobilité proposé par les Conseils s'inscrit dans ce cadre et engendre une simplification administrative notamment en spécifiant que le contrôle de l'utilisation du budget mobilité ne peut constituer une charge administrative supplémentaire pour l'employeur. De plus, dans la seconde partie de leur avis, les Conseils se prononcent sur le cadre (para)fiscal existant des déplacements domicile-travail. Ils demandent que ce cadre soit simplifié, harmonisé et rendu plus cohérent pour inciter un changement de comportement de mobilité : en harmonisant le traitement fiscal et parafiscal pour chaque mode de transport, en simplifiant les règles régissant le transport collectif organisé (TCO) et l'usage du vélo électrique, en élaborant un cadre (para)fiscal pour les systèmes de partage de voitures et de vélos et en clarifiant les possibilités de cumuls de différentes interventions patronales pour différents moyens de transport.

2. Simplification administrative plus particulièrement à destination des institutions de sécurité sociale

a. Simplification organisationnelle

Certaines institutions de sécurité sociale ont été fusionnées : le FAT et le FMP pour former Fedris, l'ONP et le Service des pensions du secteur public sont repris dorénavant au sein du Service fédéral Pensions. De même, l'ORPSS (Office des régimes particuliers de sécurité sociale) et les compétences de cet Office ayant trait à la sécurité sociale ont été intégrés à l'ONSS. La Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins (CSPM) a été intégrée d'une part au sein de l'ONSS et d'autre part, de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité (CAAMI).

Le service du SPF Sécurité sociale (Inspection sociale) chargé du respect de la législation sociale en matière de sécurité sociale a été transféré à l'ONSS.

D'autres institutions ont connu des simplifications organisationnelles et structurelles internes (ONVA et INAMI) tandis que certaines tâches communes à des institutions publiques (organismes de sécurité sociale et/ou SPF) ont été centralisées/mises en commun. Ainsi, e-Leg (ONVA-SPF Sécurité sociale) élabore en commun des textes légaux ou réglementaires, BabelFed met en commun des services de traduction et Fedopres (SPF Finances) est chargé de l'expédition et de l'édition de gros volumes de courriers (externalisation ONVA).

b. Collecte, stockage et traitement en continu des données de carrière

L'asbl SIGEDIS a été fondée en 2006 par le BCSS, le Service fédéral Pensions, l'ONSS et du SPF Sécurité sociale afin de collecter, centraliser et stocker en continu l'ensemble des données de carrière des travailleurs en Belgique et ceci, dans trois banques de données :

- ARGO pour le secteur privé ;
- CAPELO pour le secteur public ;
- DB2P quant aux pensions complémentaires. Cette banque de données a également pour objectif d'améliorer le contrôle du respect de la législation en matière de cotisations parafiscales sur les pensions complémentaires. Le site internet www.db2p.be regroupe toutes les informations utiles pour les organismes de pension, les organisateurs sectoriels, les employeurs et les citoyens. La FSMA (autorité des services et marchés financiers) bénéficie également d'un accès en ligne afin de contrôler le respect de la législation en matière de pension complémentaire.

Ces données sont ensuite mises à dispositions des différents acteurs de la sécurité sociale, via la BCSS, ce qui permet de calculer en temps réel les droits des travailleurs. Ces données ont également permis de développer de nouvelles applications comme MyCareer.be et MyPension.be (voir ci-dessous) ou student@work (voir également ci-dessous).

c. Mise en œuvre de plateformes d'échange d'informations entre institutions/de banques de données et de flux standardisés

L'ASA contribue à la poursuite de la mise en place de la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE+) ainsi qu'à la simplification et la modernisation de toutes les procédures et tous les processus existants en la matière. La BCE+ a vocation à devenir la source authentique des PME dans leurs relations administratives avec les autorités fédérales et régionales. Dans ce cadre, il faudra veiller à la qualité des données qui seront ainsi rendues disponibles.

A côté des plateformes communes d'échange d'informations entre institutions ou autorités publiques, comme la BCSS qui constitue un réseau informatisé d'échange d'informations entre institutions de sécurité sociale et G-Cloud qui est un programme commun de tous les services publics fédéraux avec pour objectifs la réduction des coûts (économie d'échelle) et une augmentation de l'efficacité, plusieurs plateformes et flux d'informations ont été organisés au sein de certains secteurs de la sécurité sociale.

Ainsi, notamment, e-deduction est une plateforme d'échange informatisé entre l'ONVA et le SPF Finances, les banques et les firmes principales de recouvrement de créances pour une gestion automatisée des créances portant sur les pécules de vacances.

Fedris a mis en œuvre le projet EVA/LEA qui est un flux standardisé, en accidents du travail, avec les assureurs. Le projet CARBONAT permettra de mettre à disposition les données accidents du travail des institutions, sans devoir s'adresser à Fedris. De même, un système d'échange avec l'assurance maladie-invalidité sera organisé, quant aux données accidents du travail. Des applications seront réécrites (accidents du travail et maladies professionnelles) pour une intégration au niveau de la BCSS. Une transmission des données accidents du travail-secteur public sera organisée vers les services externes de prévention. Fedris s'engagera également dans une rationalisation des processus et une simplification pour éviter les flux superflus. Une dématérialisation des documents internes sera réalisée afin de permettre une centralisation de ceux-ci, une réduction des coûts et du recours au papier et éviter la perte de dossiers.

Dans le secteur chômage, suite à la Sixième réforme de l'Etat, des échanges des données ont été mis en place entre l'ONEM et les autorités régionales compétentes et des flux sont organisés avec l'administration fiscale (activités complémentaires, interruption de carrière et crédit-temps).

L'INAMI a entre autres développé des applications web pour faciliter les échanges et le partage de données entre établissements et dispensateurs de soins et le suivi des soins (dont le dossier médical électronique), introduire des demandes d'autorisations de soins, contrôler l'assurabilité des patients. MyRIZIV/MyINAMI est une application permettant aux dispensateurs de soins d'avoir accès aux données les concernant et e-Healthbox est une mail box sécurisée pour un échange d'informations entre assureurs des services d'indemnités.

La plateforme e-HEALTH pour la promotion et le soutien des prestations de service électroniques et l'échange d'informations relatives aux soins de santé est en cours de développement.

Le Collège National de Médecine d'Assurance sociale en matière d'incapacité de travail a pour mission de formuler des propositions de méthodes d'évaluation standardisées de l'incapacité de travail avec pour objectif une harmonisation des évaluations dans les différents secteurs de la sécurité sociale.

En matière de pensions, le Cadastre des pensions est géré par le Service fédéral des Pensions et contient les données de tous les avantages de pensions légales et complémentaires payés à partir du 1er octobre 1980. En outre, CAPELO (« carrière publique électronique ») est une banque de données permettant de récolter et de gérer toutes les données de carrière du personnel du secteur public et la banque de données « Moteur pension » est commune aux trois systèmes de pensions : grâce à celle-ci, les conditions de carrière pour ces trois systèmes peuvent être immédiatement examinées. Le Conseil national du Travail s'est prononcé en faveur d'un échange de données efficace en matière de pensions dans son avis n° 1.621 du 6 novembre 2007 en ce qui concerne l'information sur les pensions, principe qu'il rappelle dans son avis de suivi n° 1.767 du 2 mars 2011.

L'application WABRO (« Working Abroad ») a été développée par l'ONSS pour le traitement des dossiers et attestations « législation applicable » sur la base de la législation de sécurité sociale bilatérale et européenne. Toutes les données des travailleurs qui restent assujettis à la sécurité sociale belge y sont rassemblées et consultables. Cette application est mise à disposition des employeurs-ONSS, des secrétariats sociaux et des prestataires de services via un accès sécurisé.

MAHIS est une application de l'ONSS qui permet l'inscription et la gestion des mandats des employeurs pour leur administration sociale. Cette application a été ouverte à d'autres utilisateurs (mandats pour des groupes particuliers d'applications). Une extension est attendue pour fin 2017-début 2018 : les prestataires de services agréés et les employeurs pourront signer un mandat en MAHIS au moyen d'une signature électronique (e-ID). L'ONSS développera avec le SPF Finances une plateforme commune de consultation en ligne qui permettra aux employeurs d'obtenir rapidement des aperçus de leurs mandats relatifs à la sécurité sociale et ceux ayant trait aux finances.

Le service internet HANDIFLUX est assuré par la BCSS et permet à diverses organisations publiques et privées d'obtenir des données des dossiers de la DG Personnes Handicapées du SPF Sécurité sociale afin de vérifier si les personnes concernées ont droit à certaines mesures, réductions ou initiatives de soutien.

d. Simplification et accélération des procédures/électronisation et simplification des documents et formulaires

Le Conseil national du Travail se penche depuis un certain nombre d'années sur la problématique de l'électronisation des documents, en ce compris les contrats de travail, et formulaires et celle de la simplification de ceux-ci. Ainsi, dès son avis n° 1.586 du 19 décembre 2006 sur la cadre juridique pour introduire le contrat de travail électronique et la notification électronique en droit du travail, il formule des propositions concrètes, notamment en termes de sécurité et de protection des données. L'avis n° 1.613 du 31 mai 2007 porte sur la signature électronique pour la conclusion des contrats de travail et l'archivage électronique. Sur cette question et en ce qui concerne en particulier le travail intérimaire, le Conseil s'est prononcé dans ses avis n° 1.972 du 23 février 2016 et n° 1.985 du 7 juin 2016. Ces derniers avis portent également sur l'archivage électronique des contrats de travail intérimaires électroniques (voir la loi du 30 août 2016 modifiant l'article 8 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs).

Dans son avis n° 2.040 du 28 juin 2017, le Conseil national du Travail se prononce sur un avant-projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'emploi dont le chapitre 7 porte sur la signature électronique pour la conclusion de contrats de travail et l'envoi et l'archivage électronique de certains documents dans le cadre de la relation individuelle de travail. Cette législation vise à adapter la législation belge en matière de contrats de travail électroniques afin de la mettre en conformité avec la législation européenne. Le Conseil souscrit à cette mesure et plaide, dans un souci de simplification et d'efficacité, et sans préjudice des compétences des entités fédérées, pour que la signature électronique et l'archivage électronique soient applicables à tous les contrats dans le cadre de la relation de travail (apprentissage...).

Le Conseil national du Travail a également accompagné le processus de passage définitif et total d'une part vers les titres-repas électroniques (avis n°s 1.602 du 30 mars 2007, 1.680 du 1^{er} avril 2009, 1.712 du 25 novembre 2009 et n° 1.902 du 25 mars 2014) et d'autre part vers les éco-chèques électroniques (avis n°s 1.926 du 24 février 2015, n° 1.952 du 14 juillet 2015 et n° 2.029 du 24 mars 2017).

Le Conseil national du Travail et le Conseil central de l'Economie se sont déjà prononcés à de nombreuses reprises sur le diagnostic fédéral déplacement domicile/travail et le formulaire qui y est associé, en vue de leur amélioration en ce compris dans l'avis n° 2.024 du 21 mars 2017. En outre, dans cet avis, les Conseils formulent des recommandations pour limiter les charges administratives des entreprises et améliorer la qualité des données. Ainsi, les Conseils indiquent que lors de leurs auditions, ils ont constaté qu'il existe un lien étroit entre la facilité administrative et la qualité des données. Ils suggèrent donc de continuer à développer l'outil informatique du SPF Mobilité et Transport qui permet d'interroger les travailleurs sur leur mode de déplacement principal domicile/travail et d'intégrer plus de questions dans cet outil. Ils proposent également de renforcer d'une part l'utilisation, par les parties prenantes dont les sociétés de transport public, des données issues du diagnostic fédéral et d'autre part la communication quant aux résultats du diagnostic fédéral.

Le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail s'est prononcé au sein de divers avis sur la question de la simplification de documents ou formulaires :

- déclarations d'accidents du travail : avis n° 15 du 15 septembre 1998, avis n° 71 du 12 décembre 2003, avis n° 79 du 26 novembre 2004, ce dernier avis renvoie à l'avis n° 1.494 du Conseil national du Travail du 20 octobre 2004 qui porte sur le plan PHARAON (lutte contre les accidents du travail) ;
- modification du contenu de la fiche d'accident du travail pour une simplification administrative (avis n° 111 du 27 octobre 2006) ;
- adaptation de la fiche sur le poste de travail intérimaire afin d'en faire un instrument d'utilisation concis, pratique et utile pour l'échange d'informations (avis n° 43 du 14 décembre 2001).

Il s'est également prononcé favorablement quant à l'électronisation du formulaire de déclaration des maladies professionnelles (avis n° 129 du 17 octobre 2008). En ce qui concerne l'enregistrement électronique des présences sur les chantiers temporaires et mobiles, il renvoie à l'avis n° 1.875 du 26 novembre 2013 du Conseil national du Travail. Ce dernier fait suite à l'avis n° 1.866 du Conseil du 24 septembre 2013.

Le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail estime également dans son avis n° 196 concernant un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs en ce qui concerne la réintégration des travailleurs en incapacité de travail, que la procédure en vue d'un retour au travail doit être établie de manière plus efficace et plus courte et rejoint ainsi le Conseil national du Travail (avis n° 1.923 du 24 février 2015 et avis n° 1.984 du 7 juin 2016).

La mise en œuvre du projet Bel-EESSI pour le secteur des accidents du travail et celui des maladies professionnelles remplacera l'utilisation de formulaires papier par des flux électroniques entre institutions de sécurité sociale de l'Union européenne.

En matière d'assurance maladie-invalidité, il convient de noter la suppression de la carte SIS et son remplacement par la carte d'identité électronique (eID) comme instrument d'accès au réseau sécurisé dans lequel les prestataires de soins peuvent vérifier l'assurabilité ainsi que l'assouplissement des mesures relatives à la reprise du travail, sans devoir obtenir l'autorisation préalable du médecin-conseil.

L'INAMI a élaboré une e-prescription pour les soins ambulants, le certificat médical électronique, une e-demande d'autorisation médicale au médecin-conseil ainsi qu'une application pour la gestion on-line des dossiers d'accréditation et les demandes d'accréditation. L'accès à l'intervention majorée en soins de santé est simplifié, ainsi que le ticket modérateur.

L'ONVA a simplifié les procédures de récupération de l'indu (qui se fera dorénavant par le SPF Finances). Fedris, pour le secteur des maladies professionnelles, a également introduit un système de rationalisation et de contrôle régulier des procédures mises en œuvre. De nouveaux modèles uniformisés ont été adoptés pour les demandes de paiement en accidents du travail et en maladies professionnelles en vue du paiement sur un compte à vue.

Dans le secteur des pensions, le principe de polyvalence de la demande de pension est appliqué. Le principe de polyvalence des demandes permet que toute demande de pension donne lieu à l'examen des droits pour les autres types de pensions et dans les autres régimes de pension.

L'ONEM a supprimé un certain nombre de procédures et de documents (notamment contrôle communal des chômeurs, carte de contrôle des chômeurs âgés, déclaration de la situation familiale) et a limité les procédures d'auditions lorsque la plus-value n'est pas évidente. L'ONEM a par ailleurs simplifié d'autres procédures, documents ou formulaires (règles d'indemnisation des chômeurs complets, calcul des allocations Plan Activa, carte premiers emplois) et amélioré la diffusion de l'information (feuilles info). L'ONEM a en contrepartie créé des formulaires électroniques et simplifié ces formulaires pour les assurés sociaux et créé des cartes de contrôle électroniques (chômeurs complets et chômage temporaire). L'ONEM poursuit ce processus de simplification et entend introduire une procédure électronique en cas de chômage temporaire et simplifier le calcul du passé professionnel pour la condition d'ancienneté (RCC) ainsi que la déclaration de situation familiale lors de chômage temporaire.

Le formulaire en vue d'obtenir une indemnisation du Fonds de fermeture a été simplifié. En effet, les deux formulaires existant antérieurement ont été fusionnés en 2007 et remplacés par un formulaire unique (F1) valable tant pour les indemnités fixées contractuellement que pour les demande d'indemnité de pension complémentaire. Ce formulaire peut être utilisé pour tous les secteurs (commercial, industriel, non-profit, professions libérales) et est disponible en ligne, via l'application internet e-F1. Les organisations représentatives des travailleurs peuvent ainsi remplir la demande électronique et la conserver, ajouter des annexes et renvoyer le dossier au Fonds de fermeture. Ceci permet également une optimisation pour l'Administration car les données enregistrées sur le e-F1 sont transférées automatiquement dans la banque de données centrale du Fonds.

L'intégration de l'ORPSS au sein de l'ONSS aura des impacts quant aux déclarations. En effet, actuellement deux DMFA distinctes coexistent. Ces deux systèmes devront être intégrés en une déclaration unique. Ce projet d'intégration sera l'occasion de moderniser et d'optimiser le système de déclaration actuel. Quant à la DIMONA, elle devrait être la première application totalement intégrée, au 1^{er} janvier 2018.

En ce qui concerne les marins, la déclaration DMFA actuelle de la CSPM est manuelle. Il est prévu que pour le 1^{er} janvier 2018, les déclarations (trimestrielles) soient introduites via une application web automatisée. Les données des marins seront en outre mises à disposition des autres institutions de sécurité sociale par le biais de la BCSS.

En ce qui concerne le recouvrement de sommes relatives à des déclarations ou rectifications de déclarations faites à l'ONSS par un employeur ou son secrétariat social, la procédure applicable a été adaptée afin de décharger les juridictions du travail. Ainsi, l'ONSS prendra contact avec les débiteurs de manière proactive par l'envoi de rappels et par la prise de contacts téléphoniques. L'ONSS a également la possibilité d'octroyer des délais de paiement amiable. Dans ce cadre, l'usage de la e-Box est encouragé.

Les contraintes sont établies et signées électroniquement pour ensuite être envoyées à un concessionnaire chargé de les répartir entre les huissiers de justice. L'ensemble des échanges entre l'ONSS, le concessionnaire et les huissiers de justice se déroulent de manière électronique. Les informations de suivi nécessaires et les échanges réalisés sont mis sur une plateforme électronique, qui est accessible tant à l'ONSS qu'aux huissiers de justice.

e. Automatisation de la gestion des dossiers des assurés sociaux et des entreprises/employeurs

L'INAMI a organisé l'informatisation des dossiers d'invalidité et Fedris, pour le secteur des maladies professionnelles, une surveillance automatisée de la santé des stagiaires. Le Service fédéral Pensions, a élaboré un certain nombre d'applications : Pharos reconnaît automatiquement quand de nouvelles pensions sont accordées ou un changement d'état civil, AutoProv calcule automatiquement la pension de survie, Auto IGO Phase 1 détecte automatiquement que le bénéficiaire d'une pension anticipée atteint l'âge légal de la pension et BEX organise l'échange bilatéral de données avec trois pays frontaliers quant aux bénéficiaires décédés.

L'application WIDE (wergerversIdentificatie/Identification Employeur), la plateforme digitale d'inscription de l'employeur à l'ONSS, mise en production en 2010, a été étendue en 2014 en vue de permettre à l'employeur ou son mandataire d'effectuer lui-même la suppression de son inscription. WIDE contrôle cette demande au moyen des données DIMONA et la traite de manière entièrement automatisée.

La signature électronique de MAHIS sera introduite par l'ONSS fin 2017-début 2018. MAHIS réalisera un contrôle automatique avec la BCE en vue de vérifier si les signataires ont effectivement le droit de représenter l'employeur et le prestataire de services. Si le résultat est positif, le mandat sera intégré automatiquement et immédiatement après la dernière signature.

Pour les personnes en situation de handicap, dans certaines circonstances, la demande d'une carte de stationnement est automatique.

f. Contrôles (croisés)/contrôles de qualité

En vue de permettre et faciliter des contrôles (croisés) pour garantir la légalité de l'octroi de droits tant pour les travailleurs, les assurés sociaux que les employeurs, diverses actions, applications ou systèmes électroniques ont été mis en place.

Ainsi, ARGOS (Service fédéral Pensions) contrôle automatiquement le cumul d'une pension avec une activité professionnelle, MyCareNet (INAMI) contrôle l'assurabilité des patients et la facturation électronique, CAS-CADA (INAMI) est l'implémentation d'un dossier électronique de contrôle global pour le Service de contrôle administratif. Egalement en vue de lutter contre la fraude sociale, l'INAMI croise les données de l'ONSS (DMFA) avec les dépenses en invalidité et en incapacité primaire. Fedris, pour le secteur accidents du travail, mène des actions préventives contre le défaut d'assurance et une sensibilisation des employeurs qui dépassent de trois fois l'indice de risque de leur secteur.

Les contrôles croisés Dimona/DMFA réalisés par l'ONSS permettent un contrôle de qualité de ces déclarations. Si une différence est constatée entre le nombre de travailleurs déclarés dans la DMFA et en Dimona, l'expéditeur de la DMFA en est averti dans sa e-Box.

L'ONSS a également prévu un mécanisme de contrôle des conditions du statut des flexi-jobs dans l'horeca : cette évaluation s'effectue sur la base d'un flux de données établi entre Dimona et la banque de données relative à la carrière, gérée et alimentée par Sigedis et ceci dans le cadre de la banque de données des carrières.

En mars 2017, l'ONSS a mis en production le service mobile en ligne « check obligation de retenue ». Grâce à celui-ci, chacun peut contrôler l'obligation de retenue d'une entreprise qui effectue des travaux immobiliers, de constructions, électrotechniques, de nettoyage et d'entretien, dans le secteur du gardiennage ou de la viande. En effet, les entreprises sont responsables solidairement des dettes de leurs contractants pour des travaux dans cesdits secteurs. Ce service mobile en ligne présente les informations du SPF Finances et de l'ONSS. Il est disponible sur : www.obligationderetenue.be ainsi que depuis le site portail de la sécurité sociale et MyMinfin.

Ces différents mécanismes de contrôle de l'ONSS font également l'objet d'un monitoring régulier au sein du Conseil national du Travail.

3. Simplifications administratives plus particulièrement à destination des assurés sociaux/citoyens et des entreprises

a. Principe de Only once/Open data

- 1) En application de la loi du 5 mai 2014 organisant le principe de collecte unique des données, chaque service public doit tenir compte depuis le 1^{er} janvier 2016, du principe de Only once lorsque des données sont demandées aux citoyens ou aux entreprises.

L'objectif est que ces derniers ne doivent plus fournir les mêmes informations plusieurs fois ou à plusieurs instances.

L'ASA s'est vue confier un rôle de suivi de l'application de ce principe et a mesuré, selon la note de politique générale susvisée, qu'en utilisant trois sources authentiques (registre national, BCE et BCSS), les citoyens, les entreprises et les services publics fédéraux avaient engrangé en 2015 des économies récurrentes de plus de 135 millions d'euros à 183 millions d'euros par rapport à 2014.

La note de politique générale susvisée indique que pour le 1^{er} novembre 2016, l'ensemble des services publics fédéraux doivent établir un inventaire des formulaires existants à numériser et de la réglementation qu'il y a lieu de modifier afin de généraliser des clefs d'identification uniques, d'assurer le principe précité de collecte unique des données et d'évoluer vers un circuit électronique.

La transposition des formulaires papier en formulaires électroniques n'est cependant pas un but en soi. La première étape doit consister à vérifier l'utilité de chaque formulaire à la lumière du principe Only once. La seconde étape doit consister à examiner si des simplifications du formulaire sont possibles et s'il peut être introduit dans un circuit électronique de la même manière que dans le cadre d'un flux papier ou si des adaptations de celui-ci sont nécessaires.

C'est ainsi que le Fonds de fermeture a testé son formulaire unique F1 avec l'ASA en 2014-2015 afin que seules les informations dont le Fonds a besoin et qui ne se retrouvent pas dans d'autres banques de données des autorités soient réclamées.

La mise en application de ce principe nécessite également la consolidation des données de carrière au niveau des pensions légales et complémentaires (Service fédéral Pensions, INASTI et Sigedis) et par conséquent le développement de la banque de données centralisée et multisectorielle ATHENA (en cours) et d'une banque de données « pensions complémentaires » qui contient les données sur tous les avantages perçus, en Belgique ou à l'étranger, qui forment un complément à la pension légale (consultable via MyPension). Une application de consultation, MyCareer, est mise à disposition par Sigedis. Son lancement a eu lieu en mai 2017.

Dans son avis n° 116 du 16 février 2007, le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail se prononce sur un projet de réglementation visant à actualiser le rapport annuel du service interne de prévention et de protection au travail. Il estime qu'il serait préférable de mieux répertorier les flux d'informations concernant le bien-être au travail dans et autour de l'entreprise ou de l'institution, avant de faire de nouvelles réglementations et que l'Autorité peut obtenir des données spécifiques d'une autre manière que via des documents envoyés par l'entreprise.

En ce qui concerne le bilan social, les partenaires sociaux se sont engagés à examiner plus avant les possibilités technologiques à cet égard au sein de la sous-commission mixte CCE/CNT compétente, et à viser dans ce cadre une utilisation maximale des données qui sont déjà disponibles dans d'autres bases de données, conformément au principe « only once ». Lors de cet examen, il ne pourra être porté préjudice à la disponibilité et à la qualité des informations que le bilan social fournit actuellement à tous les intéressés. L'obtention de données auprès de différents services publics ne peut engendrer de charges supplémentaires pour les entreprises.

- 2) En outre, Open data permet la réutilisation des informations publiques (<http://data.gov.be/fr>), par les entreprises et les citoyens, sans formalité. L'ASA et Fedict collaborent en vue de la mise à disposition de données.

b. Suppression de certaines formalités

Au sein de son avis n° 1.923 susvisé portant sur le processus de retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé, le Conseil national du Travail constate, quant aux formalités administratives, que l'article 39 de l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs prévoit que lorsque le médecin traitant du travailleur déclare celui-ci en incapacité définitive de poursuivre le travail convenu, ce travailleur a le droit de bénéficier d'une procédure de reclassement, qu'il soit ou non soumis à la surveillance de santé obligatoire. Le même article dispose qu'à cet effet, le travailleur adresse sa demande de reclassement à l'employeur, par lettre recommandée, en y joignant l'attestation du médecin traitant.

Sans préjudice des positions qu'il pourrait développer dans le cadre d'autres dossiers, le Conseil estime que la formalité de la lettre recommandée rend inutilement la procédure plus lourde pour les travailleurs concernés et ne favorise donc pas la procédure de reclassement. Cette formalité devrait par conséquent être supprimée.

Le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail, dans son avis n° 90 du 24 juin 2005 se prononce positivement sur un projet d'arrêté royal relatif à la suppression, pour certains documents destinés à diverses autorités publiques fédérales, de l'exigence d'être certifiés conformes.

Le 18 mars 2015, le CCE a émis un avis sur la transposition en droit belge de la directive comptable européenne. L'objectif principal de cette directive était de simplifier et d'alléger les charges administratives des entreprises, et en particulier des PME et des très petites entreprises, et de permettre ainsi à ces entreprises de devenir plus compétitives. Cela ressort notamment de l'introduction de la catégorie particulière des très petites entreprises ou microentreprises, avec des comptes annuels abrégés.

Le CCE estimait que le principe du « Think small first » devait être pris en compte dans le cadre de la transposition de la directive en droit belge, sans porter préjudice à l'importance de l'information financière en tant qu'outil fiable de gestion et de communication pour les entreprises et leurs actionnaires, ainsi qu'aux obligations d'information vis-à-vis des travailleurs, de leurs représentants et des organes de concertation compétents, et sans compromettre le lien avec la fiscalité.

En ce qui concerne la diminution des charges administratives et des frais, le CCE a plaidé pour la suppression de l'obligation de publier la mention de dépôt des comptes annuels aux Annexes au Moniteur belge ainsi que les frais y afférents pour les entreprises, avec pour conséquence une diminution du coût total, pour les entreprises, du dépôt des comptes annuels auprès de la Centrale des bilans de la BNB. Étant donné que les microentreprises ont dorénavant leur propre modèle abrégé de comptes annuels, le CCE a également demandé pour cette catégorie une diminution proportionnelle du coût du dépôt des comptes annuels auprès de la Centrale des bilans de la BNB.

c. Simplification et modernisation de l'administration sociale des employeurs

En ce qui concerne les différents volets de la simplification et de la modernisation de l'administration sociale des employeurs (périodes de référence, notions uniformes, dérogations sectorielles, travail occasionnel, introduction généralisée de la Dimona, DMFA, DRS,...), le Conseil national du Travail est, depuis le début de ce processus en 1996, le noyau central de celui-ci et s'attache à respecter les principes de simplification, de neutralité et de faisabilité. Il a ainsi émis un nombre conséquent d'avis (une quarantaine) sur chacun des aspects de ce processus. Il s'attache, en parfaite collaboration avec l'ONSS, à réaliser un suivi et un monitoring régulier du projet e-government de la sécurité sociale.

Ainsi, il peut constater que l'afflux des déclarations trimestrielles électroniques ONSS (DMFA) se déroule sans difficultés particulières, de même que les DIMONA (déclarations préalables à l'embauche).

Dans le cadre de la simplification et de la généralisation de la DRS électronique, un calendrier a été mis en place. En vue de l'exécution de l'avis n° 1.901 du Conseil du 25 mars 2014, pour le secteur chômage, une simplification des déclarations a été mise en œuvre dès le 1^{er} janvier 2016 pour tous les scénarii et toutes les déclarations pour lesquels le mois de référence est postérieur à 2015. D'autres scénarii doivent obligatoirement être effectués par voie électronique depuis le 1^{er} janvier 2016 pour autant que le mois de référence est postérieur à 2015. Pour la généralisation du scénario 1 (C4) sous forme électronique, les travaux sont encore en cours.

La déclaration en ligne LIMOSA doit être remplie par tous les employeurs et les travailleurs indépendants étrangers qui exercent leurs activités en Belgique s'ils ne sont pas assujettis à la sécurité sociale belge. Le déclarant reçoit immédiatement la preuve de déclaration LIMOSA (ou document L1). Grâce à l'application Check Limosa, les entrepreneurs belges peuvent vérifier la validité de chacune de ces déclarations en scannant le code QR présent sur le document L1 : l'application vérifie automatiquement les données d'identification et la période de validité de la déclaration. L'enregistrement des présences concernant certains travailleurs détachés (travaux immobiliers et secteur de la viande - checkinetwork) peut s'effectuer en naviguant depuis Check Limosa. Cette dernière est mise en production depuis le 8 mars 2017.

L'ONSS a enfin mis en œuvre un système d'enregistrement des présences pour les travaux immobiliers et dans le secteur de la viande.

d. Accès des assurés sociaux/citoyens et des entreprises à des informations générales et à leur dossier personnel

Le portail de la sécurité sociale offre des informations aux citoyens et aux entreprises et des services en ligne, notamment des applications et la e-Box (boîte aux lettres électronique via laquelle des documents peuvent être reçus de manière sécurisée et centralisée).

L'ONSS améliore sans cesse la convivialité à l'égard de ses clients et des assurés sociaux. A cet effet, il a développé et continue à améliorer et à proposer des outils de consultation. Il s'agit de services en ligne, également utilisables sur téléphones mobiles, permettant à l'utilisateur de consulter rapidement et facilement des données spécifiques de l'ONSS le concernant.

Ainsi :

- student@work permet à l'étudiant de consulter son contingent restant (maximum 475 heures) et peut générer une attestation relative à ce contingent pour son (futur) employeur. Cette attestation contient un code avec lequel l'employeur peut vérifier en ligne le solde d'heures restant de l'étudiant concerné, via la même application.

- horeca@work-50days permet également aux travailleurs occasionnels du secteur de l'horeca de consulter leur contingent restant (50 jours). Un calendrier reprend les jours pendant lesquels ils ont déjà travaillé ou prévu de travailler en tant que travailleur occasionnel. Une liste des employeurs concernés est en outre disponible. Ces travailleurs peuvent imprimer pour leur employeur une attestation mentionnant leur solde de jours. Celle-ci comporte un code qui permet à l'employeur de vérifier en ligne le solde de jours du travailleur concerné.
- L'application interim@work permet au travailleur intérimaire de consulter en ligne un aperçu de ses relations de travail et de s'assurer que l'entreprise de travail intérimaire a bien rempli ses obligations en matière de déclaration Dimona.

Un « plan pour la concurrence loyale dans les secteurs verts » a été adopté en février 2017 entre les partenaires sociaux du secteur et le gouvernement fédéral. Il comprend 19 mesures en vue de lutter contre la fraude sociale. Parmi celles-ci, figure la mise sur pied d'un système permettant aux employeurs de vérifier plus facilement si un travailleur peut prétendre à un emploi en tant que travailleur occasionnel dans les secteurs « verts ». L'ONSS développe donc une application pour ces secteurs, sur le modèle des applications susvisées, et appelée « green@work », afin de pouvoir assurer un suivi du nombre de jours de travail des travailleurs occasionnels dans l'horticulture et l'agriculture. L'ONSS examine dans ce cadre si le contrôle de la règle des 180 jours peut être inclus dans une application. A cette fin, lors du contrôle budgétaire 2017 (mars 2017), un budget de 920 kEUR a été dégagé en vue du développement de cette application.

1) Pour les assurés sociaux/citoyens

Certaines institutions de sécurité sociale ont organisé des points de contacts face à face (Service fédéral Pensions) ou call centers (Services fédéral Pensions, ONVA).

L'accès à l'information est facilité par le développement de sites internet et d'applications.

L'accès électronique au dossier personnel est organisé par l'ONVA et le Service fédéral Pensions (MyPension) ainsi que pour les patients (MyCareNet-Acces), via la plateforme eHealth (INAMI). MyCareer permet de consulter la banque de données des carrières.

Les travailleurs, les organisations représentatives des travailleurs et les bureaux de chômage ont accès à leur dossier de fermeture d'entreprise en ligne (e-gofso). Cette application a été adaptée et élargie ces dernières années en fonction des besoins des clients.

Le Conseil national du Travail s'est également attaché à faciliter l'utilisation des éco-chèques (électroniques) en adoptant une liste des produits et services pouvant être acquis avec ceux-ci amplement simplifiée. Cette liste est dorénavant présentée sous la forme d'un tableau et tient en une seule page. Elle est donc facilement maniable, consultable car reprise sur son site internet, et transportable (avis n° 2.029 du 24 mars 2017, avis n° 2.033 du 23 mai 2017 et convention collective de travail n° 98 quinquies du 23 mai 2017 entrant en vigueur le 1^{er} juin 2017).

2) Pour les entreprises

L'ASA contribue à la mise en place d'un guichet unique qui sera un point de contact unique pour les entreprises dans leurs relations avec les autorités.

Les employeurs ont accès au dossier « vacances annuelles » des travailleurs qu'ils occupent.

Selon l'ONSS, par l'introduction de nouveaux statuts, la DIMONA s'est graduellement transformée en déclaration interactive renvoyant des informations essentielles à l'employeur. Ceci concerne notamment :

- la gestion des contingents (travail intérimaire, travail étudiant) puisqu'en transmettant à l'avance le nombre de jours ou d'heures de travail prévus, il reçoit immédiatement une information indiquant si la personne déclarée peut ou non travailler sous le statut concerné ;
- le contrôle automatique du respect des conditions du statut flexi-job.

Comme pré-indiqué, l'ONSS a développé les applications Check Limosa et Check obligation de retenue qui permettent aux entreprises de contrôler en ligne d'une part la validité de chaque déclaration Limosa et d'autre part, l'obligation de retenue pour la sécurité sociale de leurs co-contractants pour les travaux immobiliers.

e. Octroi automatique de certains droits

L'octroi automatique de certains droits (allocations ou interventions) s'insère notamment dans la dynamique de la lutte contre la pauvreté, que le gouvernement entend par ailleurs renforcer (voir les actions 11 à 14 du Troisième Plan fédéral de lutte contre la pauvreté 2016-2019) (voir également le point B. ci-dessous).

Pour l'octroi de certains droits complémentaires (tarifs sociaux...), la BCSS a lancé un projet qui permet de faciliter l'octroi automatique de ceux-ci. Ceci implique la définition de notions uniformes, qui relèvent de diverses autorités, ainsi que certains développements techniques (informatiques...).

L'octroi de la GRAPA (garantie de revenus aux personnes âgées) est examiné automatiquement lorsqu'une personnes atteint l'âge de 65 ans et demande une pension.

Dans le secteur des soins de santé, une intervention majorée est automatiquement accordée à certains bénéficiaires d'avantages sociaux ou de certains statuts (entre autres, les bénéficiaires du revenu d'intégration, d'une GRAPA ou d'une allocation aux personnes en situation de handicap). Cette intervention majorée ne peut être allouée que suite à un examen des revenus. Cette dernière procédure est automatisée lorsqu'il s'agit d'un droit dérivé pour les bénéficiaires susvisés : il s'agit d'un échange de données entre les mutuelles, l'INAMI et le SPF Finances. Il est prévu de poursuivre cette simplification et l'automatisation de l'octroi de l'intervention majorée par une procédure qui remplace la méthode d'enquête sur les revenus.⁷

De même, des mesures sociales et fiscales sont octroyées automatiquement aux personnes reconnues en situation de handicap par le DG Personnes handicapées du SPF Affaires sociales, grâce à HANDIFLUX.

⁷ Question parlementaire n° 13134 du 7 mars 2017 de Mme LANJRI, Commission des Affaires sociales de la Chambre, Compte rendu analytique, CRABV 52 Com 610, p. 4.

f. Prise en considération de la fracture numérique et de l'inclusion numérique

En exécution de l'AIP 2017-2018, le CCE et le CNT ont rédigé un rapport intermédiaire (rapport n° 107) concernant la digitalisation et l'économie collaborative. Ils y attirent l'attention sur la problématique de la fracture numérique et la nécessité de l'inclusion numérique :

« La numérisation et les innovations qui en découlent peuvent faciliter les interactions entre citoyens, entreprises et administrations publiques. Ainsi, elles permettent par exemple une interaction plus efficace entre les pouvoirs publics d'une part et les entreprises et citoyens d'autre part. En outre, les transactions au sein de l'économie collaborative ont été considérablement redessinées par le développement d'applications numériques, et l'économie collaborative numérique connaît un essor important.

En numérisant les services publics, les autorités peuvent favoriser l'interaction entre les entreprises et citoyens et les administrations et avoir un effet catalyseur pour stimuler le progrès numérique dans d'autres couches de la société. Le recours à l'e-gouvernement permet aux pouvoirs publics de créer de la plus-value pour les entreprises et les citoyens de différentes manières, notamment par des gains d'efficacité, mais il convient également de tenir compte de certains défis, tels que l'accompagnement dans la transition numérique des personnes qui, pour des raisons matérielles ou un manque de compétences numériques, n'ont (plus) aucun accès numérique, par exemple en prévoyant la possibilité d'un opt-out⁸, comme cela figure dans le Digital Act du 21 juillet 2016 qui met en œuvre le règlement européen n° 910/2014. »

B. Travaux envisagés

Les institutions de sécurité sociale s'attachent à une meilleure exploitation dans l'avenir des banques de données disponibles et donc à un accès électronique aux données existantes, par exemple une meilleure utilisation du cadastre pensions (ONVA) ou l'accès données aux mutualités aux périodes d'absences (Fedris). Le principe Only once continuera à être mis en œuvre, notamment par une adaptation des formulaires.

⁸ Cet opt-out signifie que les individus conservent le droit d'interagir par voie non électronique avec l'administration. Voir article 7 de la loi du 21 juillet 2016 mettant en œuvre et complétant le règlement (UE) n° 910/2014.

L'accès des travailleurs à leur dossier devrait être facilité dans certains secteurs (par exemple possibilité d'imprimer via PC, tablettes - ONVA).

Au sein de Fedris, une approche cohérente et commune des risques professionnels sera développée concernant les aspects « expertises », « prévention » et la réinsertion professionnelle. Sur ce dernier point, une adaptation législative est nécessaire. De même, la législation « maladie professionnelle » pour les victimes du secteur privé et du secteur public doit être alignée afin de réaliser une égalité entre ces deux régimes.

En matière de pensions, le système PUB (paiement unique de pensions) nécessite d'harmoniser la législation et de prévoir un mécanisme d'indexation uniforme. Diverses applications existantes seront élargies et améliorées. MyPension sera également renforcé par l'ajout de nouveaux modules (simulation de choix de carrière avec impact sur la pension, consultation date possible de pension et en application du principe Only once, une demande d'information de l'ONVA ou du Service fédéral pension auprès d'un citoyen concernant la procédure d'octroi de la pension ne devra être introduite qu'une seule fois par celui-ci). A terme, ARGO et CAPELO seront fusionnés en une seule banque de données (DIOGENE - projet ATHENA). Une demande standard d'estimation de pension sera possible, dès 55 ans pour les trois régimes de pension en une seule fois. Le SFP poursuit les négociations avec les pays les plus concernés par le versement de pensions afin d'aboutir à un échange électronique et automatique (extension de l'application BEX). La finalité est, outre l'échange de date de décès afin de supprimer l'envoi annuel de certificat de vie aux bénéficiaires de pensions, d'échanger des données à caractère social comme les montants de pension et la composition du ménage (action 38 du « Plan d'action 2017 de lutte contre la fraude sociale » du Secrétaire d'Etat à la lutte contre la fraude sociale).

Le Conseil national du Travail suit régulièrement, en collaboration avec des représentants du Service fédéral Pensions, de l'INASTI et de Sigedis, l'évolution du Moteur Pensions et de la banque de données pensions complémentaires.

L'ONEM examine diverses pistes de simplification (calcul du passé professionnel RCC, du mode de calcul des allocations de garantie de revenus, suppression supplémentaire d'auditions lorsqu'elles ne sont pas indispensables et quant au crédit-temps, la mise en concordance des dispositions de la CCT n° 103 avec le droit aux allocations).

Le Fonds de fermeture travaille à la réduction des délais de paiement de telle façon que l'ensemble du processus, depuis la faillite jusqu'au paiement soit sensiblement simplifié. Ceci sera réalisé d'une part par une modification législative réduisant le délai de reprise et d'autre part, le Fonds espère que l'introduction de créances auprès du tribunal et l'introduction du formulaire F1 puissent se fondre en un seul processus.

L'ONSS poursuit le développement et l'amélioration de différentes applications (DRS, MAHIS...) ainsi que l'intégration de la CSPM et de l'ORPSS et développe la nouvelle application « green@work ».

En ce qui concerne l'octroi automatique des droits, lors du Conseil des ministres thématique du 26 juillet 2017, ce dernier a décidé d'un octroi automatique des droits, sur la base des revenus ou du statut, si possible en faisant appel à la BCSS ou la mise à disposition d'une meilleure information sur les droits disponibles. Cet octroi automatique des droits sera mis en œuvre par phases. Cet objectif a été confirmé par le Premier Ministre lors de sa déclaration du Gouvernement « Trois chantiers et une ambition » du 10 octobre 2017. Le Conseil entend suivre attentivement les évolutions de cet engagement et être directement impliqué dans cette dynamique.

De même, en ce qui concerne la question de la fracture ou du fossé numérique, le Conseil entend poursuivre sa réflexion, ainsi qu'il l'a précisé dans son rapport n° 107. En effet, le recours à l'e-gouvernement permet aux pouvoirs publics de créer de la plus-value pour les entreprises et les citoyens de différentes manières, notamment par des gains d'efficacité, mais il convient également de tenir compte de certains défis, tels que la prise en charge adéquate des « défavorisés » numériques.

ANNEXES

- **Aperçu des réalisations - Note de politique générale quant à la simplification administrative de Monsieur T. FRANCKEN, Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, chargé de la Simplification administrative**
- **Notes BCSS, FEDRIS, INAMI, ONEM, ONVA, Service public fédéral Pension, Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises et dernier rapport de monitoring e-government de l'ONSS**
- **Extrait site internet Sigedis, rapport annuel 2015**

Bruxelles,
Brussel,

22.03.2017

38/D.17-27

COMMISSION DES RELATIONS INDIVIDUELLES DU TRAVAIL

COMMISSIE INDIVIDUELE ARBEIDSV
VERHOUDINGEN

Objet : Accord interprofessionnel 2017-2018 du 2 février 2017 – Défis sociétaux – Simplification administrative

Onderwerp : Interprofessioneel akkoord 2017-2018 van 2 februari 2017 – Maatschappelijke uitdagingen – Administratieve vereenvoudiging

Les membres sont priés de trouver ci-joint les extraits de la Note de politique générale du 27 octobre 2016 du Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative, qui portent sur la simplification administrative. Cette note fait notamment état des travaux de l'ASA. Ces derniers sont également résumés dans les rapports d'évaluation des charges administratives de l'ASA (<http://www.simplification.be/content/publications>).

De leden vinden hierbij de uittreksels uit de algemene beleidsnota van 27 oktober 2016 van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met Administratieve Vereenvoudiging, die betrekking hebben op administratieve vereenvoudiging. Die nota bevat met name een stand van zaken van de werkzaamheden van de DAV. Die werkzaamheden worden eveneens samengevat in de evaluatierapporten van de administratieve lasten van de DAV (<http://www.verereenvoudiging.be/content/publicaties>).

x x x

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

27 oktober 2016

ALGEMENE BELEIDSNOTA (*)

Asiel en Migratie

Administratieve Vereenvoudiging

SOMMAIRE

1. Asiel en Migratie 3
2. Administratieve vereenvoudiging 38

Zie:

Doc 54 **2111/ (2016/2017):**

001: Lijst van Beleidsnota's.

002 tot 016: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

27 octobre 2016

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)

Asile et Migration

Simplification administrative

INHOUD

1. Asile et Migration 3
2. Simplification administrative 38

Voir:

Doc 54 **2111/ (2016/2017):**

001: Liste des notes de politique générale.

002 à 016: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

BELEIDSNOTA ADMINISTRATIEVE VEREENVOUDIGING 2017

Onze toekomstige welvaart staat of valt met goed bestuur. In de wereld van 2016 kan een land zich niet meer veroorloven z'n burgers en bedrijven te verstikken onder administratieve rompslomp.

Te veel administratieve lasten betekenen voor een onderneming productiviteitsverlies en minder transparantie. Voor de burger betekent het tijdverlies en minder rechtszekerheid.

Administratieve rompslomp remt af, ontmoedigt, frustreert en levert aan de welvaart en welzijn van onze maatschappij niets bij. Het terugdringen van de administratieve lasten werd in 2014 dan ook opnieuw opgenomen in het regeerakkoord.

Uit het laatste tweejaarlijkse rapport van het Federaal Planbureau omtrent de administratieve lasten voor bedrijven in België, blijkt dat de administratieve lasten voor bedrijven (ondernemingen en zelfstandigen) in het jaar 2014 nog steeds op 6,64 miljard euro worden geraamd. Uitgedrukt als percentage van het bbp gaat het om 1,66 % van het BBP.

Uit het meetrapport 2015 van de Dienst Administratieve Vereenvoudiging blijkt dat de administratieve lasten in 2015 globaal zijn gedaald met ongeveer **81,5 miljoen euro**. **65 %** van deze afname is te danken aan het stijgend gebruik van e-facturatie, **9,6 %** door de e-maaltijdcheques. Het toenemende gebruik van de reeds gemeten e-governmenttoepassingen is verantwoordelijk voor **23,32 %**,

Wanneer we de verschillende doelgroepen apart bekijken, stellen we telkens een daling vast. De administratieve lasten voor **burgers** verminderden met ongeveer **36,6 miljoen euro** en deze voor **ondernemingen** met bijna **45 miljoen euro**.

Om te komen tot een verdere vermindering van de administratieve lasten zet ik in op de volgende grote actiepunten:

1. Veralgemening van E-facturatie;
2. Veralgemening van de toepassing van het eenmaligheidsbeginsel;
3. Structurele vereenvoudiging van de overheid;
4. Coördinatie en participatie in diverse vereenvoudigingsprojecten;

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE 2017

Notre prospérité future va de pair avec la bonne gouvernance. Dans le monde d'aujourd'hui un pays ne peut plus se permettre d'asphyxier les citoyens et les entreprises sous le poids des formalités administratives.

Trop de charges administratives constituent pour une entreprise une perte de productivité et moins de transparence. Pour le citoyen cela signifie une perte de temps et moins de certitude juridique.

Les formalités administratives freinent, découragent, frustrant et ne contribue aucunement à la prospérité ni au bien-être de notre société. Ainsi, la réduction des formalités administratives a à nouveau été reprise dans l'accord de gouvernement en 2014.

L'accord de gouvernement de 2014 faisait à nouveau mention de la réduction des charges administratives. Le dernier rapport bisannuel du Bureau fédéral du Plan consacré aux charges administratives imposées aux entreprises en Belgique révèle que les charges administratives des entreprises (sociétés et indépendants) sont encore estimées en 2014 à 6,64 milliards d'euros, soit 1,66 % du PIB.

Le rapport de mesure 2015 de l'Agence pour la Simplification Administrative fait état d'une diminution globale des charges administratives en 2015 de quelque **81,5 millions d'euros**. **65 %** de cette réduction sont à mettre sur le compte de l'utilisation croissante de la facturation électronique, **9,6 %** sur celui des chèques-repas électroniques. Le recours accru aux applications d'e-gouvernement déjà mesurées est responsable de **23,32 %**.

Si l'on observe les différents groupes cibles individuellement, force est de constater que la réduction est systématiquement manifeste. Les charges administratives imposées aux **citoyens** ont diminué d'environ **36,6 millions d'euros** et celles qui concernent les **entreprises** de près de **45 millions d'euros**.

Afin de prolonger cette tendance à la baisse, j'entends m'engager sur les grands champs d'action suivants:

1. Généralisation de la facturation électronique;
2. Généralisation de l'application du principe "Only Once";
3. Simplification structurelle des autorités;
4. Coordination et participation à divers projets de simplification;

5. Verbetering kwaliteit regelgeving.

1. Veralgemening E-facturatie

Elk jaar meet de DAV de besparing aan administratieve lasten door het gebruik van elektronische facturatie. Daarbij is berekend dat de verwerking van een papieren factuur 8,04 euro kost, de verwerking van een pdf 7,68 euro en die van een gestructureerd digitaal factuur slechts 2,27 euro. Een papieren factuur aanmaken kost 4,44 euro, aanmaken van een e-factuur kost 1,2 euro

Uit de meting voor 2015 blijkt dat voor het eerst het aantal elektronisch verstuurd facturen naar ondernemingen groter is dan het aantal op papier verstuurd facturen: 52,21 % e-facturen tegen 47,79 % papieren facturen, een groei van het aantal elektronisch verstuurd facturen van 4.55 % tov 2014. De in 2015 bijkomend gerealiseerde besparing door e-facturatie bedroeg 53 miljoen euro. Indien er overgeschakeld wordt op 100 % geïntegreerde elektronische facturatie kunnen de Belgische bedrijven nog een bijkomende besparing van maar liefst 2,39 miljard euro realiseren.

Ik wil dan ook krachtig het gebruik van E-facturatie promoten en zal daartoe in samenwerking met de minister voor Digitale Agenda, de minister voor Ambtenarenzaken en de minister van KMO-beleid de Europese richtlijn voor E-invoicing vervroegd omzetten: 1 januari 2017 moeten alle federale overheidsentiteiten e-facturen kunnen ontvangen, 1 januari 2018 wordt aanlevering van gestructureerde digitale formulieren naar de federale overheid verplicht. Door de verplichte aanlevering van e-facturen naar overheden, willen we bedrijven aanzetten om ook in een B2B-omgeving E-facturatie te veralgemenen. Naast tijdswinst en kostenbesparing zal deze maatregel als bijkomend voordeel voor bedrijven hebben dat betalingstermijnen beter zullen worden gerespecteerd. De DAV zal initiatieven opzetten om de federale entiteiten en de bedrijven te begeleiden naar het respectievelijk ontvangen en verzenden van e-facturen.

2. Veralgemening van toepassing van het eenmaligheidsbeginsel (*Only Once*)

In toepassing van de wet van 5 mei 2014 houdende de verankering van de unieke gegevensinzameling moet elke federale overheidsdienst vanaf 1 januari 2016 verplicht rekening houden met de "*Only Once*" principes bij het opvragen van gegevens bij burgers en ondernemingen zodat ondernemingen en burgers dezelfde informatie niet meer dan een keer of aan meerdere instanties hoeven te verstrekken.

5. Amélioration de la qualité de la réglementation.

1. Généralisation de la facturation électronique

Chaque année, l'ASA mesure les économies en termes de charges administratives générées par le recours à la facturation électronique. Elle a, dans ce cadre, calculé que le traitement d'une facture papier coûtait 8,04 euros et celui d'un document PDF 7,68 euros, tandis que celui d'une facture numérique structurée ne représentait que 2,27 euros. L'établissement d'une facture papier se chiffre à 4,44 euros, celui d'une facture électronique à 1,2 euro.

Les mesures de 2015 révèlent, et c'est inédit, que le nombre de factures envoyées aux entreprises par voie électronique a dépassé le nombre de factures papier: 52,21 % de factures électroniques contre 47,79 % de factures papier, soit une augmentation du nombre de factures envoyées électroniquement de 4,55 % par rapport à 2014. Les économies supplémentaires engrangées en 2015 grâce à la facturation électronique ont été chiffrées à 53 millions d'euros. En cas d'adoption à 100 % de la facturation électronique intégrée, les entreprises belges pourront encore réaliser une économie supplémentaire de pas moins de 2,39 milliards d'euros.

C'est pourquoi j'entends promouvoir avec ferveur le recours à la facturation électronique et transposer sans délai la directive européenne sur l'E-invoicing, en collaboration avec le ministre de l'Agenda numérique, le ministre de la Fonction publique et le ministre des PME: au 1^{er} janvier 2017, toutes les entités publiques fédérales devront être en mesure de réceptionner des factures numériques; au 1^{er} janvier 2018, il sera obligatoire de fournir des formulaires numériques structurés aux autorités fédérales. En imposant la remise de factures électroniques aux autorités, nous souhaitons inciter les entreprises à également généraliser la facturation électronique dans un environnement B2B. Outre les avantages comme le gain de temps et la réduction des coûts, cette mesure offrira aux entreprises la garantie d'un meilleur respect des délais de paiement. L'ASA lancera des initiatives destinées à accompagner les entités fédérales et les entreprises sur la voie de la réception et de l'envoi de factures électroniques.

2. Généralisation de l'application du principe "*Only Once*"

En application de la loi du 5 mai 2014 organisant le principe de la collecte unique des données, chaque service public fédéral doit tenir compte, depuis le 1^{er} janvier 2016, des principes "*Only Once*" lorsqu'il réclame des données aux citoyens et aux entreprises. Le but étant que les citoyens et les entreprises ne doivent plus fournir les mêmes informations à plusieurs reprises, ni à plusieurs instances.

Uit een meting uitgevoerd door het Meetbureau van de Dienst voor Administratieve Vereenvoudiging blijkt dat het gebruik van 3 authentieke bronnen (Rijksregister, KBO en KSZ) in 2015 een recurrente besparing voor burgers, ondernemingen en federale overheidsdiensten van minstens € 135 381 571 à € 183 218 787 met zich mee heeft gebracht t.o.v. 2014. Deze besparingen is berekend door het gestegen aantal transacties in deze authentieke bronnen tussen 2014 en 2015 te vermenigvuldigen met de besparing die per transactie gerealiseerd wordt. Uit een eerdere meting van het DAV Meetbureau omtrent de besparing van het gebruik van het Rijksregister (DAV Meetbureau, 2013) bleek dat er per transactie tussen € 1,77 en € 3,36 kan bespaard worden voor de verschillende doelgroepen (rekening houdend met een aantal assumpties omtrent batch bevragingen, etc.). Deze besparingen per transactie zijn, mits de nodige assumpties, nu toegepast om de besparing voor de drie authentieke bronnen te meten.

De totale besparing is als volgt verdeeld over de drie authentieke bronnen:

- Rijksregister: € 92 526 409 à € 124 857 089;
- KBO: € 3 482 416 à € 5 231 284;
- KSZ: € 39 372 746 à € 53 130 414.

Door de diverse federale entiteiten zijn acties ondernomen om in hun werking de toepassing van de wet te implementeren maar ondanks de geleverde inspanningen en de geboekte vooruitgang stelt de DAV, die belast is met het aan de Ministerraad op geregelde tijdstippen te rapporteren over de vooruitgang van het *Only Once* programma vast, dat de implementatie van de *Only Once* principes in de werking van de overheidsdiensten en derhalve de eigenlijke administratieve vereenvoudiging en besparing voor burgers en/of ondernemingen die hieruit zou moeten volgen, tot op heden nog te weinig tastbaar is.

Om te komen en snellere implementatie van de principes vervat in de *Only Once* wet moeten alle federale overheidsdiensten tegen 1 november 2016 een inventaris (incl. volume) opmaken van de bestaande formulieren die gedigitaliseerd zouden moeten worden en van de regelgeving die dient aangepast te worden, teneinde:

- het gebruik van de unieke identificatiesleutels te veralgemenen;
- het principe van de unieke gegevensinzameling te verzekeren en alle eventueel hiermee nog strijdige bepalingen te schrappen;

Des mesures effectuées par le Bureau de mesure de l'Agence pour la Simplification Administrative ont révélé qu'en utilisant trois sources authentiques (Registre national, BCE et BCSS), les citoyens, les entreprises et les services publics fédéraux avaient engrangé en 2015 des économies récurrentes allant d'au moins € 135 381 571 à € 183 218 787, et ce en comparaison avec 2014. Ces chiffres ont été obtenus en multipliant le nombre croissant de transactions dans ces sources authentiques entre 2014 et 2015 par les économies réalisées par transaction. Une précédente mesure du Bureau de mesure de l'ASA consacrée aux économies liées à l'utilisation du Registre national (Bureau de mesure ASA, 2013) avait déjà estimé entre € 1,77 et € 3,36 le montant de l'économie par transaction pour les différents groupes cibles (compte tenu de certaines hypothèses en matière de consultation, etc.). Ces économies par transaction ont ici été appliquées, moyennant les hypothèses requises, pour calculer les économies générées pour les trois sources authentiques.

Les économies totales ont été ventilées comme suit entre les trois sources authentiques:

- Registre national: € 92 526 409 à € 124 857 089;
- BCE: € 3 482 416 à € 5 231 284;
- BCSS: € 39 372 746 à € 53 130 414.

Les diverses entités fédérales ont entrepris des actions visant à implémenter l'application de la loi dans leur fonctionnement. Cependant, malgré les efforts consentis et les avancées réalisées, l'ASA – qui est chargée de faire rapport à intervalles réguliers au Conseil des ministres quant aux progrès enregistrés dans le cadre du programme "*Only Once*" – constate que la mise en œuvre des principes *Only Once* dans le fonctionnement des services publics et par conséquent la simplification administrative proprement dite et les économies qui doivent en découler pour les citoyens et/ou les entreprises, ne sont jusqu'à présent que peu tangibles.

Afin de donner un coup d'accélérateur à l'implémentation des principes contenus dans la loi *Only Once*, l'ensemble des services publics fédéraux doivent rédiger pour le 1^{er} novembre 2016 un inventaire (volume inclus), d'une part, des formulaires existants qui devraient être numérisés et, d'autre part, de la réglementation qu'il y a lieu de modifier afin:

- de généraliser l'utilisation des clés d'identification uniques;
- d'assurer le principe de collecte unique des données et de supprimer toutes les dispositions qui y seraient encore contraires;

- te komen tot een volledige gelijkschakeling van papieren en elektronische formulieren.

Ik onderzoek verder hoe we kunnen zorgen dat de basisconcepten en referentieperiodes in de onderscheiden reglementeringen op mekaar kunnen worden afgestemd, zodat gegevens maximaal zouden kunnen worden hergebruikt. Immers indien de basisconcepten en de referentieperiodes niet voldoende worden afgestemd, kunnen gegevens niet worden hergebruikt en is de *Only Once* suboptimaal. Indien het loonbegrip en de referentieperiode voor de personenbelastingaangifte zou geharmoniseerd worden met die van de sociale zekerheid, zouden de ondernemingen ontlast kunnen worden van heel wat 281.xxx-formulieren.

De DAV rapporteert op geregelde tijdstippen over de vooruitgang van het *only once*-programma en eventueel op het terrein vastgestelde knelpunten. In het voorjaar van 2017 zal daartoe een nieuw statusrapport aan de Ministerraad worden aangeboden.

3. Structurele vereenvoudiging van de overheid:

3.1. Vereenvoudiging verankeren in de federale overheidsdiensten

In alle nieuwe bestuursovereenkomsten zijn concrete doelstellingen en projecten inzake administratieve vereenvoudiging opgenomen : Op het vlak van administratieve vereenvoudiging, engageren de FOD's zich om tegen het einde van de bestuursovereenkomst de administratieve lasten opgelegd aan burgers, ondernemingen en verenigingen te beperken en bij te dragen tot de door de regering vastgestelde doelstelling[van [30] % vermindering]. De FOD's integreren in hun bestuursplan een intern actieplan administratieve vereenvoudiging dat tevens de acties omvat vereist om te voldoen aan de *only-once* regelgeving zoals bepaald in de Wet 5 mei 2014 (BS 4 juni 2014).

3.2. Stimuleren van innovatie

Samen met de minister van ambtenarenzaken zal ik in de volgende jaren sterk inzetten op innovatie als middel om processen te vereenvoudigen. In de schoot van de nieuwe transformation unit wordt een innovatielab opgezet dat enerzijds innovatie in alle overheidsdiensten zal aanwakkeren en anderzijds concrete innovatieve experimenten zal uitvoeren. In een eerste fase zal de focus liggen op de opstart van het lab en het opzetten van een eerste pilootproject om de toegang tot overheidsopdrachten voor start-ups en kmo's makkelijker

- de parvenir à un alignement total des formulaires papier et électroniques.

Je continue d'examiner comment nous pouvons faire pour que les concepts de base et les périodes de référence soient identiques dans les différentes réglementations, afin que les données puissent être réutilisées un maximum. En effet, si les concepts de base et les périodes de référence ne correspondent pas suffisamment, les données ne peuvent être réutilisées et le principe *Only Once* n'est alors pas optimal. Si l'on venait à harmoniser le concept de traitement et la période de référence pour la déclaration à l'impôt des personnes physiques avec la sécurité sociale, les entreprises pourraient être déchargées de nombreux formulaires 281.xxx.

L'ASA fait rapport à intervalles réguliers quant aux avancées réalisées dans le programme *Only Once* et aux éventuels problèmes rencontrés sur le terrain. À cet égard, l'on présentera un nouveau rapport des avancées au Conseil des ministres dans le courant du printemps 2017.

3. Simplification structurelle des autorités

3.1. Ancrer la simplification dans les services publics fédéraux

Tous les nouveaux contrats d'administration consignent des objectifs et des projets concrets en matière de simplification administrative: les SPF s'engagent à limiter les charges administratives imposées aux citoyens, aux entreprises et aux associations d'ici la fin du contrat d'administration et à contribuer à l'objectif posé par le gouvernement [d'une réduction de [30] %]. Dans leur plan d'administration, les SPF intègrent un plan d'action interne en matière de simplification administrative qui reprend également les actions requises pour satisfaire à la législation *Only Once*, comme prévu dans la loi du 5 mai 2014 (M.B. du 4 juin 2014).

3.2. Stimuler l'innovation

Avec le soutien du ministre de la Fonction publique, j'investirai sans retenue au cours des années à venir dans l'innovation comme moyen de simplification des processus. Dans le giron de la nouvelle "transformation unit", un "laboratoire d'innovation" sera inauguré; il aura pour mission de stimuler l'innovation dans tous les services publics et de réaliser des expériences concrètes et innovantes. Au cours d'une première phase, les efforts se concentreront sur le lancement du laboratoire et sur la mise en place d'un premier projet pilote visant à

te maken. Er wordt daarnaast onderzocht hoe in een volgende fase een programma tot training van innovatiecoaches kan opgezet worden. De FOD P&O, het Ministerie van Defensie en de DAV zullen een proeftuin ter beschikking stellen waar end-to-end innovatieve projecten kunnen begeleid worden.

3.3 Open data

Met de minister voor Digitalisering werk ik aan de uitvoeringsbesluiten van de wet van 4 mei 2016 inzake het hergebruik van overheidsinformatie.

De DAV werkt met Fedict samen in de “Open data *taskforce*” wier opdracht het is de ambitieuze Open data Strategie van de regering te ondersteunen. De *taskforce* inventariseert de aanwezige databronnen binnen de federale overheidsdiensten. De inventaris wordt publiek gemaakt op de site data.gov.be en regelmatig bijgewerkt. Sinds de site begin 2016 werd gelanceerd, werden linken naar meer dan 5000 open datasets gepubliceerd. De *taskforce* zal de overheidsdiensten blijven vragen om hun datasets ter beschikking te stellen. Tegen 2020 dient proactieve terbeschikkingstelling de regel te zijn. Tot dan kan terbeschikkingstelling, indien de dataset niet is gepubliceerd, op eenvoudig verzoek van de gebruiker.

Er worden daarbij geen bijkomende formaliteiten (zoals bijv. het verplicht registreren) opgelegd aan bedrijven of burgers die de gegevens willen bekijken of hergebruiken

De “*taskforce*” onderzoekt de mogelijkheid tot het uitwerken van een meetmethode (calculus) die toelaat de meerwaarde van het openstellen van specifieke databronnen te kwantificeren.

4. Coördinatie van en participatie in diverse vereenvoudigingsprojecten

DAV initieert, coördineert en participeert (in) diverse vereenvoudigingsprojecten. Daarnaast worden de realisaties van het federaal vereenvoudigingsbeleid gecatalogiseerd en geregeld gepubliceerd op de website www.veroeenvoudiging.be. Enkele grotere projecten waar DAV vandaag actief in participeert zijn:

4.1. Modernisering van de burgerlijke stand en oprichting Database Akten Burgerlijke stand (DABS)

Tegen het eind van de regeerperiode moet een effectieve modernisering en informatisering van de

faciliter l'accès aux marchés publics aux start-ups et aux PME. L'on étudiera ensuite comment mettre en place un programme de formation de coachs en innovation dans une phase ultérieure. Le SPF P&O, le ministère de la Défense et l'ASA mettront à disposition un “jardin d'essai” dans lequel pourront être accompagnés des projets innovants “end to end”.

3.3 Open data

Je travaille avec le ministre en charge de la Numérisation sur les arrêtés d'exécution de la loi du 4 mai 2016 relative à la réutilisation des informations du secteur public.

L'ASA collabore avec Fedict au sein de la *taskforce* “Open data” qui a pour mission d'assister l'ambitieuse stratégie du gouvernement en matière d'Open Data. La *taskforce* dresse l'inventaire des sources de données disponibles au sein des services publics fédéraux. Cet inventaire est rendu public sur le site data.gov.be et est régulièrement mis à jour. Depuis le lancement du site début 2016, ce sont des liens vers plus de 5000 sets d'open data qui ont été publiés. La *taskforce* continuera de demander aux services publics de mettre à disposition leurs sets de données. La mise à disposition proactive devrait être terminée d'ici 2020. D'ici là, lorsqu'un set de données n'est pas publié, sa mise à disposition se fait sur simple demande de l'utilisateur.

À cet égard, les entreprises ou les citoyens qui souhaitent consulter ou réutiliser les données ne se voient pas imposer de formalités complémentaires (comme l'obligation de s'enregistrer).

La *taskforce* étudie la possibilité d'élaborer une méthode de mesure (calcul) qui permettrait de quantifier la plus-value de la mise à disposition de sources de données spécifiques.

4. Coordination et participation à divers projets de simplification

L'ASA initie, coordonne et participe à divers projets de simplification. En outre, les réalisations de la politique fédérale en matière de simplification sont cataloguées et régulièrement publiées sur le site Internet www.simplification.be Voici quelques-uns des projets d'envergure auxquels l'ASA participe actuellement de manière active:

4.1. Modernisation de l'état civil et création de la Base de donnée des actes de l'état civil (BAEC)

D'ici la fin de la législature, la modernisation et l'informatisation effectives de l'état civil doivent avoir

burgerlijke stand uitgerold zijn in alle gemeenten en consulaten. In nauwe samenwerking met Justitie, Binnenlandse zaken, Buitenlandse zaken en de lokale besturen is een concreet actieplan uitgewerkt. Daarbij wordt maximaal gebruik gemaakt van de infrastructuur van het Rijksregister.

O.m. volgende acties worden voorzien:

- Uitrol van gebruik elektronische akten (zoals voorzien in nieuw consulaire wetboek) naar consulaire ambtenaren van FOD Buitenlandse zaken
- Migratie oude akten
- het volledig herschrijven van het wettelijk kader
- Uitrol nieuw systeem naar gemeenten
- Streefdatum voor de opstart van het volledig nieuwe systeem: 1 januari 2018, op voorwaarde dat de gemeenten het nieuwe systeem gedurende minstens 6 maanden hebben kunnen testen.

4.2 Optimalisatie van de Kruispuntbank van Ondernemingen

De DAV werkt mee aan de door FOD Economie gecoördineerde verdere uitbouw van de Kruispuntbank voor Ondernemingen (KBO+) en de vereenvoudiging en modernisering van alle daarrond bestaande procedures en processen. De KBO moet de authentieke bron worden voor de kmo's in hun administratieve relatie met de federale en de regionale overheid. Een document dat aan de KBO is bezorgd, krijgt het statuut van "only once"-document. Een verdere verbetering van de kwaliteit van de gegevens die in de KBO zijn opgenomen, moet dit nog versterken.

In het verlengde van de versterking en opwaardering van de KBO tot een KBO 2.0, ligt ook het principe van het uniek loket: één aanspreekpunt voor ondernemers in hun betrekkingen met de overheid. De DAV werkt mee aan de lopende initiatieven om dergelijk "uniek loket" te realiseren.

Daarnaast blijft de DAV in het verlengde van dit project en in samenwerking met Justitie investeren in de verdere uitbouw van eDepot en eGriffie teneinde te komen tot 100 % elektronische oprichtingen van alle rechtspersonen. Ook het meedelen van wijzigingen zal elektronisch kunnen gebeuren. Hierbij zal er wel over worden gewaakt dat fraude maximaal wordt uitgesloten.

été amorcées dans toutes les communes et tous les consulats. Un plan d'action concret a été élaboré en étroite collaboration avec la Justice, l'Intérieur, les Affaires étrangères et les administrations locales. Dans ce cadre, l'on a utilisé au maximum l'infrastructure du Registre national.

Les actions suivantes ont notamment été entreprises:

- extension de l'utilisation des actes électroniques (comme prévu dans le nouveau Code consulaire) aux fonctionnaires consulaires du SPF Affaires étrangères;
- migration des anciens actes;
- remaniement intégral du cadre légal;
- extension du nouveau système aux communes;
- date butoir pour le lancement du système tout à fait neuf: 1^{er} janvier 2018, à condition que les communes aient pu tester le nouveau système pendant au moins six mois.

4.2 Optimalisation de la Banque-Carrefour des Entreprises

L'ASA contribue à la poursuite de la mise en place de la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE+) coordonnée par le SPF Économie, ainsi qu'à la simplification et à la modernisation de toutes les procédures et tous les processus existants en la matière. La BCE a pour vocation de devenir la source authentique des PME dans leurs relations administratives avec les autorités fédérales et régionales. Un document transmis à la BCE est estampillé du statut "Only Once". Le but étant de davantage améliorer la qualité des données reprises dans la BCE.

Dans le prolongement du renforcement et de la revalorisation de la BCE en une BCE 2.0, s'inscrit également le principe du "guichet unique": un seul point de contact pour les entrepreneurs lors de leurs interactions avec les autorités. L'ASA contribue aux initiatives en cours visant à mettre en place un tel "guichet unique".

En outre, dans le sillage de ce projet et en collaboration avec la Justice, l'ASA continue d'investir dans le développement d'e-Dépôt et d'e-Grefe afin d'atteindre 100 % de création des personnes physiques par voie électronique. La communication de modifications se fera aussi électroniquement. À cet égard, il faudra bien veiller à rendre toute fraude impossible.

4.3. Overheidsopdrachten

Het *only once* principe dient ook toegepast te worden bij de gunning van overheidsopdrachten. Via Telemarc kunnen alle opdrachtgevers nagaan of de inschrijvers beschikken over de vereiste attesten. Momenteel zijn volgende gegevens reeds beschikbaar via Telemarc:

1. Bewijs rechtstoestand (niet failliet);
2. BTW-atteest;
3. Geen fiscale schulden;
4. Geen sociale schulden;
5. Jaarrekeningen;
6. Erkenning overheidsopdrachten aannemer bouw.

Volgende acties blijven noodzakelijk:

- Monitoring en regelmatige rapportering omtrent het gebruik van de Telemarc-toepassing;
- Het ondersteunen van de besturen bij hun aanvraag tot toegang tot Telemarc en het beantwoorden van de vragen die ze in dit verband hebben (onderhoud en ter beschikkingstelling van een FAQ-lijst);
- Onderzoek naar de mogelijkheden tot vereenvoudiging van de toegangsmodaliteiten bijvoorbeeld door de invoering in de KBO van een hoedanigheid "opdrachtgever overheidsopdrachten";
- Onderhandeling met alle beleidsniveaus teneinde te komen tot een veralgemeende wettelijke verplichting inzake het gebruik van Telemarc;
- Onderzoek naar de impact van richtlijn 2014/24 op het bestaande technisch systeem en vertaling hiervan in nieuwe regelgeving;
- Uitbreiding van Telemarc met het "attest strafregister" van zodra dit door de FOD Justitie wordt ter beschikking gesteld (2019).
- Verdere promotie van het gebruik van de toepassing Telemarc bij alle diensten en instellingen die onder het toepassingsgebied van de wet op de overheidsopdrachten vallen;

4.3. Marchés publics

Le principe *Only Once* doit également être appliqué à l'attribution des marchés publics. Grâce à Télémarch, tous les pouvoir adjudicateurs peuvent vérifier si les soumissionnaires disposent bel et bien des attestations requises. Pour l'heure, les données suivantes sont déjà disponibles sur Télémarch:

1. preuve de la situation juridique (pas de faillite);
2. attestation TVA;
3. absence de dettes fiscales;
4. absence de dettes sociales;
5. comptes annuels;
6. agrégation marchés publics entrepreneur en bâtiments.

Les actions suivantes restent nécessaires:

- monitoring et rapportage régulier quant à l'utilisation de l'application Télémarch;
- soutien des administrations lors de leur demande d'accès à Télémarch et réponse aux questions qu'elles se posent à ce propos (entretien et mise à disposition d'une liste des FAQ);
- examen des possibilités de simplification des modalités d'accès, par exemple grâce à l'introduction dans la BCE d'une qualité de "pouvoir adjudicateur marchés publics";
- négociation avec tous les niveaux de pouvoir afin de convenir d'une obligation légale généralisée s'agissant de l'utilisation de Télémarch;
- examen de l'impact de la directive 2014/24 sur le système technique existant et transposition dans une nouvelle réglementation;
- extension de Télémarch avec l'attestation "casier judiciaire" dès que le SPF Justice la met à disposition (2019);
- poursuite de la promotion de l'utilisation de l'application Télémarch auprès de tous les services et toutes les institutions qui relèvent du champ d'application de la loi sur les marchés publics.

In april 2016 werden door de DAV alle administratieve verantwoordelijken van alle betrokken overheden (federale overheid, gewesten, provincies, gemeenten, intercommunales, politiezones, ocmw's,...) aangeschreven om Télémarc onder hun aandacht te brengen. Ik zal eind dit jaar hetzelfde doen met de politiek verantwoordelijken.

In de periode van februari 2015 tot september 2016 is het aantal Telemarc -opgevers gestegen van 604 naar 939 en maandelijks komen er een dertigtal opdrachtgevers bij.

4.4. Centraal Bestand identificatie vreemde documenten

Doel is de Creatie van een "Centraal bestand Identificatie vreemde documenten" dat toegankelijk is voor alle betrokken diensten, in het bijzonder de steden en gemeenten" om zo de toegang tot de beschikbare informatie te verbeteren, de communicatie tussen de verschillende diensten te bevorderen en fraude sneller en makkelijker te identificeren.

Acties die ondernomen zullen worden:

- DAV onderzoekt mogelijkheden voor het opzetten van een piloot (i.s.m. gemeenten/Rijksregister/DVZ/Politie)
- Architectuurstudie en voorstel "*Proof of Concept*"

4.5 Vereenvoudiging douaneformaliteiten

In samenwerking met de diensten van de minister van Financiën zal de DAV onderzoeken hoe de douaneformaliteiten verder kunnen worden vereenvoudigd.

4.6 Bijdrage aan federaal actieplan "Armoedebestrijding"

In het kader van het derde federale actieplan "Armoedebestrijding" stel ik, in overleg met de minister voor Digitale Agenda tegen 1 juli een rapport op met de huidige knelpunten en voorstellen om de toegankelijkheid tot de overheidsdienstverlening te verbeteren, zowel op digitaal als administratief vlak.

4.7 KMO-Vereenvoudigingsplan

Gezien de wettelijke opdracht van de DAV en het grote belang van KMO's voor de Belgische economie bestuderen mijn diensten in nauwe samenwerking met

En avril 2016, l'ASA a envoyé un courrier à tous les responsables administratifs de toutes les autorités concernées (autorités fédérales, régions, provinces, communes, intercommunales, zones de police, CPAS, etc.) afin de les sensibiliser à Télémarc. J'en ferai de même avec les responsables politiques à la fin de cette année.

Entre février 2015 et septembre 2016, le nombre de pouvoirs adjudicateurs dans Télémarc est passé de 604 à 939, auxquels viennent s'ajouter chaque mois une trentaine de nouveaux pouvoirs adjudicateurs.

4.4. Registre central d'identification de documents étrangers

L'objectif est de créer un "Registre central d'identification de documents étrangers" accessible à tous les services concernés, en particulier les villes et les communes. Le but étant d'améliorer l'accès à l'information disponible, de favoriser la communication entre les différents services, ainsi que de faciliter et d'accélérer l'identification de cas de fraude.

Actions qui seront lancées:

- L'ASA est en train d'examiner les possibilités de lancer un projet pilote (en collaboration avec les communes/le Registre national/l'OÉ/la Police).
- Étude des architectures et proposition "*Proof of Concept*".

4.5 Simplification des formalités douanières

En coopération avec les services du ministre des Finances, l'ASA examinera comment davantage simplifier les formalités douanières.

4.6 Contribution au plan d'action fédéral de Lutte contre la pauvreté

Dans le cadre du troisième plan d'action fédéral de Lutte contre la pauvreté, je suis tenu de rédiger d'ici le 1^{er} juillet, et en concertation avec le ministre en charge de l'Agenda numérique, un rapport reprenant les problèmes et les propositions actuels et ce, afin d'améliorer l'accès aux services publics, tant au niveau numérique qu'administratif.

4.7 Plan de simplification en faveur des PME

Vu la mission légale de l'ASA et la grande importance des PME pour l'économie belge, mes services – en étroite collaboration avec les services du ministre des

deze van de minister van Middenstand, zelfstandigen en KMO's de voorstellen vervat in het advies van de Hoge Raad van de zelfstandigen en de KMO's inzake voorstellen tot Administratieve Vereenvoudiging.

5. Verbetering kwaliteit van regelgeving

5.1 Minder maar betere RIA's

“Uit de jaarverslagen van het Impact Analyse Comité blijkt dat de kwaliteit van impactanalyses die sinds de inwerkingtreding van de wet op 1 januari 2014 zijn uitgevoerd, vaak te wensen overlaat. De impactanalyses lijken al te vaak op een minimalistische en simplistische manier te worden ingevuld, waarbij de gevolgen van de voorgenomen regelgeving op de diverse thema's in het impactanalyseformulier onvoldoende, niet op de juiste wijze of helemaal niet worden geanalyseerd.

Mijn doelstelling is dan ook het Impact analyse gebeuren te verbeteren en te komen tot betere impactanalyses en eveneens te voorzien in de omzetting van de bestaande richtlijnen voor de Europese “kmo-test”.

Daartoe zijn er in de loop van het jaar 2016 door de DAV enkele pilootprojecten omtrent de RIA opgestart om het “RIA proces” te verdiepen en efficiënter te maken, is er overleg gevoerd met diverse experts en zijn buitenlandse modellen bestudeerd. Er worden een aantal voorstellen tot verbetering uitgewerkt die binnenkort aan de Ministerraad ter goedkeuring zullen worden voorgelegd.

5.2 Door meten tot weten

De Dienst voor de Administratieve Vereenvoudiging beschikt al meer dan 10 jaar over de expertise om kosten ten gevolge van regelgeving, zowel voor burgers, ondernemingen als voor de overheid, in kaart te brengen via onder meer het universeel gehanteerde Standaard Kosten Model. Het berekenen en kwantificeren van kosten van regelgeving kan beleidskeuzes objectiveren en meehelpen om de meest efficiënte beslissingen te nemen. Zo zal de DAV zijn expertise en verschillende methodieken verder ter beschikking stellen om het vereenvoudigingsbeleid van de regering te ondersteunen. Enkele van de projecten zijn:

- Het gebruik (adoptiegraad) van e-facturatie verder opvolgen en rapporteren over de lastendaling voor ondernemingen en burgers;

Classes moyennes, des Indépendants et des PME – examinent les propositions énoncées dans l'avis du Conseil supérieur des indépendants et des PME en matière de simplification administrative.

5. Amélioration de la qualité de la réglementation

5.1 Des AIR moins nombreuses mais de meilleure qualité

Les rapports annuels du Comité d'analyse d'impact révèlent que la qualité des analyses d'impact réalisées depuis l'entrée en vigueur de la loi le 1^{er} janvier 2014 laisse souvent à désirer. Les analyses d'impact semblent en effet trop souvent complétées de manière minimaliste et simpliste. De plus, les conséquences de la réglementation proposée dans les différents thèmes sur le formulaire d'analyse d'impact ne sont pas suffisamment ou pas correctement analysées ou ne font carrément pas l'objet d'une analyse.

Mon objectif est dès lors d'améliorer le processus d'analyse d'impact et de réaliser de meilleures analyses d'impact, ainsi que de prévoir la transposition des lignes directrices pour le “test PME” européen.

À cette fin, l'ASA a lancé dans le courant de l'année 2016 quelques projets pilotes sur les AIR visant à approfondir le “processus AIR” et à le rendre plus efficace. Par ailleurs, des concertations ont eu lieu avec divers experts et des modèles étrangers ont été étudiés. Une série de propositions d'amélioration sont en cours d'élaboration et seront bientôt soumises pour approbation au Conseil des ministres.

5.2 Mesurer, c'est connaître

Depuis plus de 10 ans déjà, l'Agence pour la Simplification administrative dispose de l'expertise nécessaire pour répertorier les coûts engendrés par une réglementation et imputés à la fois aux citoyens, aux entreprises et aux pouvoirs publics et ce, notamment grâce à la Méthode des Coûts Standard universelle. Le calcul et la quantification des coûts de la réglementation peuvent objectiver les choix politiques et contribuer à prendre les décisions les plus efficaces. Ainsi, l'ASA continuera à mettre à disposition son expertise et ses différentes méthodes, afin de soutenir la politique de simplification du gouvernement. Parmi les projets, citons:

- Le suivi de l'utilisation (taux d'adoption) de la facturation électronique et le rapportage sur la réduction des charges pour les entreprises et les citoyens;

- De evolutie van het gebruik van e-governmentapplicaties en de bijbehorende impact op de administratieve lasten opvolgen;
- Verdere ex-ante onderzoeken uitvoeren voor belangrijke (economische en sociale) doelgroepen;
- Het ex-ante analyseren van nieuw beleid en/of geplande regelgeving (impactanalyses).
- DAV houdt lijst bij van door de regering afgeronde vereenvoudigingsprojecten.
- De verdere evolutie van de administratieve lasten opvolgen en rapporteren aan de hand van enerzijds de tweejaarlijkse enquête uitgevoerd door het Federaal Planbureau en anderzijds het jaarlijkse meetrapport van de DAV;

- Le suivi de l'évolution de l'utilisation des applications d'e-government et de l'impact y afférent sur les charges administratives;
- La réalisation d'études *ex ante* pour d'importants groupes cibles (économiques et sociaux);
- L'analyse *ex ante* d'une nouvelle politique et/ou d'une réglementation prévue (analyses d'impact);
- L'ASA tient une liste des projets de simplification réalisés par le gouvernement;
- Le suivi de l'évolution des charges administratives et le rapportage sur la base de l'enquête biennale menée par le Bureau fédéral du Plan, d'une part, et du rapport de mesure annuel de l'ASA, d'autre part.

FEDERAAL ACTIEPLAN ADMINISTRatieve VEREENVOUDIGING 2015 – 2019

STAND VAN ZAKEN 21/10/2016

Inleiding

Dit plan omvat de 10 acties die horizontaal – over verschillende beleidsdomeinen heen – worden genomen ten einde de doelstellingen die in het regeerakkoord zijn opgenomen inzake administratieve vereenvoudiging te realiseren. Het zijn die acties die in een belangrijke mate door de Dienst Administratieve Vereenvoudiging werden geïnitieerd of door deze dienst worden gecoördineerd of aangestuurd.

Voor de acties die binnen ieder beleidsdomein worden ondernomen verwijs ik naar de beleidsnota's en plannen van mijn collega's in de federale regering. Deze acties worden uiteraard waar noodzakelijk door mijn diensten ondersteund maar de realisatie ervan berust in hoofdzaak bij de betrokken regeringsleden en administraties.

In het bijzonder wens ik hierbij te verwijzen naar bijvoorbeeld:

- Het actieplan “Digitale Agenda”
- Het actieplan “e-Gezondheid”
- De plannen inzake de vereenvoudiging van de vennootschapsbelastingen
- De modernisering van justitie

Daarnaast wordt momenteel – in samenwerking met mijn collega de minister van Middenstand, Zelfstandigen, KMO's, Landbouw en Maatschappelijke Integratie – een KMO-vereenvoudigingsplan uitgewerkt. Dit plan zal in een belangrijke mate gebaseerd zijn op de voorstellen die werden ingezameld via de organisaties vertegenwoordigd binnen de Hoge Raad voor de Middenstand en de KMO's.

Ten einde geen aankondigingspolitiek te voeren, maar toch mijn rol als vereenvoudigingscoach van de federale regering te vervullen, beperkt het tweede luik van dit plan zich tot een chronologisch overzicht van alle vereenvoudigingsdossiers die intussen werden gerealiseerd door de federale overheid. Realiseren is, volgens mij, immers belangrijker dan aankondigen!

*De staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
belast met Administratieve Vereenvoudiging,*

Theo FRANCKEN

PLAN D'ACTION FÉDÉRAL SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE 2015 – 2019

ÉTAT D'AVANCEMENT AU 21/10/2016

Introduction

Ce plan contient 10 actions qui, selon une approche horizontale (ou transdépartementale), visent à réaliser les objectifs contenus dans l'accord de gouvernement en matière de simplification administrative. Ces actions ont, dans une large mesure, été initiées, coordonnées ou pilotées par l'Agence pour la Simplification Administrative.

Concernant les actions entreprises au sein de chacun des domaines stratégiques, je vous renvoie vers les notes de politique et les plans de mes collègues du gouvernement fédéral. Ces actions bénéficieront bien entendu, si nécessaire, du soutien de mes services ; cependant, leur réalisation relèvera principalement de la responsabilité des membres du gouvernement et administrations concernés.

Plus particulièrement, je tiens à cet égard à épingler les quelques exemples suivants :

- le plan d'action « Agenda numérique »
- le plan d'action « e-Santé »
- les plans relatifs à la simplification de l'impôt des sociétés
- la modernisation de la Justice

Par ailleurs, un plan de simplification PME est en cours d'élaboration, en collaboration avec mon collègue le ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale. Ce plan reposera en grande partie sur les propositions collectées via les organisations représentées au sein du Conseil supérieur des Classes moyennes et des PME.

Pour éviter tout effet d'annonce, tout en assumant mon rôle de coach en simplification du gouvernement fédéral, le deuxième volet de ce plan se borne à un aperçu chronologique de l'ensemble des dossiers de simplification réalisés dans l'intervalle par les autorités fédérales. En effet, à mes yeux, mieux vaut réaliser qu'annoncer!

*Le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé
de la Simplification administrative,*

Theo FRANCKEN

| Federaal Actieplan Administratieve Vereenvoudiging – Overzicht belangrijkste horizontale dossiers | |
|--|---|
| 1. Only Once - Programma | <p><i>Doe/stelling:</i></p> <p>Om de toepassing van het Only Once-principe te verankeren en te ondersteunen werd door de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 20 maart 2014 de wet houdende de verankering van het principe van de unieke gegevensinzameling in de werking van de diensten en instanties die behoren tot of taken uitvoeren voor de overheid en tot vereenvoudiging en gelijkenschakeling van elektronische en papieren formulieren, goedgekeurd.</p> <p>Deze wet heeft tot doel om het hergebruik van gegevens die reeds beschikbaar zijn in authentieke bronnen (principe van de unieke gegevensinzameling / Only Once principe) in de werking van de federale overheidsdiensten te verankeren en het gebruik van elektronische formulieren te stimuleren door de waarde ervan volledig gelijk te schakelen met papieren formulieren.</p> <p>Bij de inwerkingtreding van deze wet op 14 juni 2014 werd aan de Dienst voor Administratieve Vereenvoudiging een centrale rol gegeven in het opvolgen van de toepassing van het Only Once principe. Om de uitrol van de nieuwe wet en het Only Once principe te ondersteunen werd er door de DAV - in samenwerking met de federale dienstenintegratoren (Fedict en KSZ) een Only Once programma op poten gezet om de federale overheidsdiensten bij te staan en op te volgen inzake de toepassing van Only Once.</p> <p>Dit programma – dat nog steeds lopende is – heeft tot doel de federale overheidsinstellingen multidisciplinair te begeleiden en te ondersteunen bij de implementatie van deze belangrijke wet.</p> |
| <i>Status:</i> | <p>Sinds de inwerkingtreding van de Only Once wet werden in deze legislatuur o.a. reeds volgende acties ondernomen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aanstelling Only Once coördinatoren bij de verschillende overheidsdiensten uit het O.O. toepassingsgebied; - Only Once informatiesessie op 2 oktober 2014; - Het aanmaken van concrete actieplannen door de federale overheidsdiensten waarin de acties vervat werden die noodzakelijk zijn om het Only Once principe succesvol te implementeren; - Een eerste ronde van bilaterale overlegmomenten eind 2015 waarin de afzonderlijke actieplannen besproken werden; - Tussentijdse status van het Only Once programma op de Ministerraad van 11 december 2015; |

| | | |
|--|-------------------------|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> - Uitwisselingsmomenten op 3 februari 2016 en 8 maart 2016 georganiseerd door DAV en Fedict; - Tussentijdse status van het Only Once programma op de Ministerraad van 20 juli 2016; - Een tweede ronde van bilaterale overlegmomenten eind 2016 waarin de opvolging van de actieplannen wordt besproken, alsook toelichting bij de inventarisatie van de strijdige wetgeving en digitalisering van formulieren wordt gegeven; - Ten slotte wordt er sinds eind 2016 tevens werk gemaakt van het meten van de impact op de administratieve lasten van burgers en ondernemingen ten gevolge van de Only Once realisaties. De resultaten hiervan worden gepubliceerd op de website van DAV. |
| | <p><i>Planning:</i></p> | <p>Hoewel de wet al in werking is getreden zijn nog lang niet alle federale overheidsdiensten compliant. Enerzijds zijn er de vele overheidsadministraties die nog ondersteuning nodig hebben om hun huidige dienstverlening compliant te maken. Anderzijds is de wet voorlopig enkel van toepassing op de huidige beschikbare authentieke bronnen waar er in de toekomst veel meer zouden kunnen ontsloten worden, zodat ook al die gegevens kunnen hergebruikt worden.</p> <p>De DAV wenst op breide domeinen een belangrijke rol te blijven spelen zodoende dat het Only Once principe maximaal wordt toegepast binnen de federale overheid.</p> <p>Concreet staan de volgende actiepunten op de planning van de DAV:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Blijvende ondersteuning en opvolging van administraties uit het toepassingsgebied; - Opvolging van binnenkomende klachten via het Kafka-meldpunt; - Tegen 1 november 2016 dienen alle overheidsdiensten een inventaris van hun papieren formulieren en strijdige wetgeving, alsook een update van het actieplan door te sturen naar de DAV; - In de loop van 2017 wordt een nieuw uitwisselingsmoment gepland waarbij de verschillende overheidsdiensten onderling hun ervaringen kunnen delen en verdere toelichting zullen krijgen inzake het verloop van het programma en de implementatie van de wet; - In het voorjaar van 2017 wordt een nieuwe rapportering naar de Ministerraad voorzien waarin een update wordt gegeven over de status van het programma, gerealiseerde vereenvoudigingen en een business case over het digitaliseren van formulieren aan de hand van Intelligent Web Forms van Fedict; - DAV zal potentiële bijkomende authentieke bronnen identificeren en de ontsluiting ervan bestendigen in overleg met de dienstenintegratoren; |

| | | |
|--|---|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> - DAV zal samen met de respectievelijke entiteiten uit het toepassingsgebied wijzigingsvoorstellen voor de geïdentificeerde strijdige wetsartikelen opmaken; - DAV kreeg in de Ministerraad van 20 juli 2016 het mandaat om vastgestelde overtredingen rechtstreeks te rapporteren aan de bevoegde Minister. Bij dergelijke vaststellingen zullen deze in eerste instantie worden teruggekoppeld aan de respectievelijke administraties. Mocht hier geen gevolg aan gegeven worden zal de rapportering aan de bevoegde Minister gebeuren. |
| <p>2. Modernisering en informatisering van de burgerlijke stand</p> | <p><i>Doelstelling:</i></p> <p>Dit project, dat door de DAV werd geïnitieerd op vraag van de steden en gemeenten, heeft tot doel de burgerlijke stand te laten evolueren van de 19°-eeuwse ganzenpluim van Napoleon (Code Napoleon) naar een burgerlijke stand aangepast aan de noden en de mogelijkheden van de 21ste eeuw.</p> <p>De belangrijkste krachtlijnen van de geplande modernisering kunnen als volgt worden samengevat:</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Integratie van de 589 gemeentelijke registers en 102 Belgische consulaire posten in één centrale Databank Akten Burgerlijke Stand (DABS) die onder de juridische verantwoordelijkheid van de Minister van Justitie ressorteert maar voor het operationeel beheer is ondergebracht bij de FOD Binnenlandse Zaken (betere werking door waar mogelijk gebruik te maken van de bestaande infrastructuur van het Rijksregister) ; - Aan de basisopdrachten en verantwoordelijkheidsverdeling inzake de burgerlijke stand wordt niet geraakt; - Het werken met volledig elektronische akten die alleen elektronisch ondertekend worden door de ambtenaar van de burgerlijke stand via eID; - De omschakeling van protocollaire akten naar uniforme documentaire akten in alle gemeenten; - De afschaffing van de dubbele archivering bij enerzijds de gemeenten en anderzijds de griffies van de rechtbanken; De haalbaarheid van de afbouw en/of afschaffing van de archivering bij de griffies van de rechtbanken zal prioritair onderzocht worden en zo snel als mogelijk geoperationaliseerd worden. - Het verzekeren van een unieke gegevensinvoer door de gemeenten; - Het automatisch doorstromen van alle noodzakelijke gegevens naar het Rijksregister en de DABS zonder manuele interventie van de ambtenaar van de burgerlijke stand (informatie inzake echtscheidingen, naam- of geslachtswijzigingen, enz...); - Het verzekeren van een universele dienstverlening ongeacht de gemeente die de akte heeft opgemaakt; |

| | |
|------------------|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - De modernisering wordt afgestemd op de lopende internationale initiatieven waaronder het CIEC; - Er wordt gewerkt op basis van een multidisciplinaire aanpak waarin zowel aandacht is voor de rechtszekerheid en juridische aspecten als voor de technische en organisatorische invalshoeken. |
| <i>Status:</i> | <p>Dit project vormt een onderdeel van traject 4 van de redesign (samenwerking Justitie-Binnenlandse Zaken) en werd officieel opgestart half 2016. Een overkoepelende projectstuurgroep bestaande uit alle betrokken partijen (beleidscellen en administraties) waakt over het geheel en de concrete uitvoering.</p> <p>Volgende werkgroepen werden in de tweede helft van 2016 opgericht en zijn intussen operationeel:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Een managementteam; - Een juridische werkgroep belast met de voorbereiding van de vereiste wettelijke aanpassingen; - Een technische werkgroep; - Een organisatorische werkgroep. <p>Uitgevoerde werkzaamheden:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Een POC (proof of concept) is operationeel, de Webservices vereist voor het uitwisselen van berichten en akten tussen gemeenten de centrale DABS werden ontwikkeld; - Verschillende lokale softwareleveranciers zijn gestart met de integratie van de services in hun toepassingen; - Voor de consulaire ambtenaren werd een specifieke omgeving ontwikkeld die nu nog verder moet uitgetest en uitgerold worden; - Met de diensten van het rijksregister werd de technische omgeving uitgetekend en de bijkomende noden werden vastgesteld; - De ROI (return on investment) werd berekend en de vereiste bijkomende middelen werden aangevraagd; - De timing voor het juridisch traject werd vastgesteld en de voorbereiding van de teksten is gestart; - Een migratie- en communicatieplan is in voorbereiding. |
| <i>Planning:</i> | <p>Belangrijkste milestones:</p> <p>01/01/2017: eerste ontwerp teksten juridisch traject beschikbaar voor bespreking binnen regering</p> <p>01/01/2017: start uitrol testomgeving bij consulaire ambtenaren (werken dubbel in afwachting van definitieve goedkeuring teksten);</p> |

| | | |
|--|-----------------------------|---|
| | | <p>01/04/2017: bijkomende hard- en software beschikbaar bij Binnenlandse Zaken 01/04/2017: start gefaseerde migratie oude akten 01/11/2017: aangepast burgerlijk wetboek goedgekeurd door parlement 01/01/2018: nieuw systeem volledig operationeel in alle gemeenten (op uitdrukkelijke voorwaarde dat alle gemeenten gedurende minstens 6 maanden hebben kunnen dubbel draaien) 01/01/2019: reservedatum opstart nieuw systeem</p> |
| <p>3. Het KBO+ - programma (incl. eDepot en eGriffie)</p> | <p><i>Doelstelling:</i></p> | <p>Dit project heeft tot doel de KBO te laten uitgroeien tot de centrale authentieke bron voor ondernemingsinformatie. De bestaande processen moeten worden vereenvoudigd en dit vertrekend vanuit het standpunt van de eindgebruiker, de onderneming. Voor de ondernemer moeten de toekomstige nieuwe processen om zich in te schrijven of om wijzigingen aan te brengen in KBO beantwoorden aan de criteria van administratieve vereenvoudiging en efficiëntieverhoging via digitalisering.</p> <p>Als bijkomende doelstelling wordt de kwaliteit van de gegevens in KBO verder verbeterd om er een performant en toegankelijk instrument van te maken, en het gebruik ervan te verhogen.</p> <p>Op termijn worden de verschillende gegevensbronnen, onder andere gebruikt door de griffies, verzameld in 1 globaal systeem, namelijk KBO+. KBO+ wordt dus de verzameling van gegevens van verschillende bronnen (huidige KBO, de elektronische vennootschapsdossiers, Belgisch Staatsblad Vennootschappen, de mandatedatabank, ...). De objectieven van KBO+ zijn onder andere naast de kwaliteitsverbetering, ook het stroomlijnen en digitaliseren van de verschillende relevante gegevensbronnen en het verminderen van de werklast van de griffies. De FOD Economie wordt aangeduid als verantwoordelijke/beheerder op technisch niveau van KBO+, zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van eenieder.</p> |
| | <p><i>Status:</i></p> | <p>Teneinde de impact te berekenen op de huidige KBO-infrastructuur werd, in nauwe samenwerking met de FOD Economie en de FOD Justitie, in de tweede helft van 2016 een studie opgestart. Deze studie heeft tot doel de gewenste toekomstige processen uit te tekenen, na te gaan welke investeringen hiervoor zullen noodzakelijk zijn en vervolgens een duidelijk en gefaseerd implementatieplan op te stellen. Deze studie loopt momenteel: de AS IS situatie werd in kaart gebracht en momenteel wordt in overleg met alle betrokken partijen de TO BE-situatie uitgetekend.</p> |

| | | |
|--|-----------------------------|---|
| | | <p>Daarnaast werd verder gewerkt aan een reeks lopende initiatieven:</p> <ul style="list-style-type: none"> - eDepot werd verder geïmplementeerd: meer dan 95 % van de oprichtingen van rechtspersonen gebeurt intussen elektronisch en het elektronische verwerken van wijzigingen wordt verder voorbereid; - eGriffie: bijna de helft van de oprichtingen van VZW's gebeurt intussen eveneens volledig elektronisch zonder dat nog een passage bij de griffie noodzakelijk is. Een testomgeving werd uitgewerkt om ook het doorgeven van wijzigingen elektronisch te laten verlopen. |
| | <p><i>Planning:</i></p> | <p>In afwachting van de resultaten van de bovenvermelde studie en van de door de Minister van Justitie geplande modernisering van het vennootschapsrecht werden alvast volgende mijlpalen vastgesteld:</p> <p>01/01/2017: alle oprichtingen via notarissen verlopen elektronisch via eDepot;</p> <p>01/01/2018: alle wijzigingen kunnen eveneens door de notarissen elektronisch via eDepot worden meegedeeld;</p> <p>01/01/2018: optrekken van de gebruiksvriendelijkheid van eGriffie voor de kleinere VZW's via het ter beschikkingstellen van modelstatuten.</p> <p>Algemene doelstelling: tegen het einde van de legislatuur zouden alle administratieve taken die vandaag nog door de griffies van de rechtbanken worden uitgevoerd, elektronisch of via een andere tussenpersoon (notarissen en/of ondernemingsloketten) moeten mogelijk zijn.</p> |
| <p>4. Open Data en hergebruik overheidsgegevens</p> | <p><i>Doelstelling:</i></p> | <p>Het regeerakkoord voorziet in de versterking van Open Data om zo te investeren in het hergebruik van overheidsinformatie met het oog op een grotere transparantie en technische integratiemogelijkheden van data, met respect voor de privacy.</p> <p>Open data is immers een motor voor innovatie, economische groei, transparantie en participatie. Overheidsdata lenen zich bij uitstek voor hergebruik in nieuwe producten en diensten en kunnen zorgen voor een efficiëntere overheid. Het openstellen van overheidsdata betreft burgers sterk bij het politieke en maatschappelijke leven. Het levert ook een bijdrage aan beleidsgebieden zoals milieu, mobiliteit en economie.</p> |
| | <p><i>Status:</i></p> | <p>Volgende belangrijke doelstellingen werden intussen gerealiseerd:</p> |

| | | |
|--|-----------------------------|--|
| | | <p>1. Er werd 2015 door de federale regering op 24 juli een "Open data taskforce" opgericht, samengesteld uit vertegenwoordigers van de DAV en Fedict. Deze Task force heeft tot doel de ambitieuze Open data Strategie van de regering te ondersteunen;</p> <p>2. Op 4 mei 2016 werd de wet inzake het hergebruik van overheidsinformatie door het parlement goedgekeurd;</p> <p>3. Begin 2016 werd de nieuwe "data.gov.be" website gelanceerd waarop meer dan 5000 open datasets worden gepubliceerd.</p> <p>De bovenvermelde Taskforce inventariseert de aanwezige databronnen binnen de federale overheidsdiensten. Deze inventaris wordt publiek gemaakt op de site data.gov.be en regelmatig bijgewerkt. De taskforce zal de overheidsdiensten blijven vragen om hun datasets ter beschikking te stellen. Tegen 2020 dient proactieve terbeschikkingstelling de regel te zijn. Tot dan kan terbeschikkingstelling, indien de dataset niet is gepubliceerd, op eenvoudig verzoek van de gebruiker. Er worden daarbij geen bijkomende formaliteiten (zoals bijv. het verplicht registreren) opgelegd aan bedrijven of burgers die de gegevens willen bekijken of hergebruiken.</p> |
| | <p><i>Planning:</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> - In de komende maanden zullen de uitvoeringsbesluiten van de wet van 4 mei 2016 inzake het hergebruik van overheidsinformatie ter goedkeuring aan de regering worden voorgelegd; - Bijzondere aandacht gaat hierbij naar de problematiek van de licenties voor het hergebruik van overheidsdata; - De mogelijkheid wordt onderzocht een meetmethode (calculus) uit te werken die toelaat de meerwaarde van het openstellen van specifieke databronnen te kwantificeren; - Alle federale instellingen en organisaties worden verder gestimuleerd bijkomende datasets ter beschikking te stellen. |
| <p>5. Aanmoediging en promotie e-Facturatie</p> | <p><i>Doelstelling:</i></p> | <p>Elektronische facturatie is een belangrijk onderdeel van de digitale informatiestroom in een onderneming en biedt een enorm potentieel inzake de vermindering van de administratieve lasten van de ondernemingen. Mochten alle facturen in België, waarvan het totaal ongeveerd wordt geraamd op 1 miljard, volledig elektronisch worden verstuurd en verwerkt zouden de Belgische bedrijven tot 3,5 miljard euro kunnen uitsparen aan administratieve lasten. Als federale overheid willen we bedrijven dan ook blijvend stimuleren om over te stappen op elektronische facturatie.</p> |

| | |
|--|--|
| | <p><i>Status:</i></p> <p>Uit het laatste “meetrapport e-facturatie” van de Dienst Administratieve Vereenvoudiging blijkt dat in het jaar 2015 voor het eerst het aantal elektronisch verstuurd facturen naar ondernemingen groter is dan het aantal op papier verstuurd facturen : 52,21 % e-facturen tegen 47,79 % papieren facturen, een groei van het aantal elektronisch verstuurd facturen van 4.55 % t.o.v. het jaar 2014.</p> <p>Binnen het Belgisch e-invoicingplatform (samengesteld uit vertegenwoordigers van : de verschillende beleidsniveaus, de betrokken administraties, de bedrijfsorganisaties, de softwareleveranciers en service providers) wordt op regelmatige tijdstippen overlegd hoe deze percentages nog verder kunnen opgedreven worden. Afspraken worden gemaakt inzake het organiseren van info-momenten, het uitwerken van bijkomende standaarden en het maken van technische afspraken en dit zowel voor het B2B-, B2C- als het B2G-gebeuren.</p> <p>Naast het uitbreiden van de mogelijkheden inzake de digitale investeringsaftrek eind 2015, vormt het opstarten van een Belgisch PEPPOL-knooppunt een van de belangrijkste beslissingen die in de loop van 2016 werden genomen ter aanmoediging van het gebruik van elektronische facturen. PEPPOL is Europees initiatief en een slimme manier om elektronische facturen tussen bedrijven onderling of tussen bedrijf en overheid te versturen en te ontvangen.</p> <p>Verder werd het B2G Mercurius platform voor het ontvangen van e-facturen bestemd voor de overheidsdiensten van de verschillende beleidsniveaus verder uitgebouwd. Intussen zijn volgende federale overheidsdiensten aangesloten op Mercurius en in staat elektronische facturen te ontvangen: FOD Kanselarij, FOD B&B, FOD P&O, Fedict, FOD Binnenlandse Zaken, FOD Financiën, FOD Werkgelegenheid, FOD Sociale Zaken, FOD Volksgezondheid, FOD Economie, FOD Mobiliteit, de Federale Politie en de POD Wetenschapsbeleid.</p> |
| | <p><i>Planning:</i></p> <p>De inspanningen inzake het verder aanmoedigen van e-facturen zal onverminderd worden verder gezet in de komende jaren. Hiertoe worden o.a. volgende concrete acties gepland:</p> <ul style="list-style-type: none"> - De federale overheid zal de initiatieven die genomen worden door de verschillende bedrijfsorganisaties ter promotie van e-facturatie in de komende jaren actief blijven ondersteunen; - Eind 2016 zal door de DAV opnieuw een onderzoek worden uitgevoerd teneinde een zicht te krijgen op de in de loop van dit jaar geboekte vooruitgang; |

| | |
|----------------------|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - In de loop van het eerste kwartaal 2017 zal de website www.efactuur.belgium.be worden vernieuwd, geactualiseerd en uitgebreid; - Het aantal federale overheidsdiensten dat in staat is e-facturen te ontvangen zal in het jaar 2017 verder worden uitgebreid; - Er zal aan de ministerraad een nota worden voorgelegd met het voorstel tegen 1 januari 2018 het gebruik van e-facturen verplicht te stellen voor leveranciers aan de federale overheid. |
| 6. | Vereenvoudiging overheidsopdrachten (incl. Telemarc) |
| <i>Doelstelling:</i> | Het only once – principe dient ook toegepast te worden bij de gunning van overheidsopdrachten. Teneinde dit te realiseren werd in 2005 door de DAV telemarc opgestart. Via deze toepassing, die geïntegreerd werd in de Digiflow toepassing van Fedict, kunnen alle opdrachtgevers nagaan of de inschrijvers beschikken over de vereiste attesten. Het gebruik van deze tool dient tegen het eind van de legislatuur uitgerold te zijn naar alle diensten en organisaties die vallen onder het toepassingsgebied van de wet op de overheidsopdrachten. |
| <i>Status:</i> | In april 2016 werden door de DAV alle administratieve verantwoordelijken van alle betrokken overheden (federale overheid, gewesten, provincies, gemeenten, intercommunales, politiezones, ocmw's,...) aangeschreven om Télémarc onder hun aandacht te brengen. In de periode van februari 2015 tot september 2016 is het aantal Telemarc –opgevers gestegen van 604 naar 939 en maandelijks komen er een dertigtal opdrachtgevers bij. Intussen bestaat de toepassing Digiflow echter bijna 10 jaar en wordt een technische en functionele upgrade dringend noodzakelijk. Hiervan zal gebruik gemaakt worden om tegelijk een reeks nieuwe functionaliteiten in deze toepassing te integreren en deze aan te passen aan de eisen vervat in richtlijn 2014/24/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2014 betreffende het plaatsen van overheidsopdrachten en tot intrekking van Richtlijn 2004/18/EG. |
| <i>Planning:</i> | <p>Volgende acties zijn nog gepland:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Permanente monitoring en regelmatige rapportering omtrent het gebruik van de Telemarc-toepassing; - Het ondersteunen van de besturen bij hun aanvraag tot toegang tot Telemarc en het beantwoorden van de vragen die ze in dit verband hebben (onderhoud en ter beschikkingstelling van een FAQ-lijst); - Upgrade van de Telemarc-toepassing in de loop van het jaar 2017; |

| | | |
|--|--|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> - Onderzoek naar de mogelijkheden tot vereenvoudiging van de toegangsmodaliteiten en invoering in de KBO van een hoedanigheid “opdrachtgever overheidsopdrachten”; - Onderhandeling met alle beleidsniveaus teneinde te komen tot een veralgemeende wettelijke verplichting inzake het gebruik van Telemarc; - Onderzoek naar de impact van richtlijn 2014/24 op het bestaande technisch systeem en vertaling hiervan in nieuwe regelgeving; - Uitbreiding van Telemarc met het “attest strafregister” van zodra dit door de FOD Justitie wordt ter beschikking gesteld (2019). - Verdere promotie van het gebruik van de toepassing Telemarc bij alle diensten en instellingen die onder het toepassingsgebied van de wet op de overheidsopdrachten vallen. |
| <p>7. Vereenvoudiging en centralisatie beheer vreemde identiteitsdocumenten</p> | <p><i>Doelstelling:</i></p> <p>Door de Werkgroep Buitenlandse Akten en Identiteitsdocumenten werd in 2013 een rapport uitgebracht met de titel “Naar een eenvoudige, efficiënte en minder fraudegevoelige registratie van personen van vreemde nationaliteit in de Belgische administraties.”</p> <p>Deze werkgroep pleit voor een centrale, horizontale en dienstoverschrijdende aanpak van de problematiek van de vreemde akten en identiteitsdocumenten. Dit is immers essentieel voor de kwaliteit van de identificatiegegevens opgenomen in de verschillende authentieke bronnen.</p> <p>Een hiërarchie van de bronnen voor de identificatie en burgerlijke staat van de persoon, uniform toegepast doorheen de verschillende registers, vormt de basis van meer rechtszekerheid voor de burgers en de betrokken overheden.</p> <p>De door de werkgroep uitgebrachte aanbevelingen kunnen als volgt worden samengevat:</p> <p>Aanbevelingen inzake het aanpakken van identiteitsfraude:</p> <p>1. Uitwerken van uniforme instructies/onderrichtingen aan alle administraties en medewerkende instellingen die een persoon in een Belgisch identificatiebestand moeten inschrijven met de toekenning van een rijksregisternummer of inschrijvingsnummer van de sociale zekerheid tot gevolg;</p> | |

| | | |
|--|------------------|--|
| | | <p>2. Aanduiding van de Centrale Dienst voor de Valsheid van Documenten van de federale politie als horizontaal coördinatiecentrum identiteitsfraude;</p> <p>3. Oprichting van een Centraal bestand vreemde identificatiedocumenten;</p> <p>4. Promoten en bevorderen van toepassingen die de elektronische uitwisseling van identificatiegegevens tussen de Europese lidstaten toelaten;</p> <p>5. Invoering van strengere strafbepalingen bij vaststelling van identiteitsfraude, inclusief het intrekken/terugvorderen van de op basis hiervan toegekende rechten.</p> <p>Aanbevelingen inzake de behandeling van buitenlandse akten van de burgerlijke stand:</p> <p>1. Alle partijen die vermeld worden in een elektronische Belgische akte van de burgerlijke stand moeten geïdentificeerd worden aan de hand van een identificatienummer dat werd toegekend in toepassing van bovenvermelde uniforme instructies/onderrichtingen;</p> <p>2. Akten opgemaakt door Belgische consulaire ambtenaren in het buitenland worden rechtstreeks opgenomen in het voorgestelde Centraal Register Burgerlijke Stand;</p> <p>3. Alle neergelegde buitenlandse akten of relevante vonnissen worden geregistreerd in het CRBS met vermelding van hun statuut (erkenning / weigering). In afwachting van de oprichting van het CRBS kan, in uitvoering van het regeerakkoord, reeds gestart worden met het deelbestand voor de centrale registratie van buitenlandse akten;</p> <p>4. Oprichting van een Centrale Autoriteit Erkenning Buitenlandse Akten;</p> <p>5. Promotie van het gebruik van het CIEC-platform voor het uitwisselen van akten;</p> <p>6. Aanpassing van de bepalingen van artikel 48 Burgerlijk Wetboek inzake de registratie van de buitenlandse akten van de burgerlijke stand m.b.t. Belgen.</p> |
| | <i>Status:</i> | <p>Bovenvermelde aanbevelingen maakten in de afgelopen maanden het voorwerp uit van overleg met de verschillende betrokken departementen en werden ook deels geïntegreerd in het project modernisering van de burgerlijke stand. Daarnaast werd bij de FOD Binnenlandse Zaken een Task Force Identiteitsfraude in het leven geroepen.</p> |
| | <i>Planning:</i> | <p>In de loop van de tweede helft van de legislatuur zal uitvoering gegeven worden aan een aantal van de bovenvermelde aanbevelingen. Dit zal o.a. gebeuren in het kader van de bij de FOD Binnenlandse Zaken opgerichte Task Force</p> |

| | | |
|------------------|---|--|
| | | <p>Identiteitsfraude en in het verlengde van het hierboven vermelde actiepunt 2 inzake de modernisering en informatisering van de burgerlijke stand.</p> |
| <p>8.</p> | <p>Evaluatie en eventuele bijsturing “Beter regelgevingsprogramma”</p> | <p><i>Doelstelling:</i></p> <p>Een kwaliteitsvolle wetgeving is een wetgeving die noodzakelijk, onderbouwd, effectief en efficiënt is. De complexiteit van de wetgeving is immers een belangrijke bron van administratieve lasten voor burgers en ondernemingen. De regering zal dan ook werk maken van een systematische vereenvoudiging van de reglementering: zowel de klantgerichtheid, de kostenefficiëntie als de innovatie zijn immers gediend met slimme en – vooral – minder regels.</p> <p>Sinds 2003 voeren beleidsmakers op Europees niveau een impactanalyse van voorgenomen wetgeving uit. Op aandringen van de Europese Unie en de OESO heeft de Belgische overheid met de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging de regelgevingsimpactanalyse (RIA) ingevoerd vanaf 1 januari 2014. De RIA is een voorafgaande evaluatie van de potentiële gevolgen (of mogelijke neveneffecten) van ontwerpen van wetgeving op economisch, milieu en sociaal vlak en voor de overheid. Dit instrument bundelt en vervangt een aantal specifieke toetsen zoals de duurzame-ontwikkelingseffectbeoordeling (DOEB) en de Kafkatest. De federale RIA is momenteel verplicht voor voorontwerpen van wet en ontwerpen van koninklijke en ministeriële besluiten waarvoor het overleg in de Ministerraad is vereist door een wettelijke of reglementaire bepaling.</p> <p>In de loop van deze legislatuur zal de bovenvermelde wet van 15 december 2013 worden geëvalueerd en zullen voorstellen worden geformuleerd om te komen tot betere impactanalyses en eveneens te voorzien in de omzetting van de bestaande richtlijnen voor de Europese “KMO-test”.</p> <p><i>Status:</i></p> <p>Uit het eerste jaarverslag van het Impact Analyse Comité m.b.t. het jaar 2014 blijkt dat de kwaliteit van impactanalyses die sinds de inwerkingtreding van de wet op 1 januari 2014 zijn uitgevoerd, vaak te wensen overlaat. De impactanalyses lijken al te vaak op een minimalistische en simplistische manier te worden ingevuld, waarbij de gevolgen van de voorgenomen regelgeving op de diverse thema's in het impactanalyseformulier onvoldoende, niet op de juiste wijze of helemaal niet worden geanalyseerd. Het tweede evaluatierapport over het jaar 2015 is momenteel nog in voorbereiding en wordt eerstdaags verwacht.</p> |

| | | |
|--|-----------------------------|---|
| | | <p>Daarnaast werd in de loop van het jaar 2016 door de DAV verder geïnvesteerd in de ondersteuning van de overheidsdiensten in het gebruik van de RIA-tools, werden er opleidingen georganiseerd, werden er enkele pilootprojecten omtrent de RIA opgestart om het 'RIA proces' te verdiepen en efficiënter te maken, heeft er overleg plaatsgevonden met diverse experts en werden buitenlandse modellen bestudeerd.</p> |
| | <p><i>Planning:</i></p> | <p>Volgende concrete acties zullen nog verder worden uitgevoerd:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Er zal een evaluatie worden uitgevoerd van de in de vorige legislatuur ingevoerde impactanalyse. Doelstelling hierbij is te komen tot betere impactanalyses en eveneens te voorzien in de omzetting van de bestaande richtlijnen voor de Europese "KMO-test". Op basis van de ontvangen evaluaties en de het gevoerde overleg zullen in de loop van de komende maanden voorstellen worden geformuleerd en aan de ministerraad voorgelegd ter verbetering van de kwaliteit van de regelgeving. - Aan alle federale overheidsdiensten wordt gevraagd bijzondere aandacht te hebben voor het opheffen van intussen verbodig geworden wetgeving en procedures (ex-post evaluatie); - Bij het uitvaardigen van nieuwe regelgeving wordt er op toegezien worden dat er geen maatregelen worden uitgevaardigd die zwaarder zijn dan de maatregelen die in uitvoering van de Europese regels vereist zijn (geen 'goldplating'); - De regelgeving wordt, bij de implementatie van bovenvermelde acties, permanent gescreend op verouderde elementen. |
| <p>9. Sectorbenadering i.p.v. vereenvoudiging per beleidsdomein</p> | <p><i>Doelstelling:</i></p> | <p>Vaak ontstaan vereenvoudigingsinitiatieven per beleidsdomein niet om tegemoet te komen aan de verwachtingen van een doelgroep of een sector. Deze zien de overheid immers als één geheel en verstaan niet dat geen rekening gehouden wordt met hun specifieke noden. Het is dan ook noodzakelijk dat over de grenzen van de beleidsdomeinen heen horizontale acties worden opgestart.</p> |
| | <p><i>Status:</i></p> | <p>In de eerste twee jaar van deze legislatuur werd door de DAV reeds gewerkt rond de administratieve verplichtingen waarmee ouders van gehandicapte kinderen geconfronteerd worden en werden daarnaast ook een reeks voorstellen geformuleerd ter vereenvoudiging van de verplichtingen opgelegd aan de bouw- en de horecasector.</p> <p>Als resultaat van deze aanpak kan o.a. verwezen worden naar volgende rapporten:</p> |

| | | |
|------------------|--|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> - Het rapport inzake het uitwerken van een geïntegreerde werfmap voor bouwondernemingen van 2014 http://www.vereenvoudiging.be/sites/default/files/documents/NL/rapporten/bouwapp/Rapport%20werfmap.pdf - Het rapport "Regeldruk in de horeca, Meting van de gevolgen van regelgeving bij Belgische horecabedrijven", november 2015 (http://www.vereenvoudiging.be/sites/default/files/documents/NL/rapporten/Horeca-onderzoek/Meting%20van%20de%20gevolgen%20van%20regelgeving%20bij%20Belgische%20horecabedrijven.pdf) en de hieruit vloeiende voorstellen tot vermindering van de regeldruk in de horeca. <p>De voorstellen vervat in deze rapporten werden voor nuttig gevolg doorgestuurd naar de bevoegde regeringsleden en de bevoegde overheidsdiensten.</p> |
| | <p><i>Planning:</i></p> | <p>In de tweede helft van de legislatuur worden o.a. rapporten en voorstellen voorbereid rond:</p> <ul style="list-style-type: none"> - De administratieve verplichtingen waaraan export-bedrijven onderhevig zijn en in het bijzonder de douaneformaliteiten; - De administratieve verplichtingen ten aanzien van startende ondernemingen (onderzoek naar de ontwikkeling van een uniek starterformulier); - De toegankelijkheid tot de overheidsdienstverlening te verbeteren voor armen en andere zwakkere doelgroepen en dit zowel op digitaal als administratief vlak. |
| <p>10</p> | <p>Opstart van een horizontaal innovatielab</p> | <p>Innovatie is de drijvende kracht achter overheidsdienstverlening die slim inspeelt op de continu en snel veranderende maatschappij. De nieuwe technologische mogelijkheden laten toe om op verschillende domeinen oplossingen te maken die het voor burgers en ondernemingen makkelijker en sneller maken om met de overheid te interageren. Binnen de federale regering wensen we in deze legislatuur dan ook sterk in te zetten op innovatie als middel om administratieve vereenvoudiging te realiseren en klaar te zijn voor de uitdagingen van de toekomst.</p> <p>In de afgelopen maanden werd, in nauwe samenwerking met de diensten behorende tot de bevoegdheid van de minister van ambtenarenzaken, de basis gelegd voor de oprichting van een innovatielab binnen de geplande nieuwe transformation unit. Dit lab krijgt als opdracht enerzijds innovatie in alle overheidsdiensten aan te wakkeren en anderzijds concrete</p> |
| | <p><i>Status:</i></p> | |

| | | |
|--|-------------------------|--|
| | | <p>innovatieve experimenten uit te voeren. In een eerste fase zal de focus liggen op de opstart van het lab en het opzetten van een eerste pilootproject om de toegang tot overheidsopdrachten voor start-ups en kmo's makkelijker te maken. In een volgende fase zullen innovatiecoaches getraind worden om innovatie in de overheid te versnellen. Er wordt ook onderzocht hoe het burgers en ondernemingen zullen kunnen deel uitmaken van het innovatieproces. Alle ambtenaren zullen hierbij worden uitgenodigd om hun werkprocessen te herdenken.</p> |
| | <p><i>Planning:</i></p> | <p>De indicatieve timing voor het opzetten van het innovatielab kan als volgt worden samengevat:</p> <p>01/10/2016 - 01/03/2017: oprichting van het innovatielab op basis van een samenwerkingsverband tussen de FOD P&O, OFO, de DAV en de innovatieambtenaren van FEDICT en het NGI</p> <p>31/03/2017 : Opstart van een eerste pilootproject dat tot doel heeft overheidsopdrachten voor start-ups en kmo's gemakkelijker te maken en dit op volgende terreinen: digitale projecten, consultancy en vormingsopdrachten</p> <p>01/07/2017: uitwerken en opstarten van een proefprogramma dat tot doel heeft binnen de federale overheid innovatiecoaches te trainen.</p> <p>31/12/2017: tussentijdse evaluatie van de bereikte resultaten en bijsturing van het programma waar nodig.</p> |

| Federaal Actieplan Administratieve Vereenvoudiging – Overzicht realisaties | |
|---|--|
| 1. | <p style="text-align: center;">26-10-2014</p> <p>Vereenvoudiging enquête afvalproductie in landbouwsector De periodiciteit van deze enquête werd in de landbouwsector opgetrokken van 2 jaarlijks naar 4 jaarlijks. <i>Bron: Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie</i></p> |
| 2. | <p style="text-align: center;">27-10-2014</p> <p>Geen attest FBZ of FAO meer nodig voor aanvraag parkeerkaart. Als je voor minstens 80% arbeidsongeschikt bent verklaard door het Fonds voor de Beroepsziekten (FBZ) of het Fonds voor Arbeidsongevallen (FAO), kom je in aanmerking voor de parkeerkaart voor personen met een handicap. Voortaan hoef je bij de aanvraag voor de parkeerkaart niet meer het bewijs van arbeidsongeschiktheid mee te sturen. De DG Personen met een handicap gaat zelf bij het FBZ of het FAO na of je een erkenning hebt. <i>Bron: http://www.handicap.fgov.be/nl/nieuws/geen-attest-fbz-fao-meer-nodig-voor-aanvraag-parkeerkaart</i></p> |
| 3. | <p style="text-align: center;">01-11-2014</p> <p>Vereenvoudiging enquête burgerlijke en utiliteitsbouw en de grond-, water- en wegenbouw De inhoud van het enquêteformulier werd vereenvoudigd door alle gold plating weg te werken. Wettelijke basis: Ministerieel besluit van 22 september 2014 tot wijziging van de bijlagen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 17 december 1998 waarbij het opmaken van een maandelijks statistiek van de burgerlijke en utiliteitsbouw en de grond-, water- en wegenbouw wordt voorgeschreven (B.S.: 29 september 2014)</p> |
| 4. | <p style="text-align: center;">01-11-2014</p> <p>Automatische aanvraag parkeerkaart bij aankoop mobiliteitshulpmiddel. Wie van de adviserend geneesheer van het ziekenfonds de toelating heeft om een rolstoel, scooter of driewieler aan te kopen, kan een parkeerkaart krijgen als hij of zij dat wenst en er nog geen heeft. Het ziekenfonds brengt zelf de DG Personen met een handicap op de hoogte dat de persoon recht heeft op een mobiliteitshulpmiddel en een parkeerkaart wil. Wij doen dan onmiddellijk het nodige om de persoon de kaart op te sturen zonder dat hij of zij bijkomende vragen moet beantwoorden. Dankzij deze vereenvoudigde procedure zal men de parkeerkaart sneller krijgen. Bron: http://www.raliga.be/Parkeerkaart-bij-aankoop-mobiliteitshulpmiddel http://www.handicap.fgov.be/nl/nieuws/toekenning-parkeerkaart-bij-goedkeurig-voor-mobiliteitshulpmiddel</p> |
| 5. | <p style="text-align: center;">01-01-2015</p> <p>Toegang tot de verhoogde tegemoetkoming vereenvoudigd Sinds 1 januari 2014 geldt een nieuw systeem van verhoogde tegemoetkoming in de gezondheidszorg. Vroeger bestonden er twee systemen: de RVV en het zogenaamde Omnio-statuuut. Voortaan zijn die twee systemen samengevoegd in één systeem: de 'verhoogde tegemoetkoming' (VT of VT-statuuut). Sinds 01/01/2015 kunnen de ziekenfondsen alle mogelijke rechtgebonden van de verhoogde tegemoetkoming proactief en</p> |

| | |
|----|--|
| | <p>automatisch identificeren. Door deze nieuwe regeling zullen uiteindelijk alle personen die voor het recht op verhoogde tegemoetkoming in aanmerking komen, dat recht ook kunnen genieten. Er wordt geschat dat dit over een additionele 500.000 rechthebbenden gaat. Dit kan leiden tot een extra administratieve lastendaling van ongeveer 8 miljoen euro op jaarbasis (geschat op basis van eerdere meting DAV Meetbureau). Dit is mogelijk doordat er een gegevensstroom mogelijk is tussen de Algemene Administratie van de fiscaliteit, het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering en de ziekenfondsen. Het nodige inkomensonderzoek m.b.t. de personenbelasting zal voortaan dus via een gegevensvergelijking tussen de ziekenfondsen en de FOD Financiën gebeuren.</p> <p>Bronnen: Meting DAV Meetbureau: N2014 01 09 – Toegang tot de verhoogde tegemoetkoming vereenvoudigd http://www.dekamer.be/doc/CCRI/pdf/53/ic852x.pdf</p> |
| 6. | <p>01-01-2015</p> <p>Intrastat verplicht via OneGate (NBB)</p> <p>Vanaf 2015 zijn alle aangevers verplicht om gebruik te maken van OneGate (elektronisch indienen). Elke aangever heeft hiervoor inmiddels al een gebruikersnaam en paswoord ontvangen. Een Intrastat aangifte via OneGate bespaard ongeveer 50 euro aan administratieve lasten op jaarbasis in vergelijking met een papieren aangifte (geschat op basis van eerdere meting DAV Meetbureau)</p> <p>Bronnen: https://www.nbb.be/nl/statistieken/buitenlandse-handel/aangiften-0 Meting DAV Meetbureau: V025 – Intrastat</p> |
| 7. | <p>01-01-2015</p> <p>Aangiftedrempel Intrastat opgetrokken tot 1,5 miljoen euro</p> <p>Vanaf 2015 moet de Intrastat-aangifte alleen nog worden ingevuld door btw-plichtigen die jaarlijks voor minstens 1,5 miljoen euro aan goederen verwerven uit andere EU-landen. Momenteel ligt de 'aangiftedrempel voor aankomsten' nog op 700.000 euro. Goed nieuws voor de ruim 3.000 bedrijven die geen aangifte meer zullen moeten doen. De drempel bij uitvoer blijft op 1 miljoen euro. De administratieve last per intrastat aangifte loopt al gauw op tot gemiddeld 94 euro op jaarbasis, waardoor er voor de 3.000 bedrijven een totale jaarlijkse lastendaling van ongeveer 280.000 euro zal zijn (geschat op basis van eerdere meting DAV Meetbureau). De wijziging komt er naar aanleiding van wijzigingen op Europees niveau. Eind 2013 heeft Europa de vereiste dekkinggraad voor aankomsten (Verordening 1093/2013) verlaagd. Iedere lidstaat moet er sindsdien voor zorgen dat 'minstens 93% van de totale aankomsten van de belastingplichtigen wordt gedekt'. Vroeger was dit nog 95%. Omdat met onze huidige aangiftedrempel van 700.000 euro een hogere dekkinggraad wordt bereikt, werd beslist de drempel te verhogen. Onderzoek van de Nationale Bank wees immers uit dat een dekkinggraad van meer dan 93% kan worden bereikt wanneer de drempel op 1,5 miljoen euro ligt.</p> <p>Bron: http://www.taxworld.be/taxworld/aangiftedrempel-intrastat-opgetrokken.html?LangType=2067 Wettelijke basis: Koninklijk besluit 10 oktober 2014 tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 januari 2005 waarbij een maandelijkse statistiek van het goederenverkeer tussen België en de andere lidstaten van de Europese Unie wordt voorgeschreven Meting DAV Meetbureau: V025 – Intrastat</p> |

| | | |
|----|------------|---|
| 8. | 01-01-2015 | <p>Vanaf 65 jaar of een pensioenloopbaan van 45 jaar: Zelfstandigen mogen onbeperkt hun pensioen cumuleren met beroepsinkomsten.</p> <p>De federale regering heeft twee nieuwe maatregelen genomen vanaf 2015 voor de beroepsactiviteit van de gepensioneerden: Onbeperkt cumuleren van beroepsinkomsten (1) en versoepelde sanctie bij het uitoefenen van een niet-toegelaten activiteit.</p> <p><i>Onbeperkt cumuleren van beroepsinkomsten:</i> Twee categorieën gepensioneerden mogen voortaan hun rustpensioen onbeperkt cumuleren met beroepsinkomsten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • wie 65 jaar is; de maatregel is van toepassing vanaf de 1ste januari van het jaar waarin men 65 jaar wordt; • wie nog geen 65 jaar is, maar een beroepsloopbaan van 45 jaar bewijst op de ingangsdatum van zijn (eerste) rustpensioen. <p><i>Versoepelde sanctie bij het uitoefenen van een niet-toegelaten activiteit:</i> Vanaf 2015 wordt het pensioen geschorst ten belopen van het percentage van overschrijding van de wettelijke grens. De schorsing gebeurt dus maar volledig indien het beroepsinkomen met minstens 100% de toegelaten grens overschrijdt.</p> <p>Wettelijke basis: Koninklijk besluit van 18 januari 2015 tot wijziging van artikel 107 van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen laat.</p> <p>Koninklijk Besluit van 20 januari 2015 tot wijziging van artikel 64 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.</p> <p>Bronnen: http://www.rsvz-inasti.fgov.be/nl/news/work_after_retirement_20150126.htm http://www.sdworx.be/nl-be/sd-worx-r-d/publicaties/nieuws/2015-02-03-toegelaten-arbeid-gepensioneerden</p> |
| 9. | 01-01-2015 | <p>Aanpassing van het zogenaamde beginsel van de “eenheid van loopbaan”.</p> <p>Door het beginsel van eenheid van loopbaan voortaan te baseren op dagen in plaats van jaren kunnen meer dan 45 loopbaanjaren meetellen voor het pensioen. Concreet zal het beginsel van eenheid van loopbaan niet meer geteld worden in jaren, maar in dagen. Het maximum van 45 jaar wordt vervangen door 14.040 loopbaandagen. Hierdoor kan iemand met onvolledige loopbaanjaren toch een pensioen toegekend worden van meer dan 45 loopbaanjaren.</p> <p>Bron: http://www.onprvp.fgov.be/nl/profes/news/paginas/reformoverview.aspx#i</p> |
| 10 | 01-01-2015 | <p>100 % elektronische registratie van notariële akten door notarissen bij FOD Financiën en VLABEL.</p> <p>Sinds 1 april 2014 werden er verschillende wijzigingen ingevoerd betreffende het aanbieden van akten ter registratie en hypothecaire openbaarmaking. Deze wijzigingen hebben gezorgd voor grote veranderingen voor notarissen én de registratie- en hypotheekkantoren want het gaat over een proces die de kern van de activiteiten van deze kantoren treft. Zo werd de toepassing DER, wat staat voor ‘document électronique reconnaissable’ (elektronisch herkenbaar document), ingevoerd. Deze toepassing beoogt de elektronische uitwisseling van akten en de hierbij horende hypothecaire formaliteiten tussen de notarissen en de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie (AAPD). De digitalisering van de notariële akten heeft een operationele vereenvoudiging als doel. DER is de naam gebruikt binnen de FOD</p> |

| | | |
|------------|-------------------|--|
| | | <p>Financiën, het notariaat zelf spreekt over 'eRegistration'. Sinds 1 januari 2015 is het elektronische aanbieden van de akte verplicht geworden. De administratieve lasten dalen hierdoor op jaarbasis met 4.022.123 euro.</p> <p>Wettelijke basis: Koninklijk Besluit van 14 maart 2014 houdende regeling van de aanbidding van akten van bepaalde instrumenterende ambtenaren tot de registratieformaliteit en tot de hypothecaire openbaarmaking.</p> <p>Meting DAV Meetbureau: R308 – DER</p> |
| 11. | 01-01-2015 | <p>Vereenvoudiging statistiek vervoer over de weg</p> <p>Het aantal ondervraagde eenheden werd met 75 % gereduceerd.</p> <p>Bron: Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie</p> |
| 12. | 01-01-2015 | <p>Vereenvoudiging remgeld</p> <p>Het remgeld is het bedrag dat je zelf moet opleggen als je naar de dokter gaat. Van het totale bedrag van een consultatie bij een dokter krijg je een gedeelte terug van je ziekenfonds en betaal je een gedeelte zelf. De vereenvoudiging van het remgeld bij de specialisten geldt vanaf 1 januari 2015.</p> <p>Situatie tot 31/12/2014</p> <ul style="list-style-type: none"> • remgeld werd berekend aan de hand van percentages op het wettelijk honorarium • het remgeld schommelt tussen € 8,23 (bv. gynaecologen en oogartsen) en € 15,50 (bv. oncologen en psychiaters). • remgeld steeg evenredig met het honorarium <p>Situatie vanaf 1/1/2015</p> <ul style="list-style-type: none"> • remgeld wordt losgekoppeld van het honorarium • gewone verzekerden betalen een remgeld van € 12 • verzekerden met recht op voorkeurregeling betalen een remgeld van € 3 • de vaste remgeldbedragen zullen niet geïndexeerd worden <p>Deze maatregelen maken het systeem transparanter en tegelijk wil de regering op deze manier jaarlijks € 32.9 miljoen besparen.</p> <p>Bron: https://www.oz.be/over-oz/nieuws/gezondheid/2015/vereenvoudiging-remgeld</p> |
| 13. | 02-02-2015 | <p>Vereenvoudiging enquête naar de industriële productie (Prodcom)</p> <p>De inhoud van het enquêteformulier werd vereenvoudigd door gebruik te maken van de beschikbare informatie in administratieve bronnen (only once-principe). Schrapping van het onderdeel "nieuwe orders".</p> <p>Wettelijke basis: K.B. van 15 januari 2015 tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 februari 2008 betreffende een maandelijkse enquête naar de industriële productie (B.S.: 2 februari 2015).</p> |
| 14. | 09.02.2015 | <p>Mobiele app voor Student@work.</p> |

| | | |
|------------|-------------------|--|
| | | <p>De onlinedienst Student@work is nu ook beschikbaar als app voor mobiele toestellen. Jobstudenten met een smartphone kunnen voortaan overal hun resterende dagen nakijken en een attest maken.</p> <p>Bron: https://www.socialsecurity.be/CMS/nl/news/citizen/archives/article.html?uid=2fdb8cdb55ba946007db4301903d722&archivedate=201502</p> |
| 15. | 16-02-2015 | <p>Vastgoedmakelaars kunnen huurovereenkomsten online registreren via MyRent Pro.</p> <p>Bij de verhuur van een onroerend goed is de verhuurder verplicht om het verhuurcontract te registreren bij de federale overheid. Sinds 2008 kan je als verhuurder uw huurovereenkomst op een digitale manier registreren bij de Federale Overheidsdienst (FOD) Financiën met de e-service MyRent. Als vastgoedmakelaar kan je dit voor uw verhuurders doen met MyRent Pro, een realisatie die er gekomen is dankzij de samenwerking tussen BIV en de Federale Overheidsdienst Financiën. Met deze nieuwe tool bouw je op een duidelijke en gestructureerde manier uw huurovereenkomst op en registreer je deze automatisch online.</p> <p>Bron: http://cibweb.be/nieuws/registreer-gratis-en-online-je-huurovereenkomsten-met-myrent-pro</p> |
| 16. | 01-03-2015 | <p>Uitbreiding homologatiemogelijkheden via iFast.</p> <p>Er is een belangrijke uitbreiding van de scope voorzien, waardoor u heel wat EVA-dossiers vanaf heden via iFAST kan indienen. Deze procedure is vanaf heden van toepassing. Uit een eerdere meting van het DAV Meetbureau kunnen we afleiden dat de wachttijd voor de constructeurs via iFast is gedaald van gemiddeld 10 weken naar slechts ongeveer 10 min voor de goedkeuring, en 2 à 3 dagen voor het verkrijgen van het certificaat. Dit is er een enorme economische besparing omdat de fabrikant vlugger het voertuig kan leveren en dus ook vlugger over zijn geld beschikt. Voor de FOD Mobiliteit is de behandelingstijd ook gedaald van ongeveer 2,5 u naar 20 minuten, wat hen een administratieve lastendaling (daling beheerskosten) per dossier oplevert van ongeveer 82 euro.</p> <p>Bronnen: http://www.homologation.be/nl/nieuws/2015-3-vanaf-vandaag-meer-dossiers-via-ifast/ Meting DAV Meetbureau: R299 – iFast.</p> |
| 17. | 11-03-2015 | <p>Automatische toekenning van sociale en fiscale maatregelen aan personen met een handicap.</p> <p>Wie bij de DG Personen met een handicap erkend is als persoon met een handicap, kan onder bepaalde voorwaarden in aanmerking komen voor allerlei voordelen bij andere instanties. Bepaalde voordelen worden automatisch toegekend, dankzij elektronische gegevensuitwisselingen (fluxen) tussen het DG personen met een handicap en deze instanties. 3 bijkomende elektronische fluxen werden onlangs afgerond.</p> <p>Bronnen: http://www.handicap.fgov.be/nl/nieuws/automatische-toekenning-van-sociale-en-fiscale-maatregelen http://www.standaard.be/cnt/dmf20150428_01652957</p> |
| 18. | 26-03-2015 | Lancering e-Deposit bij rechtbanken |

| | | |
|-------------------|--------------------------|---|
| | | <p>Advocaten hebben in februari voor de eerste keer conclusies en stukkenbundels elektronisch kunnen uploaden naar de rechtbank. Voordien gebeurde dat altijd op papier en moesten die documenten fysiek gedeponereerd worden op de griffie.</p> <p>In de eerste fase van het e-Deposit-project kunnen advocaten conclusies en stukkenbundels in burgerlijke zaken uploaden naar het hof van beroep en het arbeidshof te Antwerpen. Als die fase goed verloopt, breidt het project uit naar alle andere rechtscolleges.</p> <p>Met het e-Deposit project winnen we tijd, werken we klantgerichter en dragen we ons steentje bij aan het milieu:</p> <ul style="list-style-type: none"> Geen fysieke verplaatsingen meer naar de griffie Geen papier meer nodig voor de fax of de post Eén simpele muisklik om conclusies en stukkenbundels elektronisch te versturen Veilige transactie met e-ID van documenten via een beveiligde website Minder werklast voor de griffies door de automatische verwerking <p>Een win-win situatie voor de rechtzoekende, zijn advocaat, en voor de rechtbanken.</p> <p>Bron: http://justitie.belgium.be/nl/nieuws/andere_berichten/news_2015-03-26</p> |
| <p>19.</p> | <p>27-03-2015</p> | <p>Vereenvoudiging examens pleziervaart.</p> <p>Vroeger werden slechts een drietal examendagen per jaar georganiseerd waarbij iedereen tegelijk, op diverse locaties, schriftelijke examens (meerkeuzevragen) aflegde voor het behalen van een stuurbravet, en schriftelijke en mondelinge examens aflegde voor het behalen van het brevet voor pleziervaart op zee. Dit was iedere keer een enorme logistieke operatie waarbij grote hoeveelheden papier verspreid werden over de locaties. Deze manier van werken was arbeidsintensief, duur en gaf aanleiding tot een concentratie van werklust bij de betrokken diensten. De kandidaten moesten na het afleggen van het examen steeds een aantal dagen of weken wachten op de verbetering en de uitslag. Het examen is sinds 2015 niet makkelijker geworden, maar wel eenvoudiger om af te leggen. De papieren procedure is namelijk vervangen door een systeem dat volledig elektronisch en automatisch wordt opgevolgd. De reservatie door de kandidaat gebeurt online. De uitnodiging tot betalen en de uitnodigingsbrieven worden automatisch gemaild. Het examen gebeurt op de computer via een aantal willekeurig gekozen vragen uit een pool. Het resultaat is onmiddellijk bekend en wordt bovendien meteen doorgestuurd naar het e-mailadres dat de kandidaat heeft opgegeven. Op deze manier verloopt het hele proces vele malen sneller en efficiënter.</p> <p>Bronnen: http://www.mobilit.belgium.be/nl/binaries/p150327an_opening%20examen%20centrum_tcm466-265112.doc</p> <p>Meting DAV Meetbureau: N2015 03 09 – Examen pleziervaart elektronisch (nog lopend).</p> |
| <p>20.</p> | <p>01-04-2015</p> | <p>Lancering SIMPL – database van implantaten en invasieve medische hulpmiddelen.</p> <p>SIMPL is een database van de implantaten en invasieve medische hulpmiddelen (IMH) die vergoedbaar zijn door de ziekteverzekering (verzekering voor geneeskundige verzorging). Gekoppeld aan een zoekmotor, laat de database toe om de lijstnummers van de verstrekkingen en hun omschrijvingen te combineren met de vergoedingsbasis, de vergoedingscategorie, de vergoedingsvoorwaarden, enz. U kunt zoeken aan de hand van de lijst van de verstrekkingen of de nominatieve lijst van de implantaten.</p> <p>Bron: http://www.inami.fgov.be/nl/toepassingen/Paginas/simpl-implantaten.aspx#.VTt4NChtlBc</p> |

| | |
|-----|---|
| 21. | <p>01-04-2015</p> <p>TARDIS operationeel: registratie van de gegevens en online vraag om vergoeding.</p> <p>TARDIS (Tool for Administrative Reimbursement Drug Information Sharing) is een onlinedienst voor zorgverleners. Via TARDIS is het mogelijk om patiëntengegevens in het kader van bepaalde pathologieën in te voeren, gecombineerd met een online aanvraag van een vergoeding voor behandelingen met geneesmiddelen.</p> <p>Bron: http://www.inami.fgov.be/nl/themes/kost-terugbetaling/door-ziekenfonds/geneesmiddel-gezondheidsproduct/terugbetalen/specialiteiten/hoofdstukken/Paginas/tardis-online-vergoeding.aspx#.VTi4uSHtBC https://www.ehealth.fgov.be/nl/zorgverleners/online-diensten/ecare-tardis</p> |
| 22. | <p>07-05-2015</p> <p>MyPension uitbreiding naar alle gepensioneerde werknemers, zelfstandigen en ambtenaren.</p> <p>MyPension.be bestaat al sinds 2010, maar enkel de gepensioneerde en actieve werknemers en de gepensioneerde zelfstandigen konden er terecht om hun online pensioendossier te raadplegen.</p> <p>Vanaf nu kunnen ook de actieve zelfstandigen en actieve en gepensioneerde ambtenaren op mypension.be: hun post elektronisch lezen. Daarvoor geven ze best zo snel mogelijk hun mailadres door via het portaal; hun pensioen aanvragen.</p> <p>Nieuw is dat zelfstandigen, net als werknemers nu ook: de uitbetaalde pensioenbedragen kunnen raadplegen; hun pensioenloopbaan (gegevens die meetellen voor hun pensioen) kunnen inkijken en eventuele onvolledigheden online kunnen signaleren. Ambtenaren kunnen voorlopig enkel hun loopbaanoverzicht met prestaties van vóór 1 januari 2011 in PDF-formaat raadplegen.</p> <p>MyPension.be zal de volgende jaren systematisch uitbreiden.</p> <p>Bron: http://www.onprvp.fgov.be/NL/about/news/paginas/mypensionbe_201505.aspx</p> |
| 23. | <p>20-05-2015</p> <p>NMBS: vereenvoudiging van de schadevergoedingsprocedure</p> <p>Onder impuls van het beheerscontract tussen de Staat en de NMBS werd een compensatiesysteem ontwikkeld voor de vergoeding van reizigers in geval van een treinvertraging.</p> <p>De NMBS kent een compensatie toe:</p> <ul style="list-style-type: none"> • van 100 % voor reizigers met een vertraging van 1 uur of meer, • of bij herhaalde of stelselmatische vertragingen van 25 % per vertraging voor minstens 20 vertragingen van meer dan 15 minuten in een periode van 6 maanden, en van 50 % per vertraging voor minstens 10 vertragingen van meer dan 30 minuten in een periode van 6 maanden. <p>Meer info: http://www.belgianrail.be/nl/klantendienst/compensatie-bij-vertraging.aspx</p> |
| 24. | <p>01-06-2015</p> <p>188.742 personen met een beperking krijgen automatisch vrijstelling saneringsbijdrage of heffing waterverontreiniging</p> <p>188.742 personen met een beperking krijgen dit jaar automatisch de vrijstelling van de saneringsbijdrage of van de heffing op de waterverontreiniging toegekend, dat zijn er 1.500 meer dan vorig jaar. Dankzij de automatische toekenning hoeven ze zelf hun watermaatschappij niet te contacteren om van deze maatregel te genieten.</p> |

| | | |
|-----|------------|---|
| | | <p>Personen met een beperking die van de DG Personen met een handicap een inkomensvervangende/integratietegemoetkoming of een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden krijgen, komen ook in aanmerking voor de vrijstelling van de saneringsbijdrage of van de heffing op de waterverontreiniging. Deze maatregel geldt enkel in het Vlaams Gewest.</p> <p>Vroeger moest de persoon met een beperking telkens naar zijn watermaatschappij om te bewijzen dat hij een tegemoetkoming krijgt. Maar dankzij elektronische gegevensuitwisselingen tussen de DG Personen met een handicap en Aquaflanders, mogelijk gemaakt door de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid (KSZ), krijgen 188.742 gezinnen de vrijstelling van de saneringsbijdrage of van de heffing waterverontreiniging dit jaar automatisch toegekend. Er zijn nog 5.500 gezinnen die zelf hun watermaatschappij moeten contacteren, zij krijgen van de DG een brief die ze hiervoor kunnen gebruiken.</p> <p>Bronnen: http://www.handicap.fgov.be/nl/nieuws/188742-personen-met-een-beperking-krijgen-automatisch-vrijstelling-saneringsbijdrage-heffing-heffing- http://handicap.fgov.be/sites/5030.fedimbo.belgium.be/files/explorer/nl/persbericht-saneringsbijdrage-nl.pdf</p> |
| 25. | 01-06-2015 | <p>Opstart eengemaakte consumentenombudsdienst</p> <p>Consumenten die een oplossing zoeken voor een geschil met een onderneming, kunnen vanaf 1 juni 2015 terecht op 1 adres: de Consumentenombudsdienst. De consument kan bij deze dienst informatie inwinnen over zijn rechten en plichten. De Consumentenombudsdienst is een uniek loket voor consumenten die een buitengerechtelijke behandeling van een klacht wensen. De eengemaakte Consumentenombudsdienst is voortaan hét aanspreekpunt en 'single point of entry' voor wie een oplossing zoekt voor zijn geschil, maar er niet mee naar de rechter wil.</p> <p>Achter die single point of entry gaan de bestaande thematische ombudsdiensten schuil, die blijven bestaan en samengebracht worden op 1 locatie:</p> <ul style="list-style-type: none"> Ombudsdienst voor telecommunicatie; Ombudsdienst voor de postsector; Ombudsdienst voor energie; Ombudsdienst voor treinreizigers; Ombudsdienst voor de financiële diensten; Ombudsdienst voor de verzekeringen. <p>Meer info: www.consumentenombudst.be</p> |
| 26. | 01-07-2015 | <p>Nieuwe modellen van getuigschriften voor verstrekte hulp, vereenvoudigd en transparant</p> <p>Sinds 1 juli 2015 moet de zorgverlener het van de patiënt ontvangen bedrag (betaling met geld of via bankkaart) vermelden op het deel "ontvangstbewijs" van het getuigschrift voor verstrekte hulp of van aflevering. De getuigschriften worden dus aangepast en vereenvoudigd.</p> <p>Een uniek model van getuigschrift (voor boekjes, kettingformulieren of het globale model ("D")) voor elke categorie van zorgverleners. Het getuigschrift is hetzelfde wanneer de zorgverlener als "fysieke persoon" of "als vennootschap" optreedt en bevat altijd een deel "ontvangstbewijs". Een deel ontvangstbewijs is voortaan ook aan het globale getuigschrift (model "D") toegevoegd.</p> <p>Invoeging van het KBO-nummer (Kruispuntbank van Ondernemingen) in het deel "ontvangstbewijs". Raadpleeg de website van de Federale overheidsdienst Economie om uw KBO-nummer te zoeken.</p> |

| | | |
|-----|------------|--|
| | | <p>Het kleurensysteem wordt geleidelijk aan afgebouwd. Op termijn zullen de getuigschriften wit zijn. Het formaat van het getuigschrift verandert niet. Bron: http://www.riziv.fgov.be/nl/nieuws/Paginas/attesteren-geneeskundige-verstrekkingen.aspx#.Vo6JJ_nhC70</p> |
| 27. | 01-07-2015 | <p>Oprichting van centra 'Grote Ondernemingen' bij de FOD Financiën Op 1 juli 2015 heeft de FOD Financiën 7 centra 'Grote Ondernemingen' opgericht die instaan voor de controle en geschillenbehandeling van de grote ondernemingen en 1 centrum 'Grote Ondernemingen Beheer en Gespecialiseerde Controles' in Brussel. Met deze modernisering garandeert de FOD Financiën een dienstverlening op maat van de grote ondernemingen. Hij integreert zich zo op dynamische en duurzame wijze in de economische cyclus van de grote ondernemingen en organiseert een adequate controleaanpak. Bron: http://financien.belgium.be/nl/Actueel/150703_oprichting_van_centra_grote_ondernemingen_bij_de_fod_financi_n</p> |
| 28. | 01-07-2015 | <p>Vereenvoudiging fabricage- en distributievergunningen van het FAGG In het kader van de administratieve vereenvoudiging en de rationalisatie van de processen heeft het FAGG beslist niet langer zowel Belgische als Europese modellen van fabricage- en distributievergunningen af te leveren. Het gebruik van deze 2 modellen is historisch gegroeid maar bleek onvoldoende toegevoegde waarde te hebben. Vanaf 1 juli zullen daarom enkel de geharmoniseerde Europese modellen gebruikt worden. Deze maatregel heeft diverse voordelen: het gebruik van het Europees model en het wegvallen van de nationale vergunning, vormt een administratieve vereenvoudiging van de door het FAGG behandelde dossiers door deze keuze zullen de vergunninghouders sneller in het bezit van de documenten zijn het gebruik van het Europees model uitgewerkt door het EMA heeft als voordeel binnen de Europese Unie erkend te zijn. Bron: http://www.fagg-afmps.be/nl/news/news_fabricage_distributievergunningen.jsp?referer=tc:290-253469-64</p> |
| 29. | 01-07-2015 | <p>Start Travellers online Via travellersonline.diplomatie.be kunnen Belgen makkelijk en kosteloos aan Buitenlandse Zaken laten weten dat ze op reis vertrekken. Op de site vullen ze hun reis- en persoonsgegevens en gegevens van een contactpersoon in België in. Gebeurt in het land van de bestemming een crisis, zoals bijvoorbeeld een natuurramp, aanslag of ongeval, dan kan Buitenlandse Zaken met deze gegevens sneller in contact komen met de landgenoten ter plaatse en met hun familie, en nog beter hulp bieden. 'Travellers Online' registreert voorlopig alleen gegevens van landgenoten die buiten de landen van de Europese Unie reizen, maar een uitbreiding naar de landen binnen de EU is gepland. Bronnen: http://diplomatie.belgium.be/nl/Newsroom/Nieuws/Perscommuniques/buitenlandse_zaken/2015/07/ni_060715_travellersonline.jsp?referer=tc:314-269541-64 http://diplomatie.belgium.be/nl/Newsroom/Nieuws/Perscommuniques/buitenlandse_zaken/2015/07/ni_060715_lancering_travellersonline.jsp?referer=tc:314-269527-64</p> |

| | | |
|-----|------------|--|
| 30. | 01-07-2015 | <p>Aangifte in de rechtspersonenbelasting en belasting niet-inwoners/vennootschappen voortaan enkel elektronisch met BIZTAX</p> <p>Vanaf aanslagjaar 2015 moeten alle belastingplichtigen rechtspersonenbelasting en belasting niet-inwoners/vennootschappen hun aangifte elektronische indienen via BIZTAX.</p> <p>BIZTAX is 24 uur op 24 beschikbaar, erg gebruiksvriendelijk, vereist geen voorafgaande registratie en de aangiften blijven centraal bewaard en raadpleegbaar voor de gebruiker.</p> <p>Wettelijke en reglementaire verwijzingen:</p> <p>Koninklijk besluit van 7 februari 2014 tot uitvoering van artikel 307bis, § 3, derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreffende de modaliteiten voor de elektronische indiening van de aangiften in de vennootschapsbelasting, de rechtspersonenbelasting, de belasting niet-inwoners vennootschappen en de belasting niet-inwoners/rechtspersonen (Belgisch Staatsblad van 14 februari 2014, bl. 12744)</p> <p>Koninklijk besluit van 7 februari 2014 betreffende de vervoegde inwerkingtreding van de verplichte elektronische indiening van de aangiften in de vennootschapsbelasting (Belgisch Staatsblad van 14 februari 2014, bl. 12746)</p> <p>Bron: http://financien.belgium.be/nl/Actueel/150724-aangifte_in_de_rechtspersonenbelasting_en_belasting_niet-inwoners_vennootschappen_voortaan_elektronisch</p> |
| 31. | 15-07-2015 | <p>e-Deduction: efficiënter beheer van de schuldvorderingen</p> <p>Het project e-Deduction is succesvol in productie gegaan. Dit pilootproject, uitgevoerd op initiatief van de Rijksdienst voor Jaarlijkse Vakantie (RJV), maakt het mogelijk om de fiscale derdenbeslagen, uitgegeven door de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering (AAII) van de FOD Financiën, elektronisch te versturen naar de verschillende vakantiefondsen. Het is het resultaat van een vruchtbare en innovatieve samenwerking tussen deze actoren en de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.</p> <p>Het gaat om een besparing van ongeveer 280.000 euro per jaar. Dit project realiseert zowel een kostenvermindering, als een daling van de werklust. Duizenden fiscale derdenbeslagen zullen niet meer manueel moeten worden ingevoerd in de databanken van de bijzondere vakantiefondsen. Hierdoor kunnen inhoudelijke fouten beperkt worden dankzij de automatische controles.</p> <p>Na het analyseren van de voordelen wordt het project e-Deduction binnenkort uitgebreid naar de btw en naar andere openbare of privé-instellingen.</p> <p>Bron: http://financien.belgium.be/nl/Actueel/150715_e-deduction_efficiënter_beheer_van_de_schuldvorderingen</p> |
| 32. | 28-07-2015 | <p>Douane lanceert een app met informatie voor reizigers</p> <p>De Douane ontwikkelde een app waarmee u in één oogopslag de do's en don'ts bij het reizen kunt overlopen. U kunt de gratis app 'Belgian Customs' downloaden via de App Store, Google Play en de Windows store.</p> <p>De app biedt antwoorden op volgende vragen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hoeveel tabaksproducten, alcohol... mag ik invoeren zonder invoerrechten en taksen te moeten betalen? • Hoeveel cash geld mag ik bijhebben? • Welke beschermde dieren en planten mag ik niet transporteren? • Hoe het zit met namaakgoederen? |

| | | |
|-----|------------|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Wat moet ik doen om te reizen met een gezelschapsdier? <p>Bron: http://financien.belgium.be/nl/Actueel/150728_douane_lanceert_een_app_met_informatie_voor_reizigers</p> |
| 33. | 01-08-2015 | <p>65-plussers die tegemoetkoming krijgen, blijven gratis met De Lijn rijden</p> <p>Vanaf dit jaar krijgt iedereen die ouder is dan 65 jaar niet langer een gratis abonnement van De Lijn. Zoals eerder aangekondigd, behoudt iedereen die recht heeft op een tegemoetkoming voor personen met een handicap (inkomensvervangende tegemoetkoming, integratietegemoetkoming of tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden) het recht op een gratis abonnement.</p> <p>De DG Personen met een handicap van de FOD laat via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid aan De Lijn weten wie er recht heeft op een gratis abonnement. Je krijgt je abonnement automatisch thuis gestuurd.</p> <p>Heb je een tegemoetkoming en krijg je toch geen gratis abonnement? Meld dit aan De Lijn en vraag hen contact met de FOD Sociale Zekerheid - DG Personen met een handicap op te nemen via ons contactformulier.</p> <p>Bron: http://www.handicap.fgov.be/nl/nieuws/65-plussers-die-tegemoetkoming-krijgen-blijven-gratis-met-de-lijn-rijden</p> |
| 34. | 01-09-2015 | <p>Operationalisering Centraal Huwelijksovereenkomstenregister (CRH)</p> <p>Vanaf heden worden samenlevingscontracten en uitspraken van rechtbanken over huwelijksovereenkomsten, huwelijksstelsel en samenlevingscontracten eveneens geregistreerd in het CRH. Deze informatie zal door de Koninklijke Federatie van de Belgische Notarissen ter beschikking worden gesteld van iedereen die nood heeft aan deze informatie en het vereiste belang kan aantonen.</p> <p>Wettelijke basis: Wet van 10 augustus 2015 tot wijziging van de wet van 13 januari 1977 houdende goedkeuring van de overeenkomst inzake de vaststelling van een stelsel van registratie van testamenten, opgemaakt te Bazel op 16 mei 1972 en tot invoering van een centraal huwelijksovereenkomstenregister (B.S. 26 augustus 2015).</p> |
| 35. | 22-09-2015 | <p>Dienstregeling NMBS op Google Maps</p> <p>De dienstregelingen en reiswegen van de NMBS zijn vanaf nu ook beschikbaar op google maps. Wanneer je via je PC of smartphone een traject met het openbaar vervoer plant op google maps, dan vind je onmiddellijk alle dienstregelingen en reiswegen van de NMBS in de zoekresultaten.</p> <p>Bron: http://www.belgianrail.be/nl/nieuws/dienstregeling-googlemaps.aspx</p> |
| 36. | 01-10-2015 | <p>Verplichte toepassing derde betaler voor patiënten die van de verhoogde tegemoetkoming genieten.</p> <p>Vanaf 1 oktober 2015 moet een huisarts bij zijn raadplegingen de derde betaler toepassen voor zijn patiënten die van de verhoogde tegemoetkoming genieten. Om dit te vergemakkelijken via de elektronische facturatie heeft het RIZIV afspraken gemaakt met de softwareleveranciers en de meeste software die elektronische factureren toelaat, is nu bijgewerkt.</p> <p>Voor de toepassing van de derde betaler is de elektronische facturatie de meest eenvoudige oplossing omdat ze de volgende mogelijkheden biedt:</p> <ul style="list-style-type: none"> • snellere terugbetaling: binnen de 14 dagen • afschaffing van de parallelle papieren facturatie vanaf 1 juli 2015 |

| | | |
|-----|------------|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> • betalingsverbintenis door de ziekenfondsen. <p>Wettelijke basis: Koninklijk besluit van 18 september 2015 tot uitvoering van artikel 53 § 1 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, betreffende de derdebetalersregeling (B.S. 23 september 2015). Bron: http://www.riziv.fgov.be/nl/nieuws/Paginas/Verplichte-derdebetalersregeling-elektronische-facturatie.aspx#.Vo6lW_nhC70</p> |
| 37. | 01-10-2015 | <p>Een uitkering bij mantelzorg door zelfstandigen</p> <p>De bestaande maatregelen bij het geven van palliatieve zorgen en het verzorgen van een zwaar ziek kind, worden uitgebreid en omgevormd tot de 'uitkering mantelzorg'.</p> <p>Wie tijdelijk zijn zelfstandige beroepsactiviteit onderbreekt om te zorgen voor een naaste, kan onder bepaalde voorwaarden de uitkering mantelzorg krijgen.</p> <p>Bron: http://www.rsvz.be/nl/news/een-uitkering-bij-mantelzorg-door-zelfstandigen</p> |
| 38. | 01-10-2015 | <p>Nu ook Kids-ID voor Belgische kinderen die in buitenland wonen</p> <p>Sinds 1 oktober 2015 kunnen Belgische kinderen jonger dan twaalf jaar die in het buitenland wonen een Kids-ID krijgen bij de Belgische consulaire beroepspost waar ze zijn ingeschreven.</p> <p>Deze Kids-ID is dezelfde als die die de gemeenten in België afleveren. De identiteitskaart voor kinderen zal het leven van veel Belgische gezinnen die in het buitenland wonen, vereenvoudigen.</p> <p>Bron: http://diplomatie.belgium.be/nl/Newsroom/Nieuws/Perscommuniques/buitenlandse_zaken/2015/10/ni_211015_kids-id.isp?referer=tcn:314-274236-64</p> |
| 39. | 01-10-2015 | <p>Vereenvoudiging tuinbouwenquête</p> <p>De inhoud van de formulieren werd vereenvoudigd door gebruik te maken van administratieve bronnen en het aantal aan de enquête onderworpen ondernemingen werd met 40 % gereduceerd.</p> <p>Bron: Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie</p> |
| 40. | 22-10-2015 | <p>Algemene Directie Statistiek van de FOD Economie gaat voor Open Data</p> <p>Op 22 oktober 2015 opent de Algemene Directie Statistiek van de FOD Economie haar Open Data-portaal www.statbel.fgov.be/nl/opendata. Op dit portaal staan een hele reeks datasets over allerlei onderwerpen, zoals: bevolking, inkomens of bodembezetting in een "open", vrij gemakkelijk herbruikbaar formaat.</p> <p>Meer info: www.statbel.fgov.be/nl/opendata</p> |
| 41. | 01-11-2015 | <p>Opstart Healthdata.be</p> <p>Het nieuwe platform Healthdata.be, ontwikkeld door het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid (WIV) en gefinancierd door het RIZIV, biedt nieuwe perspectieven inzake e-Gezondheid door de vereenvoudiging van de registratie en de bewaring van de gezondheidsgegevens die verschillende zorgverleners toesturen. Healthdata.be zorgt dus op termijn voor betere kwaliteit van het gezondheidsonderzoek.</p> |

| | | |
|-----|------------|--|
| | | <p>Conform de overeenkomst tussen het RIZIV en het WIV kunnen de gegevens alleen onder heel strikte voorwaarden worden meegedeeld aan onderzoekers die hiertoe zijn toegelaten. De overeenkomst sluit rechtstreeks aan bij het Actieplan e-Gezondheid 2013-2018 en bij de beleidsprioriteiten van minister van Volksgezondheid, Maggie De Block.</p> <p>Bron: http://www.riziv.fgov.be/nl/nieuws/Paginas/healthdata-internetplatform.aspx#.Vo6HifnhC70</p> |
| 42. | 06-11-2015 | <p>Mobiel tickets NMBS kopen, sneller en makkelijker!</p> <p>De functie om bijtjten te kopen is direct beschikbaar op uw smartphone vanaf de reisplanner. Wanneer je je bijtjten hebt gekozen, kun je betalen met VISA, MasterCard of American Express. Wanneer je wenst kunnen je betaalgegevens bij de eerste invoering worden onthouden, zo hoef je bij je volgende aankoop enkel nog je veiligheidscode in te geven (CVC). Eenvoudig toch?</p> <p>Eens je betaling aanvaard is, wordt er een barcode gevormd en opgeslagen in het onderdeel 'Uw bijtjten' in de app. Deze barcode is het vervoerbewijs en moet, samen met je identiteitsbewijs, aan de treinbegeleider worden getoond tijdens de reis.</p> <p>Bron: http://www.belgianrail.be/nl/nieuws/barcode-2D.aspx</p> |
| 43. | 09-11-2015 | <p>Wachttijd voor werk na asielaanvraag ingekort tot 4 maanden</p> <p>Door het koninklijk besluit van 29 oktober 2015 wordt de wachttijd tussen de asielaanvraag en de toegang tot loontrekkend werk herleid van zes naar vier maanden.</p> <p>Wettelijke basis: Koninklijk besluit van 29 oktober 2015 tot wijziging van artikel 17 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers (B.S.: 9 november 2015).</p> |
| 44. | 01-12-2015 | <p>Invoering flexi-jobs in de horecasector</p> <p>Sinds 1 december 2015 kan iedereen die minstens vijfde werkt, onbeperkt bijverdienen in de horeca met behulp van de zogenaamde flexi-jobs. Mits naleving van bepaalde voorwaarden kan het loon en het vakantiegeld volledig vrijgesteld worden van belasting en gewone sociale bijdragen, de werkgever moet wel een specifieke bijdrage betalen van 25% (die fiscaal aftrekbaar is). Het nettoloon komt zo overeen met 80% van de bruto loonkosten. Dit systeem is enkel van toepassing voor werknemers die ressorteren onder paritair comité nr. 302 (hotelbedrijf) en voor uitzendkrachten die erin tewerkgesteld worden. Het fiscale luik is van toepassing vanaf aanslagjaar 2016.</p> <p>Wettelijke basis: Wet van 16 november 2015 houdende diverse bepalingen inzake sociale zaken (B.S.: 26 november 2015)</p> <p>Bron: https://www.socialsecurity.be/site_nl/employer/infos/flexijob/index.htm</p> |
| 45. | 08-12-2015 | <p>Opheffing aangifteverplichting van betalingen door vennootschappen aan personen gevestigd in Cyprus, Luxemburg of de Seychellen.</p> <p>Op 30 oktober 2015 besliste het Mondiaal Forum voor transparantie en uitwisseling van inlichtingen voor belastingdoeleinden dat Cyprus, Luxemburg en de Seychellen de internationale standaard voor transparantie en uitwisseling van fiscale inlichtingen effectief en substantieel toepassen. Daardoor moeten vennootschappen niet langer aangifte doen van betalingen aan personen die gevestigd zijn in deze staten. Voor vennootschappen die een boekhouding voeren per kalenderjaar betekent dit dat ze geen aangifte moeten doen voor betalingen in 2015 aan personen die in Cyprus, Luxemburg of de Seychellen gevestigd zijn.</p> |

| | | |
|--|------------------------------|---|
| | | <p>Bron: http://financien.belgium.be/nl/Actueel/opheffing-aangifteverplichting-van-betalingen-door-vennootschappen-aan-persoonen-gevestigd</p> <p>46. 09-12-2015</p> <p>Registratiewebsite TravellersOnline nu ook voor reizigers naar landen van Europese Unie</p> <p>Vicepremier en minister van Buitenlandse Zaken Didier Reynders heeft de registratiewebsite travellersonline.diplomatie.be van de FOD Buitenlandse Zaken uitgebreid voor mensen die naar landen binnen de Europese Unie reizen. Tot vandaag registreerde TravellersOnline alleen gegevens van landgenoten die buiten de EU reizen.</p> <p>Via travellersonline.diplomatie.be kunnen Belgen makkelijk en kosteloos aan Buitenlandse Zaken laten weten dat ze op reis vertrekken. Op de website vullen ze hun reis- en persoonsgegevens en gegevens van een contactpersoon in België in. Als in het land van de bestemming een crisis uitbreekt, zoals een natuurramp, aanslag of ongeval, dan kan Buitenlandse Zaken met deze gegevens sneller contact opnemen met de landgenoten ter plaatse en met hun familie om ze sneller en beter hulp te bieden. De reisgegevens worden na twee weken automatisch gewist, zodat de privacy van de reiziger wordt gerespecteerd.</p> <p>In de voorbije maanden is TravellersOnline een efficiënt middel gebleken. Zo kon snel contact worden opgenomen met landgenoten na de ontploffingen in de haven van Tianjin (China) op 13 augustus, de bomaanslag in Bangkok (Thailand) op 17 augustus, de aardbeving in Chili op 16 september en de stormloop in Mekka (Saoedi-Arabië) op 24 september. De gegevens uit TravellersOnline zijn ook ter beschikking van onze ambassades in landen waar mogelijk een crisis kan uitbreken.</p> <p>Sinds de lancering van de site begin juli hebben al 37.500 reizigers van deze nieuwe dienstverlening gebruik gemaakt. Didier Reynders roept landgenoten die in en buiten de Europese Unie reizen op zich telkens te registreren op travellersonline.diplomatie.be.</p> <p>Bron: http://diplomatie.belgium.be/nl/Newsroom/Nieuws/Perscommuniqués/buitenlandse_zaken/2015/12/ni_091215_travellersonline_eu.jsp?referer=tc:314-275609-64</p> |
| | <p>47. 12-12-2015</p> | <p>Vereenvoudiging attesten commerciële nummerplaten</p> <p>Vanaf 12 november 2015 is het niet meer nodig om een papieren btw-attest voor te leggen voor een aanvraag van commerciële platen (handelaarsplaten of proefrittenplaten) bij de DIV (FOD Mobiliteit en Vervoer). De noodzakelijke gegevens zullen automatisch aan de DIV worden bezorgd. U moet wel nog steeds naar uw btw-kantoor gaan om een aanvraag in te dienen.</p> <p>Attesten voor commerciële nummerplaten (handelaars- en proefrittenplaten) kunt u nu aanvragen ter plaatse bij uw btw-kantoor of per e-mail of brief.</p> <p>Wijzigingen voor de hernieuwing van een aanvraag van handelaarsplaten: Als handelaar in motorvoertuigen moet u bij de hernieuwing van uw handelaarsplaten jaarlijks minstens twaalf voertuigen hebben verkocht per aangevraagd btw-attest. U moet bij uw aanvraag tot hernieuwing een kopie van die verkoopfacturen voegen.</p> <p>Voortaan tellen ook de verkopen van voertuigen in België naar het buitenland (zoals uitvoer en intracommunautaire levering) mee om te bepalen of u minstens 12 voertuigen per jaar verkocht heeft.</p> <p>Verlenging van de hernieuwingsperiode: De btw-attesten voor verlenging van commerciële platen in 2016 kunt u uitzonderlijk aanvragen tot 29 februari 2016.</p> <p>Bron: http://financien.belgium.be/nl/Actueel/attesten-voor-commerci%C3%ABle-nummerplaten-kunt-u-nu-ook-e-mail-en-brief-aanvragen</p> |

| | | |
|------------|-------------------|---|
| | | http://financien.belgium.be/nl/Actueel/151008_u_bent_garagist_koetswerkmaker_detailhandelaar_in_voertuigen_dit_zijn_de_wijzigingen_in_de_procedure_voor_de_commerci_je_platen |
| 48. | 23-12-2015 | <p>Ter beschikkingstelling Consumptieprijsindex als Open Data</p> <p>Vanaf nu zijn de consumptieprijsindexcijfers beschikbaar als open data-set. Men kan deze terugvinden op: http://economie.fgov.be/nl/statistieken/opendata/datasets/prijzen/</p> |
| 49. | 01-01-2016 | <p>Vereenvoudiging statistiek kleinhandelondernemingen</p> <p>In het kader van de modernisering van het statistische productieproces en het streven naar administratieve vereenvoudiging om de last voor Belgische ondernemingen te verminderen, wordt de statistiek van de kleinhandel hervormd. Deze hervorming omvat twee aspecten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de vereenvoudiging van de vragenlijst bestemd voor grote ondernemingen; • de herziening van het steekproefplan: het universum van de kleinhandelondernemingen is in 50 jaar tijd sterk veranderd, en het steekproefplan moet worden herzien om de gegevensverzameling overeenkomstig de huidige situatie te optimaliseren. <p>Voorts zullen ondernemingen met een omzet beneden 25.000 € niet meer worden ondervraagd, aangezien de gecumuleerde omzet van die ondernemingen verwaarloosbaar is t.a.v. de totale omzet van de sector.</p> <p>Wettelijke basis: K.B. van 12 oktober 2015 waarbij een maandelijks statistisch onderzoek bij steekproef naar het omzetcijfer verwezenlijkt door de kleinhandelondernemingen wordt voorgeschreven door de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium (B.S. 23 oktober 2015).</p> |
| 50. | 01-01-2016 | <p>Vereenvoudiging uitvindingsoctrooien en beschermingscertificaten</p> <p>Het koninklijk besluit van 9 november 2015 geeft uitvoering aan een aantal mogelijkheden ingevoerd door het Wetboek van economisch recht om het takssysteem te vereenvoudigen in het belang van de gebruikers van het Belgisch octrooisysteem.</p> <p>Wettelijke basis: Koninklijk besluit van 9 november 2015 betreffende de taksen en toeslagen inzake uitvindingsoctrooien en aanvullende beschermingscertificaten (B.S. 25 november 2015).</p> |
| 51. | 01-01-2016 | <p>Optrekken investeringsaftrek voor digitale investeringen</p> <p>Het koninklijk besluit van 2 december 2015 voorziet in een verhoogde investeringsaftrek voor digitale investeringen, zoals: de aankoop van betaalterminals, voor systemen voor elektronische facturatie en voor de beveiliging van ICT.</p> <p>Wettelijke basis: Koninklijk besluit van 2 december 2015 tot wijziging van het KB/WIB 92 wat de investeringsaftrek voor digitale investeringen betreft (B.S. 8 december 2015).</p> |
| 52. | 01-01-2016 | <p>Elektronische ecocheques vanaf 1 januari 2016: administratieve vereenvoudiging en besparing</p> <p>Een koninklijk besluit van 16 december 2015 voorziet in de invoering van elektronische ecocheques. Zoals destijds voor de maaltijdcheques wordt voorzien in een overgangperiode waarin papieren en elektronisch ecocheques naast elkaar kunnen gebruikt worden.</p> <p>Wettelijke basis: K.B. van 16 december 2015 tot invoering van de elektronische ecocheques en tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en erkenningsprocedure voor uitgevers ervan (B.S. 24 december 2015).</p> |

| | | |
|------------|-------------------|---|
| | | <p>Bron: http://www.presscenter.be/nl/pressrelease/20151012/elektronische-ecocheques-vanaf-1-januari-2016-administratieve-vereenvoudiging</p> |
| 53. | 01-01-2016 | <p>Factuur hersteld als oorzaak opeisbaarheid btw</p> <p>Sedert 1 januari 2016 heeft de wet van 6 december 2015 (BS van 17 december 2015) de vroegere opeisbaarheidsregels inzake btw hersteld én verbeterd. In B2B context wordt er teruggekeerd naar de situatie zoals die was vóór 2013. De factuur zal opnieuw bepalen wanneer de btw moet worden doorgestort aan de schatkist, zowel voor de voorschotfacturen als voor alle andere facturen. Als geen factuur uitgereikt wordt, dan geldt als ultieme datum van opeisbaarheid de vijftiende dag van de maand volgend op de levering of de dienstverrichting, zijnde de uiterste datum waarop een onderneming haar factuur conform de wet moet uitreiken.</p> <p>In B2C context blijft de btw opeisbaar op het ogenblik van incassering, ongeacht wanneer de factuur wordt uitgereikt. Wel kan de btw altijd vervroegd voldaan worden (bv. door de ondernemingen die liever de B2B regels toepassen).</p> <p>Wettelijke basis: Wet van 6 december 2015 tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde met betrekking tot de opeisbaarheid van de belasting (B.S. 17 december 2015).</p> |
| 54. | 01-01-2016 | <p>Optrekken van vrijstellingsdrempel BTW van 15.000 naar 25.000 euro</p> <p>De wet van 6 december 2015 tot wijziging van het Btw-Wetboek (BS van 17 december 2015) heeft het plafond aan jaaronzet voor de toepassing van het stelsel kleine ondernemingen inzake btw opgetrokken van 15.000 naar 25.000 euro (excl. btw). Deze kleine ondernemingen moeten geen btw aanrekenen (en kunnen die dus ook niet aftrekken) en genieten vrijstelling van periodieke btw-aangifte. Deze wijziging wordt van kracht vanaf 1 januari 2016.</p> <p>Wettelijke basis: Wet van 6 december 2015 tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde (B.S. 17 december 2015).</p> <p>K.B. van 18 december 2015 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 19 van 29 juni 2014 met betrekking tot de vrijstellingsregeling van belastingen over de toegevoegde waarde in het voordeel van kleine ondernemingen (B.S.: 28 december 2015)</p> <p>Bron: http://financien.belgium.be/nl/Actueel/btw-vrijstellingsregeling-verhoging-van-de-drempel-tot-25000-euro-vanaf-1-januari-2016</p> |
| 55. | 01-01-2016 | <p>Opeisbaarheid BTW bij facturen aan de overheid</p> <p>Voor verrichtingen tussen ondernemingen en overheidsinstellingen (B2G) wordt vanaf 1 januari 2016 de BTW pas opeisbaar op het tijdstip waarop de betaling of een deel ervan wordt ontvangen. Door deze wet moet de BTW dus pas moet worden doorgestort op het moment dat de overheidsinstelling effectief betaalt, en moet hij dus niet langer voorgefinancierd worden.</p> <p>Wettelijke basis: Wet van 6 december 2015 tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde met betrekking tot de opeisbaarheid van de belasting (B.S. 17 december 2015).</p> |
| 56. | 01-01-2016 | <p>Veralgemening en vereenvoudiging van de elektronische aangiften van sociaal risico</p> |

| | | |
|-----|------------|--|
| | | <p>Vanaf 1 januari 2016 kunnen sommige aangiftes sociaal risico (ASR) in de sector werkloosheid enkel nog op elektronische wijze verricht worden (e-ASR). De e-ASR verplichting geldt voor de maandelijkse aangiftes voor werkloosheid met het oog op de betaling van de uitkeringen (=vergoedbaarheid).</p> <p>Het gaat hier enerzijds om situaties waarbij werknemers worden vergoed tijdens een schorsing van hun arbeidsovereenkomst (bv. uitkeringen tijdelijke werkloosheid, jeugd- of seniorvakantie-uitkering) en anderzijds om situaties waarbij werk wordt gecombineerd met een uitkering (bv. Activerings-uitkeringen of de inkomensgarantie-uitkering voor de deeltijdse werknemer).</p> <p>Dit betekent concreet dat vanaf de referentemaand januari 2016 volgende papieren formulieren verdwijnen: C3.2-WERKGEVER, C131B, C131B-ONDERWIJS, C78, C78-ACTIVA, C78-ACTIVA-START, C78-ACTIVA-PVP, C78.3, C78-SINE, C103-JEUGDVAKANTIE-WERKGEVER en C103-SENIORVAKANTIE-WERKGEVER.</p> <p>[Samen met de verplichting tot elektronische ASR's worden een aantal vereenvoudigingen doorgevoerd in 'alle' aangiftes sociaal risico.</p> <p>Vanaf 2016 wordt het verplicht elektronisch indienen van alle aangiftes van sociale risico's (ASR) (werkloosheid, ziekte, arbeidsongeval) stapsgewijs ingevoerd.</p> <p>Worden aldus al verplicht elektronisch vanaf 1 januari 2016, de maandelijkse aangiftes voor vergoedbaarheid voor de sector van de werkloosheid (betaalscenario's), te weten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • scenario 5: tijdelijke werkloosheid - vervangt C3.2-Werkgever; • scenario 6: deeltijdse arbeid - vervangt C131B en C131B-Onderwijs; • scenario 7: beschutte werkplaats - vervangt C78; • scenario 8: activering - vervangt C78-Activa, C78-Activa-Start, C78-Activa-PVP, C78.3, C78-Sine; • scenario 10: jeugd- en seniorvakantie - vervangt C103-Jeugdvakantie-werkgever en C103-Seniorvakantie-werkgever. <p>Bron: http://www.rva.be/nl/nieuws/verplichting-tot-elektronische-aangifte-van-sommige-sociale-risicos-e-asr</p> |
| 57. | 01-01-2016 | <p>Het nieuwe getuigschrift van arbeidsongeschiktheid stimuleert samenwerking en communicatie</p> <p>Op 1 januari 2016 verandert het getuigschrift voor de aangifte van arbeidsongeschiktheid.</p> <p>Dat nieuwe getuigschrift stimuleert de samenwerking en de communicatie tussen de behandelende arts en de adviserend geneesheer van het ziekenfonds. Het vergemakkelijkt ook de begeleiding naar werk van arbeidsongeschikte patiënten die ervoor in aanmerking komen.</p> <p>Het RIZIV gaat volop mee in de modernisering en werkt aan een elektronische vorm van het getuigschrift tegen 2017. Dat gebeurt in samenwerking met de vertegenwoordigers van de artsen en de verzekeringsinstellingen.</p> <p>Bron: http://www.riziv.fgov.be/nl/nieuws/Paginas/getuigschrift-arbeidsongeschiktheid.aspx#.Vo6G0fnhC70</p> |
| 58. | 01-01-2016 | <p>Maaltijdcheques - Enkel elektronisch</p> <p>Sedert 1 januari 2016 kunnen de werknemers hun aankopen alleen nog met elektronische maaltijdcheques betalen. België wordt zo het eerste Europese land dat een definitieve, totale overschakeling naar elektronische maaltijdcheques met succes heeft afgerond.</p> <p>Meer info: www.mijnmaaltijdcheques.be</p> |
| 59. | 01-01-2016 | <p>Nieuw keuzemenu voor de 1765-Pensioenlijn</p> |

| | | |
|-------------------|--------------------------|---|
| | | <p>De 3 pensioeninstellingen hebben beslist om het menu van de 1765-Pensioenlijn intuïtiever te maken voor de beller. Door eerst te vragen of de beller al dan niet al gepensioneerd is, herkent hij sneller zijn eigen situatie. Bron: http://www.onprvp.fgov.be/NL/about/news/paginas/1765_2016.aspx</p> |
| <p>60.</p> | <p>01-01-2016</p> | <p>Vereenvoudiging boekhoudregels en besparing voor micro-ondernemingen</p> <p>Op 30 december 2015 is de boekhoudhervorming in het Belgisch Staatsblad verschenen. De publicatie van de wet en het bijbehorende koninklijk besluit maken dat gevolgen van de nieuwe boekhoudhervorming op 1 januari 2016 in werking zijn getreden. Tot de belangrijkste innovaties van de hervorming behoort de invoering van een nieuwe categorie van ondernemingen: de micro-ondernemingen. Meer dan 80% van de Belgische ondernemingen zal voortaan als een micro-onderneming kwalificeren, wat inhoudt dat zij hun jaarrekening voortaan volgens het vereenvoudigde micro-schema kunnen neerleggen. Daarnaast worden de financiële drempelwaarden voor de categorie van kleine ondernemingen verhoogd zodat een duizendtal bijkomende ondernemingen als klein zullen kwalificeren en een verkorte jaarrekening kunnen neerleggen. Ook gaan voor de kleine ondernemingen de neerleggingskosten gevoelig naar beneden met ongeveer 75 euro. De micro-ondernemingen, die een subcategorie van de kleine ondernemingen vormen, kunnen rekenen op een bijkomende vermindering van 20 euro.</p> <p>Om als een micro-onderneming te kunnen worden beschouwd, mag een bedrijf op de datum waarop de balans wordt afgesloten, slechts één van de volgende drie criteria overschrijden: een omzet van 700.000 euro, een balanstotaal van 350.000 euro en gemiddeld 10 werknemers.</p> <p>De jaarrekeningen van de micro-ondernemingen zouden gelijk blijven aan die van de kleine ondernemingen wat de balans en de resultatenrekening betreft, maar zouden nog slechts vijf bijlagen hebben, tegenover tien nu. Ondernemingen die deel uitmaken van een groep zouden het statuut van micro-onderneming niet kunnen krijgen.</p> <p>De verplichting om in het Staatsblad de vermelding van de indiening van de jaarrekeningen te publiceren wordt afgeschaft.</p> <p>Wettelijke basis:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Wet van 18 december 2015 tot omzetting van Richtlijn 2013/34/EU van 26 juni 2013 van het Europees Parlement en van de Raad betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad (B.S. 30 december 2015) • Koninklijk besluit van 18 december 2015 tot omzetting van Richtlijn 2013/34/EU van 26 juni 2013 van het Europees Parlement en van de Raad betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad (B.S. 30 december 2015). <p>Bron: http://trendstop.knack.be/nl/ontop/ondernemen/vereenvoudiging-en-besparing-voor-micro-ondernemingen-1021-377423.aspx</p> |
| <p>61.</p> | <p>01-01-2016</p> | <p>Afstammingsgegevens beschikbaar in het Rijksregister</p> <p>De gemeenten hadden tot 1 januari 2016 tijd om het rijksregister aan te vullen met de afstammingsgegevens. Vanaf deze datum zijn voor alle personen die zijn ingeschreven in het bevolkingsregister volgende gegevens beschikbaar in het rijksregister:</p> <ul style="list-style-type: none"> – de vermelding van de ascendenten in de eerste graad, ongeacht of de afstamming tot stand komt door de geboorteakte, een gerechtelijke beslissing, een erkenning of een adoptie; |

| | | |
|------------|-------------------|---|
| | | <p>– de vermelding van de afstammelingen in dalende lijn in de eerste graad, ongeacht of de afstamming tot stand komt door de geboortakte, een gerechtelijke beslissing, een erkenning of een adoptie</p> <p>Wettelijke basis: Koninklijk besluit van 23 november 2014 tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 tot vaststelling van de informatie die opgenomen wordt in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister en het koninklijk besluit van 8 januari 2006 tot bepaling van de informatietypes, verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, met het oog op de opname van de informatiegegevens betreffende de afstamming (B.S.: 10 december 2014).</p> |
| 62. | 01-01-2016 | <p>Elektronische neerlegging ook buiten openingsuren griffies</p> <p>Sinds 1 januari 2016 kunnen elektronische proceshandelingen, zoals het neerleggen van een akte, op elk moment gebeuren. Als een termijn op straffe van verval is voorgeschreven moet de handeling uiteraard wel voor middernacht van de dag waarop de termijn verstrijkt worden gesteld.</p> <p>Wettelijke basis: Wet van 15 december 2015 tot wijziging van de wetgeving met betrekking tot het elektronisch verrichten van akten buiten de openingsuren van de griffie (B.S.: 1 januari 2016).</p> |
| 63. | 07-01-2016 | <p>Portaal Sociale Zekerheid voor burger volledig vernieuwd</p> <p>De portaal-site voor de Sociale Zekerheid is dé toegangspoort voor alle informatie over de sociale zekerheid in België. Het deel voor de Burger werd onlangs zowel inhoudelijk als op het vlak van look & feel grondig vernieuwd. Zo zet het Burgerportaal een grote stap voorwaarts in gebruiksvriendelijkheid, is het gemakkelijker doorzoekbaar en vereenvoudigt het de navigatie voor de burger. Deze vernieuwing is het resultaat van een nauwe samenwerking tussen alle Openbare Instellingen van de Sociale Zekerheid (OISZ), gecoördineerd door de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid (KSZ) en de FOD Sociale Zekerheid.</p> <p>Bron: http://socialsecurity.belgium.be/sites/default/files/content/docs/nl/nieuws/persberichten/pb-07012016-nl.pdf</p> |
| 64. | 08-01-2016 | <p>Afronding eurocenten ook mogelijk voor elektronische betalingen</p> <p>Vanaf vrijdag 8 januari 2016 kunnen handelaars ook voor elektronische betalingen het totaalbedrag op het kasticket afronden. Handelaars konden tot nu toe enkel afronden bij cashbetalingen. Ook apothekers kunnen door deze uitbreiding afronden</p> <p>Wettelijke basis: Wet van 18 december 2015 houdende diverse financiële bepalingen, houdende de oprichting van een administratieve dienst met boek houdkundige autonomie "Sociale activiteiten", en houdende een bepaling inzake de gelijkheid van vrouwen en mannen (BS 29.12.2015).</p> <p>Bron: http://economie.fgov.be/nl/binaries/20160107_persbericht_afronding_5_eurocent_tcm325-276091.pdf</p> |
| 65. | 16-01-2016 | <p>Centralisering bij de stad Brussel van de buiten het Rijk opgemaakte akten van de burgerlijke stand</p> <p>Vanaf heden is de stad Brussel bevoegd afschriften en uittreksels af te geven van de akten van de burgerlijke stand die werden opgemaakt in het buitenland door consulaire ambtenaren. Deze wijziging beoogt de vereenvoudiging en modernisering van de burgerlijke stand voor de landgenoten in het buitenland, door de buitenlandse akten op één plaats te centraliseren.</p> |

| | | |
|------------|-------------------|--|
| | | Wettelijke basis: Wet van 13 december 2015 tot opheffing van de wet van 14 juli 1966 betreffende sommige buiten het Rijk opgemaakte akten van de burgerlijke stand (B.S. 6 januari 2016). |
| 66. | 21.01.2016 | <p>Mypension.be: nu ook online berekening eerst mogelijke ingangsdatum</p> <p>Sinds mei 2015 is mypension.be beschikbaar voor zowel actieve als gepensioneerde werknemers, zelfstandigen en ambtenaren. Met hun e-ID konden zij al via het online pensioendossier hun post elektronisch lezen, hun pensioenloopbaan (gegevens die meetellen voor hun pensioen) inkijken, hun pensioen aanvragen en, voor de werknemers en zelfstandigen, de uitbetaalde pensioenbedragen raadplegen. De nieuwste aanwinst: werknemers, zelfstandigen en ambtenaren kunnen vanaf vandaag online berekenen wanneer ze met pensioen kunnen.</p> <p>Bron: http://www.rsvz.be/sites/rsvz.be/files/publication/persbericht_mypensionbe_20160121_0.pdf</p> |
| 67. | 03-02-2016 | <p>Indienen bezwaarschrift bij FOD Financiën: nu ook mogelijk via fax of e-mail</p> <p>De federale belastingadministratie aanvaardt dat een bezwaarschrift inzake federale inkomstenbelastingen voortaan ook per fax of e-mail kan worden ingediend.</p> <p>Wettelijke basis: Circulaire AAFisc. Nr. 5/2016 van 3 februari 2016 (nr. Ci. 704.063).</p> |
| 68. | 18-02-2016 | <p>Medex past het Only Once-principe toe voor zijn formulieren</p> <p>Medex heeft zijn formulieren aangepast aan de principes vervat in de Only Once-wet. Deze nieuwe wet verbiedt de diensten om aan de burgers en de ondernemingen nog eens gegevens op te vragen die reeds beschikbaar zijn bij de federale overheid. Het hergebruik van beschikbare gegevens vermindert vanzelfsprekend de administratieve lasten, verbetert de kwaliteit van de dienstverlening en verhoogt de efficiëntie van de federale overheid.</p> <p>Meer info: http://www.health.belgium.be/nl/news/medex-past-het-only-once-principe-toe-voor-zijn-formulieren</p> |
| 69. | 13-03-2016 | <p>Vereenvoudiging statistiek voortbrenging in de waternijverheid</p> <p>Ter vereenvoudiging van het enquêteformulier worden volgende variabelen geschrapt: aantal bedienden, aantal arbeiders, aantal gewerkte uren, brutolonen, tussentotalen: volume opgevangen grondwater + volume behandeld oppervlaktewater + volume water ontvangen van andere ondernemingen + volume water beschikbaar voor verdeling en omzet.</p> <p>Wettelijke basis: K.B. van 13 maart 2016 waarbij een maandelijke statistiek van de waternijverheid wordt voorgeschreven (B.S.: 18 maart 2016).</p> |
| 70. | 14-03-2016 | <p>Vereenvoudiging statistiek inzake het aantal gewerkte uren en de omzet in bepaalde nijverheidsinrichtingen</p> <p>Het enquêteformulier werd vereenvoudigd door alle vragen met betrekking tot het loon het aantal bedienden en arbeiders te schrappen. Deze gegevens zijn immers beschikbaar bij de RSZ en dienen in toepassing van de only once-wet hergebruikt te worden.</p> <p>Wettelijke basis: K.B. van 14 maart 2016 waarbij een maandelijke statistiek wordt voorgeschreven van het aantal gewerkte uren en de omzet in bepaalde nijverheidsinrichtingen (B.S.: 23 maart 2016).</p> |

| | | |
|-----|------------|---|
| 71. | 17-03-2016 | <p>Eén website voor alle hoven en rechtbanken</p> <p>Alle informatie inzake de hoven en de rechtbanken staat voortaan op één website www.rechtbanken-tribunaux.be : van de algemene werking tot de praktische details per gerechtelijke entiteit (adressen, contactgegevens, enz.). De burger kan er ook terecht voor documenten en praktische tools. Bovendien zal hij er, in bepaalde gevallen, informatie kunnen opzoeken over de voortgang van zijn zaak (nieuwe zaak, in behandeling of uitspraak) door het rolnummer of de referentiedatum van zijn dossier in te voeren. De burger die niet weet tot welke entiteit een bepaalde afdeling of kanton behoort, zal dit eveneens gemakkelijk kunnen terugvinden op de nieuwe website.</p> <p>Bron: http://justitie.belgium.be/nl/nieuws/andere_berichten_13</p> |
| 72. | 18-03-2016 | <p>Nachtarbeid mogelijk voor e-commerce activiteiten</p> <p>In het Belgisch Staatsblad van 18 maart 2016 verscheen het koninklijk besluit van 13 maart 2016 waarbij nachtarbeid wordt toegestaan voor het uitvoeren van alle werkzaamheden verbonden aan de elektronische handel in de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel (PC 201), het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren (PC 202), het Paritair Comité voor de grote kleinhandelszaken (PC 311) en het Paritair Comité voor de warenhuizen (PC 312) ressorteren.</p> <p>Daarnaast sloten elk van deze paritaire comités een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst waarin de wettelijke procedure voor de invoering van een arbeidsregeling met nachtprestaties voor deze e-commerce activiteiten wordt omkaderd.</p> <p>Wettelijke basis: Koninklijk besluit van 13 maart 2016 waarbij nachtarbeid wordt toegestaan voor het uitvoeren van alle werkzaamheden verbonden aan de elektronische handel in de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel (PC 201), het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren (PC 202), het Paritair Comité voor de grote kleinhandelszaken (PC 311) en het Paritair Comité voor de warenhuizen (PC 312) ressorteren (B.S.: 18 maart 2016).</p> <p>Bron: http://www.werk.belgie.be/defaultNews.aspx?id=44710</p> |
| 73. | 28-03-2016 | <p>Defensie krijgt toegang tot Centraal Strafregister</p> <p>Vanaf heden krijgen een aantal personeelsleden van de algemene directie Human Resources rechtstreeks toegang tot de gegevens van het Centraal Strafregister en zullen kandidaten zelf geen uittreksels meer dienen op te vragen om bij hun kandidatuur te voegen.</p> <p>Wettelijke basis: Koninklijk besluit van 2 februari 2016 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 betreffende de toegang van bepaalde openbare besturen tot het Centraal Strafregister (B.S.: 28 maart 2016).</p> |
| 74. | 31-03-2016 | <p>Vereenvoudiging van procedure voor loonoverdracht</p> <p>Deze bepaling voorziet dat de verzending van bijlagen aan de gecedeerde schuldenaar vervangen wordt door vermeldingen in de papieren of in de elektronische formulieren. De schuldeiser is hier verantwoordelijk voor. Het voorontwerp stelt ook voor dat de schuldeiser niet meer verplicht is om bij de kennisgeving van de loonoverdracht een gecertificeerde kopie van de akte van loonoverdracht toe te voegen. Naast de procedure via aangetekende brief, wordt een elektronische procedure ingevoerd. De voorgestelde vereenvoudiging is gunstig voor de schuldeiser-overnemers, maar ook voor de ondernemingen en de instellingen die gecedeerde schuldenaar zijn.</p> <p>Wettelijke basis: Wet van 7 maart 2016 houdende vereenvoudiging van de procedure betreffende de overdracht van loon (B.S.: 21 maart 2016).</p> |

| | | |
|-----|------------|---|
| 75. | 01-04-2016 | <p>Inproductiestelling van het elektronisch sociaal verslag voor OCMW's</p> <p>Vanaf 1 april 2016 kunnen OCMW's gebruik maken van de toepassing 'Elektronisch Sociaal Verslag' (ESV). In de omzendbrief van de POD MI wordt dit project verduidelijkt. Het doel van deze toepassing is het delen van gegevens over cliënten tussen OCMW's onderling op een efficiënte, automatische en gestructureerde wijze mogelijk te maken. De visie is dat OCMW's relevante, objectieve gegevens over hun cliënt kunnen consulteren bij het OCMW dat eerder bevoegd was voor deze persoon. Concreet kan het nieuw bevoegde OCMW tot 5 jaar terug in de tijd gegevens consulteren over de cliënt bij het oude OCMW. Volgens de POD MI is dit een instrument om de sociale begeleiding verder op punt te stellen en te beletten dat betrokkenen steeds opnieuw dezelfde gegevens moeten meedelen (only once).</p> <p>Wettelijke basis: Omzendbrief POD Maatschappelijke Integratie van 23 december 2015 betreffende de inproductiestelling van het elektronisch sociaal verslag.</p> <p>Bron: http://www.mi-is.be/sites/default/files/documents/omzendbrief_esv.pdf</p> |
| 76. | 01-04-2016 | <p>RVP en PDOS samengesmolten tot de Federale Pensioendienst</p> <p>Sinds 1 april 2016 zijn de Rijksdienst voor Pensioenen (RVP) en de Pensioendienst voor de overheidssector (PDOS) samengesmolten en vormen zo de Federale Pensioendienst - kortweg FPD of dé Pensioendienst. De continuïteit van de pensioenbetalingen en de andere vormen van dienstverlening is verzekerd.</p> <p>Bron: https://www.socialsecurity.be/CMS/nl/news/citizen/archives/article.html?uid=e51de071555ba946014322d15aa4531f&archivedate=201604</p> |
| 77. | 09-04-2016 | <p>Verpleegkundigen mogen zelf vaccineren</p> <p>Vanaf 9 april 2016 mogen verpleegkundigen zelfstandig vaccins toedienen. Er moet geen arts meer aanwezig zijn, ook niet bij de voorbereiding van een vaccin. Het voorschrijven van een vaccin blijft uiteraard de verantwoordelijkheid van een arts.</p> <p>Wettelijke basis: Koninklijk besluit van 29 februari 2016 tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 juni 1990 houdende vaststelling van de lijst van de technische verpleegkundige verstrekingen en de lijst van de handelingen die door een arts aan beoefenaars van de verpleegkunde kunnen worden toevertrouwd, alsmede de wijze van uitvoering van die verstrekingen en handelingen en de kwalificatievereisten waaraan de beoefenaars van de verpleegkunde moeten voldoen (B.S.: 30 maart 2016).</p> |
| 78. | 01-05-2016 | <p>Start proefproject elektronische vrachtbrieven (eCMR)</p> <p>Vanaf 1 mei 2016 kunnen ondernemingen die goederenvervoer verrichten op Belgisch grondgebied, mits het naleven van een aantal voorwaarden, hun papieren vrachtbrief vervangen door een digitale versie. De elektronische vrachtbrief moet toegankelijk zijn voor de afzender en de commissioner, de vervoerder en de geadresseerde.</p> <p>Wettelijke basis: K.B. van 10 april 2016 inzake de elektronische vrachtbrief (B.S.: 21 april 2016).</p> |

| | | |
|-----|------------|--|
| 79. | 03-05-2016 | <p>Lancering SANITEL-MED, nieuwe online applicatie om antibiotica voor diergeneeskundig gebruik te registreren</p> <p>SANITEL-MED, de online applicatie om alle voorgeschreven, verschaft of toegediende antibiotica voor diergeneeskundig gebruik te registreren, is vanaf nu beschikbaar. De online applicatie is te vinden op www.fagg.be/nl/SANITEL-MED.</p> <p>De rapportering van deze gegevens moet helpen in de strijd tegen antibioticaresistentie. Het doel is een beter zicht te krijgen op de hoeveelheid en het soort antibiotica die wordt ingezet op individuele veebedrijven. Te veel en onoordeelkundig gebruik van antibiotica bij dieren zorgt ervoor dat bacteriën resistent worden. Daardoor zullen in de toekomst antibiotica minder effectief worden. Zieke dieren zullen minder goed kunnen worden behandeld en uiteindelijk zal ook de volksgezondheid hieronder lijden.</p> <p>Zowel dierenarts als veehouder hebben een belangrijke rol te vervullen in het nieuwe systeem. Eind mei 2016 zal SANITEL-MED bovendien bereikbaar zijn via het Sanitel-menu. Gegevens kunnen ook elektronisch worden doorgestuurd via XML.</p> <p>Bron: http://www.fagg-be/nl/news/sanitel_med_gelanceerd_nieuwe_online_applicatie_om_antibiotica_voor_diergeneeskundig_gebruik_te</p> |
| 80. | 23-05-2016 | <p>Vereenvoudiging kandidatuurstelling magistratuur en gerechtspersoneel</p> <p>Artikel 84 van Pot Pourri III wijzigt artikel 287sexies van het Gerechtelijk Wetboek waardoor bij alle kandidatuurstellingen van personeel en magistratuur:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Het aangetekend schrijven wordt vervangen door elektronische weg; - De overmaking in tweevoud wordt afgeschaft; - Het overzending diploma's en stavingstukken (slagen van examens, tweetaligheidsattest enz.) moeten niet meer moeten worden opgestuurd wanneer zij reeds werden ingediend bij een eerdere kandidaatstelling of wanneer zij beschikbaar zijn omdat de kandidaat al lid of personeelslid is van de rechterlijke orde. <p>Gebaseerd op cijfers van het aantal kandidatuurstellingen in 2015 heeft deze wetswijziging een potentiële administratieve lastenverlaging van € 804.544 tot gevolg.</p> <p>Wettelijke basis: Wet van 4 mei 2016 houdende internering en diverse bepalingen Justitie (Pot Pourri III) (B.S.: 13 mei 2016).</p> |
| 81. | 01-06-2016 | <p>Modernisering van de erkenningsvoorwaarden van coöperatieve vennootschappen en invoering van een erkenning van onbepaalde duur</p> <p>Door het koninklijk besluit van 4 mei 2016 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen worden de erkenningen voortaan voor onbepaalde duur toegekend.</p> <p>Tegelijkertijd zullen de ambtenaren van de FOD Economie regelmatig nagaan of de erkende groeperingen en de erkende coöperatieve vennootschappen de erkenningsvoorwaarden blijven nakomen.</p> <p>De erkenning blijft dus geldig voor zover de groepering / de coöperatieve vennootschap de erkenningsvoorwaarden zoals bedoeld in het voornoemd koninklijk besluit van 8 januari 1962 blijven nakomen.</p> <p>Wettelijke basis: Koninklijk besluit van 4 mei 2016 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen (B.S.: 17-05-2016).</p> |

| | | |
|-----|------------|--|
| 82. | 10-06-2016 | <p>Engelstalige uittreksels KBO</p> <p>Een wijziging van artikel III.35 van het Wetboek van economisch recht maakt het mogelijk op verzoek van een onderneming een Engelstalig uittreksel uit de KBO af te leveren zodat de onderneming dit voor gebruik in het buitenland niet meer moet laten vertalen uit één van de drie officiële landstalen.</p> <p>Wettelijke basis: Wet van 6 juni 2016 tot wijziging van het Wetboek van economisch recht wat uittreksels uit de Kruispuntbank van Ondernemingen betreft (B.S.:21 juni 2016)</p> |
| 83. | 14-06-2016 | <p>Doven en slechthorenden kunnen voortaan permanent terecht in 27 kantoren van de FOD Financiën</p> <p>Doven en slechthorenden kunnen vanaf nu in 27 van onze gebouwen het hele jaar door beroep doen op de gratis ondersteuning van:</p> <ul style="list-style-type: none"> – een tolk gebarentaal op afstand (beschikbaar in 14 kantoren in Vlaanderen, 1 in Brussel en 12 in Wallonië) – een mobiele ringleiding voor slechthorenden met of zonder hoorapparaat (voorlopig beschikbaar in 7 kantoren). <p>De permanenties vinden plaats tijdens de normale openingsuren van 9 u. tot 12 u.</p> <p>Meer info: http://financien.belgium.be/nl/particulieren/belastingaangifte/aangifte2016/hulp_bij_het_invullen/doven_en_slechthorenden</p> |
| 84. | 22-06-2016 | <p>Minister Geens en juridische beroepen sluiten partnerschap voor een digitale justitie</p> <p>Minister van Justitie, Koen Geens, en de FOD Justitie hebben op woensdag 22 juni een samenwerkingsprotocol inzake informatisering afgesloten met de beroepsorganisaties van de advocaten, de notarissen en de gerechtsdeurwaarders. Zoals het justitieplan ook bepaalt, nemen deze justitiële dienstverleners immers een belangrijke rol in de strategische opbouw van de ICT in. Dit in de eerste plaats door het aanbieden van aangepaste ICT-toepassingen voor hun beroepsbeoefenaars, de rechterlijke orde en andere actoren van justitie.</p> <p>Het protocol is de uitdrukking van de samenwerking tussen deze partners en legt een aantal basisprincipes vast voor een duurzame constructieve aanpak. De belangrijkste principes waartoe alle partners zich engageren zijn:</p> <ul style="list-style-type: none"> – samenwerking op het technische vlak en interconnectie van ICT-platformen – uitwisseling van informatie en ervaring – het houden van regelmatige strategische overlegmomenten – samenwerking inzake communicatie en opleiding om de transitie naar een digitale justitie mogelijk te maken <p>De beroepsgroepen engageerden zich ook om een aantal projecten verder te ondersteunen: e-Box, e-Deposit, e-Payment, register collectieve schuldenregeling, ...</p> <p>Wettelijke basis: http://justitie.belgium.be/sites/default/files/protocolakkoord.pdf Bron: http://justitie.belgium.be/nl/nieuws/informatisering%20justitie%20door%20samenwerking</p> |
| 85. | 22-06-2016 | <p>Vzw's en stichtingen: u kunt uw aangifte in de rechtspersonenbelasting enkel nog indienen via Biztax</p> <p>Sinds aanslagjaar 2015 moet u de belastingaangifte van uw vzw of stichting verplicht online indienen via Biztax. U zal dus geen papieren aangifteformulier meer ontvangen.</p> |

| | | |
|-----|------------|---|
| | | <p>Meer info: http://financien.belgium.be/nl/Actueel/vzw%E2%80%99s-en-stichtingen-u-kunt-uw-aangifte-de-rechtspersonenbelasting-enkel-nog-indienen-biztax</p> |
| 86. | 30-06-2016 | <p>Geïntegreerde praktijkpremie huisartsgeneeskunde</p> <p>Huisartsen komen, indien ze voldoen aan een aantal voorwaarden, vanaf 2016 in aanmerking voor een geïntegreerde premie ter ondersteuning van de praktijk en van het gebruik van e-diensten (=geïntegreerde praktijkpremie).</p> <p>Wettelijke basis: http://www.inami.fgov.be/SiteCollectionDocuments/Akkoord_artsen_ziekenfondsen_2016_2017.pdf Bron: http://www.inami.fgov.be/nl/professionals/individuelezorgverleners/artsen/hulp/geintegreerde-praktijk/Paginas/default.aspx#V5tEBLIL571</p> |
| 87. | 30-06-3016 | <p>Vereenvoudiging niet-gouvernementele samenwerking</p> <p>Op 30 juni 2016 ging een nieuwe wet over de Belgische Ontwikkelingssamenwerking van kracht. Deze brengt vooral veranderingen met zich mee voor de niet-gouvernementele samenwerking.</p> <p>Door deze wet wordt het aantal 'subsidie-instrumenten' drastisch verminderd en vereenvoudigd, enkel het programma blijft over, met bovendien minder informatievereisten. Daarnaast zal de administratie dankzij de Gemeenschappelijk Strategisch Kaders (GSK's) de programma's op een meer transversale manier kunnen beoordelen in plaats van geval per geval.</p> <p>Wettelijke basis: Wet van 16 juni 2016 tot wijziging van de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking (1) (B.S.: 30 juni 2016)</p> <p>Bron: http://diplomatie.belgium.be/nl/newsroom/nieuws/2016/niet_gouvernementele_samenwerking_vernieuwt</p> |
| 88. | 01-07-2016 | <p>Nieuwe onlinedienst My Handicap vervangt papieren aanvraagprocedure</p> <p>Vanaf 1 juli 2016 verandert de Directie-generaal Personen met een handicap haar aanvraagprocedure voor tegemoetkomingen. Voortaan hoeft je niet langer papieren formulieren op te halen in je gemeente. De aanvraag gebeurt volledig online.</p> <p>Je kunt zelf een aanvraag indienen op myhandicap.belgium.be door in te loggen met je elektronische identiteitskaart (eID) en pincode. Vink in de online vragenlijst aan welke tegemoetkomingen of maatregelen je wilt aanvragen. Op basis van de gekozen tegemoetkomingen polst een interactieve vragenlijst naar je administratieve gegevens en zelfredzaamheid. De aanvraag wordt elektronisch verstuurd naar de DG Personen met een handicap. Geef zeker ook de naam van je behandelend arts op. De DG Personen met een handicap vraagt dan zelf de medische gegevens op bij de behandelend arts vermeld in de vragenlijst.</p> <p>Weet je niet goed op welke maatregelen en tegemoetkomingen je mogelijk recht hebt? Dan kan je vooraf een online screening doen (rubriek "Kom ik in aanmerking?"). Ook wie de wetgeving niet goed kent, kan zo inschatten op welke tegemoetkomingen en maatregelen hij mogelijk recht heeft. Of ze ook worden toegekend, hangt af van het administratief en eventueel medisch onderzoek door de DG Personen met een handicap.</p> <p>Bron: https://www.socialsecurity.be/CMS/nl/news/citizen/article.html?uid=a03bce2c55ba9460176feaf12bc51d5</p> |

| | | |
|-----|------------|---|
| 89. | 01-07-2016 | <p>Centra 'Particulieren', 'Kleine en Middelgrote Ondernemingen' en 'Grote Ondernemingen' nu helemaal operationeel</p> <p>Binnen de FOD Financiën heeft de Algemene Administratie van de Fiscaliteit (AAFisc) zijn diensten hervormd. De AAFisc is vanaf 1 juli 2016 een doelgroepgerichte in plaats van een materiegerichte organisatie. De 3 administraties Particulieren, Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Grote Ondernemingen zijn nu volledig operationeel nadat de afdelingen beheer en dienstverlening werden opgericht.</p> <p>Vanaf nu zal voor elke belastingplichtige maar 1 kantoor bevoegd zijn voor het beheer van alle types belastingen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Als particulier kunt u terecht bij een team beheer Particulieren. - Als zelfstandige of KMO kunt u voor uw personenbelasting of vennootschapsbelasting en btw bij hetzelfde kantoor terecht. - Voor de grote ondernemingen is er één centraal contactpunt met de afdeling sectorcoördinatie. <p>Bron: http://financien.belgium.be/nl/Actueel/centra-%E2%80%99particulieren%E2%80%99-%E2%80%98kleine-en-middelgrote-ondernemingen%E2%80%99-en-%E2%80%98grote-ondernemingen%E2%80%99-nu</p> |
| 90. | 01-07-2016 | <p>Vereenvoudiging studentenarbeid</p> <p>Dit besluit schrapt voor studentenarbeid de verwijzing naar de eerste 50 aangegeven dagen en behoudt enkel een verwijzing naar het contingent van 50 arbeidsdagen per kalenderjaar, met een overeenkomst voor de tewerkstelling van studenten. Deze maatregel zorgt ervoor dat studentenarbeid gemakkelijker combineerbaar wordt met gelegenheidswerk. Deze wijziging schrapt dus de voorangsregeling waarbij eerst het studentcontingent en vervolgens het gelegenheidscontingent moet worden gebruikt en laat de keuze aan de werkgever.</p> <p>Wettelijke basis: Koninklijk besluit van 15 juli 2016 tot wijziging van artikelen 17bis, 25, 31bis, 32 en 32bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 1 (B.S.: 26 juli 2016).</p> |
| 91. | 01-07-2016 | <p>Vrijstelling indienen BTW-klientenlijsting</p> <p>Kleine ondernemingen, in de zin van art. 56bis van het BTW-wetboek (vrijstelling kleine ondernemingsregeling), moeten vanaf 1 juli 2016 niet langer een klantenlijsting indienen, indien deze normaal gezien slechts uit een nihil-listing zou bestaan.</p> <p>Wettelijke basis: Programmawet van 1 juli 2016, artikel 41 (B.S.: 4 juli 2016)</p> |
| 92. | 02-07-2016 | <p>Opstart "Centraal register voor de invordering van onbetwiste schulden"</p> <p>Het 'centraal register voor de invordering van onbetwiste schulden', afgekort CROS, is een geïnformatiseerde gegevensbank die beheerd wordt door de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders.</p> <p>In het centraal register komen alle gegevens die nodig zijn om na te gaan of de procedures voor de invordering van onbetwiste geldschulden correct zijn verlopen en om aan het pv van niet-betwisting uitvoering te kunnen geven. De gerechtsdeurwaarder stuurt afschriften van exploten, betekeningen, kennisgevingen, mededelingen, betalingsfaciliteiten en pv's – en eventuele bijlagen - binnen drie werkdagen aan het centraal register. De gegevens worden tien jaar bewaard.</p> <p>De gerechtsdeurwaarders kunnen de gegevens rechtstreeks registreren en raadplegen. Per aangemaande partij of per schuldeiser.</p> <p>Wettelijke basis:</p> |

| | | |
|------------|-------------------|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> - Wet van 19 oktober 2015 houdende wijziging van het burgerlijk procesrecht en houdende diverse bepalingen inzake justitie (B.S.: 22 oktober 2015); - K.B. van 16 juni 2016 tot vaststelling van de inwerkingtreding van de artikelen 9 en 32 tot 40 van de wet van 19 oktober 2015 houdende wijziging van het burgerlijk procesrecht en houdende diverse bepalingen inzake justitie, en tot uitvoering van de artikelen 1394/25 en 1394/27 van het Gerechtelijk Wetboek (B.S.: 22 juni 2016). <p>Meer info: https://www.youtube.com/watch?v=UM98IS3RJ94</p> |
| 93. | 04-07-2016 | <p>Online aanvraag tussenkomst Dienst Alimentatievorderingen van FOD Financiën</p> <p>Wilt u een aanvraag voor een tussenkomst en/of een aanvraag tot vernieuwing van het recht op voorschotten doen? Dat kan voortaan via een webformulier beschikbaar op volgende pagina: http://financien.belgium.be/nl/particulieren/gezin/onderhoudsgeld/davo/ik_ben_onderhoudsgechtigde/het_aanvraagformulier_indienen</p> |
| 94. | 14-07-2016 | <p>Uitbreiding toegang tot Centraal aanspreekpunt voor bankgegevens bij de Nationale Bank</p> <p>Door de programmawet van 1 juli 2016 wordt, onder bepaalde voorwaarden, de toegang uitgebreid tot de gegevens opgenomen in bovenvermeld aanspreekpunt. Zo krijgen het openbaar ministerie, de (onderzoeks-)rechters, de witwascel, verschillende fiscale ambtenaren en de notarissen toegang tot de CAP.</p> <p>Wettelijke basis: Programmawet van 1 juli 2016 (B.S. 4 juli 2016).</p> |
| 95. | 21-08-2016 | <p>Bezwaarschrift inkomstenbelasting blijft geldig ook als het naar een niet bevoegde ambtenaar werd verstuurd</p> <p>Vanaf bovenvermelde datum is een bezwaarschrift dat niet gericht werd aan de territoriaal bevoegde adviseur-generaal van de Administratie van de vestiging van de inkomstenbelastingen, maar naar een andere ambtenaar van deze administratie, zoals de controleur die de aanslag heeft gevestigd of zijn diensthoofd) ontvankelijk. Het betreffende bezwaarschrift is geldig ingediend vanaf de ontvangst van het bezwaarschrift. Ambtenaar die het ontvangen heeft, moet het onmiddellijk doorsturen aan de bevoegde adviseur-generaal.</p> <p>Wettelijke basis: Wet van 3 augustus 2016 tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat het indienen van een bezwaarschrift betreft (B.S.: 11 augustus 2016).</p> |
| 96. | 01-10-2016 | <p>Vereenvoudiging aflevering sticker commerciële kentekenplaten</p> <p>In tegenstelling tot vorige jaren, dient de titularis van een commerciële inschrijving (zowel handelaars als proefritten) zich niet te begeven naar een keuringsinstelling om de sticker tot verlenging van de geldigheid te bekomen.</p> <p>De sticker bevindt zich in de enveloppe met het nieuwe inschrijvingsbewijs.</p> <p>Wettelijke basis: Koninklijk besluit van 28 september 2016 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 tot regeling van de inschrijving van de commerciële platen voor motorvoertuigen en aanhangwagens (B.S.: 6 oktober 2016).</p> |

| | | |
|------------|-------------------|--|
| <p>97.</p> | <p>01-10-2016</p> | <p>Uitzendcontract voortaan ook via pc, tablet of smartphone ondertekenen</p> <p>Vanaf 1 oktober 2016 kunnen uitzendcontracten ook via pc, tablet of smartphone worden afgesloten. Op voorstel van de Nationale Arbeidsraad heeft Vicepremier en Minister van Werk Kris Peeters een wetsontwerp gemaakt dat de 48-urenregel voor uitzendarbeid schrapt en de mogelijkheden verruimt om een elektronische arbeidsovereenkomst te ondertekenen via pc, tablet of smartphone. Het wetsontwerp werd goedgekeurd in de Commissie Sociale Zaken. Deze week wordt dit gestemd in de plenaire vergadering van de Kamer.</p> <p>De schriftelijke vaststelling van de overeenkomst voor uitzendarbeid zal voortaan op 3 manieren mogelijk zijn:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Met een klassieke schriftelijke overeenkomst; - Met een elektronische overeenkomst die wordt ondertekend door middel van een gekwalificeerde elektronische handtekening, de "e-ID". Dit kan vandaag reeds; - Met een elektronische overeenkomst die wordt ondertekend met elk ander type van elektronische handtekening, op voorwaarde dat die toelaat de identiteit van de partijen, hun instemming met de inhoud van de overeenkomst, en het behoud van de integriteit van die overeenkomst te verzekeren (bv. pincode via tablet, smartphone, pc, ..) <p>Wettelijke basis: Wet van 30 augustus 2016 tot wijziging van artikel 8 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, met het oog op de afschaffing van de 48-urenregel en de verruiming van de mogelijkheid om een beroep te doen op elektronische arbeidsovereenkomsten voor uitzendarbeid (B.S.: 15 september 2016).</p> <p>Bron: http://www.werk.belgie.be/defaultNews.aspx?id=45135</p> |
| | | |
| | | |
| | | |

| Plan d'action fédéral Simplification administrative – Aperçu des principaux dossiers horizontaux | |
|---|---|
| 1. Only Once - Programme | |
| Objectif : | <p>Pour ancrer et soutenir l'application du principe Only Once, la Chambre des représentants a approuvé le 20 mars 2014 la loi garantissant le principe de la collecte unique des données dans le fonctionnement des services et instances qui relèvent de ou exécutent certaines missions pour l'autorité et portant simplification et harmonisation des formulaires électroniques et papier.</p> <p>Cette loi a pour but d'ancrer la réutilisation des données qui sont déjà disponibles auprès des sources authentiques (principe de la collecte unique des données / principe Only Once) dans le fonctionnement des services publics fédéraux et de stimuler l'utilisation de formulaires électroniques en leur accordant une valeur parfaitement égale aux formulaires papier.</p> <p>Lors de l'entrée en vigueur de cette loi le 14 juin 2014, l'Agence pour la Simplification Administrative s'est vue confier un rôle central dans le suivi de l'application du principe Only Once. Pour accompagner la mise en œuvre de la nouvelle loi et du principe Only Once, l'ASA a mis au point, en collaboration avec les intégrateurs de services fédéraux (Fedict et BCSS), un programme Only Once. L'objectif étant d'assister les services publics fédéraux et d'assurer le suivi s'agissant de l'application du principe Only Once.</p> <p>Ce programme, qui est toujours en cours, a pour but d'offrir un encadrement multidisciplinaire aux organismes publics fédéraux et de les soutenir dans le cadre de l'implémentation de cette importante loi.</p> |
| Statut : | <p>Depuis l'entrée en vigueur de la loi Only Once, les actions suivantes ont notamment déjà été entreprises au cours de cette législature :</p> <ul style="list-style-type: none"> - désignation de coordinateurs Only Once auprès des différents services publics relevant du champ d'application du principe O.O ; - séance d'information Only Once le 2 octobre 2014 ; - élaboration de plans d'action concrets par les services publics fédéraux contenant les actions indispensables à l'implémentation réussie du principe Only Once ; |

| | | |
|--|--------------------------|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> - premier round de concertation bilatérale fin 2015 consacré à l'examen des plans d'action distincts ; - statut intermédiaire du programme Only Once lors du Conseil des ministres du 11 décembre 2015 ; - moments d'échange organisés le 3 février 2016 et le 8 mars 2016 par l'ASA et Fedict ; - statut intermédiaire du programme Only Once lors du Conseil des ministres du 20 juillet 2016 ; - deuxième round de concertation bilatérale fin 2016 consacré au suivi des plans d'action et à la présentation de l'inventaire des dispositions légales contradictoires et à la numérisation des formulaires ; - enfin, depuis la fin de l'année 2016, est mesuré l'impact des charges administratives imposées aux citoyens et aux entreprises dans le sillage des réalisations Only Once. Les résultats sont publiés sur le site Internet de l'ASA. |
| | <p><i>Planning :</i></p> | <p>Si la loi est déjà entrée en vigueur, tous les services publics fédéraux ne s'y sont pas encore conformés. Notons, d'une part, les nombreuses administrations publiques qui ont encore besoin d'un soutien pour rendre leur prestation de services conforme et, d'autre part, la loi qui ne s'applique pour l'heure qu'aux sources authentiques disponibles alors qu'à l'avenir davantage de données devraient être disponibles afin d'également permettre la réutilisation des données.</p> <p>L'ASA souhaite continuer de jouer un rôle de premier plan dans ces domaines pour que le principe Only Once soit appliqué de manière optimale au sein des autorités fédérales.</p> <p>Concrètement, les points d'action suivants sont inscrits au planning de l'ASA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - accompagnement et suivi continus des administrations relevant du champ d'application ; - suivi des plaintes communiquées via le point de contact Kafka ; - d'ici le 1^{er} novembre 2016, tous les services publics doivent transmettre à l'ASA un inventaire de leurs formulaires papier et des dispositions légales contradictoires, ainsi qu'une version actualisée du plan d'action ; - dans le courant de l'année 2017, un nouveau moment d'échange est prévu. Les différents services publics y seront invités à partager leurs expériences respectives et recevront des explications complémentaires sur le déroulement du programme et de l'implémentation de la loi ; - au printemps 2017, il est prévu de faire à nouveau rapport au Conseil des ministres. Ce rapport dressera l'état d'avancement du programme, des simplifications réalisées et d'un business case consacré à la numérisation des formulaires à l'aide des « Intelligent Web Forms » de Fedict ; - l'ASA identifiera des sources authentiques complémentaires potentielles et consolidera leur mise à disposition en concertation avec les intégrateurs de services ; |

| | |
|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> - l'ASA élaborera, en collaboration avec les entités respectives relevant du champ d'application, des propositions d'ajustement pour les articles de loi identifiés comme contradictoires ; - le Conseil des ministres du 20 juillet 2016 a confié à l'ASA le mandat de faire directement rapport au ministre compétent sur les infractions constatées. Ces constats d'infraction seront en première instance associés aux administrations respectives. S'il n'y est pas donné suite, le rapportage sera assuré auprès du ministre compétent. |
| <p>2. Modernisation et informatisation de l'état civil</p> <p><i>Objectif :</i></p> | <p>Ce projet initié par l'ASA à la demande des villes et communes a pour but de faire évoluer l'état civil d'une plume d'oie du 19^e siècle sous Napoléon (Code Napoléon) en un état civil aligné sur les besoins et les possibilités du 21^e siècle.</p> <p>Les principales lignes de force de la modernisation prévue peuvent être résumées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - intégration des 589 registres communaux et des 102 postes consulaires belges au sein d'une seule et unique Base de données centrale des actes de l'état civil (BAEC) qui relève de la responsabilité juridique du ministre de la Justice mais qui, pour ce qui de la gestion opérationnelle, est hébergée auprès du SPF Intérieur (fonctionnement plus optimal en recourant lorsque c'est possible à l'infrastructure existante du Registre national) ; - il n'est nullement touché aux missions fondamentales ni à la répartition des compétences en matière d'état civil ; - le traitement d'actes totalement électroniques qui sont uniquement signés électroniquement par l'officier de l'état civil via l'eID ; - la conversion d'actes protocolaires en actes documentaires uniformes dans toutes les communes ; - la suppression du double archivage, d'une part, auprès des communes et, d'autre part, auprès des greffes des tribunaux. L'on examinera en priorité si la réduction et/ou la suppression de l'archivage auprès des greffes des tribunaux est réalisable et l'on veillera au plus vite à la rendre opérationnelle ; - veiller à l'introduction unique des données par les communes ; - le flux automatique de toutes les données requises vers le Registre national et la BAEC, sans l'intervention manuelle de l'officier de l'état civil (informations relatives aux divorces, changements de nom ou de sexe, etc.) ; - veiller à une prestation de services universelle quelle que soit la commune qui a établi l'acte ; - la modernisation est alignée sur les initiatives internationales en cours parmi lesquelles la CIEC ; - les travaux reposent sur une approche multidisciplinaire qui fait la part belle tant à la sécurité juridique et aux aspects juridiques, qu'aux aspects techniques et organisationnels. |

| | |
|--|--|
| | <p><i>Statut :</i></p> <p>Ce projet fait partie du trajet 4 du <i>redesign</i> (collaboration Justice-Intérieur) et a été officiellement lancé à la mi-2016. Un groupe de pilotage de projet transdépartemental composé de l'ensemble des parties concernées (cellules stratégiques et administrations) veille sur l'ensemble et l'exécution concrète.</p> <p>Les groupes de travail suivants ont été créés au cours de la deuxième moitié de 2016 et sont, depuis lors, opérationnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une équipe de management ; - un groupe de travail juridique chargé de la préparation des adaptations légales requises ; - un groupe de travail technique ; - un groupe de travail organisationnel. <p>Activités réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un POC (<i>proof of concept</i>) est opérationnel, les services web requis pour l'échange de messages et d'actes entre les communes et la BAEC ont été développés ; - différents fournisseurs de logiciel locaux ont entamé l'intégration des services dans leurs applications ; - un environnement spécifique a été développé pour les agents consulaires ; il doit encore faire l'objet de tests et de développements supplémentaires ; - l'environnement technique et les besoins complémentaires ont été définis en collaboration avec les services du registre national ; - le ROI (<i>return on investment</i>) a été calculé et les moyens complémentaires requis ont été sollicités ; - le timing du trajet juridique a été arrêté et les travaux préparatoires des textes lancés ; - un plan de migration et de communication est en préparation. |
| | <p><i>Planning :</i></p> <p>Principaux jalons :</p> <p>01/01/2017 : premiers projets de texte trajet juridique disponibles pour être examinés au sein du gouvernement</p> <p>01/01/2017 : lancement du développement de l'environnement de test auprès des agents consulaires (travail en double dans l'attente de l'approbation définitive des textes)</p> <p>01/04/2017 : matériel et logiciel supplémentaires disponibles auprès de l'Intérieur</p> <p>01/04/2017 : lancement migration échelonnée des anciens actes</p> <p>01/11/2017 : code civil adapté approuvé par le parlement</p> |

| | | |
|--|--------------------------|---|
| | | <p>01/01/2018 : nouveau système pleinement opérationnel dans toutes les communes (à la condition expresse que toutes les communes aient pu fonctionner en double pendant au moins 6 mois)</p> <p>01/01/2019 : date provisoire lancement du nouveau système</p> |
| <p>3. La BCE+ - programme (y compris e-Dépôt et e-Greffe)</p> | <p><i>Objectif :</i></p> | <p>Ce projet a pour but de faire évoluer la BCE pour qu'elle devienne la source authentique centrale pour les informations relatives aux entreprises.</p> <p>Les processus existants doivent être simplifiés en partant du point de vue de l'utilisateur final, d l'entreprise. Pour l'entrepreneur, les futurs nouveaux processus doivent, en vue de leur enregistrement ou de leur adaptation dans la BCE, satisfaire aux critères de la simplification administrative et de la hausse d'efficacité via la numérisation.</p> <p>En guise d'objectif complémentaire, l'on vise l'amélioration de la qualité des données intégrées dans la BCE pour en faire un instrument performant et accessible et en augmenter l'utilisation.</p> <p>À terme, les différentes sources de données, notamment celles utilisées par les greffes, seront centralisées en un seul système global appelé BCE+. BCE+ devient ainsi le point de collecte des données émanant de sources diverses (BCE actuelle, dossiers de société électroniques, Moniteur belge Sociétés, la base de données des mandats, etc.). Outre l'amélioration de la qualité, les objectifs de BCE+ consistent en l'optimisation et la numérisation des différentes sources de données pertinentes et en la réduction de la charge de travail des greffes. Le SPF Economie est désigné responsable/gestionnaire au niveau technique de BCE+, sans porter préjudice aux compétences de l'un ou de l'autre.</p> |
| | <p><i>Statut :</i></p> | <p>Afin de calculer l'impact sur l'infrastructure BCE actuelle, une étude a été lancée dans le courant de la deuxième moitié de 2016 en étroite collaboration avec les SPF Économie et Justice. Cette étude a pour but de décrire les futurs processus souhaités, d'établir quels investissements seront nécessaires à cette fin et, ensuite, de rédiger un plan d'implémentation clair et échelonné. Cette étude est en cours : la situation AS IS a été définie et l'on s'attelle actuellement à la description de la situation TO BE en concertation avec l'ensemble des parties concernées.</p> <p>Par ailleurs, les travaux se poursuivent s'agissant d'une série d'initiatives en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poursuite de l'implémentation d'e-Dépôt : entre-temps, plus de 95 % des personnes morales créées le sont par voie électronique et le traitement électronique des modifications est poursuivi ; |

| | |
|-----------|---|
| | <p>- e-Greffe : près de la moitié des ASBL créées le sont depuis lors de façon totalement électronique, sans plus devoir passer par le greffe. Un environnement de test a été développé afin de permettre également que les modifications soient apportées par voie électronique.</p> |
| | <p>Dans l'attente des résultats de l'étude précitée et de la modernisation du droit des sociétés prévue par le ministre de la Justice, les jalons suivants ont d'ores et déjà été posés :</p> <p>01/01/2017 : toutes les créations devant notaire sont effectuées par voie électronique via e-Depôt ;</p> <p>01/01/2018 : toutes les modifications peuvent aussi être communiquées électroniquement par les notaires via e-Depôt ;</p> <p>01/01/2018 : amélioration de la facilité d'utilisation d'e-Greffe pour les plus petites ASBL via la mise à disposition de statuts-types.</p> <p>Objectif général : d'ici la fin de la législature, toutes les missions administratives qu'assument aujourd'hui encore les greffes des tribunaux devront pouvoir être remplies de façon électronique ou via un intermédiaire (notaire et/ou guichet d'entreprise).</p> |
| 4. | Open Data et réutilisation des données publiques |
| | <p><i>Objectif :</i></p> <p>L'accord de gouvernement prévoit le renforcement d'Open Data pour ainsi investir dans la réutilisation des informations publiques, en vue d'une plus grande transparence et des possibilités d'intégration techniques des données, dans le respect de la protection de la vie privée.</p> <p>Open data est en effet un moteur d'innovation, de croissance économique, de transparence et de participation. Les données publiques se prêtent par excellence à la réutilisation dans de nouveaux produits et services et peuvent contribuer à un fonctionnement plus efficient des autorités. En rendant les données publiques accessibles, les citoyens sont étroitement impliqués dans la vie politique et sociale. Il s'agit aussi d'un coup de pouce pour des domaines stratégiques comme l'environnement, la mobilité et l'économie.</p> |
| | <p><i>Statut :</i></p> <p>Les objectifs importants suivants ont dans l'intervalle été réalisés :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le 24 juillet 2015, le gouvernement fédéral a créé une task force Open data, composée de représentants de l'ASA et de Fedict. Cette task force a pour objectif de soutenir l'ambitieuse stratégie Open data du gouvernement ; |

| | |
|---|--|
| <p>2. le 4 mai 2016, la loi relative à la réutilisation des informations publiques a été approuvée par le parlement ; 3. début 2016, le nouveau site « data.gov.be » a été lancé. Y sont publiés plus de 5000 sets d’open data.</p> <p>La task force précitée dresse l’inventaire des sources de données présentes au sein des services publics fédéraux. Cet inventaire est rendu public sur le site data.gov.be et régulièrement mis à jour. La task force continuera de demander aux services publics de mettre à disposition leurs sets de données. A l’horizon 2020, la mise à disposition proactive devra être la norme. D’ici là, lorsqu’un set de données n’est pas publié, sa mise à disposition se fait sur simple demande de l’utilisateur. À cet égard, les entreprises ou les citoyens qui souhaitent consulter ou réutiliser les données ne se voient pas imposer de formalités complémentaires (comme l’obligation de s’enregistrer).</p> | |
| <p><i>Planning :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les mois à venir, les arrêtés d’exécution de la loi du 4 mai 2016 relative à la réutilisation des informations du secteur public seront soumis au gouvernement pour approbation ; - l’on accordera à cet égard une attention particulière à la problématique des licences pour la réutilisation des données publiques ; - l’on étudiera s’il est possible de développer une méthode de mesure (calcul) capable de quantifier la valeur ajoutée que représente la mise à disposition de sources de données spécifiques ; - toutes les institutions et organisations fédérales seront davantage encouragées à mettre à disposition des sets de données supplémentaires. | |
| <p>5. Stimulation et promotion de la facturation électronique</p> | |
| <p><i>Objectif :</i></p> <p>La facturation électronique est un volet important du flux d’information numérique au sein d’une entreprise. Elle offre en outre un potentiel énorme au niveau de la réduction des charges administratives imposées aux entreprises. Si toutes les factures (le total est estimé à près d’un milliard) devaient être envoyées et traitées de façon totalement électronique en Belgique, les entreprises belges pourraient épargner jusqu’à 3,5 milliards d’euros en charges administratives. En qualité d’autorité fédérale, nous voulons dès lors continuer à stimuler les entreprises à franchir le cap de la facturation électronique.</p> | |
| <p><i>Statut :</i></p> <p>Le dernier rapport de mesure « Facturation électronique » de l’Agence pour la Simplification Administrative révèle que le nombre de factures envoyées électroniquement aux entreprises en 2015 a, pour la première fois, dépassé le nombre de</p> | |

| | |
|--------------------------|---|
| | <p>factures papier : 52,21 % de factures électroniques contre 47,79 % de factures papier, soit une croissance du nombre de factures envoyées électroniquement de 4.55 % par rapport à 2014.</p> <p>Via la concertation menée au sein de la plateforme belge e-invoicing (composée de représentants des différents niveaux de pouvoir, des administrations concernées, des organisations d'entreprises, des fournisseurs de logiciels et des fournisseurs de services), l'on se demande comment l'on pourrait augmenter encore ces pourcentages. L'on s'accorde sur l'organisation de séances d'information, l'élaboration de normes complémentaires et la conclusion d'accords techniques et ce, dans une relation tant B2B-, B2C- et B2G.</p> <p>Outre l'extension des possibilités en matière de déductibilité des investissements numériques fin 2015, le lancement d'un relais belge PEPPOL incarne l'une des décisions majeures prises dans le courant de l'année 2016 en vue de stimuler l'utilisation de factures électroniques. PEPPOL est une initiative européenne et une façon intelligente d'envoyer et de recevoir des factures électroniques entre entreprises ou entre entreprises et autorités.</p> <p>Par ailleurs, la plateforme B2G Mercurius destinée à la réception des factures électroniques pour les services publics des différents niveaux de pouvoir a encore été développée. Dans l'intervalle, les services publics fédéraux suivants se sont affiliés à Mercurius et sont en mesure de recevoir des factures électroniques : SPF Chancellerie, SPF B&CG, SPF P&O, Fedict, SPF Intérieur, SPF Finances, SPF, Emploi, SPF Affaires sociales, SPF Santé publique, SPF Économie, SPF Mobilité, Police fédérale et SPP Politique scientifique.</p> |
| <p><i>Planning :</i></p> | <p>Les efforts destinés à encourager davantage la facturation électronique seront prolongés avec la même intensité dans les années à venir. Les actions concrètes suivantes sont notamment prévues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'autorité fédérale continuera de soutenir activement les initiatives prises par les différentes organisations d'entreprise en vue de promouvoir la facturation électronique dans les années à venir ; - fin 2016, l'ASA réalisera à nouveau une enquête afin d'obtenir un aperçu des progrès engrangés tout au long de cette année ; - dans le courant du premier trimestre de 2017, le site www.efacture.belgium.be sera remanié, actualisé et étendu ; - le nombre de services publics fédéraux en mesure de recevoir des factures électroniques sera davantage étendu au cours de l'année 2017 ; |

| | |
|--|--|
| | - une note sera soumise au Conseil des ministres ; elle contiendra la proposition d'imposer l'utilisation des factures électroniques d'ici le 1 ^{er} janvier 2018 aux fournisseurs des autorités fédérales. |
| 6. Simplification marchés publics (Télémarc inclus) | |
| <i>Objectif :</i> | Le principe Only Once doit aussi être appliqué lors de l'attribution des marchés publics. Pour y parvenir, l'ASA a lancé en 2005 l'application Télémarc, qui a été intégrée dans l'application Digiflow de Fedict. Par ce biais, tous les pouvoirs adjudicateurs peuvent vérifier si les soumissionnaires disposent des attestations requises. D'ici la fin de la législature, tous les services et organisations qui relèvent du champ d'application de la loi sur les marchés publics devront utiliser cet outil. |
| <i>Statut :</i> | En avril 2016, l'ASA a envoyé un courrier à tous les responsables administratifs de toutes les autorités concernées (autorités fédérales, régions, provinces, communes, intercommunales, zones de police, CPAS, etc.) afin de les sensibiliser à Télémarc. Entre février 2015 et septembre 2016, le nombre de pouvoirs adjudicateurs dans Télémarc est passé de 604 à 939, auxquels viennent s'ajouter chaque mois une trentaine de nouveaux pouvoirs adjudicateurs. L'application Digiflow existe désormais depuis près de dix ans et il devient urgent de procéder à une mise à niveau technique et fonctionnelle. L'on profitera également de cette occasion pour intégrer une série de nouvelles fonctionnalités dans l'application et pour la mettre en conformité avec les exigences de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la Directive 2004/18/CE. |
| <i>Planning :</i> | Les actions suivantes sont encore prévues : <ul style="list-style-type: none"> - monitoring permanent et rapportage régulier quant à l'utilisation de l'application Télémarc ; - soutien des administrations lors de leur demande d'accès à Télémarc et réponse aux questions qu'elles se posent à ce propos (entretien et mise à disposition d'une liste des FAQ) ; - mise à niveau de l'application Télémarc dans le courant de l'année 2017 ; - examen des possibilités de simplification des modalités d'accès et introduction dans la BCE d'une qualité de « pouvoir adjudicateur marchés publics » ; - négociation avec tous les niveaux de pouvoir afin de convenir d'une obligation légale généralisée s'agissant de l'utilisation de Télémarc ; |

| | | |
|--|---|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> - examen de l'impact de la directive 2014/24 sur le système technique existant et transposition dans une nouvelle réglementation ; - extension de Télémarc avec l'attestation « casier judiciaire » dès que le SPF Justice la met à disposition (2019) ; - poursuite de la promotion de l'utilisation de l'application Télémarc auprès de tous les services et toutes les institutions qui relèvent du champ d'application de la loi sur les marchés publics. |
| | <p>7. Simplification et centralisation gestion documents d'identité étrangers</p> <p><i>Objectif :</i></p> | <p>Le groupe de travail Actes et Documents d'identité étrangers a publié en 2013 un rapport ayant pour titre « Vers un enregistrement simple, efficace et moins sujet à la fraude des personnes de nationalité étrangère dans les administrations belges. »</p> <p>Ce groupe de travail plaide en faveur d'une approche centrale, horizontale et qui dépasse le niveau des services de la problématique des actes et documents d'identité étrangers. C'est en effet un point essentiel pour la qualité des données d'identification contenues dans les différentes sources authentiques.</p> <p>Une hiérarchie des sources pour l'identification et l'état civil des personnes, appliquée de manière uniforme dans les différents registres, constitue la base d'une meilleure sécurité juridique pour les citoyens et les autorités concernées.</p> <p>Les recommandations formulées par le groupe de travail peuvent être résumées comme suit :</p> <p>Recommandations relative à l'approche de la fraude à l'identité :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. élaboration d'instructions uniformes pour toutes les administrations et tous les organismes collaborant qui doivent inscrire une personne dans un fichier d'identification belge, entraînant l'attribution d'un numéro de registre ou d'un numéro d'inscription à la sécurité sociale ; 2. désignation de l'Office Central de Répression des Faux Documents de la Police fédérale en qualité de centre de coordination horizontal pour la fraude à l'identité ; 3. création d'un fichier central pour les documents d'identification étrangers ; 4. promotion des applications permettant l'échange électronique de données d'identification entre les États membres européens ; |

| | |
|--------------------------|--|
| | <p>5. introduction de dispositions pénales plus sévères en cas de constat de fraude à l'identité, en ce compris le retrait/la récupération des droits octroyées sur cette base.</p> <p>Recommandations relatives au traitement d'actes étrangers de l'état civil :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. toutes les parties mentionnées sur un acte électronique de l'état civil belge doivent être identifiées à l'aide d'un numéro d'identification attribué en application des instructions uniformes susmentionnées ; 2. les actes établis par des agents consulaires belges à l'étranger sont directement repris dans le Registre central de l'état civil proposé ; 3. tous les actes étrangers établis ou les jugements pertinents sont enregistrés dans le RCEC avec mention de leur statut (agréé/refusé). Dans l'attente de la création du RCEC, l'on peut, en exécution de l'accord de gouvernement, déjà lancer le fichier consacré à l'enregistrement central des actes étrangers ; 4. création d'une Autorité centrale de reconnaissance des actes étrangers ; 5. promotion de l'utilisation de la plateforme CIEC pour l'échange d'actes ; 6. adaptation des dispositions de l'article 48 du Code de l'état civil en matière d'enregistrement des actes de l'état civil étrangers qui concernent des Belges. |
| <p><i>Statut :</i></p> | <p>Ces derniers mois, les recommandations précédemment citées ont fait l'objet d'une concertation réunissant les différents départements concernés. Elles ont par ailleurs été partiellement intégrées dans le projet de modernisation de l'état civil. En outre, une taskforce Fraude à l'identité a été instituée au sein du SPF Intérieur.</p> |
| <p><i>Planning :</i></p> | <p>Au cours de la deuxième moitié de la législature, l'on réalisera quelques-unes des recommandations ci-dessus. Et ce, notamment dans le cadre de la task force Fraude à l'identité instituée au sein du SPF Intérieur et dans le prolongement du point d'action 2 relatif à la modernisation et à l'informatisation de l'état civil.</p> |
| <p>8.</p> | <p>Évaluation et éventuelle adaptation « Programme meilleure réglementation »</p> <p><i>Objectif :</i></p> <p>Une législation de qualité est une législation nécessaire, structurée, effective et efficiente. En effet, la complexité de la législation est une source importante de charges administratives pour les citoyens et les entreprises. C'est pourquoi le gouvernement entend procéder à une simplification systématique de la réglementation. Le but étant d'améliorer la pertinence des règles entourant les aspects « orientation client », « efficacité des coûts » et « innovation » et surtout d'en réduire le nombre.</p> |

| | | |
|--|--------------------------|---|
| | | <p>Les décideurs politiques réalisent depuis 2003 au niveau européen une analyse de l'impact de la législation envisagée. À la demande de l'Union européenne et de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), les autorités belges ont introduit, par la loi du 15 décembre 2013 portant sur les diverses dispositions relatives à la simplification administrative, l'analyse de l'impact de la réglementation (AIR) à partir du 1^{er} janvier 2014. L'AIR est une évaluation préalable des conséquences potentielles (ou effets secondaires) des projets de législation au niveau économique, environnemental et social et pour les autorités. Cet instrument rassemble et remplace plusieurs tests spécifiques comme l'étude d'incidence des décisions sur un développement durable (EIDD) et le test Kafka. L'AIR fédérale est actuellement obligatoire pour les avant-projets de loi et les projets d'arrêtés royaux et ministériels soumis par une disposition légale ou réglementaire au Conseil des ministres.</p> <p>Au cours de la présente législature, la loi susmentionnée du 15 décembre 2013 fera l'objet d'une évaluation et des propositions seront formulées afin d'améliorer les analyses d'impact et de prévoir la transposition des directives existantes pour le « test PME » européen.</p> |
| | <p><i>Statut :</i></p> | <p>Le premier rapport annuel du Comité d'analyse (pour l'année 2014) d'impact révèle que la qualité des analyses d'impact réalisées depuis l'entrée en vigueur de la loi le 1^{er} janvier 2014 laisse souvent à désirer. Les analyses d'impact semblent en effet trop souvent complétées de manière minimaliste et simpliste. De plus, les conséquences de la réglementation proposée dans les différents thèmes sur le formulaire d'analyse d'impact ne sont pas suffisamment ou pas correctement analysées ou ne font carrément pas l'objet d'une analyse. Le deuxième rapport d'évaluation couvrant l'année 2015 est actuellement en cours de préparation et est attendu incessamment sous peu.</p> <p>Par ailleurs, dans le courant de l'année 2016, l'ASA a continué d'investir dans l'assistance aux services publics et dans l'utilisation d'outils AIR, elle a organisé des formations, lancé quelques projets pilotes relatifs aux AIR afin d'approfondir le « processus AIR » et d'en améliorer l'efficacité, organisé une concertation avec divers experts et étudié certains modèles étrangers.</p> |
| | <p><i>Planning :</i></p> | <p>Les actions concrètes suivantes seront en outre réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - évaluation de l'analyse d'impact introduite au cours de la législation précédente. Le but ici étant d'améliorer les analyses d'impact et de prévoir la transposition des directives existantes pour le « test PME » européen. Des |

| | | |
|---|---------------------------|---|
| | | <p>propositions destinées à améliorer la qualité de la réglementation seront formulées dans les mois à venir et présentées au Conseil des ministres ; elles seront basées sur les évaluations reçues et la concertation menée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - il sera demandé à tous les services publics fédéraux de prêter particulièrement attention à la suppression de dispositions légales et de procédures entre-temps devenues superflues (évaluation ex-post) ; - lors de la promulgation d'une nouvelle réglementation, l'on veillera à ne pas décréter de mesures plus contraignantes que les mesures requises en application des règles européennes (pas de « goldplating ») ; - lors de l'implémentation des actions mentionnées précédemment, la réglementation sera soumise à un screening permanent afin d'en détecter les éléments désuets. |
| <p>9. Approche sectorielle vs simplification par domaine stratégique</p> | <p><i>Objectifs :</i></p> | <p>Bien souvent, les initiatives de simplification par domaine stratégique ne suffisent pas à elles seules pour répondre aux attentes d'un groupe cible ou d'un secteur. En effet, ces derniers perçoivent les autorités comme un ensemble unique et ne comprennent pas que l'on ne tienne pas compte de leurs besoins spécifiques. Il est dès lors indispensable d'entreprendre des actions horizontales qui dépassent les frontières des domaines stratégiques.</p> |
| <p><i>Statut :</i></p> | | <p>Lors des deux premières années de la présente législation, l'ASA s'est déjà penchée sur les obligations administratives auxquelles sont confrontés les parents d'enfants handicapés. En outre, une série de propositions ont été formulées en vue de simplifier les obligations imposées aux secteurs de la construction et horeca.</p> <p>Le résultat de cette approche est notamment visible dans les rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport de 2014 sur l'élaboration d'un dossier de chantier intégrée pour les entreprises de construction http://www.simplification.be/sites/default/files/documents/FR/Rapports/Rapport%20dossier%20de%20chantier.pdf - Le rapport « Pression réglementaire dans l'horeca, Mesure des conséquences de la réglementation auprès des entreprises belges de l'horeca », novembre 2015 (http://www.vereenvoudiging.be/sites/default/files/documents/NL/rapporten/Horeca-onderzoek/Meting%20van%20de%20gevolgen%20van%20regelgeving%20bij%20Belgische%20horecabedrijven.pdf) et les propositions qui y font suite visant à réduire la pression réglementaire dans l'horeca. |

| | |
|-------------------|--|
| | Les propositions contenues dans ces rapports ont été transmises à toutes fins utiles aux membres du gouvernement compétents et aux services publics compétents. |
| <i>Planning :</i> | <p>Lors de la deuxième moitié de la législature, nous nous attellerons notamment à la rédaction de rapports et de propositions sur les sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les obligations administratives auxquelles sont soumises les entreprises exportatrices, et en particulier les formalités douanières ; - les obligations administratives à l'égard des entreprises starters (élaboration d'un formulaire unique pour les starters à l'étude) ; - l'amélioration de l'accessibilité des services publics aux personnes précarisées et aux autres groupes cibles plus vulnérables et ce, tant au niveau numérique qu'administratif. |
| 10 | Lancement d'un laboratoire d'innovation horizontal |
| <i>Objectif :</i> | <p>L'innovation est le moteur d'un service public qui s'adapte intelligemment à une société qui évolue rapidement et en continu. Les possibilités qu'offrent les nouvelles technologies permettent d'élaborer des solutions dans différents domaines qui facilitent et accélèrent les interactions entre citoyens et entreprises. Dès lors, au sein du gouvernement fédéral, nous souhaitons au cours de cette législature investir sans retenue dans l'innovation comme moyen de simplification administrative et être ainsi prêts à relever les défis à venir.</p> |
| <i>Statut :</i> | <p>Ces derniers mois, nous avons jeté les bases de la création d'un laboratoire d'innovation au sein de la nouvelle « transformation unit » prévue et ce, en étroite collaboration avec les services relevant de l'autorité du ministre de la Fonction publique. Ce laboratoire aura pour mission de stimuler l'innovation dans tous les services publics et de réaliser des expériences concrètes et innovantes. Au cours d'une première phase, les efforts se concentreront sur le lancement du laboratoire et sur la mise en place d'un premier projet pilote visant à faciliter l'accès aux marchés publics aux start-ups et aux PME. Dans une phase ultérieure, l'on formera des coachs en innovation qui seront chargés de donner un coup d'accélérateur à l'innovation au sein des pouvoirs publics. L'on étudiera comment impliquer les citoyens et les entreprises dans le processus d'innovation. À cet égard, tous les fonctionnaires seront invités à repenser leurs processus de travail.</p> |
| <i>Planning :</i> | Le timing indicatif pour la création du laboratoire d'innovation peut être résumé comme suit : |

| | | |
|--|--|---|
| | | <p>01/10/2016 - 01/03/2017 : création du laboratoire d'innovation sur la base d'un partenariat entre le SPF P&O, l'IFA, l'ASA et les fonctionnaires en charge de l'innovation auprès de Fedict et de l'ING</p> <p>31/03/2017 : lancement d'un premier projet pilote qui a pour objet de faciliter l'accès aux marchés publics pour les start-up et les PME dans les domaines suivants : projets numériques, consultation et marchés de formation</p> <p>01/07/2017 : élaboration et lancement d'un programme pilote de formation de coachs en innovation au sein des autorités fédérales</p> <p>31/12/2017 : évaluation intermédiaire des résultats atteints et ajustement du programme si nécessaire</p> |
|--|--|---|

| Plan fédéral Simplification administrative – Aperçu des réalisations | |
|--|---|
| 1. | <p>26-10-2014</p> <p>Simplification de l'enquête sur la production de déchets dans le secteur agricole La périodicité de cette enquête a été augmentée dans le secteur agricole et passe de 2 à 4 fois par an. <i>Source : Direction générale Statistique et Information économique du SPF Économie</i></p> |
| 2. | <p>27-10-2014</p> <p>Plus aucune attestation du FMP ou du FAT n'est nécessaire pour demander une carte de stationnement Si votre incapacité de travail déclarée au Fonds des maladies professionnelles (FMP) ou au Fonds des accidents de travail (FAT) est d'au moins 80%, vous avez droit à la carte de stationnement pour personnes handicapées. Désormais, vous ne devez plus joindre à la demande de carte de stationnement la preuve d'incapacité de travail. La DG HAN examine elle-même auprès du FMP ou du FAT si vous disposez d'une reconnaissance. Source : http://www.handicap.fgov.be/fr/news/plus-aucune-attestation-du-fmp-ou-du-fat-n-est-necessaire-pour-demander-une-carte-de-stationnem</p> |
| 3. | <p>01-11-2014</p> <p>Simplification de l'enquête sur la Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil Le contenu du questionnaire a été simplifié en supprimant tout le « gold plating ». Base légale : arrêté ministériel du 22 septembre 2014 modifiant les annexes 2 et 3 de l'arrêté royal du 17 décembre 1998 prescrivant l'établissement d'une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie du bâtiment et du génie civil (M.B. du 29 septembre 2014)</p> |
| 4. | <p>01-11-2014</p> <p>Demande automatique de carte de stationnement en cas d'achat d'une aide à la mobilité. Si le médecin-conseil de la mutualité vous a autorisé à acheter une chaise roulante, un scooter ou un tricycle, vous pouvez, si vous le voulez, obtenir une carte de stationnement. La mutualité informe elle-même la DG Personnes handicapées du fait que la personne en question a droit à une aide à la mobilité et qu'elle aimerait disposer d'une carte de stationnement. Nous ferons alors immédiatement le nécessaire pour lui faire parvenir la carte de stationnement, sans lui demander de répondre à des questions supplémentaires. Cette procédure simplifiée permettra à l'intéressé de disposer plus rapidement de la carte de stationnement. Source : http://www.raliga.be/Parkeerkaart-bij-aankoop-mobiliteitshulpmiddel http://www.handicap.fgov.be/fr/news/attribution-d-une-carte-de-stationnement-en-cas-d-autorisation-d-achat-d-une-aide-la-mobilite</p> |
| 5. | <p>01-01-2015</p> <p>Simplification de l'accès à l'intervention majorée Depuis le 1^{er} janvier 2014, un nouveau système d'intervention majorée est d'application dans le secteur des soins de santé. Auparavant, il existait deux systèmes distincts : le BIM et ledit statut Omnio. Ces deux systèmes seront désormais fusionnés en un seul : l'intervention majorée (IM ou statut IM). Depuis le 01/01/2015, les mutualités sont en mesure d'identifier, de manière proactive et automatique, tous les bénéficiaires potentiels de l'intervention majorée. Grâce à ce nouveau régime, toutes les</p> |

| | | |
|------------------|--------------------------|---|
| | | <p>personnes entrant en ligne de compte pour le droit à l'intervention majorée pourront aussi bénéficier effectivement de ce droit. L'on estime que quelque 500.000 bénéficiaires additionnels sont concernés, ce qui pourrait engendrer une diminution supplémentaire des charges administratives de quelque 8 millions d'euros sur une base annuelle (estimation sur la base d'une mesure antérieure du Bureau de mesure de l'ASA). Cette réduction des charges peut être réalisée grâce à l'existence d'un flux de données entre l'Administration générale de la Fiscalité, l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et les mutualités. Désormais, l'enquête nécessaire sur les revenus relatifs à l'impôt des personnes physiques s'effectuera par le biais d'une comparaison des données des mutualités et du SPF Finances.</p> <p>Sources : Mesure du Bureau de mesure de l'ASA : N2014 01 09 – Simplification de l'accès à l'intervention majorée http://www.dekamer.be/doc/CCRI/pdf/53/ic852x.pdf</p> |
| <p>6.</p> | <p>01-01-2015</p> | <p>Obligation d'utiliser OneGate pour la déclaration Intrastat (BNB) Depuis 2015, tous les déclarants sont obligés d'avoir recours à l'application OneGate (dépôt électronique). À cette fin, chaque déclarant a entre-temps reçu un nom d'utilisateur et un mot de passe. Une déclaration Intrastat via OneGate permet d'économiser quelque 50 euros par an en charges administratives par rapport à une déclaration sur papier (estimation sur la base d'une mesure antérieure réalisée par le Bureau de mesure de l'ASA).</p> <p>Sources : https://www.nbb.be/fr/statistiques/commerce-exterieur/declarations-0 Mesure du Bureau de mesure de l'ASA : V025 – Intrastat</p> |
| <p>7.</p> | <p>01-01-2015</p> | <p>Relèvement du seuil de déclarations Intrastat à 1,5 million d'euros Depuis 2015, seuls les assujettis à la TVA qui acquièrent des marchandises d'autres pays européens pour au moins 1,5 million d'euros par an doivent encore remplir la déclaration Intrastat. À l'heure actuelle, le « seuil de déclaration pour les arrivées » est fixé à 700.000 euros. Il s'agit d'une bonne nouvelle pour près de 3.000 entreprises qui ne devront donc plus faire de déclaration. Le seuil pour les exportations reste fixé à 1 million d'euros. Les charges administratives par déclaration Intrastat s'élèvent à une moyenne de 94 euros par an, ce qui engendrera une diminution des charges totale de quelque 280.000 euros par an pour les 3.000 entreprises (estimation sur la base d'une mesure antérieure effectuée par le Bureau de mesure de l'ASA). Cette modification découle d'adaptations réalisées au niveau européen. Fin 2013, l'Europe a en effet réduit le taux de couverture exigé pour les arrivées (Règlement 1093/2013). Chaque État membre doit depuis veiller à ce que « minimum 93 % de l'ensemble des arrivées des assujettis soient couverts ». Auparavant, ce taux était de 95 %. Avec le seuil actuel de 700.000 euros, un taux de couverture plus élevé a été atteint, de sorte qu'il a été décidé de relever ce seuil. Selon la Banque nationale, une couverture supérieure à 93 % peut encore être atteinte avec un seuil fixé à 1,5 million d'euros.</p> |

| | |
|----|---|
| 8. | <p>01-01-2015</p> <p>À partir de 65 ans ou après une carrière de pension de 45 ans : les indépendants peuvent désormais cumuler sans limite leur pension et leurs revenus professionnels.</p> <p>Depuis 2015, le gouvernement fédéral a pris deux nouvelles mesures relatives à l'activité professionnelle des pensionnés : le cumul illimité des revenus professionnels (1) et l'assouplissement des sanctions en cas d'exercice d'une activité non-autorisée.</p> <p><i>Cumul illimité des revenus professionnels</i> : désormais, deux catégories de pensionnés peuvent cumuler sans limite leur pension de retraite avec leurs revenus professionnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les personnes âgées de plus de 65 ans ; la mesure s'applique à partir du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge de 65 ans ; • Les personnes âgées de moins de 65 ans mais qui font preuve d'une carrière professionnelle de 45 ans à la date d'entrée de leur (première) pension de retraite. <p><i>Assouplissement des sanctions en cas d'exercice d'une activité non-autorisée</i> : dès 2015, la pension est rabotée à concurrence du pourcentage de dépassement de la limite légale. Le paiement de la pension n'est donc intégralement suspendu que lorsque les revenus professionnels dépassent la limite autorisée d'au moins 100 %.</p> <p>Base légale : Arrêté royal du 18 janvier 2015 modifiant l'article 107 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. Arrêté royal du 20 janvier 2015 modifiant l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.</p> <p>Sources : http://www.rsvz-inasti.fgov.be/nl/news/work_after_retirement_20150126.htm http://www.sdworx.be/nl-be/sd-worx-r-d/publicaties/nieuws/2015-02-03-toegelaten-arbeid-gepensioneerden</p> |
| 9. | <p>01-01-2015</p> <p>Adaptation dudit principe d' « unité de carrière ».</p> |

| | | |
|-------------------|--------------------------|---|
| | | <p>Comme le principe de l'unité de carrière sera désormais basé sur des jours et non plus des années, plus de 45 années de carrière pourront entrer en ligne de compte dans le calcul de la pension. Concrètement, le principe de l'unité de carrière ne sera plus calculé en années mais en jours. Le maximum de 45 années fait ainsi place à un maximum de 14.040 jours de carrière. Une personne ayant à son actif des années de carrière incomplètes pourra quand même bénéficier d'une pension de plus de 45 années de carrière.</p> <p>Source : http://www.onprvb.fgov.be/fr/profes/news/pages/reformoverview.aspx#k</p> |
| <p>10</p> | <p>01-01-2015</p> | <p>Enregistrement électronique de l'ensemble des actes notariés par les notaires auprès du SPF Finances et de VLABEL.</p> <p>Depuis le 1^{er} avril 2014, la procédure relative à la présentation des actes à l'enregistrement et à la publication hypothécaire a fait l'objet de plusieurs modifications. Ces modifications ont entraîné d'importants changements tant pour les notaires que pour les bureaux d'enregistrement et des hypothèques. En effet, il s'agit d'un processus qui touche au cœur des activités de ces bureaux. Ainsi, l'application DER, acronyme pour « document électronique reconnaissable », a été introduite. Cette application vise l'échange électronique d'actes et les formalités hypothécaires y afférentes entre les notaires et l'Administration générale de la Documentation patrimoniale (AGDP). La numérisation des actes notariés poursuit une simplification administrative et opérationnelle. DER est le nom utilisé au sein du SPF Finances, alors que le notariat utilise le terme « eRegistration ». Depuis le 1^{er} janvier 2015, la présentation électronique des actes est devenue obligatoire. Grâce à cette numérisation, les charges administratives diminueront de 4.022.123 euros par an.</p> <p>Base légale : arrêté royal du 14 mars 2014 portant réglementation de la présentation à la formalité de l'enregistrement et à la publicité hypothécaire d'actes de certains fonctionnaires instrumentants.</p> <p>Mesure Bureau de mesure ASA : R308 – DER</p> |
| <p>11.</p> | <p>01-01-2015</p> | <p>Simplification des statistiques relatives au transport routier</p> <p>Le nombre d'unités soumises à l'examen a été réduit de 75%.</p> <p>Source : Direction générale Statistique et Information économique du SPF Économie</p> |
| <p>12.</p> | <p>01-01-2015</p> | <p>Simplification du ticket modérateur</p> <p>Le ticket modérateur est le montant à charge du patient lorsqu'il se rend chez le médecin. Une partie du montant total d'une consultation chez le médecin est remboursée par la mutualité, tandis qu'une autre partie reste à charge du patient. La simplification du ticket modérateur chez les spécialistes entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.</p> <p>Situation jusqu'au 31/12/2014</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le ticket modérateur était calculé à l'aide de pourcentages des honoraires légaux • Le ticket modérateur oscille entre € 8,23 (p. ex. gynécologues et oculistes) et € 15,50 (p. ex. oncologues et psychiatres). • Le ticket modérateur a augmenté proportionnellement avec les honoraires |

| | | | |
|-----|---|--|--|
| | <p>Situation à partir du 1/1/2015</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le ticket modérateur est dissocié des honoraires • Les assurés ordinaires paient un ticket modérateur de € 12 • Les assurés bénéficiant du régime préférentiel paient un ticket modérateur de € 3 • Les montants fixes du ticket modérateur ne seront pas indexés <p>Ces mesures permettent de rendre le système plus transparent et d'économiser 32,9 millions d'euros par an dans le chef du gouvernement.</p> <p>Source : https://www.oz.be/over-oz/nieuws/gezondheid/2015/verenvoudiging-remgeld</p> | | |
| 13. | <p>02-02-2015</p> <p>Simplification de l'enquête sur la production industrielle (Prodcorn)</p> <p>Le contenu du questionnaire a été simplifié en utilisant les informations disponibles dans les sources administratives (principe « Only once »). Suppression de la rubrique « nouvelles commandes ».</p> <p>Base légale : A.R. du 15 janvier 2015 modifiant l'arrêté royal du 20 février 2008 relatif à une enquête mensuelle sur la production industrielle (M.B. du 2 février 2015).</p> | | |
| 14. | <p>09.02.2015</p> <p>Application mobile de Student@work.</p> <p>Le service en ligne Student@work est désormais disponible en tant qu'application pour les appareils mobiles. Les étudiants jobistes disposant d'un smartphone peuvent désormais vérifier partout le nombre de jours restants et établir une attestation.</p> <p>Source : https://www.socialsecurity.be/CMS/nl/news/citizen/archives/article.html?uid=2fdb8cdb555ba946007db4301903d722&archivedate=201502</p> | | |
| 15. | <p>16-02-2015</p> <p>Désormais, les agents immobiliers peuvent enregistrer en ligne des contrats de location via MyRent Pro.</p> <p>Lors de la location d'un bien immobilier, le bailleur est obligé d'enregistrer le contrat de location auprès des pouvoirs publics. Depuis 2008, chaque bailleur a la possibilité d'enregistrer son contrat de location de manière électronique auprès du Service public fédéral (SPF) Finances par le biais du service électronique MyRent. En tant qu'agent immobilier, vous pouvez procéder à l'enregistrement pour vos bailleurs via l'application MyRent Pro, développée grâce à une collaboration entre l'API et le Service public fédéral Finances. Ce nouvel outil permet de rédiger un contrat de location de manière transparente et structurée et de l'enregistrer en ligne de manière automatique.</p> | | |
| 16. | <p>01-03-2015</p> <p>Extension des possibilités d'homologation via iFast.</p> | | |

| | | |
|-----|------------|--|
| | | <p>Une vaste extension de sa portée étant prévue, vous pourrez désormais introduire de nombreux dossiers EVA via IFAST. Cette procédure peut être suivie dès aujourd'hui. Une mesure antérieure du Bureau de mesure de l'ASA a révélé que le délai d'attente pour les constructeurs via iFast a diminué d'une moyenne de 10 semaines à une dizaine de minutes seulement pour l'approbation et à 2 à 3 jours pour l'obtention du certificat. Il s'agit d'une économie énorme puisque le fabricant peut livrer le véhicule plus rapidement et donc également disposer plus rapidement de son argent. S'agissant du SPF Mobilité, le délai de traitement a diminué de quelque 2,5 heures à 20 minutes, engendrant une diminution des charges administratives (diminution des coûts de gestion) de quelque 82 euros par dossier.</p> <p>Sources : http://www.homologation.be/nl/nieuws/2015-3-vanaf-vandaag-meer-dossiers-via-ifast/</p> |
| 17. | 11-03-2015 | <p>Octroi automatique de mesures sociales et fiscales aux personnes handicapées.</p> <p>Quiconque est reconnu en tant que personne handicapée par la DG Personnes handicapées peut, sous certaines conditions, bénéficier d'avantages divers auprès de différentes instances. Certains avantages sont automatiquement octroyés grâce aux échanges électroniques de données (flux) entre la DG Personnes handicapées et ces instances. Ces trois flux électroniques ont été clôturés récemment :</p> <p>Sources : http://handicap.fgov.be/fr/news/octroi-automatique-de-mesures-sociales-et-fiscales http://www.standaard.be/cnt/dmf20150428_01652957</p> |
| 18. | 26-03-2015 | <p>Lancement d'e-Deposit auprès des tribunaux</p> <p>En février, les avocats ont pu pour la première fois transférer des conclusions et des pièces par voie électronique vers le tribunal. Avant, cela arrivait toujours en version papier et les documents étaient physiquement déposés au greffe.</p> <p>Dans la première phase du projet e-Deposit, les avocats pourront télécharger des conclusions et des dossiers en matières civiles vers les cours d'appel et du travail d'Anvers. Si cette phase se déroule bien, le projet sera étendu aux autres juridictions.</p> <p>Grâce au projet e-Deposit, nous gagnons du temps, le client est au centre de nos préoccupations et nous contribuons à un meilleur environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Finis donc les déplacements au greffe • Plus besoin de fax ou de la poste |

| | |
|-----|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Un simple clic de souris pour transmettre les conclusions et les dossiers • Un transfert de documents sûrs grâce à l'e-ID et un site sécurisé • Une réduction de la charge de travail pour les greffiers grâce au traitement automatique <p>C'est une situation gagnant-gagnant pour le justiciable, son avocat et les cours et tribunaux.</p> <p>Source : http://justice.belgium.be/fr/houvelles/autres_communiques/news_2015-03-26</p> |
| 19. | <p>27-03-2015</p> <p>Simplification des examens pour la navigation de plaisance.</p> <p>Auparavant, les examens n'avaient lieu que trois fois par an. Ainsi, tous les candidats devaient passer en même temps et à différents endroits leurs épreuves écrites (questions à choix multiple) pour l'obtention d'un brevet de conduite, ainsi que leurs épreuves écrites et orales pour l'obtention du brevet de conduite de navigation de plaisance en mer. Ces sessions demandaient à chaque fois une très grande organisation logistique, nécessitant la distribution de grandes quantités de papier dans les différents lieux. Cette manière de travailler était chronophage, onéreuse et engendrait une concentration de la charge de travail auprès des services concernés. Après avoir passé l'examen, les candidats devaient à chaque fois attendre la correction et les résultats pendant quelques jours ou semaines. Si le niveau de difficulté de l'examen n'a pas diminué depuis 2015, la procédure est devenue bien plus simple. En effet, la procédure sur papier a fait place à un système faisant l'objet d'un suivi complètement électronique et automatique. Le candidat effectue sa réservation en ligne. L'invitation de paiement et les lettres de convocation sont envoyées automatiquement. L'examen se déroule sur ordinateur et est constitué de questions choisies de façon aléatoire à partir d'une réserve d'items. Le résultat est directement connu et envoyé par e-mail à l'adresse électronique indiquée par le candidat. De cette manière, le processus se déroule de manière bien plus rapide et bien plus efficace.</p> <p>Sources : http://www.mobilit.belgium.be/nl/binaries/p150327an_opening%20examen%20centrum_tcm466-265112.doc</p> |
| 20. | <p>01-04-2015</p> <p>Lancement SIMPL – base de données des implants et dispositifs médicaux invasifs.</p> <p>SIMPL est une base de données des implants et dispositifs médicaux invasifs (DMI) remboursables par l'assurance soins de santé (assurance obligatoire soins de santé). Liée à un moteur de recherche, cette base de données vous permet de combiner les numéros de la liste des prestations et leurs libellés avec la base de remboursement, la catégorie de remboursement, les conditions de remboursement, etc. Vous pouvez effectuer des recherches soit via la liste des prestations, soit via la liste nominative des implants.</p> <p>Source : http://www.inami.fgov.be/fr/programmes-web/Pages/simpl-implants.aspx#.VsXQpvnhdCs</p> |
| 21. | <p>01-04-2015</p> <p>TARDIS opérationnel : enregistrer des données et demander le remboursement en ligne.</p> |

| | | |
|-----|------------|--|
| | | <p>TARDIS (Tool for Administrative Reimbursement Drug Information Sharing) est un service en ligne développé pour les professionnels de la santé. Il permet de combiner l'enregistrement de données relatives aux patients dans le cadre de certaines pathologies et la demande de remboursement en ligne de traitements médicamenteux.</p> <p>Source : http://www.inami.fgov.be/fr/themes/cout-remboursement/par-mutualite/medicament-produits-sante/remboursement/specialites/chapitres/Pages/tardis-remboursement-online.aspx#.VsXQ-vnhDcs https://www.ehealth.fgov.be/fr/prestataires-de-soins/services-en-ligne/ecare-tardis</p> |
| 22. | 07-05-2015 | <p>MyPension : extension à tous les salariés, indépendants et aux fonctionnaires.</p> <p>MyPension.be existe depuis 2010, mais était seulement accessible aux salariés actifs ou pensionnés et aux indépendants pensionnés pour consulter leur dossier de pension en ligne.</p> <p>Désormais, les indépendants actifs et les fonctionnaires actifs ou pensionnés peuvent également se rendre sur mypension.be pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lire leur courrier électroniquement. À cette fin, ils ont tout intérêt à communiquer leur adresse mail au plus vite via le portail ; • demander leur pension. <p>À l'instar des salariés, les indépendants peuvent désormais :</p> <ul style="list-style-type: none"> • consulter les montants de pension payés ; • parcourir leur carrière pension (données qui comptent pour leur pension) et signaler d'éventuelles lacunes via le site. <p>Provisoirement, les fonctionnaires peuvent uniquement consulter leur aperçu de carrière reprenant les prestations antérieures au 1^{er} janvier 2011 au format de fichier PDF.</p> <p>Dans les années à venir, mypension.be se développera systématiquement.</p> <p>Source : http://www.onprvp.fgov.be/fr/about/news/pages/mypensionbe_201505.aspx</p> |
| 23. | 20-05-2015 | <p>SNCB : simplification de la procédure de compensation</p> <p>Dans le cadre du contrat d'administration entre l'État et la SNCB, un système de compensation des voyageurs en cas de retard de train a été développé.</p> <p>La SNCB octroie une compensation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de 100 % en cas de retard d'1 heure ou plus, • en cas de retards répétés ou systématiques de 25 % par retard : au moins 20 retards de plus de 15 minutes sur une période de 6 mois et de 50 % par retard : au moins 10 retards de plus de 30 minutes dans une période de 6 mois. <p>Pour plus d'informations : http://www.belgianrail.be/fr/service-clientele/compensations.aspx</p> |
| 24. | 01-06-2015 | <p>188 742 personnes handicapées bénéficient automatiquement de l'exonération de la contribution d'assainissement ou de la redevance sur la pollution des eaux</p> |

| | | |
|-----|------------|--|
| | | <p>188 742 personnes handicapées bénéficient cette année automatiquement de l'exonération de la contribution d'assainissement ou de la redevance sur la pollution des eaux, 1 500 de plus que l'année passée. Grâce à cette exonération automatique, elles ne doivent pas prendre contact elles-mêmes avec leur compagnie de distribution d'eau pour bénéficier de cette mesure.</p> <p>Les personnes handicapées qui perçoivent de la Direction générale Personnes handicapées une allocation de remplacement de revenus/allocation d'intégration ou une allocation pour l'aide aux personnes âgées entrent également en considération pour l'exonération de la contribution d'assainissement ou de la redevance sur la pollution des eaux. Cette mesure n'est applicable qu'en Région flamande.</p> <p>Auparavant, la personne handicapée devait envoyer chaque fois une attestation à sa compagnie de distribution d'eau pour prouver qu'elle percevait une allocation. Mais grâce aux échanges de données électroniques entre le SPF et Aquaflanders que la Banque-carrefour de la sécurité sociale (BCSS) a rendu possible, 188 742 ménages bénéficient cette année automatiquement de l'exonération de la contribution d'assainissement ou de la redevance sur la pollution des eaux. 5 500 ménages doivent encore prendre contact eux-mêmes avec leur compagnie de distribution d'eau; ils reçoivent du SPF une lettre qu'ils peuvent utiliser à cet effet.</p> <p>Sources : http://www.handicap.fgov.be/fr/news/188742-personnes-handicapees-beneficient-automatiquement-de-l-exoneration-de-la-contribution-d- http://handicap.fgov.be/sites/5030.fedimbo.belgium.be/files/explorer/fr/persbericht-saneringsbijdrage-fr.pdf</p> |
| 25. | 01-06-2015 | <p>Lancement du Service unique de médiation pour les consommateurs</p> <p>Depuis le 1^{er} juin 2015, les consommateurs en recherche d'une solution pour un différend avec une entreprise, disposent d'un seul point de contact : le Service de médiation. Le consommateur peut s'y informer sur ses droits et obligations. Le Service de médiation est un guichet unique pour les consommateurs qui souhaitent un traitement extrajudiciaire de leur plainte. Le Service unique de médiation est dorénavant le point de contact (« single point of entry ») par excellence pour les personnes qui souhaitent trouver une solution pour leur différend, mais qui ne veulent pas que leur cause soit renvoyée devant le juge.</p> <p>Derrière ce point de contact unique se cachent les services de médiation thématiques existants, qui sont rassemblés en 1 seul lieu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Service de médiation pour les télécommunications ; • Service de médiation pour le secteur postal ; • Service de médiation pour l'énergie ; • Service de médiation pour les voyageurs ferroviaires ; • Service de médiation des services financiers ; • Service de médiation des assurances. <p>Pour plus d'informations : http://www.mediationconsommateur.be</p> |
| 26. | 01-07-2015 | <p>De nouveaux modèles d'attestations de soins, simplifiés et transparents</p> |

| | | |
|------------|-------------------|---|
| | | <p>Depuis le 1^{er} juillet 2015, le dispensateur de soins doit mentionner le montant perçu du patient (paiement en espèces ou par carte bancaire) sur la partie « Reçu » de l'attestation de soins ou de fournitures. Les attestations de soins sont donc adaptées et simplifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un modèle unique d'attestation par catégorie de dispensateurs de soins (pour les attestations en carnet, en continu ou globales (« D »)). L'attestation est la même que le dispensateur exerce en « personne physique » ou « en société » et comporte toujours une partie « Reçu ». Une partie « Reçu » est désormais jointe à l'attestation globale (modèle D). • Insertion du numéro BCE (Banque-carrefour des entreprises) dans la partie « Reçu ». Consultez le site web du SPF Economie pour chercher votre n° BCE. • Abandon progressif du système des couleurs. À terme, les attestations seront blanches. • Le format de l'attestation ne change pas. <p>Source : http://www.riziv.fgov.be/fr/nouvelles/Pages/attester-soins-sante.aspx#.VsXX9fnhDcs</p> |
| <p>27.</p> | <p>01-07-2015</p> | <p>Création des centres « Grandes entreprises » au sein du SPF Finances</p> <p>Le 1^{er} juillet 2015, le SPF Finances a créé sept centres « Grandes entreprises » qui sont responsables du contrôle et du traitement des litiges des grandes entreprises et un centre « Grandes entreprises gestion et contrôles spécialisés » à Bruxelles. Avec cette modernisation, le SPF Finances garantit une prestation de service sur mesure, adaptée aux grandes entreprises. Le SPF s'intègre ainsi d'une façon dynamique et durable dans le cycle économique des grandes entreprises et organise une approche de contrôle adéquate.</p> <p>Source : http://finances.belgium.be/fr/Actualites/150703_oprichting_van_centra_grote_ondernemingen_bij_de_fod_financi_n</p> |
| <p>28.</p> | <p>01-07-2015</p> | <p>Simplification des autorisations de fabrication et de distribution de l'AFMPS</p> <p>L'AFMPS a décidé, dans le cadre de la simplification administrative et de la rationalisation des processus, de ne plus fournir à la fois le modèle belge et le modèle européen des autorisations de fabrication et de distribution. L'usage de ces deux modèles est le résultat d'une évolution mais n'offre pas suffisamment de valeur ajoutée. Ainsi, à partir du 1^{er} juillet 2015, seuls les modèles européens harmonisés sont utilisés.</p> <p>Cette mesure possède plusieurs avantages :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'utilisation du format européen d'une part et l'abandon du modèle national des autorisations d'autre part doit être considérée comme une simplification administrative des dossiers gérés par l'AFMPS ; • le choix d'un format unique d'autorisation devra permettre aux titulaires de ces autorisations d'entrer plus rapidement en possession des documents ; • le modèle européen choisi ayant été établi par l'EMA, il a l'avantage d'être reconnu au sein de l'ensemble de l'Union européenne. |

| | | |
|-----|------------|--|
| 29. | 01-07-2015 | <p>Source : http://www.fagg-afmps.be/fr/news/news_autorisations_fabrication_distribution.jsp?referer=tcm:291-253467-64</p> <p>Lancement Travellers online</p> <p>Grâce à travellersonline.diplomatie.be, les Belges peuvent facilement et gratuitement informer les Affaires étrangères de leurs départs en voyage. Sur ce site, ils peuvent introduire leurs coordonnées de voyage et personnelles, ainsi que celles d'une personne de contact en Belgique. Dans l'éventualité d'une crise à l'étranger, telle une catastrophe naturelle, un attentat ou un accident, ces données permettront aux Affaires étrangères d'entrer plus rapidement en contact avec les compatriotes sur place et leur famille, afin de leur apporter une aide encore plus efficace.</p> <p>'Travellers Online' enregistre pour le moment uniquement les données de compatriotes qui voyagent en dehors des pays de l'Union européenne, mais une extension aux pays de l'UE est prévue.</p> <p>Sources :</p> <p>http://diplomatie.belgium.be/fr/Newsroom/actualites/communiques_de_presse/affaires_etrangeres/2015/07/ni_060715_travellersonline.jsp</p> <p>http://diplomatie.belgium.be/fr/Newsroom/actualites/communiques_de_presse/affaires_etrangeres/2015/07/ni_060715_lancement_travellersonline.jsp</p> |
| 30. | 01-07-2015 | <p>Déclaration pour l'impôt des personnes morales et pour l'impôt des non-résidents/sociétés désormais uniquement via BIZTAX</p> <p>À partir de l'exercice d'imposition 2015, tous les assujettis soumis à l'impôt des personnes morales et à l'impôt des non-résidents/sociétés doivent introduire leur déclaration par voie électronique avec BIZTAX.</p> <p>BIZTAX est disponible 24h/24, est très convivial et ne requiert pas d'enregistrement préalable. Les déclarations sont conservées à un niveau central et consultables par l'utilisateur.</p> <p>Références légales et réglementaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté royal du 7 février 2014 portant exécution de l'article 307bis, § 3, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992 relative aux modalités pour l'introduction électronique des déclarations à l'impôt des sociétés, à l'impôt des personnes morales, à l'impôt des non-résidents/sociétés et à l'impôt des non-résidents/personnes morales (Moniteur belge du 14 février 2014, p. 12744) ; • Arrêté royal du 7 février 2014 relatif à l'entrée en vigueur anticipée de l'introduction électronique obligatoire des déclarations à l'impôt des sociétés (Moniteur belge du 14 février 2014, p. 12746). <p>Source : http://finances.belgium.be/fr/Actualites/150724-aangifte_in_de_rechtspersonenbelasting_en_belasting_niet-inwoners_vennootschappen_voortaan_elektronisch</p> |
| 31. | 15-07-2015 | <p>e-Deduction : gestion plus efficace des créances</p> <p>Le projet e-Deduction a été mis en production avec succès. Ce projet pilote, réalisé à l'initiative de l'Office national des Vacances annuelles (ONVA), permet l'envoi électronique des saisies-arrêts fiscales émises par l'Administration générale de la Perception et</p> |

| | |
|-----|--|
| | <p>du Recouvrement (AGPR) du SPF Finances vers les différentes Caisses de vacances. Il est le résultat d'une collaboration fructueuse et innovante entre ces acteurs et la Banque Carrefour de la Sécurité sociale.</p> <p>Il s'agit d'une économie d'environ 280 000 euros par an. Le bénéfice de ce projet porte aussi bien sur la réduction des coûts que sur la diminution de la charge de travail. En effet, désormais des milliers de saisies-arrêts fiscales ne devront plus être encodées manuellement dans les bases de données des Caisses de vacances limitant, dès lors, les erreurs de contenu grâce à des contrôles automatisés.</p> <p>Au vu des avantages, le projet e-Deduction s'étendra à la TVA dans un proche avenir ainsi qu'à d'autres institutions publiques ou privées.</p> <p>Source : http://finances.belgium.be/fr/Actualites/150715_e-deduction_efficienter_beheer_van_de_schuldvorderingen</p> |
| 32. | <p>28-07-2015</p> <p>La Douane lance une application pour informer les voyageurs</p> <p>La Douane a développé une application qui permet au voyageur d'avoir un aperçu rapide de ce qu'il peut ou ne peut pas ramener de son voyage. Vous pouvez télécharger cette application 'Belgian Customs' gratuitement via l'AppStore, Google Play et le Windows Store.</p> <p>L'application fournit les réponses aux questions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelle quantité de tabac, d'alcool... puis-je importer sans devoir payer de droits ou de taxes ? • Combien de cash puis-je emmener ? • Quels plantes et animaux protégés ne puis-je pas ramener ? • Que se passe-t-il si je transporte des biens contrefaits ? • Que dois-je faire pour voyager avec un animal de compagnie ? <p>Source : http://finances.belgium.be/fr/Actualites/150728_douane_lanceert_een_app_met_informatie_voor_reizigers</p> |
| 33. | <p>01-08-2015</p> <p>Les plus de 65 ans percevant une allocation voyagent gratuitement avec De Lijn</p> <p>Depuis cette année, toutes les personnes âgées de plus de 65 ans ne reçoivent plus d'abonnement gratuit de De Lijn. Comme annoncé, toute personne qui a droit à une allocation pour personnes handicapées (allocation de remplacement de revenus, allocation d'intégration ou allocation pour l'aide aux personnes âgées) conserve le droit à un abonnement gratuit.</p> <p>La DG Personnes handicapées du SPF communique - via la Banque-carrefour de la sécurité sociale - à De Lijn le nom de personnes qui ont droit à l'abonnement gratuit. Votre abonnement est automatiquement envoyé à votre domicile.</p> <p>Vous bénéficiez d'une allocation, mais vous n'avez pas d'abonnement gratuit ? Faites-le savoir à De Lijn et demandez-leur de prendre contact avec le SPF Sécurité sociale - DG Personnes handicapées au moyen de notre formulaire de contact.</p> <p>Source : http://www.handicap.fgov.be/fr/news/les-plus-de-65-ans-percevant-une-allocation-voyagent-gratuitement-avec-de-lijn</p> |
| 34. | <p>01-09-2015</p> <p>Opérationnalisation du registre central des contrats de mariage</p> |

| | | |
|-----|------------|--|
| | | <p>Les contrats de vie commune et les jugements des tribunaux sur les contrats de mariage, sur le régime matrimonial et sur les contrats de vie commune sont dès à présent également enregistrés dans le registre central des contrats de mariage. La Fédération royale du Notariat belge mettra ces informations à la disposition de toute personne qui en a besoin et qui peut faire valoir l'intérêt nécessaire.</p> <p>Base légale : Loi du 10 août 2015 modifiant la loi du 13 janvier 1977 portant approbation de la Convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, faite à Bâle le 16 mai 1972 et portant introduction d'un registre central des contrats de mariage (M.B. 26 août 2015).</p> |
| 35. | 22-09-2015 | <p>Horaires SNCB sur Google Maps</p> <p>Les horaires et itinéraires de la SNCB sont maintenant également disponibles sur Google Maps. Dorénavant, depuis votre PC ou votre mobile, lorsque vous planifierez un trajet en transport en commun sur Google Maps, vous retrouverez l'ensemble des horaires et itinéraires des trains de la SNCB intégrés dans les résultats de recherche.</p> <p>Source : http://www.belgianrail.be/fr/actualite/horaires-googlemaps.aspx</p> |
| 36. | 01-10-2015 | <p>Application du tiers payant obligatoire pour les patients bénéficiaire de l'intervention majorée</p> <p>Depuis le 1^{er} octobre 2015, un médecin généraliste doit appliquer le tiers payant pour ses patients bénéficiaire de l'intervention majorée qui se rendent à son cabinet. Pour faciliter cette application grâce à la facturation électronique, l'INAMI a conclu des accords avec les fournisseurs de logiciels et la plupart des applications permettant de facturer électroniquement en tiers payant sont désormais à jour.</p> <p>Pour appliquer le tiers payant, la facturation électronique est la voie la plus simple puisqu'elle permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un remboursement plus rapide : dans les 14 jours • la disparition de la facturation papier parallèle depuis le 1^{er} juillet 2015 • l'engagement de paiement par les mutualités. <p>Base légale : Arrêté royal du 18 septembre 2015 portant exécution de l'article 53, § 1 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, relatif au régime du tiers payant (M.B. 23 septembre 2015).</p> <p>Source : http://www.riziv.fgov.be/fr/nouvelles/Pages/tiers-payant-obligatoire-facturation-electronique.aspx#.VsXfmPnhDcs</p> |
| 37. | 01-10-2015 | <p>Une allocation pour les aidants proches indépendants</p> <p>Les mesures existantes concernant les soins palliatifs et les soins donnés à un enfant gravement malade, sont élargies et deviennent une « allocation d'aidant proche ».</p> <p>Quiconque interrompt temporairement son activité professionnelle indépendante pour donner des soins à un proche, peut recevoir une allocation d'aidant proche, sous certaines conditions.</p> <p>Source : http://www.rsvz.be/nl/news/een-uitkering-bij-mantelzorg-door-zelfstandigen</p> |

| | |
|-----|---|
| 38. | <p>01-10-2015</p> <p>La Kids-ID disponible pour les enfants belges qui résident à l'étranger</p> <p>Depuis ce 1^{er} octobre 2015, les enfants belges de moins de 12 ans qui résident à l'étranger peuvent obtenir une Kids-ID auprès du poste consulaire belge où ils sont inscrits.</p> <p>Cette Kids-ID, totalement identique à celle déjà délivrée dans les communes en Belgique, va simplifier la vie de nombreuses familles belges qui résident à l'étranger.</p> <p>Source : http://diplomatie.belgium.be/nl/Newsroom/Nieuws/Perscommuniques/buitenlandse_zaken/2015/10/ni_211015_kids-id.jsp?referer=fc:314-274236-64</p> |
| 39. | <p>01-10-2015</p> <p>Simplification de l'enquête horticole</p> <p>Le contenu des formulaires a été simplifié en utilisant les sources administratives et le nombre d'entreprises soumises à l'enquête a été réduit de 40%.</p> <p>Source : Direction générale Statistique et Information économique du SPF Économie</p> |
| 40. | <p>22-10-2015</p> <p>La Direction générale Statistiques du SPF Économie opte pour les Open Data</p> <p>Le 22 octobre 2015, la Direction générale Statistiques du SPF Économie a ouvert son portail Open Data www.statbel.fgov.be/fr/statistiques/pendata. Ce portail rassemble de nombreux sets de données qui portent sur différents sujets, comme la population, les revenus ou l'occupation du sol. Les données sont mises à disposition sous un format « ouvert » et relativement convivial.</p> <p>Pour plus d'infos : www.statbel.fgov.be/nl/pendata</p> |
| 41. | <p>01-11-2015</p> <p>Lancement Healthdata.be</p> <p>Développée par l'Institut scientifique de la santé publique (ISP) et financée par l'INAMI, la plateforme Healthdata.be offre de nouvelles perspectives en matière d'e-Santé, en facilitant l'enregistrement et la conservation des données de santé fournies par divers prestataires de soins. À terme, Healthdata.be permettra également d'améliorer la qualité de la recherche en matière de santé.</p> <p>Conformément aux termes de l'accord passé entre l'INAMI et l'ISP, ces données pourront uniquement être communiquées à des chercheurs dûment autorisés et ce, sous réserve de conditions très strictes. Cet accord s'inscrit en droite ligne avec le Plan d'action e-Santé 2013-2018, et avec les priorités politiques de la ministre de la Santé, Maggie De Block.</p> <p>Source : http://www.riziv.fgov.be/nl/nieuws/Paginas/healthdata-interneplatform.aspx#.Vo6HifnhC70</p> |
| 42. | <p>06-11-2015</p> <p>SNCB : l'achat mobile, toujours plus rapide et facile!</p> <p>À partir de votre recherche horaires dans le planificateur de voyage, vous accédez directement à la fonction d'achat de billets. Une fois le billet sélectionné, vous pouvez effectuer le paiement avec les cartes de crédit VISA, MasterCard et American Express.</p> <p>Pour plus de facilité, vous pouvez choisir de conserver vos données de paiement dès le 1^{er} encodage. Lors de votre prochain achat, vous finaliserez alors votre commande en introduisant uniquement votre code de sécurité (CVC). Simple, non ?</p> |

| | | |
|-----|------------|---|
| | | <p>Une fois votre paiement accepté, un code-barres sera généré et enregistré dans la section « Vos billets » de l'application. Ce code-barres est votre titre de transport et est à présenter, ainsi que votre preuve d'identité, à l'accompagnateur lors de votre voyage.</p> <p>Source : http://www.belgianrail.be/fr/actualite/barcode-2D.aspx</p> |
| 43. | 09-11-2015 | <p>Durée d'attente pour pouvoir travailler après une demande d'asile réduite à 4 mois</p> <p>Par l'arrêté royal du 29 octobre 2015, la durée d'attente entre la demande d'asile et l'accès à un emploi rémunéré est raccourcie et passe de six à quatre mois.</p> <p>Base légale : Arrêté royal du 29 octobre 2015 modifiant l'article 17 de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers (M.B. du 9 novembre 2015).</p> |
| 44. | 01-12-2015 | <p>Introduction de flexi-jobs dans le secteur de l'horeca</p> <p>Depuis le 1^{er} décembre 2015, quiconque preste au moins un quatre-cinquième a le droit de prester un nombre illimité d'heures supplémentaires dans l'horeca, grâce aux « flexi-jobs ». Moyennant le respect de certaines conditions, le traitement et le pécule de vacances peuvent être intégralement exonérés de taxes et de cotisations sociales classiques ; l'employeur est néanmoins tenu de verser une cotisation spéciale de 25 % (fiscalement déductible). Le salaire net correspondra ainsi à 80 % des coûts salariaux bruts. Ce système est uniquement applicable aux travailleurs qui relèvent de la commission paritaire n° 302 (industrie hôtelière) et à tous les travailleurs intérimaires employés sous cette même commission. Le volet fiscal sera en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2016.</p> <p>Base légale : loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale (M.B. du 26 novembre 2015).</p> <p>Source : https://www.socialsecurity.be/site_nl/employer/infos/flexijob/index.htm</p> |
| 45. | 08-12-2015 | <p>Suppression de l'obligation de déclarer les paiements effectués par des sociétés à des personnes établies à Chypre, au Luxembourg ou aux Seychelles</p> <p>Le 30 octobre 2015, le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales a décidé que Chypre, le Luxembourg et les Seychelles ont mis effectivement et substantiellement en œuvre le standard international en matière de transparence et d'échange de renseignements fiscaux. Par conséquent, les sociétés n'ont plus l'obligation de déclarer les paiements effectués à des personnes établies dans ces États. Pour les sociétés qui tiennent une comptabilité par année civile, ceci implique que les paiements effectués en 2015 à des personnes établies à Chypre, au Luxembourg ou aux Seychelles ne sont plus visés par l'obligation de déclaration.</p> <p>Source : http://financien.belgium.be/nl/Actueel/opheffing-aangifteverplichting-van-betalingen-door-vennootschappen-aan-personen-gevestigd</p> |
| 46. | 09-12-2015 | <p>Site d'enregistrement TravellersOnline disponible pour les voyageurs vers les pays de l'Union européenne</p> |

| | | |
|------------|-------------------|---|
| | | <p>Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Didier Reynders a étendu le site travellersonline.diplomatie.be du SPF Affaires étrangères à l'enregistrement des voyages au sein de l'Union européenne (UE). Jusqu'à présent, le site ne permettait que l'enregistrement des données des voyageurs qui se rendaient dans des pays en dehors de l'UE.</p> <p>Via travellersonline.diplomatie.be, les Belges peuvent facilement et gratuitement informer les Affaires étrangères qu'ils partent en voyage. Sur le site, ils communiquent les informations relatives à leur voyage, leurs données personnelles ainsi que les coordonnées d'une personne de contact en Belgique. En cas de crise dans leur pays de destination, comme une catastrophe naturelle, une attaque ou un accident, les Affaires étrangères peuvent grâce à ces informations entrer en contact rapidement avec les compatriotes sur place et avec leurs familles, et donc mieux les aider. Les informations relatives au voyage sont automatiquement supprimées après deux semaines afin de respecter la vie privée des voyageurs.</p> <p>Ces derniers mois, TravellersOnline s'est révélé être un instrument efficace. Il a en effet permis de contacter rapidement nos compatriotes après les explosions dans le port de Tianjin (Chine) le 13 août, l'attentat à Bangkok (Thaïlande) le 17 août, le tremblement de terre au Chili du 16 septembre et le mouvement de foule mortel à la Mecque (Arabie saoudite) du 24 septembre. Les données de TravellersOnline sont également mises à la disposition de nos ambassades dans les pays où une crise peut potentiellement éclater.</p> <p>Depuis le lancement du site début juillet, 37.500 voyageurs ont déjà fait usage de ce nouveau service. Didier Reynders invite les compatriotes qui voyagent tant à l'intérieur et qu'à l'extérieur des pays de l'Union européenne à s'inscrire systématiquement sur travellersonline.diplomatie.be.</p> <p>Source : http://diplomatie.belgium.be/nl/Newsroom/Nieuws/Perscommuniques/buitenlandse_zaken/2015/12/ni_091215_travellersonline_e_eu.jsp?referer=tcm:314-275609-64</p> |
| <p>47.</p> | <p>12-12-2015</p> | <p>Simplification attestations pour plaques commerciales</p> <p>Depuis le 12 novembre 2015, il n'est plus nécessaire de fournir une attestation TVA papier pour une demande liée aux plaques commerciales (plaques marchand ou plaques essai) auprès de la DIV (SPF Mobilité et Transport). En effet, les données utiles seront transmises automatiquement à la DIV. Les données utiles seront transmises automatiquement à la DIV. Vous devez cependant toujours vous rendre à votre bureau de TVA pour introduire une demande.</p> <p>Vous pouvez à présent demander les attestations pour l'immatriculation de plaques commerciales (plaques « marchand » et plaques « essai ») sur place à votre bureau de TVA, par e-mail ou par courrier.</p> <p>Modifications pour le renouvellement d'une demande pour plaque « marchand » : en tant que concessionnaire de véhicules automobiles, vous devez avoir vendu, lors du renouvellement de vos plaques « marchand », au moins 12 véhicules par an pour</p> |

| | |
|-----|---|
| | chaque attestation TVA demandée. Vous devez joindre une copie de ces factures de vente lors de votre demande de renouvellement. Les ventes de véhicules en Belgique vers l'étranger (comme les exportations et les livraisons intracommunautaires) sont désormais également prises en compte pour déterminer si vous avez au moins vendu 12 véhicules par an. Prolongation de la période de renouvellement : en 2016, vous pouvez exceptionnellement introduire votre demande d'attestations TVA pour le renouvellement de plaques commerciales jusqu'au 29 février 2016. Source : http://financien.belgium.be/nl/Actueel/attesten-voor-commerci%C3%ABle-nummerplaten-kunt-u-nu-ook-e-mail-en-brief-aanvragen http://financien.belgium.be/nl/Actueel/151008_u_bent_garagist_koetswerkmaker_detailhandelaar_in_voertuigen_dit_zijn_de_wijzigingen_in_de_procedure_voor_de_commerci_le_platen |
| 48. | 23-12-2015 Mise à disposition de l'indice des prix à la consommation dans les Open Data L'indice des prix à la consommation est désormais repris dans le set des Open Data. Vous le retrouverez sur : http://economie.fgov.be/nl/statistieken/opendata/datasets/prijzen/ |
| 49. | 01-01-2016 Simplification des statistiques pour les entreprises du secteur du commerce de détail Dans le cadre de la modernisation des processus de production des statistiques et de la simplification administrative destinée à réduire les charges imputées aux entreprises belges, les statistiques des entreprises du secteur du commerce de détail sont réformées. Cette réforme s'articule autour de deux aspects : <ul style="list-style-type: none"> • la simplification du questionnaire envoyé aux grandes entreprises ; • la révision du plan de sondage : le monde des entreprises du commerce de détail a fortement évolué au cours des 50 dernières années. De ce fait, il y a lieu de revoir le plan de sondage, afin d'optimiser la récolte des données par rapport à la situation actuelle ; • dorénavant, les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 25.000 € ne seront plus interrogées, puisque le chiffre d'affaires cumulé de ces entreprises est négligeable, comparativement au chiffre d'affaires total du secteur. Base légale : arrêté royal du 12 octobre 2015 prescrivant une enquête mensuelle, par sondage, concernant le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises de commerce de détail effectuée par la Direction générale Statistiques - Statistics Belgium (M.B. du 23 octobre 2015). |
| 50. | 01-01-2016 Simplification des brevets d'invention et certificats de protection L'arrêté royal du 9 novembre 2015 concrétise une série de possibilités introduites par le Code de droit économique visant à simplifier le régime de taxation, dans l'intérêt des utilisateurs des systèmes de brevets belges. Base légale : arrêté royal du 9 novembre 2015 relatif aux taxes et surtaxes dues en matière de brevets d'invention et de certificats complémentaires de protection (M.B. du 25 novembre 2015) |

| | | |
|-----|------------|--|
| 51. | 01-01-2016 | <p>Hausse de la déduction pour investissement pour les investissements numériques L'arrêté royal du 2 décembre 2015 prévoit une hausse de la déduction pour investissement pour les investissements numériques, comme l'achat de terminaux de paiement, les systèmes de facturation électroniques et la sécurisation de l'ICT. Base légale : arrêté royal du 2 décembre 2015 modifiant l'AR/CIR 92 en ce qui concerne la déduction pour investissement pour les investissements numériques (M.B. du 8 décembre 2015).</p> |
| 52. | 01-01-2016 | <p>Éco-chèques électroniques à partir du 1^{er} janvier 2016 : simplification administrative et économies Un arrêté royal du 16 décembre 2015 prévoit l'introduction des éco-chèques électroniques. À l'instar des chèques-repas, une période de transition est prévue pendant laquelle les éco-chèques papier et électroniques cohabiteront. Base légale : arrêté royal du 16 décembre 2015 introduisant les éco-chèques électroniques et fixant les conditions d'agrément et la procédure d'agrément pour les éditeurs (M.B. du 24 décembre 2015). Source : http://www.presscenter.be/nl/pressrelease/20151012/elektronische-ecocheques-vanaf-1-januari-2016-administratieve-vereenvoudiging</p> |
| 53. | 01-01-2016 | <p>Rétablissement de la facture comme cause d'exigibilité de la TVA Depuis le 1^{er} janvier 2016, la loi du 6 décembre 2015 (M.B. du 17 décembre 2015) a rétabli et amélioré les anciennes règles en matière d'exigibilité de la TVA. Dans un contexte « B2B », cela signifie donc un retour à la situation d'avant 2013. Ainsi, c'est à nouveau la facture qui déterminera quand il y a lieu de verser la TVA au Trésor, tant pour les factures d'acompte que pour toutes les autres factures. En l'absence de facture, la date ultime d'exigibilité est le quinzième jour du mois suivant la livraison ou la prestation de service, soit la date ultime à laquelle l'entreprise doit délivrer sa facture, conformément à la loi. Dans le contexte « B2C », la TVA reste exigible au moment du recouvrement, peu importe le moment auquel la facture a été émise. L'on peut toujours satisfaire aux obligations TVA de manière anticipative (par ex. par les entreprises qui préfèrent appliquer les règles B2B). Base légale : loi du 6 décembre 2015 modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne l'exigibilité de la taxe (M.B. du 17 décembre 2015).</p> |
| 54. | 01-01-2016 | <p>Augmentation du seuil de 15.000 à 25.000 euros La loi du 6 décembre 2015 modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (M.B. du 17 décembre 2015) a porté de 15 000 à 25 000 euros (hors TVA) le plafond du chiffre d'affaires annuel pour l'application du régime des petites entreprises en matière de TVA. Ces petites entreprises ne doivent pas compter de TVA (et ne peuvent donc pas la déduire) et bénéficient d'une exonération de déclaration de TVA périodique. Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Base légale : loi du 6 décembre 2015 modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (M.B. du 17 décembre 2015). Arrêté royal du 18 décembre 2015 modifiant l'arrêté royal n° 19 du 29 juin 2014 relatif au régime de la franchise de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des petites entreprises (M.B. du 28 décembre 2015).</p> |

| | | |
|-----|------------|---|
| | | Source : http://financien.belgium.be/nl/Actueel/btw-vrijstellingsregeling-verhoging-van-de-drempel-tot-25000-euro-vanaf-1-januari-2016 |
| 55. | 01-01-2016 | <p>Exigibilité de la TVA dans les factures adressées aux autorités</p> <p>Pour les opérations entre entreprises et institutions publiques (B2G), depuis le 1^{er} janvier 2016, la TVA n'est exigible que lorsque le paiement a été reçu en tout ou en partie. Dès lors, cette loi prévoit que la TVA ne doit être versée qu'au moment où l'institution publique paie effectivement et que a TVA ne devra donc plus être préfinancée.</p> <p>Base légale : loi du 6 décembre 2015 modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne l'exigibilité de la taxe (M.B. du 17 décembre 2015).</p> |
| 56. | 01-01-2016 | <p>Généralisation et simplification des déclarations électroniques des risques sociaux</p> <p>Depuis le 1^{er} janvier 2016, certaines déclarations de risques sociaux (DRS) dans le secteur chômage ne peuvent plus être introduites que par voie électronique (e-DRS). L'obligation d'e-DRS est applicable aux déclarations de chômage mensuelles en vue du paiement de l'allocation (=indemnité).</p> <p>Il s'agit, d'une part, de situations où les travailleurs sont indemnisés en cas de suspension de leur contrat de travail (p. ex. allocation de chômage temporaire, allocation de vacances jeunes ou seniors) et, d'autre part, de situations où le travail est combiné avec une allocation (p. ex. allocations d'activation ou allocation de garantie de revenu pour les travailleurs à temps partiel).</p> <p>Concrètement, cela implique qu'à compter du mois de référence janvier 2016, les formulaires papier suivants disparaissent de la circulation : C3-2-EMPLOYEUR, C131B, C131B-ENSEIGNEMENT, C78, C78-ACTIVA, C78-ACTIVA-START, C78-ACTIVA-APS, C78.3, C78-SINE, C103-VACANCES JEUNES-EMPLOYEUR et VACANCES SENIORS-EMPLOYEUR.</p> <p>[Parallèlement à l'obligation d'e-DRS, une série de simplifications sont réalisées dans « toutes » les déclarations des risques sociaux. Depuis début 2016, le canal électronique deviendra graduellement obligatoire pour toutes les introductions de déclaration de risque social (DRS) (chômage, maladie, accident de travail).</p> <p>Depuis le 1^{er} janvier 2016, il est ainsi obligatoire d'introduire par voie électronique les déclarations mensuelles d'indemnisation pour le secteur chômage (scénario de paiement), à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • scénario 5 : chômage temporaire – remplace C3-2-employeur ; • scénario 6 : travail à temps partiel – remplace C131B et C131B-enseignement ; • scénario 7 : atelier protégé – remplace C78 ; • scénario 8 : activation – remplace C78-Activa, C78-Activa-Start, C78-Activa-APS, C78.3, C78-Sine • scénario 10 : vacances jeunes et seniors – remplace C103 Vacances jeunes-employeur et C103-Vacances seniors-employeur. <p>Source : http://www.rva.be/nl/nieuws/verplichting-tot-elektronische-aangifte-van-sommige-sociale-risicos-e-asr</p> |
| 57. | 01-01-2016 | <p>Le nouveau certificat d'incapacité de travail encourage la collaboration et la communication</p> <p>Au 1^{er} janvier 2016, le certificat de déclaration d'une incapacité de travail a pris une nouvelle forme.</p> |

| | | |
|-----|------------|---|
| | | <p>Le nouveau modèle encourage la collaboration et la communication entre le médecin traitant et le médecin-conseil de la mutualité. Il facilite l'accompagnement des patients en incapacité en vue de leur réinsertion sur le marché du travail lorsque c'est envisageable. Entre-temps, l'INAMI poursuit sur la voie de la modernisation et développe un certificat électronique pour 2017. Ceci en collaboration avec les représentants des médecins et des organismes assureurs.</p> <p>Source : http://www.riziv.fgov.be/nl/nieuws/Paginas/getuigschrift-arbeidsongeschiktheid.aspx#.Vo6G0fnhC70</p> |
| 58. | 01-01-2016 | <p>Chèques-repas – Uniquement électroniques</p> <p>Depuis le 1^{er} janvier 2016, les travailleurs peuvent uniquement payer leurs achats avec des chèques-repas électroniques. La Belgique devient ainsi le premier pays européen à procéder avec succès au passage intégral et définitif aux chèques-repas électroniques. Pour plus d'infos : www.mijnmaaltijdcheques.be</p> |
| 59. | 01-01-2016 | <p>Nouveau menu pour le numéro spécial pension 1765</p> <p>Les trois institutions de pension ont décidé d'adapter le menu du numéro spécial pension 1765 afin de le rendre plus intuitif pour les appelants. En lui demandant au préalable s'il est déjà pensionné, l'appelant reconnaîtra plus aisément sa propre situation.</p> <p>Source : http://www.onprvp.fgov.be/NL/about/news/paginas/1765_2016.aspx</p> |
| 60. | 01-01-2016 | <p>Simplification des règles comptables et économies pour les micro-entreprises</p> <p>La réforme comptable est parue au Moniteur belge le 30 décembre 2015. La publication de la loi et de l'arrêté royal y afférent ont concrétisé l'entrée en vigueur de la nouvelle réforme comptable le 1^{er} janvier 2016. L'une des principales innovations de la réforme consiste en l'introduction d'une nouvelle catégorie d'entreprises : les micro-entreprises. Plus de 80 % des entreprises belges sont désormais qualifiées de micro-entreprises, ce qui implique qu'elles peuvent déposer leurs comptes annuels selon un schéma simplifié. De plus, les seuils financiers pour la catégorie des petites entreprises sont relevés, de sorte que des milliers d'entreprises supplémentaires seront qualifiées de « petites entreprises » et pourront déposer des comptes annuels simplifiés. En outre, le coût du dépôt baissera sensiblement, d'environ 75 euros, pour les petites entreprises. Les micro-entreprises, qui constituent une sous-catégorie des petites entreprises, bénéficieront d'une réduction supplémentaire de 20 euros.</p> <p>Pour pouvoir être considérée comme « micro-entreprise », une entreprise peut, à la date de clôture du bilan, uniquement dépasser le seuil de l'un des trois critères suivants : un chiffre d'affaires de 700 000 euros, un bilan total de 350 000 euros et une moyenne de 10 travailleurs.</p> <p>Si les comptes annuels des micro-entreprises devraient rester identiques à ceux des petites entreprises s'agissant du bilan et du compte de résultats, ils ne devraient désormais contenir que cinq annexes au lieu de dix actuellement. Les entreprises qui font partie intégrante d'un groupe ne devraient pas pouvoir bénéficier du statut de « micro-entreprise ».</p> <p>L'obligation de publier au Moniteur belge la mention du dépôt des comptes annuels est supprimée.</p> <p>Base légale :</p> |

| | | |
|-----|------------|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Loi du 18 décembre 2015 transposant la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil (M.B. du 30 décembre 2015) Arrêté royal du 18 décembre 2015 transposant la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil (M.B. du 30 décembre 2015) <p>Source : http://trendstop.knack.be/nl/ontop/ondernemen/vereenvoudiging-en-besparing-voor-micro-ondernemingen-1021-377423.aspx</p> |
| 61. | 01-01-2016 | <p>Données de filiation disponibles dans le registre national</p> <p>Les communes avaient jusqu'au 1^{er} janvier 2016 pour compléter les données de filiation dans le registre national. Depuis cette date, les données suivantes de toutes les personnes inscrites dans le registre de la population sont disponibles dans le registre national :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la mention des ascendants au premier degré, que le lien de filiation soit établi dans l'acte de naissance, par décision judiciaire, par reconnaissance ou par une adoption ; – la mention des descendants au premier degré, que le lien de filiation soit établi dans l'acte de naissance, par décision judiciaire, par reconnaissance ou par une adoption. <p>Assise légale : Arrêté royal du 23 novembre 2014 modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 1992 déterminant les informations mentionnées dans les registres de la population et dans le registre des étrangers et l'arrêté royal du 8 janvier 2006 déterminant les types d'information associés aux informations visées à l'article 3, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, en vue de l'enregistrement des données relatives à la filiation (M.B. du 10 décembre 2014).</p> |
| 62. | 01-01-2016 | <p>Dépôt électronique également en dehors des heures d'ouverture des greffes</p> <p>Depuis le 1^{er} janvier 2016, les manipulations électroniques, comme le dépôt d'un acte, peuvent se faire à tout moment. Cependant, si un acte est entouré d'un délai prescrit à peine de nullité ou de déchéance, il doit bien évidemment toujours être accompli le jour où le délai échoit, avant minuit.</p> <p>Assise légale : Loi du 18 décembre 2015 modifiant la législation en ce qui concerne l'accomplissement électronique d'actes en dehors des heures d'ouverture du greffe (M.B. du 1^{er} janvier 2016).</p> |
| 63. | 07-01-2016 | <p>Le portail de la sécurité sociale a fait totalement peau neuve</p> <p>Le site portail de la sécurité sociale est l'accès par excellence à toutes les informations sur la sécurité sociale en Belgique. La partie Citoyen a récemment été renouvelée en profondeur tant en ce qui concerne son contenu que son aspect look & feel. Ainsi, la facilité d'utilisation du portail Citoyen a été nettement améliorée, les recherches sont plus aisées et la navigation a été simplifiée pour le</p> |

| | | |
|-----|------------|--|
| | | <p>citoyen. Cette rénovation est le résultat d'une étroite collaboration entre toutes les institutions publiques de sécurité sociale (IPSS), coordonnée par la Banque-carrefour de la sécurité sociale (BCSS) et le SPF Sécurité sociale.</p> <p>Source : http://socialsecurity.belgium.be/sites/default/files/content/docs/nl/nieuws/persberichten/pb-07012016-nl.pdf</p> |
| 64. | 08-01-2016 | <p>Arrondi des centimes d'euros également applicable aux paiements électroniques</p> <p>Depuis le 8 janvier 2016, les commerçants peuvent arrondir le montant total du ticket de caisse également en cas de paiement électronique. Jusqu'à présent, les commerçants ne pouvaient arrondir qu'en cas de paiement en espèces. Dans le cadre de cette extension, les pharmaciens pourront également pratiquer l'arrondi.</p> <p>Base légale : loi du 18 décembre 2015 portant des dispositions financières diverses, portant la création d'un service administratif à compatibilité autonome « Activités sociales », portant modification de la loi du 11 mai 1995 relative à la mise en œuvre des décisions du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies et portant une disposition en matière d'égalité des femmes et des hommes (M.B. du 29 décembre 2015).</p> <p>Source : http://economie.fgov.be/nl/binaries/20160107_persbericht_afronding_5_eurocent_tcm325-276091.pdf</p> |
| 65. | 16-01-2016 | <p>Centralisation auprès de la ville de Bruxelles des actes de l'état civil dressés en dehors des frontières du royaume</p> <p>La ville de Bruxelles est désormais compétente pour émettre des copies ou des extraits d'actes de l'état civil qui ont été dressés à l'étranger par des fonctionnaires consulaires. Cette modification vise à simplifier et à moderniser l'état civil pour les compatriotes qui résident à l'étranger en centralisant les actes étrangers en un seul lieu.</p> <p>Base légale : loi du 13 décembre 2015 abrogeant la loi du 14 juillet 1966 relative à certains actes de l'état civil dressés en dehors du Royaume (M.B. du 6 janvier 2016).</p> |
| 66. | 21.01.2016 | <p>Mypension.be : dès aujourd'hui le calcul en ligne de la première date de prise de cours est possible</p> <p>Depuis mai 2015, mypension.be est disponible pour les salariés, les indépendants et les fonctionnaires tant actifs que pensionnés. Via le dossier de pension en ligne ils pouvaient déjà, moyennant leur e-ID, lire électroniquement tout leur courrier, examiner leur carrière pension (données comptabilisées pour leur pension), demander leur pension et, pour les salariés et indépendants, consulter les montants de pension payés. La dernière nouveauté : les salariés, les indépendants et les fonctionnaires peuvent dès aujourd'hui calculer en ligne la date de prise de cours de leur pension.</p> <p>Source : http://www.inasti.be/fr/publication/communiquede-presse-mypensionbe-21012016</p> |
| 67. | 03-02-2016 | <p>Introduction de réclamation auprès du SPF Finances : désormais également possible par fax ou par e-mail</p> <p>Dorénavant, l'administration fiscale fédérale acceptera qu'une réclamation relative aux impôts sur le revenu fédéraux soit introduite par fax ou par e-mail.</p> <p>Assise légale : Circulaire AGFisc N° 5/2016 dd. 03.02.2016 (n° Ci.704.063).</p> |
| 68. | 18-02-2016 | <p>Medex adopte le principe Only Once pour ses formulaires</p> |

| | | |
|-----|------------|--|
| | | <p>Medex a adapté ses formulaires aux principes contenus dans la loi « Only Once ». Cette nouvelle loi interdit aux services de réclamer une nouvelle fois aux citoyens et aux entreprises des données déjà disponibles auprès des autorités fédérales. Le réemploi de données disponibles diminue les charges administratives, améliore la qualité du service et augmente l'efficacité des autorités fédérales.</p> <p>Plus d'infos : http://www.health.belgium.be/fr/news/medex-adopte-le-principe-only-once-pour-ses-formulaires</p> |
| 69. | 13-03-2016 | <p>Simplification de la statistique dans l'industrie de l'eau</p> <p>Les variables suivantes sont supprimées en vue de simplifier le formulaire d'enquête : nombre d'employés, nombre de travailleurs, nombre d'heures prestées, salaires bruts, sous-totaux : volume d'eau souterraine capté + volume d'eau de surface traité + volume d'eau reçu d'autres sociétés + volume d'eau de surface traité en vue de la distribution</p> <p>Assise légale : arrêté royal du 13 mars 2016 ordonnant l'élaboration d'une statistique mensuelle de la production dans l'industrie de l'eau (M.B. du 18 mars 2016).</p> |
| 70. | 14-03-2016 | <p>Simplification de la statistique sur le nombre d'heures prestées et le chiffre d'affaires dans certains établissements industriels</p> <p>Le formulaire d'enquête a été simplifié en supprimant toutes les questions relatives au salaire et au nombre d'employés et de travailleurs. Ces données sont en effet disponibles auprès de l'ONSS et, dans le respect de la loi Only Once, doivent être réutilisées.</p> <p>Assise légale : Arrêté royal du 14 mars 2016 prescrivant l'élaboration d'une statistique mensuelle sur le nombre d'heures prestées et le chiffre d'affaires dans certains établissements industriels (M.B. du 23 mars 2016).</p> |
| 71. | 17-03-2016 | <p>Un site unique pour les cours et tribunaux</p> <p>Toutes les informations relatives aux cours et tribunaux sont maintenant rassemblées sur un même site www.rechtbanken-tribunaux.be : du fonctionnement général des cours et tribunaux jusqu'aux détails pratiques pour chaque juridiction (adresses, coordonnées, etc.). Le citoyen y retrouvera également de la documentation et des outils pratiques. Aussi, il pourra, dans certains cas, connaître l'état d'avancement de son affaire (nouvelle affaire, en traitement ou prononcé) en saisissant sur le site Internet, le numéro de rôle ou une date de référence de son dossier. Le citoyen désirant savoir de quelle entité relève une division ou un canton donné, trouvera facilement cette information sur le nouveau site Internet.</p> <p>Source : http://justice.belgium.be/fr/nouvelles/andere_berichten_8</p> |
| 72. | 18-03-2016 | <p>Travail de nuit possible pour les activités liées au commerce électronique</p> <p>Au Moniteur belge du 18 mars 2016 est paru l'arrêté royal du 13 mars 2016 qui autorise le travail de nuit pour l'exécution de toutes les activités liées au commerce électronique dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire du commerce de détail indépendant (CP 201), la Commission paritaire des employés du commerce de détail alimentaire (CP 202), la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (CP 311) et la Commission paritaire des grands magasins (CP 312).</p> |

| | | |
|------------|-------------------|--|
| | | <p>Par ailleurs, chacune de ces commissions paritaires a conclu une convention collective de travail dans laquelle la procédure légale pour l'introduction d'un régime de travail comportant des prestations de nuit est encadrée pour ces activités liées au commerce électronique.</p> <p>Assise légale : arrêté royal du 13 mars 2016 qui autorise le travail de nuit pour l'exécution de toutes les activités liées au commerce électronique dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire du commerce de détail indépendant (CP 201), la Commission paritaire des employés du commerce de détail alimentaire (CP 202), la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (CP 311) et la Commission paritaire des grands magasins (CP 312) (M.B. du 18 mars 2016).</p> <p>Source : http://www.emploi.belgique.be/defaultNews.aspx?id=44710</p> |
| 73. | 28-03-2016 | <p>La défense a accès au Casier judiciaire central</p> <p>Désormais, plusieurs membres du personnel de la direction générale Human Resources du ministère de la Défense ont un accès direct aux données contenues dans le Casier judiciaire central et ne devront plus demander aux candidats de joindre un extrait à leur candidature.</p> <p>Assise légale : arrêté royal du 2 février 2016 modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'accès de certaines administrations publiques au Casier judiciaire central (M.B. du 28 mars 2016).</p> |
| 74. | 31-03-2016 | <p>Simplification de la procédure relative à la cession de la rémunération</p> <p>Cette disposition prévoit que l'envoi d'annexes au débiteur cédé est remplacé par des mentions dans les formulaires papier ou électroniques. Le créancier en porte la responsabilité. L'avant-projet propose également que le créancier ne soit plus contraint de joindre à la notification de la cession de la rémunération une copie certifiée de l'acte de cession de la rémunération. Outre la procédure par courrier recommandé, une procédure électronique est instaurée. La simplification proposée bénéficie aux créanciers-cessionnaires mais aussi aux entreprises et aux organismes qui constituent les débiteurs cédés.</p> <p>Base légale : Loi du 7 mars 2016 portant simplification de la procédure relative à la cession de la rémunération (M.B. du 21 mars 2016).</p> |
| 75. | 01-04-2016 | <p>Rapport social électronique pour les CPAS</p> <p>Depuis le 1^{er} avril 2016, les CPAS peuvent utiliser l'application « Rapport social électronique » (RSE). La circulaire du SPP IS expose ce projet plus en détail. Cette application a pour objectif de partager entre CPAS de données relatives à des clients et ce, de manière efficace, automatique et structurée. L'idée étant que les CPAS puissent consulter des données pertinentes et objectives concernant leurs clients auprès du CPAS qui était autrefois compétent pour cette personne. Plus concrètement, le nouveau CPAS compétent peut revenir jusqu'à 5 ans en arrière pour consulter les données relatives à son client auprès de l'ancien CPAS. Le SPF IS est d'avis que cet instrument améliore encore l'accompagnement social et permet d'éviter que les intéressés ne doivent communiquer les mêmes données à plusieurs reprises (principe « Only Once »).</p> |

| | | |
|-----|------------|---|
| | | <p>Base légale : Circulaire SPP Intégration sociale du 23 décembre 2015 concernant la mise en production du rapport social électronique.</p> <p>Source : http://www.mi-is.be/sites/default/files/documents/circulaire_rse.pdf</p> |
| 76. | 01-04-2016 | <p>L'ONP et le SdPSP ont fusionné pour devenir le Service fédéral des Pensions</p> <p>Le 1^{er} avril 2016, l'Office national des Pensions (ONP) et le Service des Pensions du Secteur Public (SdPSP) fusionneront pour former ensemble le Service fédéral des Pensions, en abrégé le SFP ou le Service Pensions. La continuité du paiement des pensions et des autres services est garantie.</p> <p>Source : https://www.socialsecurity.be/CMS/fr/news/citizen/archives/article.html?uid=e51de071555ba946014322d15aa4531f&archivedate=201604</p> |
| 77. | 09-04-2016 | <p>Les infirmiers peuvent vacciner seuls</p> <p>Depuis le 9 avril 2016, les infirmiers peuvent administrer des vaccins de manière indépendante ; la présence d'un médecin n'est plus requise. Il en va de même pour la préparation d'un vaccin. La prescription d'un vaccin reste bien entendu du ressort du médecin.</p> <p>Assise légale : Arrêté royal du 29 février 2016 portant modification de l'arrêté royal du 18 juin 1990 portant fixation de la liste des prestations techniques l'art infirmier et de la liste des actes pouvant être confiés par un médecin à des praticiens de l'art infirmier, ainsi que des modalités d'exécution relatives à ces prestations et à ces actes et des conditions de qualification auxquelles les praticiens de l'art infirmier doivent répondre (M.B. du 30 mars 2016).</p> |
| 78. | 01-05-2016 | <p>Lancement du projet pilote lettre de voiture électrique (eCMR)</p> <p>Depuis le 1^{er} mai 2016, les entreprises qui transportent des marchandises sur le territoire belge peuvent, moyennant le respect d'une série de conditions, remplacer leur lettre de voiture papier par une lettre de voiture électronique. L'expéditeur ou le commissionnaire, le transporteur et le destinataire doivent avoir accès à la lettre de voiture électronique.</p> <p>Assise légale : arrêté royal du 10 avril 2016 relatif à la lettre de voiture électronique (M.B. du 21 avril 2016).</p> |
| 79. | 03-05-2016 | <p>Lancement de SANITEL-MED, nouvelle application en ligne pour enregistrer l'utilisation des antibiotiques à usage vétérinaire</p> <p>SANITEL-MED, l'application en ligne pour enregistrer tous les antibiotiques à usage vétérinaire prescrits, fournis et administrés, est maintenant disponible. L'application en ligne se trouve sur www.afmps.be/fr/SANITEL-MED.</p> <p>La collecte de ces données doit aider à lutter contre la résistance aux antibiotiques. Le but est d'obtenir un meilleur aperçu de la quantité et du type d'antibiotiques attribués à chaque élevage. Une utilisation trop importante et incorrecte d'antibiotiques chez les animaux entraîne une augmentation de la résistance des bactéries. À terme, les antibiotiques seront alors moins efficaces. Les animaux malades ne pourront plus être aussi bien traités e, <i>in fine</i>, c'est la santé publique en pâture.</p> <p>Tant le vétérinaire que l'éleveur ont un rôle important à jouer dans le nouveau système. Depuis la fin mai 2016 SANITEL-MED est en outre accessible via le menu Sanitel. Les données peuvent aussi être transmises électroniquement via XML.</p> |

| | | |
|---|------------------------------|--|
| <p>Source : http://www.afmps.be/fr/news/lancement_de_sanitel_med_nouvelle_application_en_ligne_pour_enregistrer_lutilisation_des</p> | | |
| <p>80. 23-05-2016</p> <p>Simplification candidature magistrature et personnel judiciaire</p> <p>L'article 84 de la loi « Pot Pourri III » modifie l'article 287sexies du Code pénal, impliquant ce qui suit pour toutes les candidatures de personnel et magistrature :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le courrier recommandé est remplacé par le courrier électronique ; – le dépôt en deux exemplaires est supprimé ; – les diplômes et les pièces justificatives (réussite d'examens, attestation de bilinguisme, etc.) ne doivent plus être transmis lorsqu'ils ont déjà été remis lors d'une candidature précédente ou s'ils sont disponibles parce que le candidat est déjà membre (du personnel) de l'ordre judiciaire. <p>Sur la base des chiffres des candidatures déposées en 2015, cette modification de loi permettra une réduction potentielle des charges administratives de 804.544 euros.</p> <p>Assise légale : Loi du 4 mai 2016 relative à l'internement et à diverses dispositions en matière de Justice (Pot Pourri III) (M.B. du 13 mai 2016).</p> | <p>81. 01-06-2016</p> | <p>Modernisation des conditions d'agrément des sociétés coopératives et introduction d'un agrément à durée indéterminée</p> <p>Par l'arrêté royal du 4 mai 2016 modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrément des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives, les agréments seront dorénavant octroyés à durée indéterminée. Dans le même temps, les agents du SPF Économie vérifieront régulièrement si les groupements agréés et les coopératives d'entreprises agréées continuent de respecter les conditions d'agrément.</p> <p>L'agrément reste dès lors acquis tant que le groupement/l'entreprise coopérative continue de respecter les conditions d'agrément, telles que visées dans l'arrêté royal du 8 janvier 1962 susmentionné.</p> <p>Assise légale : arrêté royal du 4 mai 2016 modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrément des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives (M.B. du 17 mai 2016).</p> |
| <p>82. 10-06-2016</p> <p>Extraits de la BCE en anglais</p> <p>Une modification de l'article III.35 du Code de droit économique permet de fournir, à la demande d'une entreprise, un extrait de la BCE en anglais. L'entreprise n'est ainsi plus contrainte de faire traduire depuis l'une des trois langues officielles un extrait qu'elle souhaite utiliser à l'étranger.</p> <p>Assise légale : loi du 6 juin 2016 modifiant le Code de droit économique, en ce qui concerne les extraits de la Banque-Carrefour des Entreprises (M.B. du 21 juin 2016)</p> | <p>83. 14-06-2016</p> | <p>Les sourds et malentendants peuvent désormais se rendre en permanence dans 27 bureaux du SPF Finances</p> |

| | | |
|---|--|--|
| <p>Les sourds et malentendants peuvent désormais se rendre toute l'année dans 27 bureaux du SPF Finances en faisant gratuitement appel à l'assistance :</p> <ul style="list-style-type: none"> – d'un interprète en langue des signes à distance (disponible dans 12 bureaux en Wallonie, un à Bruxelles et 14 en Flandre) – d'une boucle magnétique mobile pour les malentendants avec ou sans appareil auditif (actuellement disponible dans sept bureaux). <p>Les permanences sont organisées pendant les heures d'ouverture habituelles, de 9 h à 12 h.</p> <p>Plus d'infos : http://finances.belgium.be/fr/particuliers/declaration_impot/declaration2016/aide_au_remplissage/doven_en_sleththorenden</p> | | |
| <p>84. 22-06-2016</p> <p>Le ministre Geens et les professions juridiques concluent un partenariat pour une Justice numérique</p> <p>Le ministre de la Justice, Koen Geens, et le SPF Justice ont conclu ce 22 juin 2016 un protocole de coopération en matière d'informatisation avec les organisations professionnelles des avocats, des notaires et des huissiers de justice. Comme le plan Justice le précise également, ces prestataires de services juridiques assument un rôle important dans le développement stratégique de l'ICT. Ceci, en premier lieu, en offrant des applications ICT appropriées à leurs praticiens, à l'Ordre judiciaire et à d'autres acteurs de la Justice.</p> <p>Le protocole est l'expression de la coopération entre ces partenaires et arrête un certain nombre de principes de base pour une approche constructive durable. Les principes importants auxquels tous les partenaires s'engagent sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – coopération sur le plan technique et interconnexion de plateformes ICT – échange d'information et d'expérience – tenue régulière de moments de concertation stratégique – coopération en matière de communication et de formation pour rendre possible la transition vers une Justice numérique <p>Les professions s'engagent également à soutenir un certain nombre de projets : e-Box, e-Deposit, e-Payment, le registre du règlement collectif des dettes, etc.</p> <p>Assise légale : http://justice.belgium.be/sites/default/files/protocole_daccord_0.pdf</p> <p>Source : http://justice.belgium.be/fr/nouvelles/Coop%C3%A9ration%20pour%20une%20Justice%20num%C3%A9rique</p> | | |
| <p>85. 22-06-2016</p> <p>ASBL et fondations : Biztax, le seul moyen pour rentrer votre déclaration à l'impôt des personnes morales</p> <p>Depuis l'exercice d'imposition 2015, la déclaration fiscale de votre ASBL ou fondation doit obligatoirement être rentrée en ligne via Biztax.</p> <p>Les ASBL et fondations ne recevront donc plus de déclaration papier.</p> <p>Plus d'infos : http://finances.belgium.be/fr/Actualites/asbl-et-fondations-biztax-le-seul-moyen-pour-renter-votre-d%C3%A9claration-%C3%A0-l%E2%80%99imp%C3%B4t-des</p> | | |
| <p>86. 30-06-2016</p> <p>Prime de pratique intégrée en médecine générale</p> | | |

| | |
|-----|---|
| | <p>À partir de 2016, les médecins généralistes peuvent recevoir, sous certaines conditions, une prime pour soutenir leur pratique et l'utilisation des services e-Health (prime de pratique intégrée).</p> <p>Assise légale :</p> <p>http://www.inami.fgov.be/SiteCollectionDocuments/accord_medecins_mutualites_2016_2017.pdf</p> <p>Source : http://www.inami.fgov.be/fr/professionnels/sante/medecins/aide/pratique-integree/Pages/default.aspx#.V7RmvE195D8</p> |
| 87. | <p>30-06-3016</p> <p>Simplification coopération non gouvernementale</p> <p>Le 30 juin 2016, une nouvelle loi sur la Coopération belge est entrée en vigueur. Elle implique surtout des changements pour la coopération non gouvernementale.</p> <p>Cette loi réduit et simplifie drastiquement le nombre des « instruments de subvention » ; seul le programme perdurera mais avec assorti d'exigences d'information moindres. En outre les Cadres stratégiques communs (CSC) permettront à l'administration d'évaluer les programmes de manière transversale, et non au cas par cas.</p> <p>Assise légale : Loi du 16 juin 2016 modifiant la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement (1) (M.B. du 30 juin 2016).</p> <p>Source :</p> <p>http://diplomatie.belgium.be/fr/newsroom/nouvelles/2016/des_changements_dans_la_cooperation_non_gouvernementale</p> |
| 88. | <p>01-07-2016</p> <p>Le nouveau service en ligne My Handicap remplace la procédure de demande papier</p> <p>Depuis le 1^{er} juillet 2016, la DG Personnes handicapées change sa procédure de demande d'allocations. Dorénavant, il n'est plus nécessaire de se rendre à la commune pour des formulaires papier. La demande se fait complètement en ligne.</p> <p>Introduisez-vous même une demande sur myhandicap.belgium.be en vous connectant avec votre carte d'identité électronique et votre code pin. Vous pouvez cocher quelles sont les allocations ou les mesures que vous souhaitez demander. Selon les allocations choisies, un questionnaire interactif vous demande de renseigner les données administratives relatives à votre degré d'autonomie. Cette demande est envoyée par voie électronique à la DG Personnes handicapées. Indiquez également le nom de votre médecin traitant. La DG Personnes handicapées s'adresse elle-même au médecin traitant mentionné dans le questionnaire pour recueillir les données médicales.</p> <p>Vous ne savez pas bien quelles sont les mesures et allocations auxquelles vous pouvez prétendre ? Dans ce cas, vous pouvez également effectuer un examen en ligne (voir « Suis-je admissible? »). Si vous ne connaissez pas bien la loi, vous pouvez voir à quelles mesures allocations vous pouvez avoir droit. Le fait qu'elles soient accordées ou non dépend de l'enquête administrative et éventuellement médicale de la DG Personnes handicapées.</p> <p>Source : https://www.socialsecurity.be/CMS/fr/news/citizen/article.html?uid=a03bce2c555ba9460176feaf12bc51d5</p> |
| 89. | <p>01-07-2016</p> <p>Centres « Particuliers », « Petites et Moyennes Entreprises » et « Grandes Entreprises » à présent entièrement opérationnels</p> |

| | | |
|-----|------------|--|
| | | <p>Au sein du SPF Finances, l'Administration Générale de la Fiscalité (AGFisc) a restructuré ses services. Depuis le 1^{er} juillet, l'AGFisc est devenue une organisation orientée groupe cible et non plus orientée matière. Les trois administrations Particuliers, Petites et Moyennes Entreprises et Grandes Entreprises sont à présent complètement opérationnelles. A cet effet les divisions gestion et prestation de service sont aujourd'hui également mises en place.</p> <p>À partir d'aujourd'hui, pour chaque contribuable, un seul bureau sera compétent pour la gestion de tous les types d'impôt :</p> <ul style="list-style-type: none"> – En tant que particulier vous pouvez vous adresser à un team gestion Particuliers. – En tant qu'indépendant ou PME vous pouvez vous adresser au même bureau aussi bien pour votre impôt des personnes physiques, votre impôt des sociétés que pour votre TVA. – En tant que grande entreprise il y a un seul point de contact central, la division coordination de secteur. <p>Source : http://finances.belgium.be/fr/Actualites/centres-%C2%AB-particuliers-%C2%BB-%C2%AB-petites-et-moyennes-entreprises-%C2%BB-et-%C2%AB-grandes-entreprises-%C2%BB-%C3%A0</p> |
| 90. | 01-07-2016 | <p>Simplification du travail des étudiants</p> <p>Cet arrêté supprime, pour le travail des étudiants, la référence aux 50 premiers jours déclarés d'occupation et ne maintient qu'une référence au contingent de 50 jours d'occupation par année calendrier, selon les termes d'un contrat de travail pour étudiants. Cette mesure permet une combinaison plus aisée entre le travail des étudiants et le travail occasionnel. Cette modification supprime donc le régime de priorité qui imposait d'utiliser d'abord le contingent d'étudiants et ensuite le contingent de travailleurs occasionnels. L'employeur est désormais libre de son choix.</p> <p>Base légale : Arrêté royal du 15 juillet 2016 portant modification des articles 17bis, 25, 31bis, 32 et 32bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, article 1^{er} (M.B. du 26 juillet 2016).</p> |
| 91. | 01-07-2016 | <p>Fin de l'obligation de dépôt du listing des clients assujettis à la TVA</p> <p>Depuis le 1^{er} juillet 2016, les petites entreprises, au sens de l'article 56bis du Code sur la TVA (exonération régime petites entreprises) ne sont plus tenues de déposer un listing des clients, s'il s'agissait normalement d'un listing « néant ».</p> <p>Base légale : Loi-programme du 1^{er} juillet 2016, article 41 (M.B. du 4 juillet 2016)</p> |
| 92. | 02-07-2016 | <p>Lancement du « Registre central pour le recouvrement de dettes d'argent non contestées »</p> <p>Le Registre central pour le recouvrement de dettes d'argent non contestées ou RCRD est une base de données informatisée gérée par la Chambre nationale des huissiers de justice dans laquelle sont collectées les données nécessaires pour contrôler le déroulement correct des procédures de recouvrement de dettes d'argent non contestées et pour rendre exécutoire le procès-verbal de non-contestation. L'huissier de justice envoie au Registre central, dans les trois jours ouvrables, une copie de tous les exploits, citations, notifications, communications, facilités de paiement ou procès-verbaux et, le cas échéant, de leurs annexes. Les données contenues dans le Registre central sont conservées pendant dix ans.</p> |

| | |
|-----|--|
| | <p>Les huissiers de justice peuvent enregistrer et consulter directement les données du Registre central par partie sommée ou par créancier.</p> <p>Base légale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loi du 19 octobre 2015 modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice (M.B. du 22 octobre 2015) ; - A.R. du 16 juin 2016 fixant l'entrée en vigueur des articles 9 et 32 à 40 de la loi du 19 octobre 2015 modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice, et portant exécution des articles 1394/25 et 1394/2 du Code judiciaire (M.B. du 22 juin 2016). |
| | <p>Pour plus d'infos : https://www.youtube.com/watch?v=UM98IS3RJ94</p> |
| 93. | <p>04-07-2016</p> <p>Demande en ligne frais d'intervention du Service des créances alimentaires du SPF Finances</p> <p>Vous désirez introduire une demande d'intervention et/ou une demande de renouvellement du droit aux avances auprès du Service des créances alimentaires (SECAL) du SPF Finances ? Vous pouvez désormais le faire en complétant un formulaire en ligne, disponible sur la page suivante : http://financien.belgium.be/nl/particulieren/gezin/onderhoudsgeld/davo/ik_ben_anderhoudsgerechtigde/het_aanvraagformulier_indienen</p> |
| 94. | <p>14-07-2016</p> <p>Extension de l'accès au point de contact central des données bancaires auprès de la Banque Nationale</p> <p>La loi-programme du 1^{er} juillet 2016 étend, sous certaines conditions, l'accès aux données détenues auprès du point de contact précité. Ainsi, le ministère public, les juges (d'instruction), la cellule anti-blanchiment d'argent, divers fonctionnaires fiscaux et les notaires ont accès au PCC.</p> <p>Base légale : loi-programme du 1^{er} juillet 2016 (M.B. du 4 juillet 2016).</p> |
| 95. | <p>21-08-2016</p> <p>La réclamation en matière d'impôt sur les revenus reste valable, même si elle a été envoyée à un fonctionnaire non compétent</p> <p>À partir de la date précitée, une réclamation qui n'a pas été adressée au conseiller général territorialement compétent de l'Administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus, mais à un autre fonctionnaire de cette administration, et que le contrôleur qui a établi l'imposition ou son chef de service), reste recevable. Le dépôt de la réclamation concernée est valable à partir de la réception de la réclamation. Le fonctionnaire qui l'a reçue est tenu de la transmettre immédiatement au conseiller général compétent.</p> <p>Base légale : loi du 3 août 2016 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'introduction d'une réclamation écrite (M.B. du 11 août 2016).</p> |
| 96. | <p>01-10-2016</p> <p>Simplification de la délivrance du sticker des plaques d'immatriculation commerciales</p> |

| | | |
|-----|------------|---|
| | | <p>Contrairement aux années précédentes, le titulaire d'une immatriculation commerciale (tant marchand qu'essai) ne doit plus présenter dans une station de contrôle technique pour obtenir le sticker de prolongation de la validité.</p> <p>Le sticker est présent dans l'enveloppe avec le nouveau certificat d'immatriculation.</p> <p>Base légale : arrêté royal du 28 septembre 2016 modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1996 portant réglementation de l'immatriculation des plaques commerciales pour véhicules à moteur et remorques (M.B. du 6 octobre 2016).</p> |
| 97. | 01-10-2016 | <p>Dorénavant, la signature du contrat de travail intérimaire pourra aussi se faire par ordinateur personnel, tablette ou smartphone</p> <p>À partir du 1^{er} octobre 2016, les contrats de travail pourront également être conclus par ordinateur personnel, tablette ou smartphone. Sur proposition du Conseil National du Travail, le vice-Premier ministre et ministre de l'Emploi Kris Peeters a élaboré un projet de loi supprimant la règle des 48 heures pour le travail intérimaire et élargissant la possibilité de signer des contrats de travail électronique par ordinateur personnel, tablette ou smartphone.</p> <p>Désormais, la constatation écrite du contrat de travail intérimaire pourra se faire de trois manières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Par un contrat écrit classique; - Par un contrat électronique qui est signé au moyen d'une signature électronique qualifiée, la « e-ID », une possibilité qui existe déjà l'heure qu'il est ; - Par un contrat électronique qui est signé au moyen de tout autre type de signature électronique, à condition que celle-ci permette de garantir l'identité des parties, leur consentement sur le contenu du contrat et le maintien de l'intégrité de ce contrat (p.ex. code pin via tablette, smartphone, ordinateur personnel, ..). <p>Assise légale : ?? (pas encore publiée)</p> <p>Source : http://www.emploi.belgique.be/defaultNews.aspx?id=45135</p> |
| | | |
| | | |

Bruxelles,
20.03.2017
Brussel,

38/D.17-21

COMMISSION DES RELATIONS INDIVI-
DUELLES DU TRAVAIL

COMMISSIE INDIVIDUELE ARBEIDS-
VERHOUDINGEN

Objet : Accord interprofessionnel 2017-2018 du 2 février 2017 – Défis sociétaux – Simplification administrative

Onderwerp : Interprofessioneel akkoord 2017-2018 van 2 februari 2017 – Maatschappelijke uitdagingen – Administratieve vereenvoudiging

Au sein de l'Accord interprofessionnel du 2 février 2017 pour la période 2017-2018, les interlocuteurs sociaux ont prévu au point D.2 portant sur la « Simplification administrative », qu'ils formuleront des propositions pour simplifier la réglementation existante et les formalités administratives de façon à diminuer la complexité, les charges et les coûts administratifs tout en maintenant les droits d'information, les droits sociaux et la protection sociale.

Lors de sa réunion du 1^{er} février 2017, le Bureau a souhaité anticiper les travaux et solliciter la collaboration des institutions de sécurité sociale afin de rassembler une documentation et des éléments pertinents nécessaires à l'examen demandé par le Groupe des Dix.

Les membres trouveront ci-joint la réponse de la BCSS.

In het interprofessioneel akkoord van 2 februari 2017 voor de periode 2017-2018, hebben de sociale gesprekspartners in punt D.2 "Administratieve vereenvoudiging" bepaald dat ze voorstellen zullen formuleren om de bestaande regelgeving en de administratieve formaliteiten te vereenvoudigen, teneinde de complexiteit en de administratieve lasten en kosten terug te dringen, met behoud van de informatierechten, de sociale rechten en de sociale bescherming.

Tijdens de vergadering op 1 februari 2017 heeft het Bureau de wens uitgedrukt te anticiperen op de werkzaamheden en een beroep te doen op de medewerking van de socialezekerheidsinstellingen om documentatie te verzamelen, alsook pertinente elementen die noodzakelijk zijn voor het onderzoek waarom de groep van Tien heeft verzocht.

De leden vinden hierbij het antwoord van de KSZ.

x x x

2.900-2



Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid

Willebroekkaai, 38
1000 Brussel
tel 02-741 83 11
fax 02-741 83 00
www.ksz-bcss.fgov.be

De heer Paul Windey
Voorzitter
De heer Jean-Paul Delcroix
Secretaris
Nationale Arbeidsraad
Blijde Inkomstlaan 17-21
1040 Brussel

| |
|----------------------|
| C.N.T. - N.A. |
| 27 FEB. 2017 |
| N ^o 95077 |

dienst **Innovatie en
Beleidsondersteuning**

datum 22 februari 2017

onze ref

uw ref

contact Peter MAES

telefoon 02/741.84.20

betreft **Interprofessioneel akkoord 2017-2018 – Administratieve vereenvoudiging.**

Mijnheer de Voorzitter,
Mijnheer de Secretaris,

Met verwijzing naar Uw schrijven van 7 februari 2017, vindt U hierbij gevraagd overzicht. Vooreerst wens ik te beklemtonen dat de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid (KSZ) sinds haar ontstaan een cruciale rol speelt als dienstenintegrator in de sociale sector, overeenkomstig de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid (KSZ-wet).

Hierbij heeft zij steeds geijverd voor een herziening van de processen en relaties tussen de 3.000 instanties die actief zijn in de sociale sector (federale instanties, gewestelijke en gemeenschapsinstanties, lokale, publieke en private instanties) en tussen deze instanties, intermediaire organisaties, de burgers en de ondernemingen. Zij heeft bij deze procesherziening steeds de nadruk gelegd zowel op de administratieve vereenvoudiging voor burgers en ondernemingen als op een efficiëntiewinst voor overheden.

De Kruispuntbank bevraagt hiertoe elk voorjaar alle gebruikers naar de prioriteit te realiseren projecten voor het volgende jaar. Op basis hiervan stelt de Kruispuntbank, na overleg met betrokken instellingen, elk jaar tegen de maand oktober een lijst op van de nieuwe projecten die gedurende het volgende jaar zullen worden voorbereid of uitgevoerd, evenals hun onderlinge prioriteit, rekening houdend met de beschikbare capaciteit voor de realisatie hiervan.

Evenwel moet worden beklemtoond dat, met het oog op vereenvoudiging en een maximaal hergebruik van de beschikbare gegevens (only once) en, indien mogelijk, de automatische toekenning van rechten, bepaalde projecten slechts op een relevante wijze kunnen worden uitgevoerd na een voorafgaandelijke globale herdenking van processen. Hierbij wordt onder meer onderzocht welke begrippen, met respect voor ieders

Bijlagen:

Openbare instelling onder toezicht
van de minister van Sociale Zaken

beleidsbevoegdheid, gecoördineerd en geharmoniseerd moeten worden enerzijds en welke referentieperiodes op elkaar afgestemd moeten worden anderzijds ('legoblokjesfilosofie'). Als de basisconcepten en de referentieperiodes niet voldoende worden afgestemd, kunnen gegevens immers niet worden hergebruikt en leidt dit tot een meervoudige gegevensinzameling bij burgers en ondernemingen en een suboptimale Only Once.

Vervolgens geeft onderstaand overzicht, zoals gevraagd, een bondige en niet exhaustieve samenvatting van relevante projecten uit het verleden, het heden en de toekomst.

Dmfa – ASR - Afstemming van de processen tussen de sociale en fiscale sector en harmonisering sociaal en fiscaal loonbegrip

In de sociale sector werd de procesoptimalisatie in grote mate gerealiseerd, onder meer door de multifunctionele aangifte van loon- en arbeidstijdgegevens (DMFA), die werd gelanceerd in 2003. Hierbij stuurt de werkgever via de driemaandelijke aangifte aan de RSZ de loon- en arbeidstijdgegevens door die betrekking hebben op zijn werknemers. De aangifte is multifunctioneel, wat betekent dat ze niet louter dient om op een correcte manier de verschuldigde socialezekerheidsbijdragen te berekenen. De in de aangifte vermelde gegevens worden eveneens gebruikt door de verschillende instellingen van sociale zekerheid die belast zijn met het verstrekken van uitkeringen in het kader van de sociale zekerheid.

Als sluitstuk van deze hervorming worden tegen 2021, in overleg met de RSZ, het tijdspad en de randvoorwaarden, die werden vastgelegd door de Nationale Arbeidsraad, uitgevoerd om te komen tot een veralgemening van de elektronische aangiften van sociaal risico (sectoren werkloosheid, uitkeringen en arbeidsongevallen).

Ten slotte zouden de processen tussen de sociale en de fiscale sector kunnen worden geharmoniseerd, met een harmonisering van het sociaal en fiscaal loonbegrip. Dit kan leiden tot volgende vereenvoudiging:

- de FOD Financiën maakt bij voorinvulling gebruik van de reeds in de sociale sector beschikbare informatic over loon- en vervangingsinkomsten;
- werkgevers moeten geen inkomstenfiches van hun werknemers meer overmaken aan de FOD Financiën;
- de FOD Financiën moet de aangegeven gegevens niet meer vergelijken met deze voorkomend op de inkomstenfiches overgemaakt door de werkgevers en de actoren in de sociale sector.

eBox Burger

In 2012 zag het ambitieuze project "e-box burger" het licht. Inmiddels hebben meer dan 320.000 burgers een geactiveerde eBox en zijn meer dan 12.500.000 documenten via de eBox aan de burgers verstuurd.

Om het gebruik van de eBox te stimuleren, wordt het best geëvolueerd naar een gefedereerde ICT-architectuur waarbij de burger via een door hem of haar gekozen

elektronische toegangspoort en met single sign-on zoveel mogelijk elektronische documenten kan raadplegen en daarop zoveel mogelijk functionaliteiten kan toepassen (bv. elektronische betaling). Daartoe werkt de KSZ in samenwerking met Fedict op dit ogenblik een visie uit, in overleg met bestaande privé-initiatieven.

Dit initiatief heeft tot doel om ervoor te zorgen dat elektronische documenten die zijn opgeslagen in authentieke bronnen (zoals bv. MyPension), in de eBox voor burgers of in andere documentenbanken door de burger geïntegreerd kunnen worden ontsloten vanuit verschillende devices (pc, tablet, smartphone) en met single sign-on. Het wil de penetratiegraad van de eBox, zowel aan de kant van de verzenders als aan de kant van de bestemmingen, evenals het aantal elektronische documenten verhogen. Ervaringen opgedaan met succesvolle implementaties in het buitenland leren immers dat burgers slechts massaal naar elektronische brievenbussen overschakelen indien omzeggens alle voor hen bestemde documenten via één elektronisch kanaal toegankelijk zijn, ongeacht in welke documentenbank ze beschikbaar zijn.

Automatische toekenning van rechten

In uitvoering van het federale regeerakkoord dat meermaals en onder verschillende rubrieken verwijst naar een verdere automatisering van de toekenning van aanvullende rechten, heeft de KSZ een project gerealiseerd dat aan de toekennende instellingen de mogelijkheid biedt om het verlenen van aanvullende rechten verregaand te vereenvoudigen.

De KSZ heeft hiertoe een gemeenschappelijke, geconsolideerde database (buffer-DB 'geharmoniseerde sociale statuten') in productie genomen die de meest gebruikte statuten bevat in het kader van de toekenning van aanvullende rechten. De buffer-DB is inmiddels in gebruik voor de gas- en elektriciteitssector (Soctar) en de gegevens van de buffer-DB zullen op korte termijn ook worden gebruikt door AquaFlanders en de VMM. Tevens zijn er besprekingen en analyses aan de gang met andere sectoren zoals het Belgisch Instituut voor Post- en Telecommunicatiediensten (BIPT) en de NMBS.

Andere statuten kunnen op termijn naargelang de behoeften en de opportuniteiten in de buffer-DB worden toegevoegd.

De KSZ gaat daarnaast enerzijds de instanties verder bewust maken van de complexiteit van de statuten die op dit ogenblik worden gebruikt en anderzijds ertoe aanzetten om naargelang de politieke of budgettaire opportuniteit de sociale standaardstatuten te gebruiken die voordelen bieden op twee vlakken, namelijk op het vlak van de informatie-inzameling waardoor het recht zoveel mogelijk automatisch kan worden toegekend en op het vlak van de transparantie van de toekenningsvoorwaarden ten opzichte van de burgers.

Consolidatie loopbaangegevens

In de vorige jaren werd werk gemaakt van een consolidatie op het vlak van wettelijke en aanvullende pensioenen met het oog op de herbruikbaarheid voor alle takken van de sociale zekerheid en een geïntegreerde dienstverlening aan gepensioneerden. In het kader van hun respectievelijke opdrachten op het vlak van wettelijke en aanvullende pensioenen en teneinde het beheer van gegevens tussen de instellingen verder te

optimaliseren, wordt bij FPD, RSVZ en Sigedis maximaal gestreefd naar een éénmalige opslag van gegevens en een verdere consolidatie van de infrastructuur.

Enerzijds werd het Athena-programma, dat bestaat uit het bouwen van een volwaardige multisectoriële loopbaandatabank met geconsolideerde gegevens, die werden samengebracht uit verschillende authentieke bronnen, verder uitgebouwd.

Anderzijds werd een gegevensbank "opbouw aanvullende pensioenen" (DB2P) opgericht bij SIGeDIS die gegevens bevat betreffende alle Belgische en buitenlandse voordelen voor werknemers, zelfstandigen en ambtenaren die een aanvulling vormen op het wettelijk pensioen. Dit project laat een betere controle toe van de toepassing van de fiscale en sociale wetgeving inzake tweedepijlerpensioenen. De burger kan inmiddels zijn rechten in de eerste en tweede pensioenpijler raadplegen via MyPension. Tenslotte zal ook vermelde loopbaandatabank worden opengesteld voor de burger in de eerste helft van 2017.

ISI+-kaart en afbouw van het gebruik van de SIS-kaart en evolutie eID

In 2011 startte ook de voorbereiding van de geleidelijke afschaffing van de SIS-kaart op 1 januari 2017 en het gebruik van de elektronische identiteitskaart (eID) als tool om toegang te krijgen tot een beveiligd netwerk waarin de zorgverstrekkers de verzekerbaarheidstoestand van hun patiënten kunnen raadplegen. Tevens wordt geleidelijk een "ISI+-kaart" uitgereikt aan de personen die niet over een geldige elektronische identiteitskaart kunnen beschikken en aan alle kinderen onder de twaalf jaar.

Daarnaast wordt nagedacht over de verdere evolutie van de eID als instrument voor de fysieke en elektronische identificatie en als middel van elektronische authenticatie van de identiteit met een kaartlezer als middel voor de bootstrap van één of meerdere andere elektronische authenticatiemiddelen.

Andere projecten

Bij het vaststellen van de prioriteitenlijst wordt, naast de noodzaak tot technische evolutie, rekening gehouden met de mogelijkheid tot vereenvoudiging van de regelgeving enerzijds en de return on investment evenals de herbruikbaarheid van de nieuwe projecten anderzijds. In 2016 werden 1,1 miljard berichten uitgewisseld via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid. Er kan onder meer worden gewezen op onderstaande ontwikkelingen.

- de FOD Financiën kan langs elektronische weg een verzoek tot inhouding meedelen aan de RJV. Hierdoor konden meer dan 40.000 aangetekende brieven worden vervangen. De toepassing e-deduction zal verder worden uitgebreid naar de privé-sector (banken,...) met als voordelen een aanzienlijke tijds winst, een kwaliteitsverbetering en kostenbesparing;
- in 2017 zal een gegevensuitwisseling in productie worden genomen tussen de FOD Justitie en verschillende instellingen van sociale zekerheid. Dankzij deze stroom zullen deze instellingen te weten komen wanneer een persoon in de gevangenis belandt of eruit wordt ontslagen (ook wanneer hij een elektronisch enkelband krijgt)

en dus voor welke periodes hij sociale uitkeringen en voor welke periodes hij geen sociale uitkeringen kan krijgen (werkloosheidsuitkeringen, leefloon, uitkeringen van de ziekteverzekering, ...).

G-Cloud

De KSZ heeft haar rol als drijvende kracht van het G-Cloudprogramma verder opgenomen. De G-Cloud is een gemeenschappelijk programma van alle federale overheidsdiensten. Ze beoogt twee doelen, enerzijds de globale informaticakosten drukken dankzij het delen van infrastructuur en diensten en anderzijds de efficiëntie verhogen.

Inmiddels is een hybride cloud-omgeving beschikbaar. Deze omgeving, die bestemd is voor de federale overheden en door hen wordt beheerd, wordt in datacenters gehost die onder het toezicht staan van de federale overheid of van privépartners wanneer de aard van de diensten en van de gegevens het toelaten. Dankzij dit model worden infrastructuur en informaticatoepassingen in de vorm van diensten beschikbaar gesteld voor de overheidsadministraties.

Deze aanpak leidt tot besparingen door schaafeffecten en is soepel omdat ze enkel gebruik maakt van de nodige capaciteiten. Als gevolg hiervan kan worden bespaard op de werkings- en investeringskosten.

De G-Cloud wordt aangestuurd door een strategisch comité dat maandelijks samenkomt en is samengesteld uit de leidende ambtenaren van de voornaamste federale overheidsdiensten (FOD), de openbare instellingen van sociale zekerheid (OISZ) en de instellingen van openbaar nut (ION). Dit strategisch comité bepaalt de prioriteiten en de samenwerkingsmodaliteiten. De administrateur-generaal levert hieraan een essentiële persoonlijke bijdrage.

De G-Cloud biedt reeds infrastructuurdiensten (netwerk, gegevensverwerking en -opslag), diensten voor het beheer en de beveiliging van de internettoegangen, een ontwikkelings- en uitvoeringsplatform voor businessstoepassingen en diensten voor een eengemaakte communicatie (telefonie, mailverkeer, videoconferentie) aan. Bij de diensten is "back-up as a service" momenteel operationeel. Andere diensten worden op dit ogenblik geanalyseerd of geïmplementeerd (archivering, datawarehouse, elektronisch documentenbeheer, ...).

Rationaliseren uitvoeringsmodaliteiten zesde staatshervorming

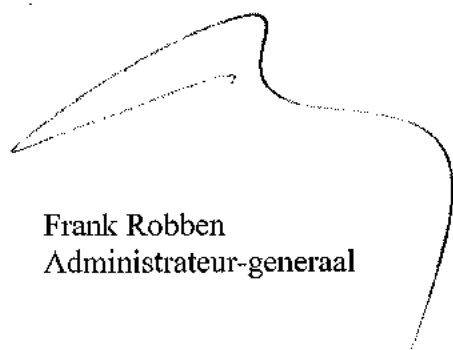
Ten slotte moet aandacht worden besteed aan de projecten en diensten in het kader van de zesde Staatshervorming, zoals:

- de regionalisering binnen de werkloosheidssector: gegevensuitwisselingen met betrekking tot de procedures van beschikbaarheid alsook de controle en de vrijstellingen;
- de overheveling naar het Vlaams Zorgfonds van de gegevensstromen met betrekking tot de tegemoetkoming hulp aan bejaarden;

- het opzetten van nieuwe gegevensuitwisselingen en het aanpassen van bestaande gegevensuitwisselingen voor het doelgroepenbeleid dat nu een bevoegdheid van de gewesten is.

De administratieve uitvoerbaarheid van de zesde staatshervorming moet worden gewaarborgd; de KSZ zou hierbij, na een haalbaarheidsstudie, kunnen evolueren naar een thematische interfederale dienstenintegrator.

Hoogachtend,



Frank Robben
Administrateur-generaal

Bruxelles,
20.03.2017
Brussel,

38/D.17-22

COMMISSION DES RELATIONS INDIVI-
DUELLES DU TRAVAIL

COMMISSIE INDIVIDUELE ARBEIDS-
VERHOUDINGEN

Objet : Accord interprofessionnel 2017-2018 du 2 février 2017 – Défis sociétaux – Simplification administrative

Onderwerp : Interprofessioneel akkoord 2017-2018 van 2 februari 2017 – Maatschappelijke uitdagingen – Administratieve vereenvoudiging

Au sein de l'Accord interprofessionnel du 2 février 2017 pour la période 2017-2018, les interlocuteurs sociaux ont prévu au point D.2 portant sur la « Simplification administrative », qu'ils formuleront des propositions pour simplifier la réglementation existante et les formalités administratives de façon à diminuer la complexité, les charges et les coûts administratifs tout en maintenant les droits d'information, les droits sociaux et la protection sociale.

Lors de sa réunion du 1^{er} février 2017, le Bureau a souhaité anticiper les travaux et solliciter la collaboration des institutions de sécurité sociale afin de rassembler une documentation et des éléments pertinents nécessaires à l'examen demandé par le Groupe des Dix.

Les membres trouveront ci-joint la réponse de FEDRIS.

In het interprofessioneel akkoord van 2 februari 2017 voor de periode 2017-2018, hebben de sociale gesprekspartners in punt D.2 "Administratieve vereenvoudiging" bepaald dat ze voorstellen zullen formuleren om de bestaande regelgeving en de administratieve formaliteiten te vereenvoudigen, teneinde de complexiteit en de administratieve lasten en kosten terug te dringen, met behoud van de informatierechten, de sociale rechten en de sociale bescherming.

Tijdens de vergadering op 1 februari 2017 heeft het Bureau de wens uitgedrukt te anticiperen op de werkzaamheden en een beroep te doen op de medewerking van de socialezekerheidsinstellingen om documentatie te verzamelen, alsook pertinente elementen die noodzakelijk zijn voor het onderzoek waarom de groep van Tien heeft verzocht.

De leden vinden hierbij het antwoord van FEDRIS.

x x x

2.900-3



NOTE au CNT

6 mars 2017

Point sur la simplification administrative en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles

Réalisations

AT secteur privé (loi de 71)

Les travaux de modernisation et simplification au niveau des AT ont débuté avec les plans de l'E-government et plus particulièrement les divers projets de simplification administrative initiés à l'égard des employeurs et des assurés sociaux : DMFA, Dimona et DRS (secteur privé). Dans ce cadre, début des années 2000, le FAT (Fonds des accidents du travail) a été désigné comme réseau primaire gestionnaire du réseau secondaire composé par les assureurs AT pour la transmission des données vers la BCSS.

Partant du constat que le degré de redondance des informations transmises au FAT et aux autres acteurs de la sécurité sociale était tel que l'investissement ne pouvait se limiter au mode de transmission des données, il a été décidé de réorganiser et d'optimiser tous les échanges entre les assureurs et le FAT en développant un concept de gestion événementielle (projet EVA/LEA : Liaison électronique en AT). Ainsi, les divers événements depuis la création de la police d'assurance AT jusqu'à la survenance du sinistre et le règlement de celui-ci ont été analysés et des flux standardisés ont été développés par tous les assureurs AT pour communiquer avec le Fat.

Concrètement, les échanges électroniques suivants ont été mis en place :

- Communication mensuelle des périodes indemnisées en incapacité de travail (IT) pour compléter l'information transmise par l'ONSS (DMFA) auprès de FAMIFED et de l'ONVA ainsi que vers les institutions qui en font la demande.
- Réception et distribution des DRS électroniques faites via le portail de la sécurité sociale.
- Délivrer, sur base des déclarations DMFA, des bons Primula qui permettent à l'assureur de calculer la prime AT à réclamer à l'employeur.
- Récolte des informations « Calcul du salaire de base » permettant de fixer l'indemnisation de la victime d'un AT.
- Echange bilatéral avec le secteur AMI : communication des données de la déclaration AT, la recevabilité AT, ainsi que les début et fin d'incapacité et réception des réponses du secteur AMI relatif à ses débours.
- Communication des données de la déclaration AT vers les services externes de prévention.
- Consultation du répertoire des allocations familiales (CADAF).
- Consultation du Cadastre des pensions.

Suite à la création d'un répertoire sectoriel des polices une action préventive contre le risque de défaut d'assurance est menée : au moment de son inscription au répertoire des employeurs de l'ONSS un avis part à l'employeur, suivi d'un rappel si nécessaire.

Annuellement, sur base de la banque de données des accidents déclarés, Fedris envoie une lettre aux entreprises qui dépassent de 3x l'indice de risque de leur secteur d'activité pour les sensibiliser à mener une politique de prévention des accidents.

AT secteur public (loi de 67)

« Publiato » est un projet initié par le FAT pour répondre à une exigence européenne d'harmonisation des statistiques des accidents du travail. Début 2012, partant de son expérience avec la déclaration des AT dans le secteur privé, le FAT a proposé l'instauration de la déclaration électronique obligatoire des accidents du travail pour les employeurs publics (assujettis à la loi du 03.07.1967). Le SPF P&O et Medex ont collaboré au projet, qui s'intégrait bien dans la politique de modernisation des services publics.

La mise en place du projet a été phasée :

- Depuis le 01.01.2014, les employeurs publics ont l'obligation de faire la déclaration électronique d'accident via le portail de la sécurité sociale lors de la réception de la déclaration de la victime et de communiquer leur décision quant à la prise en charge de celui-ci.
- Depuis le 01.01.2015, les périodes d'incapacité de travail ainsi que le règlement règlement de l'accident (déclaration de guérison, incapacité permanente ou accident mortel) font également l'objet d'une communication via Publiato.
- Depuis le 15.02.2017, les informations relatives aux données déclaration AT, recevabilité AT et périodes d'incapacité temporaire sont communiquées au secteur AMI.

Beroepsziekten

Wat betreft de materie beroepsziekten heeft het ex-Fonds voor beroepsziekten (FBZ) in de laatste 10 jaar op het vlak van vereenvoudiging eveneens een aantal acties verwezenlijkt. De diverse bestuursovereenkomsten over deze periode nemen doelstellingen in verband hiermee op. Tevredenheidsmetingen uitgevoerd bij het doelpubliek gaven indicaties waar vereenvoudigingen aangewezen waren.

Werden gerealiseerd:

- Gezondheidstoezicht op de stagiairs: het FBZ komt tegemoet in de kosten van de gezondheidsbeoordeling van stagiairs die voor rekening zijn van de werkgever wanneer het een verplichte gezondheidsbeoordeling betreft. Het FBZ betaalt het bedrag van de tegemoetkoming rechtstreeks aan de betrokken diensten voor preventie en bescherming op het werk. Hiertoe heeft het FBZ een procedure ontwikkeld die kadert in de idee van de administratieve vereenvoudiging en in het E-government. Deze procedure verloopt volledig elektronisch.
- Procedurebeschrijvingen: het FBZ heeft een systeem voor procedurebeschrijvingen ingevoerd met als doel de procedures op regelmatige basis te rationaliseren, coördineren, beheren en controleren. Procedurebeschrijvingen brengen de verbeter- of overtollige punten aan het licht en geven zo aanleiding tot een vereenvoudiging ervan. Daarbij werd ook gedacht aan vernieuwingen, waarbij voor bepaalde aandoeningen de wijze van instructie van de dossiers diende herbekeken te worden. Voor de aanvragen tendinopathie en carpaal tunnelsyndroom worden hoofdzakelijke tijdelijke arbeidsongeschiktheden toegekend, hetgeen op een andere manier moet benaderd worden dat de toekenning van blijvende arbeidsongeschiktheden. De sequentiële benadering wordt verlaten, meerdere acties worden tegelijkertijd ondernomen waardoor er efficiënter samengewerkt wordt tussen de diverse actoren.
- Gegevensuitwisseling: het FBZ heeft de nieuwe technologieën aangewend die gebruikt worden om binnen de sociale zekerheid gegevens uit te wisselen tussen de instellingen onderling. De Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid heeft immers verschillende webservices ontwikkeld om het Rijksregister en de KSZ-registers te kunnen raadplegen. Daarnaast bestaan er ook al een aantal webservices om het pensioenkadaster te ondervragen. Deze nieuwe technologieën werden eveneens gebruikt bij het herschrijven van de bestaande mainframe-toepassing die toelaat om het Rijksregister en het KSZ-register online te raadplegen.
- Fusie FAO – FBZ: sedert 1 januari 2017 zijn het FAO en het FBZ gefusioneerd tot Fedris (Federaal agentschap voor beroepsrisico's). Veel van de wetgeving, de processen van de kernopdrachten, de doelpublieken, de belanghebbenden en de sociale partners van beide instellingen zijn identiek, naburig

of compatibel zodat deze fusie de specificiteit van de beroepsrisico's bijeen brengt. De zichtbaarheid van het beroepsrisico moet hierdoor groter worden en de sociaal verzekerde heeft het voordeel zich te kunnen richten tot één instantie. Het werk is echter nog niet af (zie verder).

Ce qui est en cours de réalisation

- L'analyse est en cours pour la mise à disposition de données AT (secteur privé) en consultation : projet Carbonat. Le but est de permettre aux institutions de pouvoir consulter les données AT quand elles le souhaitent ; actuellement, c'est Fedris qui communique dans une logique événementielle, la consultation n'a pas encore été développée.
- Echange AMI/AT (secteur privé) sur les données de règlement AT.
- Une étude sur la faisabilité de rendre la DRS électronique obligatoire pour le secteur privé est en cours ; cela permettrait de résoudre le problème de la « déclaration papier » qui comporte encore des données qui ne peuvent plus être demandées selon la loi Only Once.
- Réécriture des applicatifs AT et MP devrait permettre à terme d'étendre la consultation Cadaf (allocations familiales) pour les dossiers MP et avoir un seul système pour les intégrations AT et MP au niveau de la BCSS. A cette occasion, certains formulaires qui contreviennent à la loi Only Once seront adaptés.
- Transmission des données AT du secteur public vers les services externes de prévention.
- Positionering Fedris: er wordt verder gewerkt om synergieën (o.a. de processen van de nieuwe instelling opstellen om de processen te rationaliseren en te vereenvoudigen en om nutteloze stromen te vermijden) tot stand te brengen en zo beter de sociaal verzekerde te bedienen. Dit zal nog een paar jaar in beslag nemen.
- Een project BZ m.b.t. de terugbetaling van de vaccins en van de antistoffenbepalingen tegen het hepatitis B virus volgens verschillende scenario's, en dit in functie van de immuniteitsgraad van de betrokken werknemer. Bedoeling is tot een administratieve vereenvoudiging te komen voor het doelpubliek van dit project, nl. de arbeidsgeneeskundige diensten. De front- en de back office wordt gemoderniseerd via meer performante informaticatoepassingen. De terugbetaling zal gebeuren op basis van een door de diensten voor preventie en bescherming op het werk afgeleverd elektronisch ondertekende factuur. Het terugbetalen van de immuniteitsonderzoeken vermijdt daarenboven het onnodig toedienen van vaccins. Een bijkomende vereenvoudiging is dat de "voorafgaande toestemming van het FBZ" geschrapt wordt (moet gebeuren via koninklijk besluit).
- Samenwerkingsovereenkomsten met expertisecentra om de diagnose van de beroepsdermatosen (BZ) te optimaliseren: om het formalisme voor de verzekerde te vergemakkelijken werd een formulier specifiek voor dermatosen ontworpen. De versnelde procedure moet toelaten om de diagnose met een maximale graad van precisie te bevorderen. Dit project moet nog geëvalueerd worden.
- Dematerialisatie met als doel op volledig elektronische wijze de gegevens of documenten te beheren die in Fedris circuleren. Hierdoor zou het mogelijk worden om informatie in 'real time' te centraliseren en dus de duur voor de uitwisseling van gegevens aanzienlijk te beperken, het verlies van dossiers te vermijden, het verbruik van papier te verminderen.
- De oprichting van het Nationaal College voor Socialeverzekeringsgeneeskunde inzake arbeidsongeschiktheid belast met, onder andere, het voorstellen van gestandaardiseerde methoden voor de evaluatie van de arbeidsongeschiktheid met als doelstelling een harmonisatie van de evaluaties in de verschillende sectoren van de sociale zekerheid. Fedris is vertegenwoordigd en dient aldaar de specificiteit van de sector van de beroepsrisico's te verdedigen, meer bepaald in het kader van de evaluatie van tijdelijke arbeidsongeschiktheden.
- Ontwikkeling van het elektronisch platform eHealth (voor de bevordering en ondersteuning van elektronische dienstverlening en informatie-uitwisseling m.b.t. gezondheidszorg): dit is een belangrijke maatregel voor de aanmoediging van administratieve vereenvoudigingen voor BZ. Dit project kent op technisch vlak een moeizaam verloop.

Eveneens in dit kader is voor BZ de ontwikkeling van een elektronische aanvraag een belangrijk element in het streven naar klantvriendelijkheid. Als voorbereiding op een veralgemening werd gedacht om de elektronische aangifte voor het voortgezet gezondheidstoezicht bij slachtoffers van sinonasale kanker, veroorzaakt door houtstof, ter beschikking te stellen. De aangifte heeft in dit geval enkel betrekking op de blootstelling, hetgeen een grotere soepelheid toelaat bij de ontwikkeling van het elektronisch formulier, aangezien er geen sprake is van gevoelige medische informatie. Desondanks verloopt de vooruitgang van dit project niet zo vlot als verwacht.

- Momenteel worden de aanvragen uit de publieke sector onderzocht door het medisch expertisecentrum van de federale overheid (MEDEX). Fedris (materie BZ) vervult indien gevraagd een zuiver ondersteunende expertisefunctie. Fedris gaat de mogelijkheden na voor het gelijkschakelen van de werkwijze voor de publieke sector aan deze voor de sector PPO (voorontwerp beslissing). Indien dit zou verwezenlijkt worden, slaat Fedris de weg in om zijn expertise ter beschikking te stellen aan een grotere waaier van overheidsdiensten.

A prévoir

- Pour une meilleure exploitation du cadastre des pensions, il serait indiqué d'adapter la réglementation en AT pour éviter la création de paiement indus lors de l'application des règles de cumul entre une prestation en AT et l'octroi d'une pension. En effet, le Cadastre des pensions dispose de l'information relative à la date de prise de cours de la pension dès que le paiement de cette pension est effectif ; or, pour pouvoir adapter à temps les paiements en AT, Fedris doit avoir connaissance de la date de prise de cours de la pension au moins un mois à l'avance car le transfert d'un capital doit être réclamé aux assureurs AT.
- Voor BZ zou een vlotte elektronische toegang tot gegevens met betrekking tot betalingen door de mutualiteit en periodes van afwezigheid, een administratieve overlast vermijden, waardoor de sociaal verzekerde sneller zijn beslissing krijgt en waarbij er praktisch geen onterechte uitbetalingen meer zouden zijn, hetgeen de sociaal verzekerde soms in een moeilijke situatie brengt.
- In het kader van Fedris zal een gemeenschappelijke en coherente benadering van de beroepsrisico's moeten ontwikkeld worden, m.b.t. de aspecten "expertise", "preventie" en "beroepsherinschakeling". Wat betreft dit laatste, zal moeten onderzocht worden in welke mate Fedris kan deelnemen aan de herinschakeling van de sociaal verzekerde in het beroepsleven, rekening houdend met de beroepsrisico's die een individueel gevaar kunnen zijn. Dit zal een aanpassing van de bestaande wetgeving vereisen.
- De wetgeving BZ voor de slachtoffers van de privésector en die van de publieke sector op elkaar afstemmen. Doelstellingen hiervan zijn gelijkheid en efficiëntie nastreven tussen de verschillende statuten die er nu bestaan. Ook dit zal noodzakelijkerwijs gepaard gaan met wettelijke aanpassingen.
- De bestaande formulieren in overeenstemming brengen met de 'only once'-vereisten.

Bruxelles, le 31 octobre 2017

38/D.17-22 bis

COMMISSION DES RELATIONS INDIVIDUELLES DU TRAVAIL

Objet : Accord interprofessionnel 2017-2018 du 2 février 2017 – Défis sociétaux – Simplification administrative

Par le document 38/D.17-22, les membres ont reçu la contribution de FEDRIS quant à l'objet sous rubrique. Les membres trouveront ci-joint une réponse complémentaire de FEDRIS.

x x x

2.900-3 bis

- L'extension du champ d'application et la fixation des modalités d'application de la loi sur les accidents du travail du 10 avril 1971 et de la loi du 3 juillet 1967 (pour le secteur public) pour les personnes qui effectuent ou font effectuer des prestations de travail dans le cadre d'une formation pour un travail rémunéré permettront de clarifier et d'uniformiser la position juridique des personnes concernées et, en même temps, de procéder à une simplification administrative : enregistrement dans Dimona et Dmfa simplifiée, de sorte que les canaux existants pour la transmission d'informations aux entreprises d'assurances (ASR, Primula) et au sein du réseau de la sécurité sociale puissent être utilisés et que l'on puisse se passer d'informations parallèles.
- La mise en œuvre du projet Bel-EESSI pour le secteur des accidents du travail et celui des maladies professionnelles remplacera l'utilisation de formulaires papier par des flux électroniques entre institutions de sécurité sociale de l'Union européenne.

Bruxelles,
20.03.2017
Brussel,

38/D.17-25

COMMISSION DES RELATIONS INDIVI-
DUELLES DU TRAVAIL

COMMISSIE INDIVIDUELE ARBEIDS-
VERHOUDINGEN

Objet : Accord interprofessionnel 2017-2018 du 2 février 2017 – Défis sociétaux – Simplification administrative

Onderwerp : Interprofessioneel akkoord 2017-2018 van 2 februari 2017 – Maatschappelijke uitdagingen – Administratieve vereenvoudiging

Au sein de l'Accord interprofessionnel du 2 février 2017 pour la période 2017-2018, les interlocuteurs sociaux ont prévu au point D.2 portant sur la « Simplification administrative », qu'ils formuleront des propositions pour simplifier la réglementation existante et les formalités administratives de façon à diminuer la complexité, les charges et les coûts administratifs tout en maintenant les droits d'information, les droits sociaux et la protection sociale.

Lors de sa réunion du 1^{er} février 2017, le Bureau a souhaité anticiper les travaux et solliciter la collaboration des institutions de sécurité sociale afin de rassembler une documentation et des éléments pertinents nécessaires à l'examen demandé par le Groupe des Dix.

Les membres trouveront ci-joint la réponse de l'INAMI.

In het interprofessioneel akkoord van 2 februari 2017 voor de periode 2017-2018, hebben de sociale gesprekspartners in punt D.2 "Administratieve vereenvoudiging" bepaald dat ze voorstellen zullen formuleren om de bestaande regelgeving en de administratieve formaliteiten te vereenvoudigen, teneinde de complexiteit en de administratieve lasten en kosten terug te dringen, met behoud van de informatierechten, de sociale rechten en de sociale bescherming.

Tijdens de vergadering op 1 februari 2017 heeft het Bureau de wens uitgedrukt te anticiperen op de werkzaamheden en een beroep te doen op de medewerking van de socialezekerheidsinstellingen om documentatie te verzamelen, alsook pertinente elementen die noodzakelijk zijn voor het onderzoek waarom de groep van Tien heeft verzocht.

De leden vinden hierbij het antwoord van de RIZIV.

x x x

2.900-6

Projets simplification administrative
Projecten Administratieve Vereenvoudiging

| N° Nr. | Titre Titel | Description courte Korte omschrijving | Administrations concernés Betrokken administraties | Date cible Streefdatum | Réalisation Realisatie | Service INAMI Dienst RIZIV | État d'avancement Stand van zaken |
|--|---|--|---|---------------------------|---------------------------|-------------------------------|--|
| Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Sociales et de la Santé publique Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid | | | | | | | |
| Realisations - Realisaties | | | | | | | |
| 01 | Extension de l'application <u>Qermid</u> (implants) avec stents coronaires <u>Uitbreiding Qermid-toepassing (implantaten) met coronaire stents</u> | L'application de demande par voie électronique d'autorisation pour la pose d'implants et l'enregistrement de celle-ci a été étendue au placement de stents coronariens. <u>De toepassing om elektronisch de toelating te vragen voor het plaatsen van implantaten en de registratie hiervan werd uitgebreid met betrekking tot het plaatsen van coronaire stents.</u> | RIZIV/INAMI eHealth-platform | | 28-02-2012 | DGV/SSS | Toepassing in productie voor de coronaire stents sedert 1 maart 2012 Ondertussen is een webtoepassing voor de elektronische registratie in productie voor volgende implantaten: - de hartdefibrillatoren (januari 2010) - de pacemakers (1 januari 2011) - de endoprothesen (op 1 juli 2011) - de coronaire stents (1 maart 2012) <u>14/01/2014</u> : PROJECTEN AFGESLOTEN - Verdere uitrol system-to-system ongoing voor andere sectoren zelfde als project 019 ! |
| 02 | Demande automatisée de primes informatiques <u>Geautomatiseerde aanvraag informaticapremies (Primoto)</u> | La demande pour une prime informatique pourra être traitée par les professionnels en soins de santé <u>De aanvraag voor een informaticapremie zal door de professionelen in de gezondheidszorg elektronisch kunnen worden ingediend.</u> | RIZIV / INAMI eHealth-platform | | 01-06-2012 | DGV/SSS | <u>14/01/2014</u> : Vanaf het toepassingsjaar 2012 wordt voor de huisartsen een elektronische procedure voorzien voor het indienen en verwerken van vergoedingsaanvragen in het kader van de informaticapremie. Deze toepassing is in productie sedert oktober 2013 (voor de aanvragen en betaling van de premies mbt toepassingsjaar 2012). PROJECT AFGESLOTEN |
| 03 | MyCareNet - soins <u>infirmier</u> à domicile <u>MyCareNet - Thuisverpleging</u> | Via cette application, les dispensateurs de soins actifs dans les soins à domicile peuvent contrôler l'assurabilité de leurs patients, gérer les factures électroniques et les documents médico-administratifs. <u>Via deze toepassing kunnen zorgverstrekkers actief in de thuisverpleging de verzekeraar van hun patiënten controleren, elektronisch factureren en de medisch-administratieve documenten beheren.</u> | RIZIV / INAMI eHealth-platform | | 01/07/2012 | DGV/SSS | 2013 + <u>14/01/2014</u> : Toepassing reeds operationeel, datums hebben betrekking op invoering verplicht gebruik. PROJECT AFGESLOTEN |
| 04 | Enregistrement online du suivi des soins pour diabétiques et dialysés <u>Online registratie zorgtrajecten diabetes en nierdialyse.</u> | Développement d'une application web qui permet d'enregistrer le suivi des soins pour diabétiques et dialysés. <u>Ontwikkeling van een webtoepassing die toelaat zorgtrajecten inzake diabetes en nierdialyse te registreren.</u> | RIZIV/INAMI eHealth-platform | | 01-07-2012 | DGV/SSS | <u>14/01/2014</u> : ACHIL is een beveiligde webtoepassing die gebruik maakt van de diensten van het eHealthplatform, en via de welke de gegevens inzake de afgesloten zorgtrajecten door de huisartsen worden geregistreerd. Op procesmatige basis. De geregistreerde gegevens werden gebruikt voor het uitvoeren van de evaluatie van de zorgtrajecten in 2013. De evaluatie van de zorgtrajecten is positief : verbetering van de kwaliteit van zorg, tevreden patiënten, succes van de gegevensinzameling. Met als gevolg: de verderzetting van de zorgtrajecten diabetes type 2 en chronische nierinsufficiëntie. PROJECT AFGESLOTEN |
| 05 | Lancement eHealthbox (version 2) <u>Lancering eHealthbox (versie 2)</u> | Via cette mailbox sécurisée on pourra échanger toute sortes d'informations entre les assureurs et les services intéressés <u>Via deze beveiligde mailbox zullen allerlei berichten tussen verstrekkers en alle betrokken diensten kunnen uitgewisseld worden.</u> | eHealth-plaform RIZIV/INAMI FOD VVLD/SPF FAGG | | 19-12-2013 | | <u>14/01/2014</u> : Een eerste verzending via de eHealthbox is uitgevoerd. Een communicatie ivm de betaling van de praktijktoelage voor de huisartsen werd via de eHealthbox verzonden op 19 december 2013. PROJECT AFGESLOTEN ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid 2013-2015 (actiepunt 17) |
| 06 | Extension du cadastre des professionnels des soins de santé <u>Uitbreiding van het kadaster van de professionals in de gezondheidszorg.</u> | Le cadastre des professionnels des soins de santé a été étendu aux kinés, logopèdes, dentistes et maisons médicales. <u>Het kadaster van de professionals in de gezondheidszorg werd uitgebreid met de gegevens van de kinesitherapeuten, logopedisten, tandartsen en medische huizen.</u> | RIZIV / INAMI eHealth-platform | | 31-12-2012 | DGV/SSS | Gegevensbanken zijn OK. Gerealiseerd. <u>14/01/2014</u> : PROJECT AFGESLOTEN |
| 07 | Election électronique des Kinésithérapeutes <u>Elektronische verkiezing kinesitherapeuten</u> | Après les médecins et les dentistes, les kinés aussi pourront élire électroniquement leurs délégués. <u>Na de artsen en de tandartsen zullen nu ook de kinesitherapeuten hun afgevaardigden elektronisch kunnen verkiezen.</u> | RIZIV / INAMI | | 01-01-2013 | DGV/SSS | 15/12/2012: Project afgerond. Aangezien er maar 1 kandidaat was die aan de voorwaarden voldeed was een elektronische stemming niet nodig. <u>14/01/2014</u> : PROJECT AFGESLOTEN, het elektronisch stemmen wordt een procesmatig activiteit. |

| | | | | | | | |
|-----|--|---|-----------------------------------|------------|------------|---------|--|
| 08 | e-prescription - ambulant (e-med / Recip-e) e-prescription - ambulant (e-med / Recip-e) | Cette application doit permettre de prescrire et de donner des soins ambulatoires. Deze toepassing moet toelaten ambulant geneesmiddelen voor te schrijven en dit voorschrift door te geven. | RIZIV/INAMI eHealth-platform | 01-07-2013 | 01-03-2014 | DGV/SSS | 14/01/2014: Pilootproject ongoing Recip-e is klaar voor gebruik. Vanaf 1 maart 2014 zal de functionaliteit beschikbaar zijn in de gehomologeerde toepassingen voor de artsen en de apotheken. PILOOTPROJECT AFGESLOTEN 17/03/2017: zie vervolgproject |
| 09 | Présentation online d'une demande d'accréditation Online indienen van accrediteringsaanvragen | L'application pour la gestion des dossiers d'accréditation va être étendu avec un module qui permettra la demande online. De toepassing voor het beheer van accrediteringsdossiers zal worden uitgebreid met een module die een online aanvraag mogelijk maakt. | RIZIV / INAMI | 01-07-2013 | 01-01-2014 | DGV/SSS | 14/01/2014: Het project voor het online indienen van de accrediterings-aanvraag zit in de finale fase (ICT-toepassing is klaar - de testen zijn lopend). Voorziene realisatiedatum begin 2014. PROJECT AFGESLOTEN (sinds 2014) zie vervolgproject - online accrediteringsmodule voor tandartsen |
| 010 | MyCareNet - Labo's MyCareNet - Labo's | Les labos peuvent, via cette application, contrôler l'assurabilité des patients et facturer électroniquement. Labo's kunnen via deze toepassing de verzekeraar van patiënten controleren en elektronisch factureren. | RIZIV / INAMI eHealth-platform | 01-01-2014 | | DGV/SSS | 14/01/2014 :Toepassing reeds beperkt operationeel, datum heeft betrekking op invoering verplicht gebruik. Verplichting vanaf 1 januari 2014 voor de facturatie van de labo's klinische biologie. Een aantal labo's (oudere) zullen echter via een derogatie een uitzondering kunnen vragen op die verplichting. Daarna geleidelijke uitrol voor de labo's genetica en labo's pathologische anatomie. PROJECT AFGESLOTEN ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 14) |
| 011 | MyCareNet - Pharmacie MyCareNet - Apotheken | Dans le prolongement de la suppression de la carte SIS, cette application permettra de contrôler l'assurabilité des patients. In het verlengde van de afschaffing van de SIS-kaart zal deze toepassing toelaten de verzekeraar van de patiënten te controleren. | RIZIV / INAMI eHealth-platform | 01-07-2013 | | DGV/SSS | 30/09/2013: OK in productie. PROJECT AFGESLOTEN ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 14) |
| 012 | MyCareNet-médecins MyCareNet-Artsen | L'objectif est de mettre progressivement MyCareNet à la disposition des médecins pour ce qui concerne les aspects suivants: l'assurabilité, les demandes du chapitre 4, e-facturation et SAFE. Doelstelling is gefaseerd MyCareNet ter beschikking te stellen van de artsen voor wat betreft o.a. volgende aspecten: verzekeraar, beheer van GMD's, aanvragen hoofdstuk 4, e-facturatie en SAFE. | RIZIV / INAMI eHealth-platform | 01-01-2015 | | DGV/SSS | 14/01/2014: - Modules verzekeraar + hoofdstuk 4 zijn in productie - Modules efacturatie en beheer van de GMD's nog ongoing ==> timing 1/1/2015 PROJECT AFGESLOTEN ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 14) |
| 013 | E-demande d'autorisations médicales (e-Asy) E-aanvraag medische akkoorden (e-Asy) | Cette application permettra de demander l'accord du médecin conseil online en ce qui concerne les médicaments définis au chap. IV, chaise roulante, défibrillateur, etc... Deze toepassing zal toelaten het akkoord van de adviserend geneesheer online aan te vragen m.b.t. de geneesmiddelen opgenomen in hoofdstuk IV, rolstoelen, defibrilatoren, enz... | RIZIV / INAMI eHealth-platform | | 01-01-2014 | DGV/SSS | 14/01/2014: In productie sedert begin 2014. De patiënt ontvangt vanaf 2014 veel sneller de beslissing over de goedkeuring van de terugbetaling van zijn (dure) geneesmiddel. Het gaat hier over een end-to-end elektronische workflow oplossing. De voorschrijvende arts zal zijn aanvraag elektronisch kunnen versturen naar de verzekeringsinstelling en zal onmiddellijk een positief antwoord krijgen bij een volledige aanvraag en wanneer aan de voorwaarden voldaan wordt. De patiënt kan zich na de raadpleging onmiddellijk wenden tot zijn apotheker, die op zijn beurt elektronisch kennis kan nemen van de toegekende machtiging en zodoende het voorgeschreven geneesmiddel kan afleveren aan de juiste terugbetalingstarieven. Deze elektronische workflow speelt zich af binnen een beveiligde omgeving waartoe enkel de geautoriseerde zorgverstrekkers toegang hebben tot de gegevens. PROJECT AFGESLOTEN 17/03/2017: zie vervolgproject TARDIS & Qermid 2 |
| 014 | MyCareNet-hopitaux MyCareNet-Ziekenhuizen | Passage de l'ancienne application CareNet vers une nouvelle fonctionnalité de MyCareNet. Omschakeling van oude CareNet toepassing naar de nieuwe functionaliteiten van MyCareNet. | RIZIV / INAMI eHealth-platform | 01-10-2013 | | DGV/SSS | 14/01/2014: Zie project 012 07/03/2017: PROJECT AFGESLOTEN |
| 015 | MyCareNet-Dentistes MyCareNet-Tandartsen | Mise à disposition de différentes fonctionnalités de MyCareNet pour les dentistes Ter beschikkingstelling van de verschillende functionaliteiten van MyCareNet aan de tandartsen. | RIZIV / INAMI eHealth-platform | 01-10-2013 | 01-03-2017 | DGV/SSS | 14/01/2014: Zie project 012 07/03/2017: PROJECT UITGESTELD ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 14) PROJECT AFGESLOTEN sinds begin maart 2017 |

| | | | | | | | |
|-----|---|---|--|------------|--|---------|--|
| 016 | Hubs, metahub et coffrets extra-muraux Hubs, metahub en externe gegevensopslag | La stimulation de l'échange et du partage de données "patients" entre établissements de soins et dispensateurs de soins de la 1ère ligne et entre dispensateurs de soins de la 1ère ligne entre eux De uitwisseling en het delen van patientengegevens tussen gezondheidsinstellingen en -verstrekkers van de eerste lijn stimuleren. | RIZIV / INAMI FOD Volksgezondheid/SPF SP eHealth-platform | 30-12-2013 | | DGV/SSS | 14/01/2014 : Cfr: Rapportering aan de Inter Ministeriële Conferentie in februari 2014 07/03/2017 : - Ontwikkelingsfase afgerond PROJECT AFGESLOTEN zie vervolgproject: uitbreiding scope |
| 017 | Registre de dispositifs médicaux Register medische hulpmiddelen | Facilitation de l'accès à l'information par la création d'un registre des dispositifs médicaux (dans un premier temps, les dispositifs implantables) qui sera la base de la mise en place d'un système de traçabilité efficace. De toegang tot de gegevens inzake medische hulpmiddelen faciliteren door de oprichting van een register (in eerste instantie implantaten). Dit register zal de basis vormen voor het uitwerken van een efficiënt opvolgingssysteem. | RIZIV / INAMI FAGG/AFPMS eHealth-platform | 30-12-2013 | | DGV/SSS | 14/01/2014 : Pilootproject start op 1/4/2014 07/03/2017 : - Fase pilootproject afgesloten. - Webapplicatie is in productie gesteld. PROJECT AFGESLOTEN zie vervolgproject |
| 018 | Nouvelles fonctionnalités pour MyRiziv/MyInami Nieuwe functionaliteiten binnen MyRiziv/MyInami | L'application MyRiziv/MyInami, via laquelle les dispensateurs de soins ont accès aux données les concernant et qu'ils peuvent modifier, va être étendue avec, entre autre, un module concernant l'accèsion aux accords conventionnés. De toepassing MyRiziv, via dewelke zorgverstrekkers toegang krijgen tot de gegevens over zichzelf en deze ook kunnen wijzigen, zal worden uitgebreid met o.a. een module inzake de toetreding tot conventioneringsakkoorden. | RIZIV / INAMI eHealth-platform | 01-01-2014 | | DGV/SSS | 14/01/2014 : Ongoing voor wat betreft de tandartsen en artsen. Reglementaire en technische luik in voorbereiding Het effectieve gebruik is afhankelijk van de kalender van de akkoorden (2 jaarlijks) 07/03/2017 : PROJECT AFGESLOTEN voor het beheer van contactgegevens zie vervolgproject: uitbreiding MyRIZIV |
| 019 | Extension de l'application Qermid (implantation) avec l'enregistrement d'autre types d'implantation Uitbreiding Qermid-toepassing (implantaten) met de registratie van andere types implantaten. | L'application pour demander électroniquement l'autorisation pour la pose d'implants et leur enregistrement va être étendue par phase à d'autres types d'implants. De toepassing om elektronisch toelating te vragen voor het plaatsen van implantaten en de registratie hiervan zal gefaseerd worden uitgebreid naar andere types implantaten. | RIZIV/INAMI eHealth-platform | 01-01-2014 | | DGV/SSS | Timing in een latere fase verder te specificeren per type implantaat. ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunten 18) DAV : Datum opgeschoven van 01/01/2013 naar 01/01/2014 (op te splitsen bij concretisering). PROJECT AFGESLOTEN 17/03/2017: zie vervolgproject TARDIS & Qermid 2 |
| 020 | Fusion SIS-eID Fusie SIS-eID | Les deux cartes seront fusionnées au 1er janvier 2014 de manière à ce que le citoyen ne dispose plus que d'une carte. Cette intégration limitera les coûts de production et réduira le risque de fraude . Beide kaarten zullen met ingang van 1 januari 2014 gefusioneerd worden zodat burgers maar over één kaart meer moeten beschikken. Door deze integratie worden niet alleen de kosten voor de aanmaak beperkt tot de eID, ook de fraudegevoeligheid daalt. | KSZ/BCSS RIZIV/INAMI FOD BIZA/SPF AI | 01-01-2014 | | DGV/SSS | Fiche BIZA 2/3/2012: Groupe de travail mis en place par la BCSS afin d'assurer la meilleure identification possible des assurés sociaux qui n'ont pas d'E+K310id / Comparaison fichier BCSS titulaires cartes SIS/RN (situation au fichier central + en vie ou pas) est réalisée et les résultats sont communiqués à la Banque Carrefour PROJECT AFGESLOTEN |
| 021 | Introduction d'un instrument uniforme d'évaluation BelRAI. Invoeren van een uniform evaluatie-instrument BelRAI | Développement, implémentation et utilisation d'un instrument Bel-AIR pour les secteurs de soins à domicile, soins hospitaliers dans les services gériatriques et soins palliatifs. Ontwikkeling, implementering en het gebruik van het BelRAI-instrument voor de sectoren thuiszorg, ziekenhuiszorg in de geriatriediensten en palliatieve zorg. | RIZIV/INAMI | 01-01-2014 | | DGV/SSS | 14/01/2014 : Ongoing. 07/03/2017 : - Pilootfase afgesloten - BelRAI screener in productie gesteld PROJECT AFGESLOTEN zie vervolgproject BelRAI |
| 022 | Tier-payant obligatoire pour les maladies chroniques Derde betalingsysteem verplicht voor chronisch zieken | Il est prévu que le régime obligatoire et automatique soit étendu à tous les bénéficiaires au plus tard fin 2014 car à ce moment là, la logistique ne pourra plus poser de problème, étant donné que Mycarenet sera opérationnel, que la carte SIS sera supprimée et que la carte d'identité électronique aura été généralisée (il est prévu que la carte d'identité électronique soit généralisée au 31.12.2014). Het verplicht gebruik van het derde betalingsysteem zal tegen eind 2014 ingevoerd worden gezien tegen dat ogenblik alle logistieke beperkingen zullen opgelost zijn. Tegen dan zal immers Mycarenet operationeel zijn en zullen de SIS-kaartgegevens geïntegreerd zijn in de eID (de veralgemening van het gebruik van de eID is gepland tegen 31.12.2014). | RIZIV/INAMI | 31-12-2014 | | DGV/SSS | Dans le cadre de l'élaboration d'avantages spécifiques au futur statut de malade chronique (la base légale nécessaire pour la concrétisation et l'élaboration technique des critères d'octroi de ce statut sera créée en 2012 (via la Loi Santé 2012) les propositions en cours d'élaboration dans le cadre du tier-payant social seront analysées. 14/01/2014 : In voorbereiding van technische roll-out + reglementair luik + planning uitrol voor de diverse groepen zorgverleners - Ongoing 07/03/2017 : PROJECT AFGESLOTEN |

| | | | | | | | |
|-----|--|---|-----------------------------|------------|------------|---------|---|
| 023 | <p>Informatisation des dossiers d'invalidité Informatisering van de invaliditeitsdossiers (IDES)</p> | <p>Développement d'une application informatique centrale en vue d'améliorer et d'optimiser la gestion des dossiers d'invalidité. Ontwikkeling van een centrale informaticatoepassing met het oog op de verbetering en optimalisering van het beheer van de invaliditeitsdossiers</p> | RIZIV/INAMI | 31-12-2015 | 28-11-2016 | SIDU | <p>IDES zal een toepassing zijn waarmee alle dossiers in verband met een aanvraag inzake arbeidsongeschiktheid, ingediend door de sociaal verzekerden, zullen kunnen worden beheerd. Naast het huidige e-did-onderdeel voor de administratieve behandeling van de dossiers en voor de medische beslissingname inzake invaliditeit zal de toepassing op termijn eveneens de andere businessprocessen van de Dienst voor Uitkeringen, zoals de beroepsherscholing, de hulp van derden, de internationale verdragen, het beheer van het internationale invaliditeitspensioen, de registratie en de behandeling van de dossiers met betrekking tot de onverschuldigde bedragen, enz. omvatten. IDES zal dus op termijn alle gegevens bevatten die het RIZIV nodig heeft om haar opdrachten in het kader van toekenning en controle van arbeidsongeschiktheid uit te voeren. Integrale procesanalyse is lopend. => Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 15)</p> <p>07/03/2017 => 5° BOCA 2016-2018 Art. 26 - AV1: Inproductiestelling van een centrale toepassing voor het beheer van de invaliditeitsgegevens - 1e fase: processen invaliditeit en hulp aan derden en primaire ongeschiktheid werd gerealiseerd in november 2016.</p> <p>PROJECT AFGESLOTEN 1° fase zie vervolproject IDES 2° fase</p> |
| 024 | <p>Simplification et accélération l'octroi du statut Omnio Versnelling en vereenvoudiging toekenning OMNIO-statuut</p> | <p>L'octroi du statut Omnio à toutes les personnes pouvant potentiellement en bénéficier sera simplifié et accéléré. De toekenning van het omniostatuut aan alle personen die het potentieel kunnen genieten zal worden vereenvoudigd en versneld.</p> | RIZIV/INAMI | 01-01-2014 | | DGV/SSS | <p>10/03/2012: Beleidsnota mevr. Onkelinx & beleidsnota mevr. De Block 14/01/2014 : Ongoing: Technische, reglementaire en operationele luiken in voorbereiding. Dit project is opgenomen in artikel 14 van de 4de BO (2013-2015): operationaliseren van de gegevensuitwisseling ihkv de hervorming van de verhoogde tegemoetkoming</p> <p>PROJECT AFGESLOTEN 17/03/2017: zie vervolproject</p> |
| 043 | <p>1. Renforcement de l'accessibilité aux soins de santé et simplification administrative d. Adaptation des flux de données relatifs au Maximum à facturer</p> | <p>En vue de réaliser une simplification et une modernisation de ceux-ci garantissant une meilleure accessibilité aux soins pour les groupes de populations vulnérables (article 11 du contrat d'administration 2016-2018). Fase 1: E8: Volet 4: Réforme des flux de données relatifs au Maximum à facturer. Adaptation du flux de données des compositions de ménage (flux KSZ H140 vers SOA service family).</p> | RIZIV/INAMI SPF Finances | 31-12-2016 | 31-12-2016 | SCA/DAC | <p>07/03/2017: => 5° BOCA 2016-2018 Art.11 V8: Deel 4: Hervorming van de gegevensstromen betreffende de Maximumfactuur. Aanpassing van de gegevensstroom van de gezinssamenstellingen (gegevensstroom KSZ H140 naar SOA Service Family). - fase 1° eind december 2016 gerealiseerd</p> <p>PROJECT AFGESLOTEN Zie vervolproject</p> |
| 046 | <p>Cascada - Implémentation d'un dossier électronique global pour le SCA Cascada - Implementatie van een globaal elektronisch dossier voor de Dienst Administratieve Controle</p> | <p>Ce projet permet la transition du traitement de dossiers « papier » vers une gestion de dossiers électroniques au sein du SCA ayant pour objectif notamment d'améliorer la sécurité de l'information et de veiller à une prestation de services plus performante pour les parties externes, comme les partenaires : les organismes assureurs , d'autres corps d'inspection , la magistrature,.... et les assurés sociaux (article 38 du CA de 2016-2018). Ce projet d'informatisation permet de revoir l'entièreté des processus de travail du SCA et de les améliorer dans un but d'optimisation et d'efficience dans l'accomplissement des missions du service .</p> | RIZIV/INAMI | 31-12-2016 | 31-12-2016 | SCA/DAC | <p>07/03/2017: => 5° BOCA 2016-2018 Artikel 38 - CASCADA – Implementatie van een globaal elektronisch dossier voor de Dienst Administratieve Controle. V1: Implementatie van Cascada (tool + geoptimaliseerde werkprocessen) voor de controleprocessen van de dienst Sociale Controle. - fase 1° van het project werd eind december 2016 gerealiseerd</p> <p>PROJECT AFGESLOTEN Zie vervolproject</p> |
| 048 | <p>1. Renforcement de l'accessibilité aux soins de santé et simplification administrative: b. Simplification de formulaires administratifs</p> | <p>Simplification de formulaires administratifs pour les assurés sur le plan de la lisibilité (article 29 du CA de 2010-2012).</p> | RIZIV/INAMI | | | SCA/DAC | <p>07/03/2017: Les documents suivants ont fait l'objet d'une adaptation dans le cadre de cet objectif : le formulaire d'inscription, le formulaire de déclaration sur l'honneur dans le cadre de l'intervention majorée qui a été simplifié et rendu plus lisible pour les assurés sociaux et le formulaire de déclaration d'accident pour l'application de l'article 136 §2 de la loi du 14 juillet 1994 qui répond aux mêmes objectifs .</p> <p>PROJECT AFGESLOTEN</p> |
| 049 | <p>1. Renforcement de l'accessibilité aux soins de santé et simplification administrative c. Études statistiques sur la base des effectifs des mutualités</p> | <p>En vue d' optimiser la communication externe et le soutien à la gestion des données concernant les effectifs. Ces effectifs permettent de donner une vue d'ensemble globale des assurés sociaux importante pour l'examen de nouvelles mesures réglementaires (article 19 du CA de 2010-2012).</p> | RIZIV/INAMI | | | SCA/DAC | <p>07/03/2017: Une application Web accessible au public a été mise au point par le SCA . Elle permet d'obtenir directement un certain nombre d'informations concernant le profil des effectifs des mutualités et leur évolution. La mise à la disposition des ces informations correspond à une volonté de transparence et constitue une modernisation de l'utilisation de ces données.</p> <p>PROJECT AFGESLOTEN</p> |
| 050 | <p>Initiatives au niveau des attestation de soins Initiatieven m.b.t. de getuigschriften voor verstrekte hulp</p> | <p>Dans le cadre de transparence plusieurs initiatives ont été prises pour unifier les attestations et les simplifier ainsi que le processus de commande.</p> | RIZIV/INAMI | | 2015 | SSS/DGV | <p>07/03/2017: Unification et simplification des attestation de santé incluant le processus de commande en 2015.</p> <p>PROJECT AFGESLOTEN</p> |

| Projets planifié - Lopende projecten | | | | | Service/Dienst |
|--------------------------------------|--|---|--|--|--|
| 08 | e-prescription - ambulant (e-med / Recip-e) e-prescription - ambulant (e-med / Recip-e) | Cette application doit permettre de prescrire et de donner des soins ambulatoires. Deze toepassing moet toelaten ambulant geneesmiddelen voor te schrijven en dit voorschrift door te geven. | RIZIV/INAMI eHealth-platform | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | DGV/SSS cfr. vervolgfase op project 08! 07/03/2017 : Uitbreiding in 2 fasen: - sinds 1 januari 2017 heeft het elektronisch voorschrift wettelijke geldigheid - vanaf 2018 zal het gebruik van het elektronisch voorschrift verplicht worden ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunten 3 & 4) |
| 09 | MyINAMI - Le développement d'un module en ligne destiné à la gestion de l'accréditation des praticiens de l'art dentaire (5° BOCA 2016-2018 Art.28 AV5). MyRIZIV - Ontwikkeling van een online module voor het beheer van de accreditering voor de tandartsen (5° BOCA 2016-2018 Art.28 AV5). | La mise en œuvre d'une réglementation adaptée et le développement d'un module en ligne destiné à la gestion de l'accréditation des praticiens de l'art dentaire. De uitwerking van een aangepaste regelgeving en de ontwikkeling van de online module voor het beheer van de accreditering tandartsen. | RIZIV / INAMI | X + 2 jaar, waarbij X= het akkoord met de externe partners (zorgverstrekkers en verzekeringsinstellingen) | DGV/SSS cfr. vervolgfase op project 09! 07/03/2017: ==> 5° BOCA 2016-2018 Art.28 AV5 - Opstart van de discussie met de externe partners moet nog worden ingepland i.f.v. de beschikbare middelen. |
| 013 | Poursuite des initiatives en matière de simplification administrative : TARDIS & Qermid 2 (5° BOCA 2016-2018 Art.30). Verderzetten van de initiatieven inzake administratieve vereenvoudiging: TARDIS & Qermid 2 (5° BOCA 2016-2018 Art.30) | Volet 1 – Le service en ligne TARDIS. E1 Mise à disposition d'une nouvelle version de l'outil TARDIS, un outil générique dirigé par un fichier de référence - SAM 2.0 avec un "registre compatible" chapitre IV. E2 Implémentation du module TARDIS pour les médicaments orphelins (après développement et test) pour (au moins) un "groupe" de médicaments orphelins (p.ex. produits d'hématologie). E3 Mise à disposition du module TARDIS pour tous les médicaments orphelins. Volet 2 – Qermid 2 dans HealthData. E4 Migration des registres Qermid existants vers la collecte de données via la plateforme HealthData. E5 Implémentation du module analogue à TARDIS pour un type d'implants (il restera à déterminer pour quels implants le premier module sera implémenté). Luik 1 – De onlinedienst TARDIS. AV1 De beschikbaarheid van een nieuwe versie van de TARDIS tool, een generieke tool die aangestuurd wordt door een referentiebestand - SAM 2.0 met een "register compatibel" hoofdstuk IV. AV2 De implementatie van de TARDIS module voor de weesgeneesmiddelen (na ontwikkeling en testing) voor (minstens) een 'groep' van weesgeneesmiddelen (bv. hemato-producten). AV3 De beschikbaarheid van de TARDIS module voor alle weesgeneesmiddelen. Luik 2 – Qermid 2 in Healthdata. AV4 De migratie van de bestaande Qermid-registers naar de gegevensverzameling via het Healthdata-platform. AV5 De implementatie van de TARDIS analoge module voor de één type implantaten (er zal nog bepaald worden voor welke implantaten de eerste module zal geïmplementeerd worden). | RIZIV / INAMI eHealth-platform | Fasering 2018-2019 | DGV/SSS cfr. vervolgfase op project 013! 07/03/2017: ==> 5° BOCA 2016-2018 Art.30 AV1 De beschikbaarheid van een nieuwe versie van de TARDIS tool, een generieke tool die aangestuurd wordt door een referentiebestand - SAM 2.0 met een "register compatibel" hoofdstuk IV. - SAM 2.0 werd eind juli 2016 in productie gesteld. - Informatief overleg met Healthdata: o toelichting, verwachtingen naar Healthdata toe en mogelijke oplossingen die Healthdata kan aanbieden. o Eind 2016: presentatie door Healthdata van het principe van de "clinical building blocks". o Daarna verderzetten analyse van de ontwikkeling van de TARDIS 2.0 tool gebaseerd op SAM (2.0). AV2 De implementatie van de TARDIS module voor de weesgeneesmiddelen (na ontwikkeling en testing) voor (minstens) een 'groep' van weesgeneesmiddelen - Voorbereidende fase: o toelichting van het principe van de nieuwe administratieve procedure via TARDIS voor het behandelen van de aanvragen voor weesgeneesmiddelen aan elk Weesgeneesmiddelcollege o uitwerking voorstel tot administratieve vereenvoudiging van de procedure - Identificeren colleges/geneesmiddelen als piloot voor een TARDIS procedure. - Voorstel selectie voor de pilootprojecten (eerste interne bespreking begin 2017) |
| 025 | MyCareNet-Kinésithérapeutes MyCareNet-Kinesitherapeuten | Mise à disposition de différentes fonctionnalités de MyCareNet pour les Kinés Ter beschikkingstelling van de verschillende functionaliteiten van MyCareNet aan de kinesitherapeuten. | RIZIV / INAMI eHealth-platform | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | DGV/SSS 14/01/2014: Zie project 012 07/03/2017: PROJECT UITGESTELD ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunten 14) |
| 026 | MyCareNet-hopitaux psychiatriques MyCareNet-Psychiatrische verzorgingstehuizen | Mise à disposition de différentes fonctionnalités de MyCareNet pour les hopitaux psychiatriques. Ter beschikkingstelling van de verschillende functionaliteiten van MyCareNet aan de psychiatrische verzorgingstehuizen. | RIZIV / INAMI eHealth-platform | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | DGV/SSS 14/01/2014: Zie project 012 07/03/2017: PROJECT UITGESTELD ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunten 14) |
| 016 (vervolg) | Hubs, metahub et coffrets extra-muraux Hubs, metahub en externe gegevensopslag | La stimulation de l'échange et du partage de données "patients" entre établissements de soins et dispensateurs de soins de la 1ère ligne et entre dispensateurs de soins de la 1ère ligne entre eux De uitwisseling en het delen van patientengegevens tussen gezondheidsinstellingen en -verstrekkers van de eerste lijn stimuleren. | RIZIV / INAMI FOD Volksgezondheid/SPF SP eHealth-platform | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | DGV/SSS cfr. vervolgfase op project 016! 07/03/2017: - Scope uitgebreid naar meerdere doelgroepen en type van gegevens. ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunten 5) |
| 017 (vervolg) | Registre de dispositifs médicaux Register medische hulpmiddelen | Facilitation de l'accès à l'information par la création d'un registre des dispositifs médicaux (dans un premier temps, les dispositifs implantables) qui sera la base de la mise en place d'un système de traçabilité efficace. De toegang tot de gegevens inzake medische hulpmiddelen faciliteren door de oprichting van een register (in eerste instantie implantaten). Dit | RIZIV / INAMI FAGG/AFPMs eHealth-platform | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | DGV/SSS cfr. vervolgfase op project 017! 07/03/2017: - Web Services in uitrol fase. ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunten 3 & 16) |

| | | | | | | |
|------------------|---|---|-----------------------------------|---|---------|--|
| 018 (vervolg) | Développement de l'application MyINAMI et gestion des regroupements de dispensateurs de soins (5° BOCA 2016-2018 Art.28). De verdere uitbouw van de MyRIZIV-toepassing en het beheer van de praktijken van zorgverleners (5° BOCA 2016-2018 Art.28). | L'application MyRiziv/MyInami, via laquelle les dispensateurs de soins ont accès aux données les concernant et qu'ils peuvent modifier, va être étendue avec, entre autre, un module concernant l'accès aux accords conventionnés. De toepassing MyRiziv, via dewelke zorgverstrekkers toegang krijgen tot de gegevens over zichzelf en deze ook kunnen wijzigen, zal worden uitgebreid met o.a. een module inzake de toetreding tot conventioneringsakkoorden. | RIZIV / INAMI eHealth-platform | Fasering (afhankelijk van akkoord met de externe partners) | DGV/SSS | cfr. vervolgfase op project 018! 07/03/2017: ==> 5° BOCA 2016-2018 Art.28 AV5 - Verdere uitbreiding naar andere doelgroepen en type van gegevens - Reeds gerealiseerde online modules MyRIZIV in 2016 voor het beheer: o van praktijkadressen voor alle individuele zorgverleners => in de loop van het 1e semester 2017 verdere optimalisatie door linken te leggen met groepspraktijkgegevens. o van conventiegegevens voor de artsen o van conventiegegevens voor de tandartsen |
| 019 (vervolg) | Poursuite des initiatives en matière de simplification administrative : TARDIS & Qermid 2 (5° BOCA 2016-2018 Art.30). Verderzetten van de initiatieven inzake administratieve vereenvoudiging: TARDIS & Qermid 2 (5° BOCA 2016-2018 Art.30) | Volet 1 – Le service en ligne TARDIS. E1 Mise à disposition d'une nouvelle version de l'outil TARDIS, un outil générique dirigé par un fichier de référence - SAM 2.0 avec un "registre compatible" chapitre IV. E2 Implémentation du module TARDIS pour les médicaments orphelins (après développement et test) pour (au moins) un "groupe" de médicaments orphelins (p.ex. produits d'hématologie). E3 Mise à disposition du module TARDIS pour tous les médicaments orphelins. Volet 2 – Qermid 2 dans HealthData. E4 Migration des registres Qermid existants vers la collecte de données via la plateforme HealthData. E5 Implémentation du module analogue à TARDIS pour un type d'implants (il restera à déterminer pour quels implants le premier module sera implémenté). Luik 1 – De onlinedienst TARDIS. AV1 De beschikbaarheid van een nieuwe versie van de TARDIS tool, een generieke tool die aangestuurd wordt door een referentiebestand - SAM 2.0 met een "register compatibel" hoofdstuk IV. AV2 De implementatie van de TARDIS module voor de weesgeneesmiddelen (na ontwikkeling en testing) voor (minstens) een 'groep' van weesgeneesmiddelen (bv. hemato-producten). AV3 De beschikbaarheid van de TARDIS module voor alle weesgeneesmiddelen. Luik 2 – Qermid 2 in Healthdata. AV4 De migratie van de bestaande Qermid-registers naar de gegevensverzameling via het Healthdata-platform. AV5 De implementatie van de TARDIS analoge module voor de één type implantaten (er zal nog bepaald worden voor welke implantaten de eerste module zal geïmplementeerd worden). | RIZIV/INAMI eHealth-platform | Fasering 2018-2019 | DGV/SSS | cfr. vervolgfase op project 019! 07/03/2017: ==> 5° BOCA 2016-2018 Art.30 ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 18) |
| 027 | MyCareNet-logopèdes MyCareNet-Logopedisten | Mise à disposition de différentes fonctionnalités de MyCareNet pour les Logopèdes. Ter beschikkingstelling van de verschillende functionaliteiten van MyCareNet aan de logopedisten. | RIZIV / INAMI eHealth-platform | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | DGV/SSS | 14/01/2014: Zie project 012 07/03/2017: PROJECT UITGESTELD => Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 14) |
| 021 (vervolg) | Introduction d'un instrument uniforme d'évaluation BelRAI. Invoeren van een uniform evaluatie-instrument BelRAI | Développement, implémentation et utilisation d'un instrument Bel-AIR pour les secteurs de soins à domicile, soins hospitaliers dans les services gériatriques et soins palliatifs. Ontwikkeling, implementering en het gebruik van het BelRAI-instrument voor de sectoren thuiszorg, ziekenhuiszorg in de geriatriediensten en palliatieve zorg. | RIZIV/INAMI | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | DGV/SSS | cfr. vervolgfase op project 021! 07/03/2017 - Ontwikkeling van versie 2 BelRAI => Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 8) |
| 028 | MyCareNet-Accès du patient à son dossier médical MyCareNet - Toegang patiënt tot zijn gezondheidsdossier | Le but de ce projet est de donner au patient un accès sécurisé à ses données personnelles accessibles sur la plateforme eHealth Doelstelling van dit project is de patiënt op een beveiligde wijze toegang te verlenen tot zijn persoonlijke gegevens beschikbaar op het eHealth-platform. | RIZIV / INAMI eHealth-platform | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | DGV/SSS | Analyse lopende, dus slechts indicatieve timing. 07/03/2017: PROJECT UITGESTELD => Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 10) |
| 029 | Développement d'un Dossier Médical Electronique et partage des données médicales pertinentes. Ontwikkelen van een Elektronisch Medisch Dossier en het delen van relevante medische gegevens | Développement d'un Dossier Patient Partagé électronique et partage des données médicales pertinentes par lequel tout prestataire de soins, ainsi que le détenteur du DMG, garde à jour ses données partagées relatives au patient. Ontwikkelen van een Elektronisch Gedeeld Patiëntendossier en het delen van relevante medische gegevens waarbij elke zorgverstrekker als GMD-houder zijn gedeelde gegevens over de patiënt up-to-date houdt. | RIZIV/INAMI | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | DGV/SSS | 14/01/2014: En cours => Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 1 & 6) |

| | | | | | | | |
|------------------|--|---|--------------------------------|------------------------------|--|---------|---|
| 023 (vervolg) | Informatisation des dossiers d'invalidité Informatisering van de invaliditeitsdossiers (IDES) | Mise en production d'une application centrale pour la gestion des données d'invalidité-2ème phase : incapacité primaire et réinsertion socio-professionnelle. Inproductiestelling van een centrale toepassing voor het beheer van de invaliditeitsgegevens - 2e fase: primaire ongeschiktheid en socioprofessionele re-integratie. | RIZIV/INAMI | 31-12-2018 | | SIDU | cfr. vervolgfase op project 023! 07/03/2017 ==> 5° BOCA 2016-2018 Art. 26 AV2 - fase 2° - L'analyse relative à l'intégration des flux d'incapacité de travail primaire est en cours, en collaboration avec le SECM et les organismes assureurs. L'objectif est d'évaluer les besoins du SECM et de connaître la position des directions médicales des OA. - Un élément nouveau est à souligner car il aura un impact sur le développement d'IDES : le projet « Contrôles ciblés ». Suite à une décision du cabinet de la ministre, 7.500 dossiers d'incapacité primaire devront être revus par les médecins de l'INAMI. Cela aura un impact sur les développements ICT et l'analyse business d'IDES. En effet, ce nouveau processus devra être informatisé et intégré dans la nouvelle application du service. - Le développement de la seconde phase d'IDES comprend deux volets : l'incapacité primaire et la réinsertion socio-professionnelle. Concernant le deuxième volet, seul le développement de flux électroniques en interne est retenu dans le scope du projet. Il n'est, à ce stade, pas prévu de flux électroniques vers l'externe (notamment vers les organismes assureurs). ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 15) |
| 030 | Développement d' EPD en hôpitaux et institutions psychiatriques et autres Ontwikkelen van een EPD ziekenhuizen en psychiatrische en andere instellingen | Développement d'un Dossier Patient Electronique minimal pour tout hôpital, institution psychiatrique et autres institutions. Ontwikkelen van een minimaal Elektronisch Patiëntendossier voor elk ziekenhuis en psychiatrische en andere instelling | RIZIV/INAMI | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | | DGV/SSS | <u>14/01/2014</u> : Ongoing ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 2+7) |
| 014 (vervolg) | MyCareNet-Hôpitaux MyCareNet - Ziekenhuizen | | RIZIV / INAMI eHealth-platform | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | | DGV/SSS | <u>07/03/2017</u> : En production déjà avec l'ancienne solution CareNet, ils ont depuis basculé dans le système MyCarenet et ont comme services disponibles : <ul style="list-style-type: none"> • La consultation de l'assurabilité, • Le transfert de la facturation, • La gestion des documents administratifs d'hospitalisation. ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 14) |
| 031 | MyCareNet-Infirmiers MyCareNet - Verpleegkundigen | | RIZIV / INAMI eHealth-platform | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | | DGV/SSS | <u>07/03/2017</u> : 'Un des premiers secteurs bénéficiaire de MyCarenet, la facturation utilise les échanges électroniques depuis 07/2012. Les services disponibles sont : <ul style="list-style-type: none"> • La consultation de l'assurabilité, • Le transfert de la facturation, • La notification et la demande d'autorisation pour les forfaits, les toilettes et autres soins techniques spécifiques. ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 14) |
| 012 (vervolg) | MyCareNet- Médecins généralistes MyCareNet - Huisartsen | | RIZIV / INAMI eHealth-platform | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | | DGV/SSS | <u>07/03/2017</u> : En cours Augmentation du nombre d'utilisateurs des services de: <ul style="list-style-type: none"> • eDMG, • Demande et consultation des autorisations de remboursement chapitre IV, • Consultation de l'assurabilité, • Consultation des tarifs, • Facturation tiers-payant Extension de ces services vers les postes de garde et les maisons médicales. Planning Développement et modifications légales nécessaires au projet eAttest (suppression des attestations de soins donnés) dans le décours de 2017 et un passage en production en janvier 2018. ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 14) |
| 015 (vervolg) | MyCareNet-Dentistes MyCareNet - Tandartsen | | RIZIV / INAMI eHealth-platform | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | | DGV/SSS | <u>07/03/2017</u> : En cours Les Organismes Assureurs et MyCarenet sont prêts pour la mise en production des services : <ul style="list-style-type: none"> • Consultation des tarifs, • Facturation tiers-payant, mais il a été convenu avec les représentants du secteurs de ne démarrer qu'en mars 2017 pour laisser le temps aux producteurs de logiciels de faire les développements nécessaires. Planning Passage en production du service de facturation en mars 2017. |

| | | | | | | | |
|-----|--|--|-----------------------------------|---------------------------------|--|---------|--|
| 032 | MyCareNet-Spécialistes MyCareNet - Specialisten | | RIZIV / INAMI eHealth-platform | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | | DGV/SSS | <p><u>07/03/2017:</u> Les Organismes Assureurs et MyCarenet sont prêts pour la mise en production du service de facturation tiers-payant, mais attend d'avoir confirmation de la suppression des documents papiers pour cela.</p> <p>Planning Passage en production du service de facturation au premier semestre 2017. ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 14)</p> |
| 033 | MyCareNet-Autres MyCareNet - Anderen | | RIZIV / INAMI eHealth-platform | cfr. roadmap eGezondheid 2.0 | | DGV/SSS | <p><u>07/03/2017:</u> Consultation assurabilité pour les secteurs concernés prévus au plan eSanté et pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • MRS-MRPA-CSJ, • Médecins spécialistes, • Services ambulanciers, • Logopèdes, • Bandagistes, • Orthopédistes, • Kinésithérapeutes, • Sages-femmes, • Opticiens, • Orthopédistes, • Podologues, • Diététiciens. <p>Consultation des accords chapitre IV prévu au Q1 2017 pour le milieu hospitalier. Les modifications des programmes pour les demandes d'accords sont liées à l'implémentation de la DB SAM v2 par les OA. Finalisation des développements et début des tests pour la consultation des accords chapitre IV par le milieu hospitalier. ==> Geïntegreerd in het Actieplan eGezondheid (actiepunt 14)</p> |
| 034 | Généralisation des clés d'identification uniques et de collecte unique des données | | RIZIV/INAMI | | | SIDU | <p><u>07/03/2017:</u> En ce qui concerne le secteur de l'assurance indemnités, ces obligations sont rencontrées notamment dans le cadre de la loi du 15 janvier 1990 de la Banque Carrefour de la sécurité sociale et de l'arrêté royal du 10 juin 2001 établissant la notion uniforme de "rémunération journalière moyenne" en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonisant certaines dispositions légales.</p> <p>Dans le cadre plus particulier de cet arrêté royal de juin 2001, l'on relève en effet la détermination d'une notion uniforme de la rémunération journalière moyenne servant de base pour le calcul des allocations de chômage et celui des indemnités d'incapacité de travail, et le principe d'une collecte unique et simplifiée des données.</p> <p>L'objectif poursuivi étant la simplification du mode de collecte des données sociales auprès de l'employeur, et l'instauration de la notion uniforme de rémunération journalière moyenne.</p> |

| | | | | | | | |
|-----|---|--|-------------|--|--|---------|---|
| 035 | Déclarations électroniques des risques sociaux liés à l'assurance indemnités pour ce qui concerne les employeurs | | RIZIV/INAMI | | | SIDU | <p><u>07/03/2017:</u> Ces déclarations reposent toutes sur des règles uniformes pour l'identification de l'employeur et des travailleurs : l'objectif poursuivi étant de simplifier sensiblement les déclarations des risques sociaux, en utilisant de façon optimale les larges possibilités des nouvelles technologies électroniques.</p> <p>Au niveau de l'assurance indemnités, l'implémentation d'une feuille de renseignements électronique s'inscrit également dans cette voie.</p> <p>Cette feuille de renseignements constitue le document clé dans le cadre de la procédure administrative pour la détermination des conditions d'ouverture du droit aux indemnités et du calcul des prestations.</p> <p>Cette feuille de renseignements comporte un volet à compléter par l'employeur, un volet à compléter par les organismes de paiement des allocations de chômage (si l'intéressé est bénéficiaire d'allocations de chômage) ainsi qu'un volet à compléter par l'assuré social.</p> <p>La feuille de renseignements fait référence aux notions de salaire et temps de travail définies de manière uniforme (notamment notion de rémunération journalière moyenne qui sert au calcul de l'indemnité), et renvoie donc au principe de collecte unique visée par l'arrêté royal précité de juin 2001.</p> <p>En ce qui concerne le volet « employeur », depuis le 1er janvier 2006, l'employeur a la faculté de transmettre les données de la feuille de renseignements au moyen d'un formulaire électronique (déclaration du risque social – scénario 1 – lien > voir ci-dessous) https://www.socialsecurity.be/site_fr/employer/applics/drs/index.htm?type=noss</p> <p>☑ Projet à venir : « généralisation des déclarations électroniques »</p> <p>En ce qui concerne le volet « chômage », il est en principe toujours envoyé par voie électronique (via le flux L500). Le support papier est cependant maintenu pour rencontrer les situations dans lesquelles la procédure</p> |
| 036 | Assouplissement des mesures relatives à l'article 100, §2 LC 14/07/1994 | | RIZIV/INAMI | | | SIDU | <p><u>07/03/2017:</u> Textes : La loi-programme du 4 juillet 2011 et la loi du 29 mars 2012 portant des dispositions diverses ont modifié l'article 100, §2 de la loi coordonnée.</p> <p>L'arrêté royal qui fixe la date d'entrée en vigueur du nouvel article 100, §2 de la loi coordonnée a été publié au Moniteur belge le 2 avril 2013.</p> <p>Modification introduite en avril 2013 : Dans le cadre de cette modification, le travailleur reste tenu de solliciter préalablement l'autorisation du médecin-conseil pour pouvoir reprendre le travail au cours de son incapacité. Il doit également déclarer préalablement la reprise de ce travail à son organisme assureur.</p> <p>Ce travailleur pourra toutefois reprendre le travail avant d'avoir obtenu l'accord du médecin-conseil de son organisme assureur puisque dans le cadre des dispositions, l'autorisation du médecin-conseil pourra être donnée après la reprise mais dans un délai relativement court (dans les trente jours ouvrables à dater du premier jour de la reprise).</p> <p>Cette modification s'inscrit dans une nécessité d'optimiser les mécanismes de réinsertion socioprofessionnelle au niveau du secteur des indemnités d'incapacité de travail et de favoriser ainsi, le retour au travail des travailleurs reconnus en incapacité de travail, en assouplissant la procédure pour ceux qui souhaitent se réinsérer progressivement sur le marché du travail.</p> |
| 037 | Simplification administrative en ce qui concerne le traitement des demandes relatives à l'allocation pour l'aide de tierce personne | | RIZIV/INAMI | | | SIDU | <p><u>07/03/2017:</u> Depuis le 1er janvier 2016, il revient désormais au médecin-conseil de la mutualité de décider de la reconnaissance (ou non) de la nécessité de l'aide d'une tierce personne. Avant cette date, une proposition de demande était transmise par le médecin-conseil au Conseil médical de l'INAMI pour décision. Dans le cadre de ce transfert de compétence, la Commission supérieure du Conseil médical de l'invalidité n'est dorénavant plus compétente. La demande est directement traitée par le médecin-conseil de la mutualité.</p> |
| 038 | Projet relatif à l'implémentation d'un certificat médical électronique | | RIZIV/INAMI | | | SIDU | <p><u>07/03/2017:</u> Projet relatif à l'implémentation d'un certificat médical électronique sur une base standardisée (BCSS)</p> |
| 039 | Geïnformatiseerd dossierbeheer inzake aanvragen medische ongevallen | | RIZIV/INAMI | | | FAM/FMO | |
| 040 | Communicatie van de stukken bij het opstarten van expertises via digitale weg | | RIZIV/INAMI | | | FAM/FMO | |

| | | | | | | | |
|------------------|---|---|-----------------------------|------------|--|---------|---|
| 041 | Aanvraagformulier digitaal ter beschikking, in een tweede fase digitaal in te dienen (hiervoor wordt een wetswijziging voorzien) | | RIZIV/INAMI | | | FAM/FMO | |
| 042 | 1. Renforcement de l'accessibilité aux soins de santé et simplification administrative: a. Réforme de l'intervention majorée de l'assurance | Afin de stimuler l'accessibilité aux soins de santé et d'opérationnaliser l'échange de données entre les organismes assureurs, le SPF Finances et l'INAMI (articles 26 du CA de 2010-2012 et 14 du CA de 2013-2015) – évaluation, précision et adaptation de la réglementation en vue de la poursuite des initiatives, telles que l'automatisation dans le cadre de l'intervention majorée, visant une meilleure accessibilité aux soins pour les groupes de population vulnérables (article 11 du contrat d'administration 2016 -2018). | RIZIV/INAMI SPF Finances | 31-12-2018 | | SCA/DAC | cfr. vervolgfase op project 024! '07/03/2017: ==> 5° BOCA 2016-2018 Art.11 V1: Deel 1: Automatisering in het kader van de verhoogde tegemoetkoming. Opmaken van een evaluatierapport voor de werkgroep verzekeraarbaarheid van de effecten van de bepaling inzake de proactieve detectie van de VT, een gegevensstroom die opgezet is i.h.k.v. de 4e BO (in productie in 2015). Le projet initial visait à intégrer le statut OMNIO et l'intervention majorée de l'assurance , ce qui constitue une simplification importante pour les assurés sociaux en vue de l'obtention de leurs droits ainsi qu'une gestion plus rationnelle pour les mutualités des dossiers des personnes concernées . Dans ce contexte , le SCA a été chargé de modifier les différents flux d'échanges de données existant entre le SPF Finances , l'INAMI et les organismes assureurs permettant l'octroi des droits aux assurés sociaux . |
| 043 (vervolg) | 1. Renforcement de l'accessibilité aux soins de santé et simplification administrative d. Adaptation des flux de données relatifs au Maximum à facturer | En vue de réaliser une simplification et une modernisation de ceux-ci garantissant une meilleure accessibilité aux soins pour les groupes de populations vulnérables (article 11 du contrat d'administration 2016-2018). Fase2: E9: Volet 4: Réforme des flux de données relatifs au Maximum à facturer. Adaptation du flux de données de détermination des revenus (usage de TAXI AS du SPF Finances). | RIZIV/INAMI SPF Finances | 31-12-2017 | | SCA/DAC | cfr. vervolgfase op project 043! '07/03/2017: ==> 5° BOCA 2016-2018 Art.11 V9: Deel 4: Hervorming van de gegevensstromen betreffende de Maximumfactuur. Aanpassing van de gegevensstroom tot bepaling van de inkomsten (gebruik van TAXI AS van de FOD Financiën). - fase 2° is lopende - voorziene realisatie maart 2017 |
| 044 | Lutte contre la fraude sociale Bestrijding van de sociale fraude | Les actions de lutte contre la fraude sociale du SCA consistent à détecter le non-respect de la réglementation SSI et à appliquer des sanctions administratives à des assurés sociaux. Les projets suivants s'inscrivent dans le cadre d'un programme de lutte contre la fraude sociale développé par l'INAMI et des plans d'action de lutte contre la fraude sociale du gouvernement et du SIRS. | RIZIV/INAMI | | | SCA/DAC | <u>07/03/2017:</u> 1. Elaboration des rapports périodiques en matière de fraude sociale afin de disposer de rapports pertinents de qualité (article 40 du CA de 2010-2012) 2. Croisement des données de l'ONSS (DMFA) avec les dépenses en invalidité (PI) et en incapacité primaire pour détecter les cumuls interdits entre les indemnités d'incapacité de travail et les activités non autorisées mais déclarées auprès de l'ONSS (articles 41 du CA de 2010-2012 et 24 du CA de 2013-2015) 3. Analyse de la qualité du feed-back des organismes assureurs concernant les dossiers d'assujettissement fictif ou frauduleux à la sécurité sociale (article 42 du CA de 2010-2012) 4. Intensification des actions du SCA en matière de lutte contre la fraude sociale sur les volets suivants pour contribuer à la maîtrise des dépenses : les domiciles fictifs, les séjours irréguliers à l'étrangers, les assujettissements fictifs à la sécurité sociale, le cumul d'indemnités avec une activité non autorisée mais déclarée à l'ONSS et le cumul d'indemnités avec une activité non autorisée et non déclarée (article 33 du CA de 2016-2018). |
| 045 | Responsabilité financière des organismes assureurs par rapport à leurs frais d'administration Financiële responsabilisering van de Verzekeringsinstellingen m.b.t. hun administratiekosten | Dans le cadre de la responsabilisation des OA sur le montant de leurs frais d'administration, les prestations de gestion des OA sont chaque année évaluées afin de les inciter à améliorer leurs procédures de travail pour garantir une application uniforme de la réglementation. Le projet s'inscrivant dans le cadre des Contrats d'administration successifs porte sur le développement, l'opérationnalisation et le suivi du nouveau système de responsabilisation des OA par rapport à leurs frais d'administration (articles 44 du CA de 2010-2012, 26 du CA de 2013-2015 et 34 du CA de 2016-2018). | RIZIV/INAMI | | | SCA/DAC | <u>07/03/2017:</u> Les performances de gestion des OA sont notamment évaluées sous l'angle d'un processus portant sur la fourniture d'informations individualisées ou collectives aux assurés sociaux en vue de garantir et de maintenir leurs droits ou encore à la suite d'un enregistrement et d'une gestion des plaintes des affiliés par les OA. Ceci constitue un élément d'incitation pour les organismes assureurs en vue de mettre à disposition des assurés sociaux des informations claires quant à l'application de la réglementation relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités et de développer un système performant de gestion des plaintes introduites par leurs affiliés. |
| 046 (vervolg) | Cascada - Implémentation d'un dossier électronique global pour le SCA Cascada - Implementatie van een globaal elektronisch dossier voor de Dienst Administratieve Controle | Ce projet permet la transition du traitement de dossiers « papier » vers une gestion de dossiers électroniques au sein du SCA ayant pour objectif notamment d'améliorer la sécurité de l'information et de veiller à une prestation de services plus performante pour les parties externes, comme les partenaires: les organismes assureurs , d'autres corps d'inspection , la magistrature,.... et les assurés sociaux (article 38 du CA de 2016-2018). Ce projet d'informatisation permet de revoir l'entièreté des processus de travail du SCA et de les améliorer dans un but d'optimisation et d'efficience dans l'accomplissement des missions du service . | RIZIV/INAMI | 31-12-2018 | | SCA/DAC | cfr. vervolgfase op project 046! '07/03/2017: ==> 5° BOCA 2016-2018 Artikel 38 - CASCADA – Implementatie van een globaal elektronisch dossier voor de Dienst Administratieve Controle. V2: Implementatie van Cascada (tool + geoptimaliseerde werkprocessen) voor de controleprocessen van de beide controlediensten DAC (Controle VI en Sociale Controle). - fase 2° is opgestart |

| | | | | | | | |
|-----|--|--|-------------|--|--|-----------|--|
| 047 | <p>Initiatives de simplification administrative au sein de SCEM</p> <p>Initiatieven administratieve vereenvoudiging binnen de DGEC van het RIZIV</p> | <p>Een grootscheepse hervorming van de dienst (aangevat in 2001, in drie fasen):</p> <ul style="list-style-type: none"> - een vernieuwing van de structuren (voor controle, expertise, informatie, communicatie, administratiefrechtelijke organen), - een aanpassing van de werkingsprocessen (recherche, screening, procedures, juridisch instrumentarium), en - verbeterde outcome (meer resultaten via preventie en thematische aanpak, terugvorderings- en sanctiebevoegdheden), - de progressieve uitrol van een geïntegreerd elektronisch controledossier, - een reductie van 30 % van het administratief en recherchepersoneel (sinds 2008) - het installeren van instrumenten die de efficiëntie hebben verhoogd: onder andere een filter en een cockpit voor een correcte prioritisering en verdeling van het werkpotentieel | RIZIV/INAMI | | | SCEM/DGEC | <p><u>07/03/2017: PROJECTEN AFGESLOTEN</u></p> <p>De essentie van deze initiatieven ligt vervat en beschreven in de drie laatste bestuursovereenkomsten.</p> <p><u>3e BO (2010 - 2012):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - artikel 18: Jaarrapport over de ICE-strategie van de DGEC - artikel 36: Geneeskundige evaluatie - artikel 37: Unieke streepjescode voor terugbetaalde geneesmiddelen - artikel 39: Informatisering van het beheer van de enquêtedossiers tav de zorgverleners (FlowDos) <p><u>4e BO (2013-2015): PROJECTEN AFGESLOTEN</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - artikel 22: Geïnformatiseerd dossierbeheer inzake geneeskundige controle en evaluatie - artikel 23: Reorganisatie van de DGEC (3e fase) met het oog op het verzekeren van de continuïteit en de toekomstige uitdagingen <p><u>5e BO (2016-2018):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - artikel 31: (Verdere) Uitvoering van de interne hervorming van de DGEC : PROJECTEN AFGESLOTEN - artikel 32: Het (nieuwe) eDos, een vernieuwd geïnformatiseerd dossierbeheer binnen de DGEC (volgend op FlowDos) - artikel 35: Structurele verankering van de strijd tegen de verspillingen in de gezondheidszorg, in samenwerking met de dienst voor geneeskundige verzorging |
|-----|--|--|-------------|--|--|-----------|--|

Bruxelles,
20.03.2017
Brussel,

38/D.17-20

COMMISSION DES RELATIONS INDIVI-
DUELLES DU TRAVAIL

COMMISSIE INDIVIDUELE ARBEIDS-
VERHOUDINGEN

Objet : Accord interprofessionnel 2017-2018 du 2 février 2017 – Défis sociétaux – Simplification administrative

Onderwerp : Interprofessioneel akkoord 2017-2018 van 2 februari 2017 – Maatschappelijke uitdagingen – Administratieve vereenvoudiging

Au sein de l'Accord interprofessionnel du 2 février 2017 pour la période 2017-2018, les interlocuteurs sociaux ont prévu au point D.2 portant sur la « Simplification administrative », qu'ils formuleront des propositions pour simplifier la réglementation existante et les formalités administratives de façon à diminuer la complexité, les charges et les coûts administratifs tout en maintenant les droits d'information, les droits sociaux et la protection sociale.

Lors de sa réunion du 1^{er} février 2017, le Bureau a souhaité anticiper les travaux et solliciter la collaboration des institutions de sécurité sociale afin de rassembler une documentation et des éléments pertinents nécessaires à l'examen demandé par le Groupe des Dix.

Les membres trouveront ci-joint la réponse de l'ONEM.

In het interprofessioneel akkoord van 2 februari 2017 voor de periode 2017-2018, hebben de sociale gesprekspartners in punt D.2 "Administratieve vereenvoudiging" bepaald dat ze voorstellen zullen formuleren om de bestaande regelgeving en de administratieve formaliteiten te vereenvoudigen, teneinde de complexiteit en de administratieve lasten en kosten terug te dringen, met behoud van de informatierechten, de sociale rechten en de sociale bescherming.

Tijdens de vergadering op 1 februari 2017 heeft het Bureau de wens uitgedrukt te anticiperen op de werkzaamheden en een beroep te doen op de medewerking van de socialezekerheidsinstellingen om documentatie te verzamelen, alsook pertinente elementen die noodzakelijk zijn voor het onderzoek waarom de groep van Tien heeft verzocht.

De leden vinden hierbij het antwoord van de RVA.

x x x

2.900-1

Vereenvoudigingen RVA

Inhoudstafel

| | |
|---|-----------|
| VEREENVOUDIGINGEN RVA | 1 |
| 1) VRAAG | 2 |
| 2) ALGEMENE UITLEG I.V.M. VEREENVOUDIGINGSVOORSTELLEN | 2 |
| DOELGROEP VAN DE VEREENVOUDIGING? | 2 |
| BEOORDELING VAN DE VEREENVOUDIGING?..... | 2 |
| BEOORDELINGSSCHEMA IN DE SECTOR WERKLOOSHEID..... | 3 |
| 3) GEREALISEERDE VEREENVOUDIGINGEN IN DE SECTOR WERKLOOSHEID | 3 |
| a) <i>Invoering van de facultatieve ASR (2003)</i> | 3 |
| b) <i>Afschaffing gemeentelijke stempelcontrole (2005)</i> | 4 |
| c) <i>Afschaffing van de procedure “vervaldatum” (2005)</i> | 4 |
| d) <i>Afschaffing jaarlijkse uitkeringsaanvraag als tijdelijk werkloze (2006)</i> | 4 |
| e) <i>Beperking doelgroep verhoorprocedure (2007 - 2014)</i> | 5 |
| f) <i>afschaffing van de controlekaart voor oudere werklozen (2007)</i> | 5 |
| g) <i>Integratie in het werkloosheidsdossier van de hoofdverblijfplaats zoals vermeld in het Rijksregister (2008 – 2014)</i> | 5 |
| h) <i>vereenvoudiging van de vergoedingsregeling van volledig werklozen ingevolge het herstelplan van 11.12.2008 (2009)</i> | 6 |
| i) <i>vereenvoudiging van de berekening van een bedrag van de werkkuitkering (2009)</i> | 6 |
| j) <i>vereenvoudiging startbaankaart (2010)</i> | 6 |
| k) <i>vereenvoudiging van de infoverstreking (2010)</i> | 7 |
| l) <i>Decava (2010)</i> | 7 |
| m) <i>veralgemening van de elektronische aangiftes tijdelijke werkloosheid (2010)</i> | 7 |
| n) <i>versoepeling van de aangifte van de eerste effectieve werkloosheidsdag in geval van tijdelijke werkloosheid (2013)</i> ... | 8 |
| o) <i>Elektronische gegevensoverdracht directe belastingen (2013)</i> | 8 |
| p) <i>Afzien van verwerping of voorstel tot bijpassing in geval van een miniem verschil (2015)</i> | 8 |
| q) <i>Verplichte ASR scenario’s vergoeding (2016)</i> | 8 |
| r) <i>Elektronische controlekaart volledig werklozen (2016)</i> | 9 |
| s) <i>Elektronische controlekaart tijdelijk werklozen (2017)</i> | 9 |
| t) <i>Elektronische uitkeringsaanvraag (2017)</i> | 9 |
| u) <i>Verplichte ASR scenario’s toelaatbaarheid (2017)</i> | 10 |
| v) <i>vereenvoudiging van de formulieren voor de sociaal verzekerden (permanent)</i> | 10 |
| w) <i>vereenvoudiging van de formulieren – only once principe (exclusief ASR) (permanent)</i> | 10 |
| x) <i>creatie elektronische formulieren in alle situaties waarin papieren formulieren bestaan (permanent)</i> | 11 |
| 4) (NOG) NIET GEREALISEERDE VEREENVOUDIGINGEN IN DE SECTOR WERKLOOSHEID | 11 |
| a) <i>Athena (permanent)</i> | 11 |
| b) <i>Procedure tijdelijke werkloosheid ingevolge staking (project 2017)</i> | 12 |
| c) <i>Vereenvoudiging berekening beroepsverleden voor anciënniteitstoelage, vrijstelling beschikbaarheid SWT en 35 jaar landingsbaan (project 2017)</i> | 12 |
| d) <i>Uniformisering gezinscategorie bij tijdelijk werklozen (project 2017)</i> | 12 |
| e) <i>Vereenvoudiging berekening beroepsverleden voor toegang SWT (piste)</i> | 13 |
| f) <i>Vereenvoudiging berekeningswijze IGU (piste)</i> | 13 |
| g) <i>verplichte ASR scenario 1 (piste)</i> | 13 |
| h) <i>Verdere beperking doelgroep verhoorprocedure (piste)</i> | 14 |
| 5) GEREALISEERDE VEREENVOUDIGINGEN IN DE SECTOR LOOPBAANONDERBREKING EN TIJDSKREDIET | 15 |
| a) <i>Portail de la sécurité sociale (Dossier Interruption de carrière et crédit-temps, ELO+)</i> | 15 |
| b) <i>E-box</i> | 15 |
| c) <i>Flux</i> | 15 |
| d) <i>Procédures</i> | 15 |
| 6) (NOG) NIET GEREALISEERDE VEREENVOUDIGINGEN IN DE SECTOR LOOPBAANONDERBREKING EN TIJDSKREDIET | 15 |

| | | |
|----|--|----|
| a) | <i>Crédit-temps</i> | 15 |
| b) | <i>Portail de la sécurité sociale (Dossier Interruption de carrière et crédit-temps, ELO+)</i> | 16 |
| c) | <i>E-box</i> | 16 |
| d) | <i>Flux</i> | 16 |
| e) | <i>Procédures</i> | 16 |
| f) | <i>Only once</i> | 16 |

1) Vraag

IPA 2017 – 2018

De interprofessionele sociale partners zullen voorstellen formuleren om de bestaande regelgeving en de administratieve formaliteiten te vereenvoudigen teneinde de complexiteit en de administratieve lasten en kosten terug te dringen, met behoud van de informatierechten, de sociale rechten en de sociale bescherming.

In eerste fase, die loopt tot 31/03/2017, zullen zij in de NAR een stand van zaken opmaken van de werkzaamheden rond administratieve vereenvoudiging die lopen in de verschillende organen waarin ze vertegenwoordigd zijn. In de tweede fase zullen zij actiepunten en concrete voorstellen formuleren. Ze zullen geregeld over de vorderingen op het vlak van administratieve vereenvoudiging communiceren.

commentaar van de RVA:

De complexiteit is veelal het gevolg van het feit dat de regelgeving op verregaande wijze rekening wenst te houden met de persoonlijke situatie van de sociaal verzekerde. De mogelijkheid tot vereenvoudiging wordt sterk beperkt indien de vereenvoudiging geen enkele invloed mag hebben op de individuele rechten.

2) Algemene uitleg i.v.m. vereenvoudigingsvoorstellen

Doelgroep van de vereenvoudiging?

De vereenvoudigingsprojecten van de RVA kunnen gericht zijn op de navermelde doelgroepen:

- sociaal verzekerden
- werkgevers en sociaal secretariaten
- de RVA en de uitbetalingsinstellingen
- andere administraties

Beoordeling van de vereenvoudiging?

Bij de beoordeling van een vereenvoudigingsproject moet rekening gehouden worden met volgende aspecten:

→ Verschuiving van de werklast?

Leidt de vereenvoudiging t.a.v. één doelgroep tot een toename van complexiteit bij, of de verplaatsing van het werk naar een andere doelgroep?

→ Risico op oneigenlijk gebruik?

Leidt de vereenvoudiging tot een toename of afname van het risico op oneigenlijk gebruik?

→ Investering?

Vereist de invoering van de vereenvoudiging een investering vanwege werkgevers en/of administraties?

→ **Recurrente administratieve meerkost?**

Is er een recurrente administratieve meerkost? Veelal kan de toename van de administratiekosten gecompenseerd worden door de vermindering van de personeelsuitgaven.

→ **Budgettaire weerslag?**

Heeft de invoering van de vereenvoudiging (los van de investeringskost, van de recurrente administratieve kosten en van de indirecte gevolgen gekoppeld aan het aspect "controle") een directe positieve of negatieve budgettaire weerslag (ingevolge toename of afname van rechten van sociaal verzekerden)?

→ **Graad van benutting?**

Is de vereenvoudiging verplicht toepasselijk of facultatief? In dit laatste geval, wordt de vereenvoudiging beperkt of ruim benut? Indien de maatregel verplicht geldt is de graad van benutting maximaal.

→ **Impact**

Heeft de vereenvoudiging een ruime of een beperkte impact, gezien de aard van de maatregel (materie, grootte van de doelgroep, aard van vereenvoudiging, ...)? Een maatregel die verplicht geldt, kan een beperkte impact hebben indien de doelgroep klein is.

Beoordelingsschema in de sector werkloosheid

De effecten van een vereenvoudiging kunnen in kaart worden gebracht via navermelde tabel, waarbij de inschaling (1 tot 5) slechts een indicatieve waarde heeft en dus niet gebaseerd is op een studie, maar wel op impressies.

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | | |
| complexer? | | | |
| investering? | | | |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | | |
| impact? | | | |
| budgettaire weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

3) Gerealiseerde vereenvoudigingen in de sector werkloosheid

a) Invoering van de facultatieve ASR (2003)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|-------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | 4 | 5 | 4 |
| complexer? | 1 | | 2 |
| investering? | 5 | | 5 |
| recurr. meerkost? | 1 | | 1 |
| benutting? | 3 | 3 | 3 |

| | | | |
|----------------------------|---|---|---|
| impact? | 4 | 4 | 4 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | 2 |

De vereenvoudiging wordt gerealiseerd doordat manuele werkzaamheden vervangen worden door een elektronische procedure. Dit vereist evenwel veel complexere analyses en opvolging.

b) Afschaffing gemeentelijke stempelcontrole (2005)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 5 | 5 |
| complexer? | | | 2 |
| investering? | | | 5 |
| recurr. meerkost? | | | 1 |
| benutting? | | 5 | |
| impact? | | 5 | |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | 5 |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Afschaffing gemeentelijke stempelcontrole voor volledig werklozen. De vereenvoudiging wordt gerealiseerd doordat manuele werkzaamheden deels worden afgeschaft en deels worden vervangen door elektronische procedures. Dit vereist veel complexere analyses en opvolging bij de RVA en bij de Gewestinstellingen.

c) Afschaffing van de procedure "vervaldatum" (2005)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 3 | 4 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | 5 | 5 |
| impact? | | 3 | 3 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | 2 |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Afschaffing vervaldatum en jaarlijkse aangifte van gezinssituatie.

d) Afschaffing jaarlijkse uitkeringsaanvraag als tijdelijk werkloze (2006)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|-------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | 2 | 5 | 5 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | |
| recurr. meerkost? | | | 1 |
| benutting? | 5 | 5 | |
| impact? | 2 | 4 | |

| | | | |
|----------------------------|--|--|--|
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Afschaffing jaarlijkse uitkeringsaanvraag en herziening van het uitkeringsbedrag als tijdelijk werkloze

e) Beperking doelgroep verhoorprocedure (2007 - 2014)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 3 | 3 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | 5 | 5 |
| impact? | | 1 | 1 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Vereenvoudiging van het beslissingsproces door het afschaffen van het verplichte verhoor van de sociaal verzekerde in de gevallen waarin dit geen duidelijke meerwaarde heeft.

f) afschaffing van de controlekaart voor oudere werklozen (2007)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 5 | 5 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | 5 | 5 |
| impact? | | 5 | 5 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Vervanging van de controlekaart door een aangifte in geval van vergoedbaarheidsbevel.

g) Integratie in het werkloosheidsdossier van de hoofdverblijfplaats zoals vermeld in het Rijksregister (2008 - 2014)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 1 | |
| complexer? | | 2 | 3 |
| investering? | | | 3 |
| recurr. meerkost? | | | 1 |
| benutting? | | 5 | 5 |
| impact? | | 1 | 3 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | 3 |

Procedure Regis RVA (2009) en Regis UI (2014): maximale gegevensopvraging bij de authentieke bron.

Er is geen vereenvoudiging in hoofde van de administraties aangezien de opvraging niet in de plaats kan treden van een aangifte door de sociaal verzekerde (gezien de tijdsloof en de onvolledigheid van het Rijksregister).

h) vereenvoudiging van de vergoedingsregeling van volledig werklozen ingevolge het herstelplan van 11.12.2008 (2009)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 2 | 2 |
| complexer? | | 2 | 2 |
| investering? | | | 3 |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | | 5 |
| impact? | | | 4 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Invoering van uniforme vergoedingspercentages voor volledig werklozen in de eerste vergoedingsperiode, doch complexere regeling vanaf de tweede vergoedingsperiode

i) vereenvoudiging van de berekening van een bedrag van de werkuitkering (2009)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | 1 | | 2 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | 1 |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | 5 | | 5 |
| impact? | 1 | | 2 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Plan Activa – Vereenvoudiging berekeningswijze werkuitkering.

j) vereenvoudiging startbaankaart (2010)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | 1 | 1 | 1 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | 5 | 5 | 5 |
| impact? | 1 | 1 | 1 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |

| | | | |
|---------------------------|--|--|--|
| afname oneigenl. gebruik? | | | |
|---------------------------|--|--|--|

Vereenvoudiging van de procedure van de startbaankaart (vervanging van de startbaankaart door de werkkaart).

k) vereenvoudiging van de infoverstreking (2010)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | 2 | 2 | 2 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | 1 |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | 5 | 5 | 5 |
| impact? | 2 | 2 | 2 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Om de infoverstreking te verbeteren en de formulieren en infobladen te vereenvoudigen werd een nieuw genummerd classificatiesysteem van infobladen uitgewerkt.

l) Decava (2010)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | 3 | 1 | 3 (RVA) |
| complexer? | | | 3 (RSZ) |
| investering? | 2 | | 5 (RSZ) |
| recurr. meerkost? | | | 1 (RSZ) |
| benutting? | 5 | 5 | 5 |
| impact? | 5 | 5 | 5 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | 4 |

Vereenvoudiging van de inhoudingen op de bijdragen voor brugpensioenen.

m) veralgemening van de elektronische aangiftes tijdelijke werkloosheid (2010)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | 2 | | 4 |
| complexer? | | | |
| investering? | 1 | | 1 |
| recurr. meerkost? | 1 | | 1 |
| benutting? | 5 | | 5 |
| impact? | 2 | | 4 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Veralgemening van de elektronische aangiftes tijdelijke werkloosheid.

n) versoepeling van de aangifte van de eerste effectieve werkloosheidsdag in geval van tijdelijke werkloosheid (2013)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | 1 | | |
| complexer? | | | |
| investering? | | | |
| recurr. meerkost? | 1 | | 1 |
| benutting? | 5 | | |
| impact? | 1 | | |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Vereenvoudiging door verruiming van de aangiftetermijn.

o) Elektronische gegevensoverdracht directe belastingen (2013)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 2 | 2 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | 1 |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | 5 | 5 |
| impact? | | 1 | 1 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | 1 |

De sociaal verzekerde die een bijberoep uitoefent wordt ervan vrijgesteld om zelf het aanslagbiljet in te dienen.

Rechtstreekse opvraging van gegevens door de Rijksdienst bij de FOD Financiën.

p) Afzien van verwerping of voorstel tot bijpassing in geval van een miniem verschil (2015)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | | 2 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | | 5 |
| impact? | | | 1 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Afzien van verwerping of voorstel tot bijpassing in geval van een miniem verschil met het door de uitbetalingsinstelling ingediende bedrag.

q) Verplichte ASR scenario's vergoeding (2016)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | 5 | 5 | 5 |
| complexer? | | | |
| investering? | 1 | | 1 |
| recurr. meerkost? | 1 | | 1 |
| benutting? | 5 | 5 | 5 |
| impact? | 5 | 5 | 5 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | 3 |

Veralgemening van het elektronische ASR voor alle vergoedbaarheidsscenario's en vereenvoudigingsvoorstel betreffende deeltijdse tewerkstellingen die elkaar ononderbroken opvolgen tijdens een bepaalde referentemaand.

De vereenvoudiging wordt gerealiseerd doordat nog minder gegevens worden opgevraagd (bv. wegvallen van het rooster T, wissende arbeidsduur deeltijdse werknemer, ...) en doordat ingevolge de verplichte veralgemening een uniforme elektronische procedure kan worden toegepast.

r) Elektronische controlekaart volledig werklozen (2016)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 3 | 5 |
| complexer? | | | |
| investering? | | 1 | 3 |
| recurr. meerkost? | | | 1 |
| benutting? | | 1 | 1 |
| impact? | | 1 | 1 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | 1 |

Facultatieve elektronische controlekaart voor volledig werklozen

s) Elektronische controlekaart tijdelijk werklozen (2017)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 2 | 5 |
| complexer? | | | |
| investering? | 1 | 1 | 3 |
| recurr. meerkost? | | | 1 |
| benutting? | ? | ? | ? |
| impact? | ? | ? | ? |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | ? |

Facultatieve elektronische controlekaart tijdelijk werklozen (beperkt project)

t) Elektronische uitkeringsaanvraag (2017)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 2 | 2 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | 3 |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | ? | ? |
| impact? | | ? | ? |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | ? |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

De elektronische uitkeringsaanvraag in hoofde van de werkloze (beperkt project).

u) Verplichte ASR scenario's toelaatbaarheid (2017)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | 5 | 5 | 5 |
| complexer? | | | |
| investering? | 1 | | 1 |
| recurr. meerkost? | 1 | | 1 |
| benutting? | 5 | 5 | 5 |
| impact? | 4 | 4 | 4 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | 3 |

Veralgemening van het elektronische ASR voor alle toelaatbaarheidsscenario's (behalve de ASR scenario 1 – formulieren C4).

De vereenvoudiging wordt gerealiseerd doordat ingevolge de verplichte veralgemening een uniforme elektronische procedure kan worden toegepast.

v) vereenvoudiging van de formulieren voor de sociaal verzekerden (permanent)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 2 | |
| complexer? | | | |
| investering? | | | 1 |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | 5 | 5 |
| impact? | | 1 | 1 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Nazicht leesbaarheid van formulieren bestemd voor de sociaal verzekerde door ervaringsdeskundigen.

w) vereenvoudiging van de formulieren – only once principe (exclusief ASR) (permanent)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 2 | 2 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | 2 |
| recurr. meerkost? | | | 1 |
| benutting? | | 5 | 5 |
| impact? | | 1 | 1 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | 2 |

De RVA vraagt maximaal gegevens op bij de authentieke bron.

x) creatie elektronische formulieren in alle situaties waarin papieren formulieren bestaan (permanent)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 2 | 1 |
| complexer? | | | 2 |
| investering? | | | 5 |
| recurr. meerkost? | | | 2 |
| benutting? | | ? | ? |
| impact? | | ? | ? |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Creatie van elektronische formulieren ter uitvoering van de *wet van 5.05.2014 houdende verankering van het principe van de unieke gegevensinzameling in de werking van de diensten en instanties die behoren tot of taken uitvoeren voor de overheid en tot vereenvoudiging en gelijkschakeling van elektronische en papieren formulieren.*

De vereenvoudiging wordt gerealiseerd doordat manuele werkzaamheden vervangen worden door een elektronische procedure. Dit vereist evenwel veel complexere analyses en opvolging (die slechts meerwaarde bieden indien het volume voldoende groot is).

4) (nog) niet gerealiseerde vereenvoudigingen in de sector werkloosheid

a) Athena (permanent)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | 1 | 2 | 1 (RVA) |
| complexer? | | | 3 (RSZ) |
| investering? | | | 5 (RSZ) |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | ? | ? |
| impact? | | ? | ? |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |

| | | | |
|---------------------------|--|--|---|
| afname oneigenl. gebruik? | | | ? |
|---------------------------|--|--|---|

Bouwen van een databank van volwaardige loopbaangegevens met een gecentraliseerd, multisectorieel gegevensmodel en opgebouwd zonder enige transformatie vanuit de authentieke bronnen.

b) Procedure tijdelijke werkloosheid ingevolge staking (project 2017)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | 3 | 3 | 4 |
| complexer? | | | |
| investering? | 2 | | 3 (RVA) |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | 5 | 5 | 5 |
| impact? | 2 | 2 | 2 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | 1 |

Invoering van een elektronische procedure in geval van tijdelijke werkloosheid die het rechtstreekse of onrechtstreekse gevolg is van een staking of een lock-out. (positief advies beheerscomité RVA)

c) Vereenvoudiging berekening beroepsverleden voor anciënniteitstoelage, vrijstelling beschikbaarheid SWT en 35 jaar landingsbaan (project 2017)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 5 | 5 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | 4 |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | 5 | 5 |
| impact? | | 2 | 2 |
| dir. budg. weerslag? | | | kleine besparing |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | 2 |

Vereenvoudiging van de berekening van het beroepsverleden vereist voor de landingsbanen in de privésector, voor vrijstelling beschikbaarheid en voor de toekenning van de anciënniteitstoelage (positief advies beheerscomité RVA)

d) Uniformisering gezinscategorie bij tijdelijk werklozen (project 2017)

| Beoordeling | Werk-gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|-------------------|------------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 5 | 5 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | 5 | 5 |
| impact? | | 2 | 2 |

| | | | |
|----------------------------|--|--------------|--------------------|
| dir. budg. weerslag? | | kleine winst | kleine meeruitgave |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Vereenvoudiging van de aangifte van de gezinssituatie in hoofde van de tijdelijk werklozen mits invoering van een uniform minimumbedrag. (positief advies beheerscomité RVA)

e) Vereenvoudiging berekening beroepsverleden voor toegang SWT (piste)

| Beoordeling | Werkgever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|-----------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | 5 | 5 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | 2 |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | 5 | 5 |
| impact? | | 2 | 2 |
| dir. budg. weerslag? | | | kleine besparing |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | 2 |

Vereenvoudiging berekening beroepsverleden voor toegang tot SWT.

f) Vereenvoudiging berekeningswijze IGU (piste)

| Beoordeling | Werkgever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|-----------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | | | 3 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | 1 |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | 5 | 5 |
| impact? | | 1 | 1 |
| dir. budg. weerslag? | | klein verlies | kleine besparing |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Uniformisering van de berekeningswijze van de inkomensgarantie-uitkering door afschaffing van de facultatief toepasselijke oude berekeningswijze.

g) verplichte ASR scenario 1 (piste)

| Beoordeling | Werkgever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------|-----------|--------------------|------------------------------|
| eenvoudiger? | 3 | 5 | 5 |
| complexer? | | | |
| investering? | 2 | | 2 |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | 5 | 5 | 5 |
| impact? | 1 | 1 | 1 |
| dir. budg. weerslag? | | | |

| | | | |
|----------------------------|--|--|---|
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | 1 |

Verplichte ASR scenario 1: Elektronische C4 met reden van ontslag.

h) Verdere beperking doelgroep verhoorprocedure (piste)

| Beoordeling | Werk- gever | Sociaal verzekerde | Administratie (RVA, UI, ...) |
|----------------------------|----------------|-----------------------|---------------------------------|
| eenvoudiger? | | 3 | 3 |
| complexer? | | | |
| investering? | | | |
| recurr. meerkost? | | | |
| benutting? | | 5 | 5 |
| impact? | | 1 | 1 |
| dir. budg. weerslag? | | | |
| toename oneigenl. gebruik? | | | |
| afname oneigenl. gebruik? | | | |

Verdere vereenvoudiging van het beslissingsproces door het afschaffen van het verhoor van de sociaal verzekerde in de gevallen waarin dit geen duidelijke meerwaarde heeft.

5) Gerealiseerde vereenvoudigingen in de sector loopbaanonderbreking en tijdskrediet

a) Portail de la sécurité sociale (Dossier Interruption de carrière et crédit-temps, ELO+)

- le travailleur peut recevoir dans son e-box une attestation crédit-temps, un duplicata de décision ou un duplicata de fiche fiscale - 2013
- le travailleur peut consulter l'état des lieux de son dossier, les paiements effectués en sa faveur, le calendrier des paiements de l'ONEM - 2006
- le travailleur peut modifier en ligne son numéro de téléphone et son adresse e-mail; un export est effectué vers la banque de données de l'ONEM - 2015
- l'application CEDRIC permet au travailleur de consulter, par congé envisagé, le crédit épuisé et le crédit restant dû. Des améliorations de CEDRIC sont en cours ou sont à l'étude (présentation des résultats de la simulation, lien avec le montant des allocations, développement d'une application mobile, etc.) - 2016
- l'employeur peut demander une attestation crédit-temps pour l'un de ses travailleurs - 2015
- une demande d'IC ou de CT peut être introduite sur le web (ELO+); des contrôles évitent que des demandes incomplètes ou incohérentes soient introduites; les données transmises électroniquement sont envoyées dans la banque de données de l'ONEM - 2012

b) E-box

- le travailleur reçoit la décision (positive) en version électronique, au moment où elle est générée, en sus du papier - 2014
- le travailleur reçoit sa fiche fiscale en version électronique - 2013
- le travailleur reçoit le formulaire de demande en version pdf à la suite de l'introduction électronique de la demande de la part de son employeur - 2013

c) Flux

- la fiche fiscale du travailleur est envoyée de manière électronique au SPF Finances (Belgotax) afin de permettre le remplissage préalable de la déclaration fiscale sur Tax-on-web – avant 2008
- enrichissement de flux de données BCSS afin d'éviter que d'autres institutions adressent des demandes d'information aux bureaux de l'ONEM (ex: A014L pour het Vlaams Subsidieagentschap voor Werk en Sociale Economie et het Vlaams Agentschap voor Onderwijsdiensten, CareerBreak pour le WSE Vlaanderen,...) - de 2008 à 2016

d) Procédures

- un accusé de réception est envoyé au travailleur pour environ 80% des demandes - 2016 réceptionnées à l'ONEM; en cours : 100% des demandes reçoivent un accusé de réception
- traitement centralisé des transferts d'employeurs et reprise de travailleurs - 2016

6) (nog) niet gerealiseerde vereenvoudigingen in de sector loopbaanonderbreking en tijdskrediet

a) Crédit-temps

- mise en concordance des dispositions de la CCT 103 (droit au congé) et de l'AR (droit aux allocations) - 2017

b) Portail de la sécurité sociale (Dossier Interruption de carrière et crédit-temps, ELO+)

- il est possible de télécharger un document à transmettre à l'ONEM (version en cours d'amélioration, car les documents uploadés ne sont pas liés à une demande spécifique) - 2017
- en cours (2017) : le travailleur signale un événement modificatif, un employeur peut introduire un lot de demandes (canal batch via Smals), un écran de suivi est mis à disposition de l'employeur, etc.

c) E-box

- en cours (2017) - l'employeurs reçoit les décisions positives et négatives qui concernent ses travailleurs dans l'e-box entreprise

d) Flux

- en cours (2017) - l'ONEM consulte et exploite les données de la carrière professionnelle des travailleurs souhaitant entrer dans une mesure de fin de carrière (calcul des 25 ans de passé professionnel).

e) Procédures

- simplification en matière d'audition : lorsqu'il traite une demande qui peut donner lieu à un refus ou à un octroi partiel, en remplacement de l'audition systématique, le bureau avertit le travailleur de la possibilité d'être entendu ou de communiquer des éléments à joindre au dossier (C36 d'avertissement) - 2017

f) Only once

- en cours (2017) - Reconnaissance optique des données sur le formulaire de demande (OCR-ICR) : adaptation des formulaires de demande avec suppression des questions pour lesquelles l'ONEM peut trouver la réponse dans le réseau BCSS
- en cours (2017) - REGIS IC : le travailleur ne doit renseigner son adresse que si elle diffère de celle du Registre national (l'ONEM consulte lui-même cette donnée, de même que la nationalité du travailleur); les modifications d'adresse sont réceptionnées et exploitées par l'ONEM (notifications du RN, sans intervention du travailleur)

Bruxelles,
20.03.2017
Brussel,

38/D.17-23

COMMISSION DES RELATIONS INDIVI-
DUELLES DU TRAVAIL

COMMISSIE INDIVIDUELE ARBEIDS-
VERHOUDINGEN

Objet : Accord interprofessionnel 2017-2018 du 2 février 2017 – Défis sociétaux – Simplification administrative

Onderwerp : Interprofessioneel akkoord 2017-2018 van 2 februari 2017 – Maatschappelijke uitdagingen – Administratieve vereenvoudiging

Au sein de l'Accord interprofessionnel du 2 février 2017 pour la période 2017-2018, les interlocuteurs sociaux ont prévu au point D.2 portant sur la « Simplification administrative », qu'ils formuleront des propositions pour simplifier la réglementation existante et les formalités administratives de façon à diminuer la complexité, les charges et les coûts administratifs tout en maintenant les droits d'information, les droits sociaux et la protection sociale.

Lors de sa réunion du 1^{er} février 2017, le Bureau a souhaité anticiper les travaux et solliciter la collaboration des institutions de sécurité sociale afin de rassembler une documentation et des éléments pertinents nécessaires à l'examen demandé par le Groupe des Dix.

Les membres trouveront ci-joint la réponse de l'ONVA.

In het interprofessioneel akkoord van 2 februari 2017 voor de periode 2017-2018, hebben de sociale gesprekspartners in punt D.2 "Administratieve vereenvoudiging" bepaald dat ze voorstellen zullen formuleren om de bestaande regelgeving en de administratieve formaliteiten te vereenvoudigen, teneinde de complexiteit en de administratieve lasten en kosten terug te dringen, met behoud van de informatierechten, de sociale rechten en de sociale bescherming.

Tijdens de vergadering op 1 februari 2017 heeft het Bureau de wens uitgedrukt te anticiperen op de werkzaamheden en een beroep te doen op de medewerking van de socialezekerheidsinstellingen om documentatie te verzamelen, alsook pertinente elementen die noodzakelijk zijn voor het onderzoek waarom de groep van Tien heeft verzocht.

De leden vinden hierbij het antwoord van de RJV.

x x x

2.900-4

NOTE

Date: 3/03/2017

Référence: N°S/99-046

| | | |
|-----------|------|--------------|
| De: | ONVA | |
| A: | CNT | |
| Copie(s): | 0 | Annexe(s): 0 |

La note ci-dessous présente la liste des améliorations que le secteur des vacances annuelles a apportées en vue de simplifier les démarches administratives, mais aussi celles visant à un usage plus performant, plus efficace et efficient des moyens mis en œuvre dans le secteur des vacances annuelles des travailleurs salariés.

Cependant, qu'il me soit permis aussi de préciser, compte tenu des objectifs visés par le point D2 de l'accord Interprofessionnel, que l'ONVA depuis près de trente ans n'a cessé d'améliorer tant la qualité des services offerts que de leurs coûts.

Ainsi, dès les années 1990, le travailleur a été mis au centre des préoccupations et est ainsi devenu le point référentiel central autour duquel tous les processus et donc l'organisation informatique sont développés. Non seulement, mais cette réforme initiale copernicienne a introduit une méthode itérative continue d'analyse et de remise en cause constante de l'acquis.

Ces remises en question constantes et les réformes successives mises en œuvre ont permis de passer de quelque 600 agents occupés à l'ONVA début 1990 à environ 230 agents aujourd'hui, soit près de deux tiers d'agents en moins. Particulièrement, la rationalisation des tâches, l'automatisation de plus en plus poussée ainsi que l'introduction progressive de la polyvalence ont induit une simplification organisationnelle importante attestée par composition initiale du Conseil de Direction de 14 personnes à un groupe de gestion opérationnel de 7 personnes.

Dès l'entame des années 1990, l'ONVA s'est inscrit dans le vaste projet portant création d'un réseau informatisé de la sécurité sociale avec en son cœur la création de la banque carrefour de la sécurité sociale. L'ONVA, par son rôle de gestionnaire du réseau secondaire des Caisses de vacances, a conduit la participation de ces dernières dans des développements informatiques d'envergure et ainsi insuffler bon nombre de réformes profitables tant aux travailleurs qu'aux employeurs.

1. En faveur des travailleurs.

Dans ce cadre, pour ce qui concerne l'ONVA, l'automatisation progressive de la gestion des dossiers « travailleurs » aboutit aujourd'hui à ce que 95,2% des lignes de déclarations trimestrielles ne nécessitent plus d'intervention humaine ce qui représentent quelques 87,3% des paiements des pécules de vacances et de la délivrance d'une attestation fixant le nombre de jours promérités de vacances annuelles.

Il faut aussi mettre en exergue le fait que désormais, un travailleur affilié à l'ONVA ne reçoit qu'un seul paiement global quand bien même aurait-il été occupé chez plusieurs employeurs durant la période de référence.

Dans le détail, cela signifie que des millions de courriers n'ont plus été générés et des millions d'attestations n'ont plus été gérées sous format papier soit :

- maladies : 500.000
- maladies professionnelles : 14.000
- accidents du travail : 72.000
- chômage économique : 700.000

Ceci pour ce regarde les documents entrants. Mais l'automatisation et les simplifications permettent aussi d'améliorer la qualité des documents sortants et d'en raccourcir le temps de mise à disposition. Ainsi, près de 1.200.000 attestations du nombre de jours de congés sont générées électroniquement et mises à disposition (cfr. Infra) des employeurs, des organismes assureurs (mutualités), de l'ONP, de SIGEDIS, de l'ONEm et des secrétariats sociaux. L'ONVA est source authentique en ce domaine.

Il est à noter au passage que l'ONVA et son réseau secondaire, grâce à leur flexibilité et leur capacité d'adaptation ont pu, sans encombre majeur, faire face aux nouveautés tels que le passage du LATG à la DMFA, de l'an 2000, de l'Euro, ...

Outre la révision de grosses applications informatiques, l'ONVA, dès les années 1995, s'est inscrit dans les développements « Internet ». D'abord par la création d'un site informatif et sa participation en tant que cheville ouvrière à la création du portail de la sécurité sociale.

Quelques années plus tard, deux services fondamentaux étaient mis à disposition des travailleurs et des employeurs, soit COVA 2 pour les premiers et COVA 1 pour les seconds. Ces services « web » permettent aujourd'hui aux travailleurs d'avoir accès à leur dossier « vacances annuelles » complet y compris les courriers les concernant et aux employeurs d'avoir accès à l'ensemble des données « vacances annuelles » des travailleurs qu'ils occupent.

Depuis 2011, l'ensemble des travailleurs affiliés à l'ONVA sont payés par virement, soit une sécurité accrue. Les travailleurs peuvent communiquer (ou modifier) leur numéro de compte via « COVA 2 ». La validation du compte se fait automatiquement auprès des banques.

Depuis une dizaine d'années, un « call center » permet aux travailleurs d'obtenir des duplicata et autres documents automatiquement via ce que nous avons appelé le projet « attestophone ».

Grâce à la création d'un boîte aux lettres électronique via laquelle chaque citoyen peut recevoir de manière centralisée et sécurisée des documents officiels émanant des différentes administrations de la sécurité sociale, soit l'eBox, désormais tous les travailleurs reçoivent un message les informant d'une modification dans leur dossier « vacances annuelles » auquel ils ont accès, je le rappelle, via l'application « COVA 2 ».

De manière générale, l'ONVA procède itérativement à l'amélioration permanente de la qualité et de la lisibilité des documents qu'il édite.

Dans un avenir proche, une fois les problèmes de sécurité et de protection de la vie privée résolus, les ouvriers pourront imprimer via leur PC (tablette, ...) des duplicata des documents les concernant.

2. En faveur des employeurs

L'informatisation de l'ONVA en tant que nœud du réseau secondaire des caisses de vacances a aussi conduit à la suppression d'un volume important de papier sans compter l'augmentation de la vitesse de traitement induite.

Ainsi, la gestion des affiliations des employeurs à une caisse de vacances est automatique dans 94,8 % des cas.

Le même département, ONVA-Régime, répartit automatiquement les attestations d'assimilation entre les différentes caisses de vacances, soit :

- maladie : 750.000
- maladies professionnelles : 30.000
- accidents du travail : 120.000
- chômage économique : 1.500.000

3. En faveur des travailleurs et des employeurs

Dans le cadre du projet « Only-once », qui porte le principe de la collecte unique des données, et pour but d'ancrer la réutilisation des données déjà disponibles dans des sources authentiques dans le fonctionnement des services publics fédéraux et de stimuler l'utilisation de formulaires électroniques en leur conférant une valeur égale à celle des formulaires papier, l'ONVA a procédé à la révision et l'évaluation des documents qu'il utilise tant à l'égard des travailleurs que des employeurs. Notons cependant, que bon nombre des documents répondait déjà aux critères posés. Cependant, ce projet a requis l'adaptation de notre législation en matière de gestion des pécules de vacances d'ouvriers décédés. Le formulaire de demande de vacances supplémentaires a été également adapté récemment.

4. En faveur des créanciers

A partir de 2017, le projet e-déduction portant sur la création d'une plateforme d'échange informatisé des créances entre le SPF Finances, les banques, les firmes principales de recouvrement de créances et l'ONVA, permet une gestion à la fois automatisée des créances portant sur des pécules de vacances d'ouvriers mais aussi en augmente la qualité de gestion et sa vitesse de traitement.

De même, la récupération des indus au profit du secteur des vacances annuelles se fera via le SPF Finances, soit une simplification des procédures et une utilisation plus efficace des moyens mis en œuvre.

5. Réformes internes bénéficiant à tous.

L'édition et l'expédition des gros volumes de courriers ont été externalisées auprès de Fedopres (SPF Finances). On a ainsi pu, tout en faisant des économies d'échelle, augmenter la qualité et la vitesse de traitement de ce type de courrier de masse.

En interne, des projets, tels que l'installation d'un réseau interne et la gestion centralisée des imprimantes, ont également généré des économies importantes.

Fin 2015, l'ONVA a déménagé dans un nouveau bâtiment permettant une optimalisation de l'espace, des moyens informatiques et de l'empreinte écologique de l'ONVA et donc diminution des moyens budgétaires consacrés à l'administration.

Depuis 2012, il est permis aux agents de l'ONVA de télétravailler. Aujourd'hui plus de 90% du personnel peut travailler à la maison entre un à trois jours. Ce qui entraîne aussi des économies d'échelle tout en améliorant le confort de travail des agents. Même en télétravail, les agents sont accessibles à tous nos « clients » externes.

L'ONVA a participé au développement de l'espace informatisé de travail partagé « e-Leg » qui permet l'élaboration conjointe de tout texte de loi ou réglementaire entre, par exemple le SPF Sécurité sociale et l'ONVA. Ce projet a induit des économies en terme de réunions, d'archivage et de temps de gestion.

Depuis 2016, le projet « Babelfed » est en vigueur à l'ONVA. Il porte sur la mise en commun entre institutions de la sécurité sociale des moyens en traduction. De nouveau des économies tout en augmentant la vitesse de traduction des documents.

Enfin, depuis cette année, le projet « Holidays@work », à l'initiative des Caisses de vacances, porte sur le contrôle de qualité du travail des caisses spéciales de vacances en ayant la Caisse-ONVA comme référence. En fonction de la qualité observée, les Caisses spéciales de vacances se verront sanctionnées ou bonifiées. Il n'est pas sans importance ici, de signaler que le rôle central de l'ONVA a induit aussi des réflexions et des mises en œuvre d'actions visant à assurer elles-aussi, une augmentation de la qualité des services offerts mais aussi de la rationalisation des moyens mis œuvre. Cela a abouti à la création de synergies entre les caisses de vacances ainsi qu'à des fusions entre elles.

Comme le CNT pourra l'observer l'ONVA et les Caisses de vacances ont entamé depuis longtemps déjà des processus itératifs de réflexion non seulement quant à la qualité et au coût des services offerts à tous nos bénéficiaires et parties prenantes, mais aussi sur sa propre gestion administrative interne ce, en restant des plus attentifs sur les évolutions sociétales et technologiques.

L. VANNESTE
Administrateur général

Bruxelles,
Brussel,

20.03.2017

38/D.17-24

COMMISSION DES RELATIONS INDIVIDUELLES DU TRAVAIL

COMMISSIE INDIVIDUELE ARBEIDS-
VERHOUDINGEN

Objet : Accord interprofessionnel 2017-2018 du 2 février 2017 – Défis sociétaux – Simplification administrative

Onderwerp : Interprofessioneel akkoord 2017-2018 van 2 februari 2017 – Maatschappelijke uitdagingen – Administratieve vereenvoudiging

Au sein de l'Accord interprofessionnel du 2 février 2017 pour la période 2017-2018, les interlocuteurs sociaux ont prévu au point D.2 portant sur la « Simplification administrative », qu'ils formuleront des propositions pour simplifier la réglementation existante et les formalités administratives de façon à diminuer la complexité, les charges et les coûts administratifs tout en maintenant les droits d'information, les droits sociaux et la protection sociale.

Lors de sa réunion du 1^{er} février 2017, le Bureau a souhaité anticiper les travaux et solliciter la collaboration des institutions de sécurité sociale afin de rassembler une documentation et des éléments pertinents nécessaires à l'examen demandé par le Groupe des Dix.

Les membres trouveront ci-joint la réponse du Service Fédéral des Pensions.

In het interprofessioneel akkoord van 2 februari 2017 voor de periode 2017-2018, hebben de sociale gesprekspartners in punt D.2 "Administratieve vereenvoudiging" bepaald dat ze voorstellen zullen formuleren om de bestaande regelgeving en de administratieve formaliteiten te vereenvoudigen, teneinde de complexiteit en de administratieve lasten en kosten terug te dringen, met behoud van de informatierechten, de sociale rechten en de sociale bescherming.

Tijdens de vergadering op 1 februari 2017 heeft het Bureau de wens uitgedrukt te anticiperen op de werkzaamheden en een beroep te doen op de medewerking van de socialezekerheidsinstellingen om documentatie te verzamelen, alsook pertinente elementen die noodzakelijk zijn voor het onderzoek waarom de groep van Tien heeft verzocht.

De leden vinden hierbij het antwoord van de Federale Pensioendienst.

X X X

2.900-5

**DIENST STRATEGIE EN INNOVATIE**

Stijn De Wilde
stijn.dewilde@sfpd.fgov.be

Telefoonnummer: **02 529 32 10**

Website: www.sfpd.fgov.be

Federale Pensioendienst - Zuidertoren - 1060 Brussel - BELGIE

Nationale Arbeidsraad
tav Patricia de Fays
Blijde Inkomstlaan 17
1040 Brussel

| Ons kenmerk | Uw kenmerk | Uw bericht van | Datum | Bijlagen |
|----------------|---------------------|----------------|------------|----------|
| A131/DEWIS/NAR | PdF/AB – N° S/99043 | 07/02/2017 | 06/03/2017 | - |

Interprofessioneel akkoord 2017-2018 – Punt D.2 – Vereenvoudiging: Input FPD

Geachte,

Hierbij vindt u een overzicht van de meest in het oog springende verwezenlijkingen inzake "vereenvoudiging" van onze organisatie en zijn voorlopers (de Rijksdienst voor Pensioenen en de Pensioendienst voor de Overheidssector) evenals de voornaamste vereenvoudigingsprojecten die momenteel nog in uitvoering of gepland zijn.

Gerealiseerde vereenvoudigingsprojecten:

- Capelo: trimestriële elektronische ontsluiting van de loopbanen overheidssector ter vervanging van het papieren dossier vanaf 2011 + recuperatie historische loopbaangegevens vóór 2011 via een éénmalige aangifte door de werkgever openbare dienst in een e-attest.
- Pensioenmotor DB: Dankzij de gemeenschappelijke databank pensioenloopbaangegevens voor de drie stelsels kan de loopbaanvoorwaarde over alle stelsels heen onmiddellijk (en dus sneller) afgetoetst worden zonder onderlinge gegevensuitwisseling tussen verschillende pensioenadministraties.
- **mypension.be**: uniek pensioenportaal dat elke burger online toegang geeft tot:
 - het pensioendossier eerste pijler (werknemer – ambtenaar – zelfstandige):
 - overzicht van de loopbaan die in aanmerking genomen wordt voor het pensioen
 - vroegst mogelijke ingangsdatum van het wettelijk pensioen
 - briefwisseling
 - overzicht pensioenbetalingen (privé sector)
 - online interactiemogelijkheden met de pensioenadministratie (waaronder de mogelijkheid online het pensioen aan te vragen)
 - het pensioendossier tweede pijler (dankzij het project DB2P van Sigedis)
- 1765: uniek en gratis telefoonnummer om de pensioenadministraties (Federale Pensioendienst en RSVZ) en Sigedis te bereiken
- Pensioenpunten: unieke F2F contactpunten waar een burger experten van de verschillende pensioenadministraties (FPD en RSVZ) kan ontmoeten.
- Polyvalentie van aanvraag raming en aanvraag pensioen. De pensioeninstellingen wisselen de aanvragen zelf uit in geval van gemengde loopbaan.

- E-gegevensuitwisseling via KSZ: Minder gegevens rechtstreeks bij burger opgevraagd in kader van dossierbeheer dankzij rechtstreekse consultatie authentieke gegevensbronnen bij andere overheidsinstellingen (Only Once).
- Argos: automatische en proactieve controle van de cumulatie van een pensioen met een beroepsactiviteit of sociale uitkering. Bij vaststelling cumulatie wordt betrokkene automatisch geïnformeerd over de mogelijke impact van een cumul.
- Attesten sociaal tarief: Via de KSZ kan een derde (zoals een energieleverancier) nagaan of iemand recht heeft op een sociaal tarief. De gepensioneerde dient dus zelf geen attest meer op te vragen bij de FPD.
- Pharos en broker: de systemen van de FPD weten automatisch wanneer er een andere pensioen werd toegekend of wanneer er een wijziging burgerlijke staat is. De gepensioneerde moet de FPD daar niet langer zelf van op de hoogte brengen.
- AutoProv (werknemersregeling): bij het overlijden van de huwelijkspartner wordt het overlevingspensioen automatisch berekend. Betrokkene hoeft niets te melden. Ook de betaalmodaliteiten worden automatisch geregeld.
- AutoIGO fase 1: automatische opstart van het IGO-onderzoek bij het bereiken van de wettelijke pensioenleeftijd voor personen die al een vervroegd pensioen genieten.
- BEX – bilaterale elektronische gegevensuitwisseling van overlijdensdata: afschaffing van het papieren levensbewijs voor – de overgrote meerderheid van de – door de FPD betaalde gepensioneerden woonachtig te:
 - Duitsland
 - Nederland
 - Frankrijk
- Fusie RVP-PDOS en overname pensioenbevoegdheden HR-Rail: realisatie één contactpunt. Ook werden in dit kader enkele quick wins gerealiseerd:
 - vereenvoudigde procedure voor betaling ambtenarenpensioen op rekening: Tot voor april 2016 diende de gepensioneerde ambtenaar een in drievoud opgemaakt formulier door zijn bank te laten invullen en aan de PDOS te bezorgen. Sinds april 2016 dient hij (conform de regeling voor werknemers en zelfstandigen) enkel zijn rekeningnummer mee te delen aan de FPD. De FPD controleert zelf het bankrekeningnummer bij de bankinstelling.
 - één enkele procedure levensbewijs voor gepensioneerden woonachtig in landen waarmee overlijdensdata nog niet elektronisch worden uitgewisseld.

Vereenvoudigingsprojecten in uitvoering of gepland:

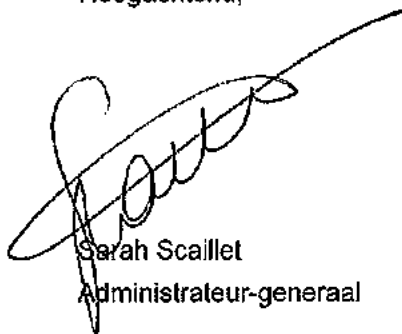
- PUB: unieke betaling van het pensioen. Vandaag worden pensioenen die vroeger beheerd werden door de RVP en pensioenen die beheerd werden door de PDOS voor één en dezelfde persoon op verschillende data betaald, eventueel op een verschillende wijze en volgens een verschillend indexatiemechanisme. Dit brengt ook mee dat bij het uitbetalen van één voordeel onvoldoende vlug rekening kan gehouden worden met pensioenvoordelen die in de andere regeling worden uitbetaald. De rechtzetting van deze situaties brengt zowel voor de gepensioneerden als voor de administratie heel wat rompslomp mee. Een volgende stap in een verdere administratieve vereenvoudiging vereist dat deze verschillende door de FPD uitbetaalde pensioenvoordelen geschieden in een unieke betaling. De FPD-studiedienst heeft daarom een voorstel uitgewerkt om de wetgeving inzake pensioenbetalingen te harmoniseren. Indien dit uitmondt in een nieuwe wetgeving kan de FPD zijn project PUB verderzetten met als doel de realisatie van het principe "voor één en dezelfde persoon, één maandelijksse betaling, op één rekening". Dit houdt ook in dat er een éénvormig indexatiemechanisme komt. Om dit te realiseren worden de betalingen overheidssector geïntegreerd in het systeem dat instaat voor de betaling van de werknemers- en zelfstandigenpensioenen. Deze integratie zal ook toelaten deze betalingen weer te geven binnen

my pension.be. Streefdatum voor de realisatie van dit project is 2018. De door de FPD voorgestelde wetswijzigingen dienen echter uiterst dringend doorgevoerd te worden om het project (tijdig) te kunnen realiseren.

- Fusie RVP-PDOS en overname pensioenbevoegdheden HR-Rail: Naast het hierboven vermeldde project PUB en de al gerealiseerde quick wins zullen in het kader van deze fusie nog een hele resem kleinere processen gealigneerd worden waardoor de administratieve last voor een burger met een gemengde loopbaan werknemer-ambtenaar verder zal dalen.
- my pension.be:
 - Vanaf het najaar 2017 kan een burger van elke leeftijd online niet alleen de vroegst mogelijke ingangsdatum van zijn pensioen raadplegen, maar ook een raming van het pensioenbedrag eerste pijler in het werknemers-, ambtenaren en zelfstandigenstelsel.
 - In 2018 wordt een module toegevoegd waarmee een burger toekomstige loopbaankeuzes en de impact hiervan op zijn pensioen kan simuleren.
 - Ook in 2018 wordt een module toegevoegd die toelaat dat de FPD en het RSVZ bijkomende informatie in het kader van een toekenningsprocedure van het pensioen slechts éénmaal hoeven op te vragen bij de burger (Only Once). Ook de papieren procedures worden hiermee gealigneerd.
- Unieke standaardraming: vanaf midden 2017 kan een burger vanaf de leeftijd van 55 jaar bij de FPD een unieke (omvat de drie stelsels) standaardraming van zijn rustpensioen opvragen.
- Unieke pensioenbeslissing (Project Pensioenmotor fase 3): unieke kennisgeving van de pensioenrechten in de drie stelsels. Dit project is nog niet opgestart en maakt geen deel uit van de financiële projectenveloppe 2016-2018.
- AutoIGO fase 2: automatische opstart van het IGO-onderzoek bij het bereiken van de wettelijke pensioenleeftijd voor leefloners zonder beroepsloopbaan.
- BEX: de FPD werkt met verschillende landen een systeem van bilaterale elektronische gegevensuitwisseling uit die toelaat voor die landen stapsgewijs het papieren levensbewijs af te schaffen. Dit is al gerealiseerd voor Duitsland, Nederland en Frankrijk. Luxemburg volgt in het voorjaar van 2017.
- EESSI / ETS: de FPD is partner in deze Europese projecten en volgt hun voortgang op de voet op.

Indien u nog bijkomende vragen hebt kunt u mij steeds contacteren.

Hoogachtend,



Sarah Scaillet
Administrateur-generaal

Bruxelles,
12.10.2017

Brussel,

38/D.17-89

COMMISSION DES RELATIONS INDIVIDUELLES DU TRAVAIL

Objet : Accord interprofessionnel 2017-2018 du 2 février 2017- Défis sociétaux – Simplification administrative

Faisant suite à la demande des membres lors de la réunion de la Commission du 18 septembre 2017, ceux-ci sont priés de trouver ci-joint la contribution du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises en vue du rapport demandé par l'Accord interprofessionnel.

COMMISSIE INDIVIDUELE ARBEIDS-VERHOUDINGEN

Onderwerp: Interprofessioneel akkoord 2017-2018 van 2 februari 2017 - Maatschappelijke uitdagingen - Administratieve vereenvoudiging

Ingevolge het verzoek van de leden tijdens de commissievergadering van 18 september 2017 vinden ze als bijlage de bijdrage van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers met het oog op het door het interprofessioneel akkoord gevraagde rapport.

x

x

x

Fonds tot vergoeding van de in geval van Sluiting van Ondernemingen ontslagen werknemers/Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises

Het Fonds maakte de administratieve handelingen voor slachtoffers van een sluiting makkelijker en eenvoudiger.

Het formulier om een vergoedingsaanvraag in te dienen bij het Fonds werd in de loop der jaren sterk vereenvoudigd. Aanvankelijk bestonden er 2 aanvraagformulieren: het formulier BC901A (voor de aanvraag van de vergoedingen die contractueel werden vastgelegd), en het formulier BC901C (voor de aanvraag van de aanvullende vergoeding brugpensioen). Deze aanvraagformulieren BC901A en BC901C werden in 2007 vervangen door een uniek aanvraagformulier F1. Het formulier F1 kan zowel gebruikt worden in de industriële en commerciële sector als in de social-profitsector en de sector van de vrije beroepen en dit zowel voor de aanvraag van contractuele vergoedingen als de aanvullende vergoeding brugpensioen.

Dit uniek aanvraagformulier werd in 2014 – 2015 samen met de Dienst Administratieve Vereenvoudiging (DAV) getoetst aan het Only-Once principe waardoor het aan dit Only-Once principe beantwoordt: enkel de informatie die het Fonds zelf niet kan terugvinden in overheidsdatabanken, wordt opgevraagd. Hierdoor wordt enerzijds vermeden dat klanten en partners onnodig worden gestoord en wordt anderzijds bijgedragen tot het efficiënt inzetten van de beschikbare middelen.

Het aanvraagformulier F1 is sinds dit jaar ook elektronisch beschikbaar via de internettoepassing e-F1. Werknemersorganisaties kunnen op die manier de aanvraag elektronisch invullen en bewaren, bijlagen toevoegen en vervolgens doorsturen naar het FSO. Naast de werknemers zorgt dit ook voor de administratie voor optimalisatie want de ingevulde gegevens op het elektronisch aanvraagformulier e-F1 vloeien automatisch in onze centrale databank.

De e-governmenttoepassing voor de burger om zijn sluitingsdossier online te consulteren (e-gofso) werd de afgelopen jaren aangepast en uitgebreid in functie van de klantenbehoeften.

Naast deze realisaties werkt het FSO verder aan de inkorting van de betalingstermijnen zodat het hele proces van falings tot de uitbetaling aan de werknemer gevoelig zal worden vereenvoudigd. Dit zal enerzijds gebeuren door de wettelijke overnametermijnen terug te brengen naar 2 x 2 maanden (in plaats van de huidige 2 x 6 maanden). Anderzijds streeft het FSO ernaar om de indiening van de schuldvordering bij de rechtbank en het indienen van een aanvraagformulier F1 bij het FSO te laten samensmelten tot 1 proces.

2017

e-Government de la sécurité sociale (ONSS)

Rapport au Conseil national du travail

21 juin 2017

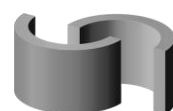


TABLE DES MATIÈRES

| | | |
|----------|--|-----------|
| 1 | IDENTIFICATION & GESTION DES DONNÉES DES EMPLOYEURS..... | 3 |
| 1.1 | GESTION DU RÉPERTOIRE DES EMPLOYEURS | 3 |
| 1.1.1 | <i>Introduction</i> | 3 |
| 1.1.2 | <i>WIDE</i> | 3 |
| 1.1.3 | <i>Phoenix</i> | 4 |
| 1.2 | GESTION DES MANDATS (MAHIS)..... | 5 |
| 1.2.1 | <i>Introduction</i> | 5 |
| 1.2.2 | <i>Nouveaux clusters</i> | 5 |
| 1.2.3 | <i>Procuration électronique</i> | 5 |
| 1.2.4 | <i>Plateforme de consultation des mandats</i> | 5 |
| 2 | DIMONA | 6 |
| 2.1 | INTRODUCTION | 6 |
| 2.2 | NOUVELLES COMMISSIONS PARITAIRES | 7 |
| 2.3 | INTÉGRATION DE L'ORPSS..... | 7 |
| 3 | DMFA | 8 |
| 3.1 | AFFLUX DES DÉCLARATIONS ORIGINALES..... | 8 |
| 3.2 | QUALITÉ & EXHAUSTIVITÉ DES DÉCLARATIONS | 8 |
| 3.2.1 | <i>Evolution générale des anomalies prioritaires</i> | 8 |
| 3.2.2 | <i>Contrôles croisés DmfA – Dimona</i> | 9 |
| 3.2.3 | <i>Baromètre de qualité des prestataires de services sociaux</i> | 9 |
| 3.3 | COTISATIONS & RÉDUCTIONS | 10 |
| 3.3.1 | <i>Réductions groupes-cibles : « premiers engagements »</i> | 10 |
| 3.3.2 | <i>Flexi-jobs (Plan Horeca 2015)</i> | 13 |
| 3.4 | BANQUE DE DONNÉES DES CARRIÈRES | 15 |
| 3.5 | AVENIR DE LA DMFA..... | 15 |
| 3.5.1 | <i>Intégration de la CSPM</i> | 15 |
| 3.5.2 | <i>Intégration de l'ORPSS</i> | 16 |
| 4 | DÉCLARATIONS OCCUPATION TRANSFRONTALIÈRE..... | 17 |
| 4.1 | LIMOSA | 17 |
| 4.1.1 | <i>Déclarations Limosa</i> | 17 |
| 4.1.2 | <i>Signalement « absence de L-1 »</i> | 18 |
| 4.1.3 | <i>Plan pour une concurrence loyale</i> | 18 |
| 4.2 | WABRO..... | 18 |
| 4.2.1 | <i>Évolution du nombre de dossiers</i> | 19 |
| 5 | DÉCLARATION DES RISQUES SOCIAUX (DRS)..... | 20 |
| 5.1 | INTRODUCTION | 20 |
| 5.2 | ÉVOLUTION DES DÉCLARATIONS DES RISQUES SOCIAUX..... | 20 |
| 6 | CHECKINATWORK | 22 |
| 6.1 | INTRODUCTION | 22 |
| 6.2 | LIEUX DE TRAVAIL SOUMIS À L'ENREGISTREMENT DES PRÉSENCES | 22 |
| 6.3 | PRÉSENCES ENREGISTRÉES..... | 23 |
| 6.4 | CANAUX SÉCURISÉS POUR L'ENREGISTREMENT DES PRÉSENCES..... | 23 |
| 7 | OUTILS DE CONSULTATION | 25 |
| 7.1 | INTRODUCTION | 25 |
| 7.2 | STUDENT@WORK | 25 |
| 7.3 | HORECA@WORK – 50 DAYS | 26 |

| | | |
|----------|----------------------------------|-----------|
| 7.4 | INTERIM@WORK | 26 |
| 7.5 | CHECK LIMOSA | 27 |
| 7.6 | CHECK OBLIGATION DE RETENUE..... | 27 |
| 8 | ANNEXES | 28 |

1 Identification & gestion des données des employeurs

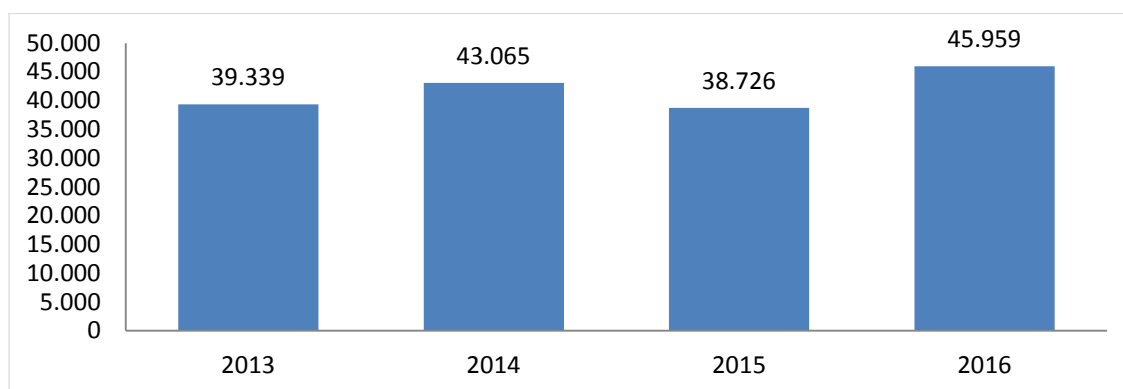
1.1 Gestion du répertoire des employeurs

1.1.1 Introduction

Chaque entreprise qui engage un travailleur pour la première fois est tenue d'introduire une demande d'inscription auprès de l'ONSS. L'entreprise obtient alors la qualité d'employeur et est enregistrée dans le répertoire des employeurs. En fonction de l'activité déclarée, une ou plusieurs catégorie(s) d'employeurs est/sont attribuée(s). Ces catégories déterminent les taux de cotisations dus.

Le répertoire est tenu à jour par le traitement de diverses sources :

- ❖ les informations fournies à l'ONSS par les employeurs (voir point 1.1.2 WIDE) ;
- ❖ les renseignements en provenance des services d'inspection ;
- ❖ les consultations propres de banques de données officielles, telles que le Moniteur belge, le Registre national et la BCE ;
- ❖ mais aussi et surtout les modifications automatiques depuis la BCE. Le graphique suivant présente le nombre de rectifications apportées annuellement dans le répertoire des employeurs sur base des informations de la BCE.



Au premier trimestre 2017, on recensait 243.649 employeurs actifs dans le répertoire des employeurs.

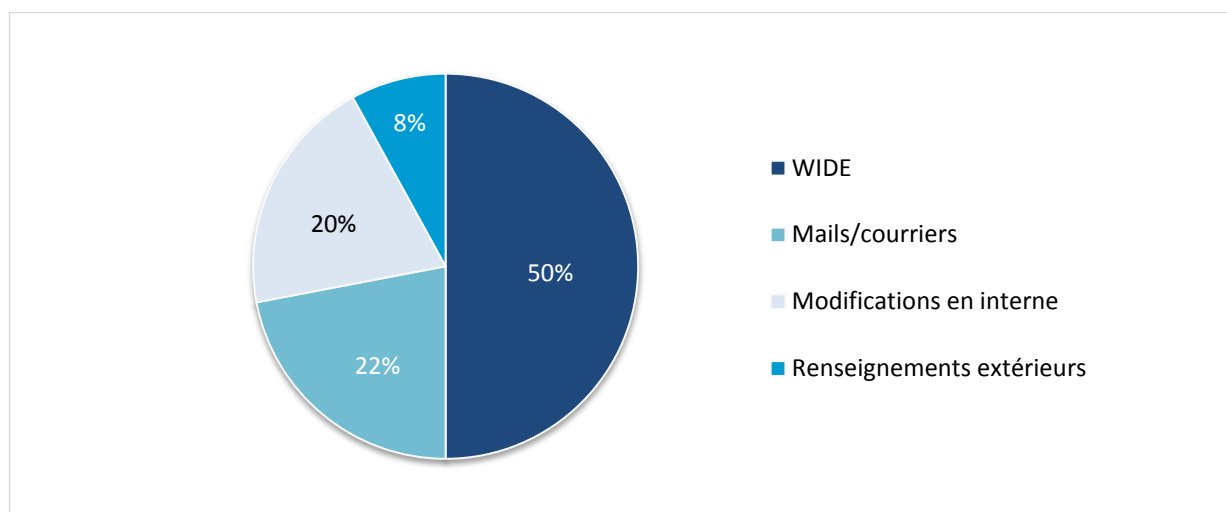
1.1.2 WIDE

“WIDE” (WerkgeversIdentificatie/Identification Employeur), la plateforme digitale relative aux demandes d'inscription, a été mise en production par l'ONSS en 2010. Depuis lors, toutes les demandes d'inscription sont introduites via WIDE (2016: 34.539 demandes validées).

En juillet 2014, cette application a été étendue en vue de permettre à l'employeur (ou son mandataire) d'effectuer lui-même la suppression de son inscription. WIDE contrôle cette demande au moyen des données Dimona et la traite de manière entièrement automatisée. En 2016, 13.994 suppressions (sur un total de 27.384) ont ainsi pu être complètement traitées automatiquement. (8.113 suppressions ont été traitées par le biais de corrections système. Une intervention d'un collaborateur de l'ONSS a encore été nécessaire pour seulement 5.277 cas).

Depuis mars 2015, les modifications des données de l'employeur (en matière d'activité, de signalétique...) sont également possibles via l'environnement sécurisé de WIDE. Dès le départ, cette nouvelle extension de WIDE a aussi été largement utilisée.

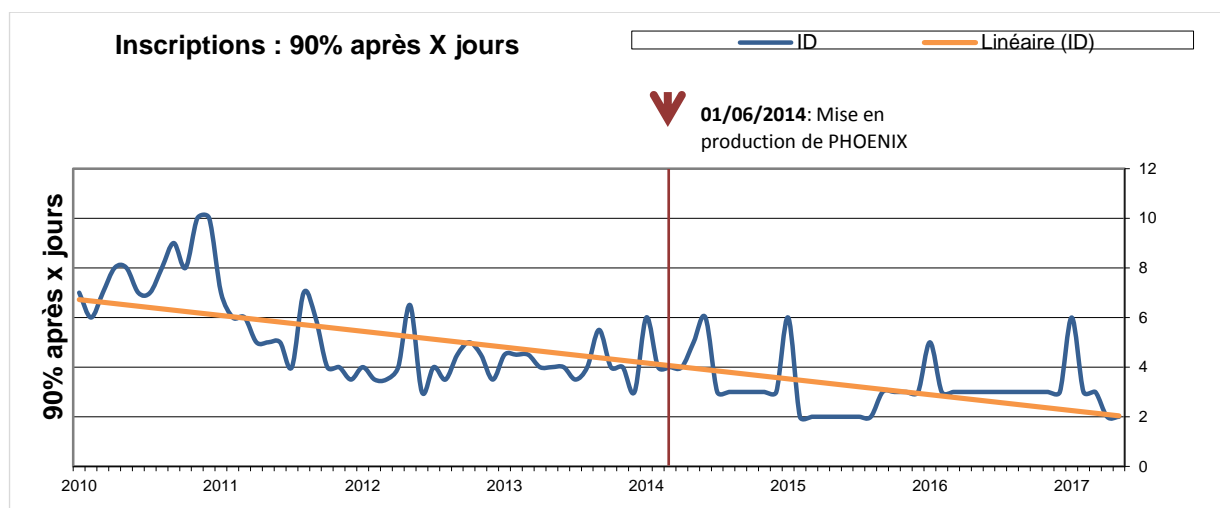
Le graphique ci-dessous indique qu'environ 50% des demandes de modification sont effectuées par les employeurs via WIDE. Selon un échantillon relatif au premier trimestre 2017, il apparaît que seulement 22% des demandes de modification ont encore été introduites par mail ou courrier. Le reste des modifications ont lieu soit suite à certaines investigations en interne soit sur base de renseignements extérieurs (SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, prestataires de services non agréés...).



1.1.3 Phoenix

Dans l'optique d'optimiser la qualité et la rapidité de sa prestation de services, l'ONSS a également mis en production en juin 2014 la nouvelle application "Phoenix". Grâce à celle-ci, l'Office est en mesure de gérer de manière plus rapide et plus efficiente le cycle de vie complet d'un employeur.

Le graphique ci-après montre la diminution des temps de traitement relatifs aux demandes d'inscription, passant d'environ 7 jours ouvrables à 2 / 3 jours ouvrables entre 2010 et 2017. (Remarque: les pics observés en janvier sont dus à la fermeture des bureaux durant la période de Noël.)



1.2 Gestion des mandats (MAHIS)

1.2.1 Introduction

97% des employeurs font appel à un mandataire pour leur administration sociale (dont 88% via un secrétariat social agréé et 9% via un prestataire de services non agréé). L'inscription et la gestion des mandats se déroulent via l'application Mahis.

Les SSA peuvent encoder eux-mêmes leurs mandats en Mahis. Un mandat temporaire est alors créé. Après validation par l'ONSS, ce mandat temporaire est ensuite transformé en mandat définitif. La consultation et la clôture d'un mandat s'effectuent aussi via Mahis. Si la clôture a lieu dans le délai convenu, celle-ci peut également être traitée de manière entièrement automatique en Mahis, sans intervention d'un collaborateur de l'ONSS.

Une harmonisation des prestataires de services non agréés avec les SSA est prévue pour 2018, afin que les prestataires de services non agréés puissent avoir accès aux mêmes fonctionnalités que les SSA en Mahis.

1.2.2 Nouveaux clusters

Ces dernières années, l'application Mahis a progressivement été ouverte à d'autres utilisateurs. De nouveaux « clusters » (= mandats pour un groupe particulier d'applications) ont ainsi été créés pour les secteurs suivants : « Déclarations des risques sociaux », « Accidents du travail secteur public », « Occupation internationale » et « Deuxième pilier de pension ».

De nouvelles possibilités d'extension sont actuellement en cours de négociation avec différents partenaires.

1.2.3 Procoration électronique

Une adaptation importante de Mahis est attendue pour fin 2017 - début 2018. À partir de ce moment, les prestataires de services (agréés) et les employeurs pourront signer un mandat en Mahis de manière entièrement autonome, au moyen d'une signature électronique (e-ID). Mahis réalisera un contrôle automatique avec la BCE en vue de vérifier si les signataires ont effectivement le droit de représenter l'employeur et le prestataire de services. Si le résultat est positif, le mandat sera clôturé et intégré en Mahis automatiquement et immédiatement après la dernière signature.

1.2.4 Plateforme de consultation des mandats

L'ONSS développera en collaboration avec le SFP Finances une plateforme commune de consultation en ligne, qui permettra aux employeurs d'obtenir rapidement un aperçu de leurs mandats. Cette application renseignera tant les mandats relatifs à la sécurité sociale que ceux ayant trait aux finances.

Via cette plateforme, un employeur qui souhaite créer, modifier ou supprimer un mandat sera renvoyé grâce à un lien vers les applications concernées de l'ONSS (Mahis) et du SPF Finances (SSM).

Le kick-off de ce projet a eu lieu le 13/06/2017.

2 Dimona

2.1 Introduction

La déclaration immédiate de l'emploi (ou Dimona) est une déclaration électronique par le biais de laquelle tout employeur est tenu de communiquer à l'ONSS chaque entrée ou sortie de service d'un travailleur. Dimona constituait à l'origine une déclaration limitée ; l'employeur ou son mandataire y déclarait uniquement les données d'identification du travailleur ainsi que la date de début et de fin de l'occupation. Les dernières années, plusieurs statuts (Dimona) spécifiques ont toutefois progressivement été introduits, pour lesquels des données plus détaillées doivent être déclarées. Moyennant le respect de certaines conditions, un régime avantageux de cotisations de sécurité sociale est d'application pour les travailleurs engagés sous un de ces statuts.

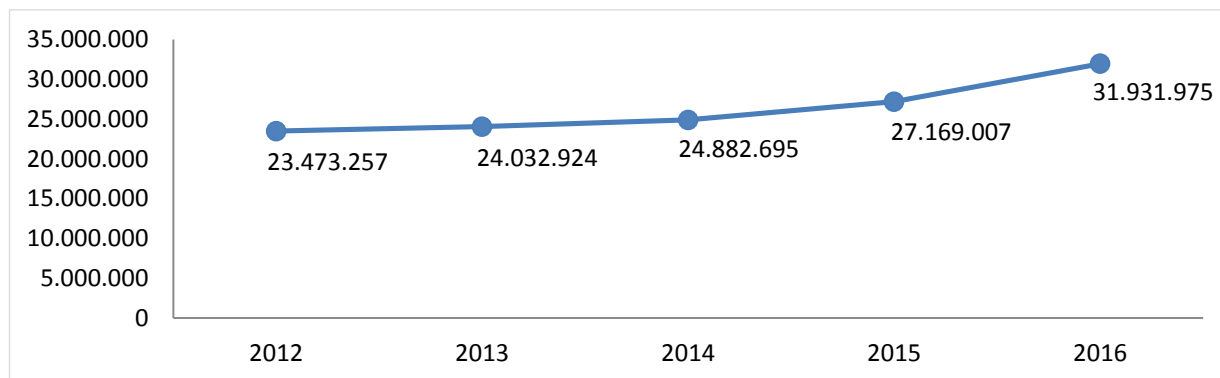


Par l'introduction de ces nouveaux statuts, la Dimona s'est graduellement transformée en déclaration interactive renvoyant des informations essentielles à l'employeur. Cela concerne notamment :

- ❖ La gestion des contingents : l'employeur est tenu de transmettre à l'avance le nombre de jours de travail prévus (ou, depuis 2017, le nombre d'heures de travail prévues dans le cas des étudiants) et reçoit immédiatement une réponse l'informant si la personne déclarée peut ou non travailler sous le statut concerné.
- ❖ Le contrôle automatique sur le respect des conditions du statut « flexi-job » : lors d'une déclaration Dimona pour un travailleur « flexi-job », Dimona mentionne à l'employeur – sur base des informations de la banque de données des carrières (gérée par Sigedis) – si le travailleur répond ou non aux conditions pour pouvoir être occupé sous le statut « flexi-job » (voir point 3.3.2).

Évolution du nombre de déclarations Dimona

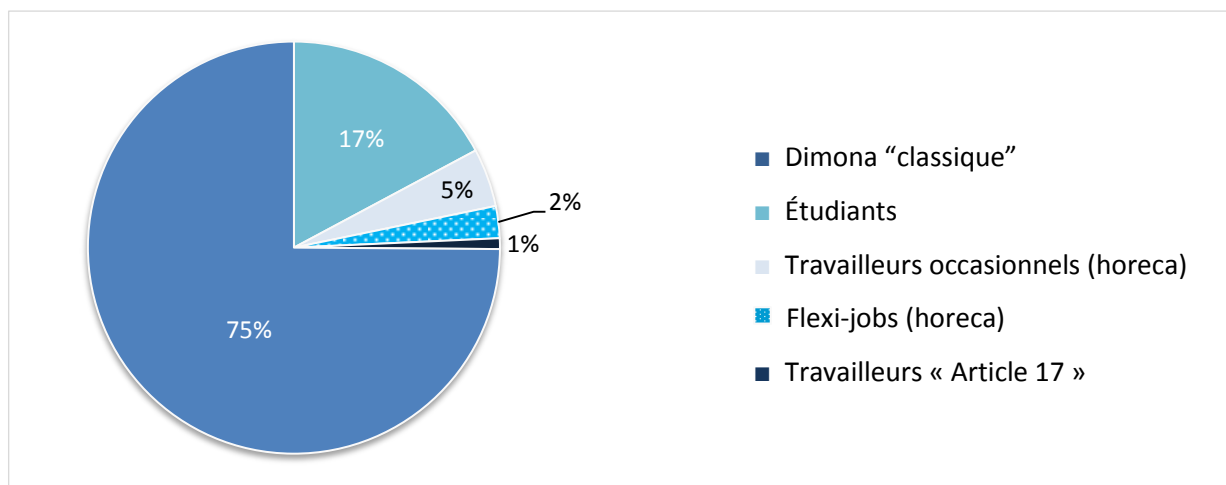
Entre 2012 et 2016, le nombre total de déclarations Dimona introduites auprès de l'ONSS est passé d'environ 23 millions à près de 32 millions, soit une augmentation de 39%.



Cette hausse significative peut s'expliquer par un redressement global de l'emploi salarié (+ 2,3% de travailleurs entre 2012-4 et 2016-4) mais aussi et surtout par un accroissement des mouvements de personnel et une flexibilisation du marché du travail.

Répartition des déclarations Dimona par statut

Le graphique ci-après offre un aperçu de la répartition des déclarations Dimona pour le premier trimestre 2017 entre les différents statuts introduits depuis 2012.



Sur un total de 6,5 millions de déclarations réceptionnées dans le courant du premier trimestre 2017, un quart concerne des travailleurs engagés sous un des statuts spécifiques susmentionnés. Parmi ceux-ci, le travail étudiant en représente la part la plus importante (17%).

À titre indicatif, notons que le secteur du travail intérimaire représente à lui seul 45% du nombre total de déclarations Dimona.

2.2 Nouvelles commissions paritaires

En 2017, au moins une commission paritaire sera ajoutée et devra être spécifiquement déclarée en Dimona : la CP 149, via laquelle seuls les travailleurs tombant sous le champ d'application de la sous-commission paritaire « électriciens : installation et distribution » (SCP 149.01) devront être déclarés. Ce nouveau type de travailleur sera obligatoire en Dimona à partir du 1^{er} octobre 2017.

La demande d'ajouter cette commission paritaire dans la déclaration Dimona émane du Plan pour une concurrence loyale dans le secteur de l'électrotechnique, signé le 7 septembre 2016 par les partenaires sociaux.

Des discussions sont actuellement en cours concernant d'autres secteurs et déboucheront peut-être sur l'ajout d'autres commissions paritaires en Dimona.

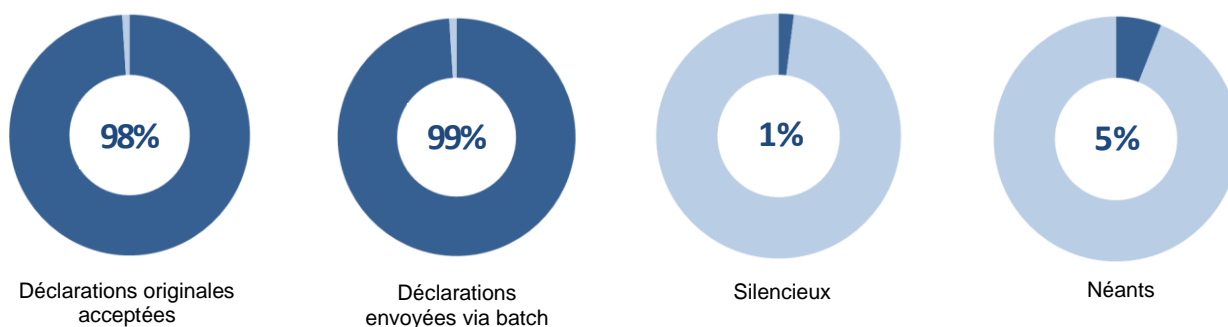
2.3 Intégration de l'ORPSS

Suite à la fusion entre l'ONSS et l'ORPSS au 1^{er} janvier 2017, Dimona sera la première application à être totalement intégrée, avec comme date cible actuelle le 1^{er} janvier 2018.

3 DmfA

3.1 Afflux des déclarations originales

Le présent rapport se concentre sur les déclarations du premier trimestre 2017, en ce compris les déclarations des administrations provinciales et locales anciennement affiliées à l'ORPSS. Pour ce trimestre, l'ONSS a réceptionné et traité environ 230.000 déclarations originales, contenant les données de près de 4,8 millions de travailleurs. Les graphiques ci-après offrent un aperçu général de l'afflux des déclarations originales au 2017-1.



Comme l'indique cet aperçu, l'afflux des déclarations originales de 2017/1 s'est déroulé sans difficulté particulière. Un peu plus de 98% des déclarations introduites ont été acceptées par le système. Parmi celles-ci, 99% ont été envoyées par le biais de messages structurés ; le canal batch étant effectivement largement privilégié par les prestataires de services sociaux (qui représentent ensemble 97% des employeurs). Sur les 245.488 employeurs actifs, 5% d'entre eux n'occupaient pas de personnel au premier trimestre 2017 et un peu plus de 1% n'avaient pas encore transmis leurs déclarations au 13/06/2017. Ces résultats demeurent globalement stables par rapport aux trimestres précédents¹.

Les délais de traitement des déclarations originales restent également courts. 99,9% des notifications sont ainsi transmises endéans les 5 jours. Ceci est aussi le cas pour l'enregistrement des déclarations dans la base de données DmfA ainsi que pour l'envoi des mutations à la BCSS.

3.2 Qualité & exhaustivité des déclarations

La qualité et l'exhaustivité des déclarations constituent deux prérequis en vue du calcul exact des cotisations de sécurité sociale ainsi que de l'établissement correct des droits sociaux des travailleurs. L'ONSS entreprend à cet effet les actions nécessaires afin de garantir et d'accroître la qualité des données déclarées.

3.2.1 Evolution générale des anomalies prioritaires

Dans sa gestion des anomalies, l'ONSS établit un ordre de priorité en fonction du type d'anomalies enregistrées. Les anomalies ayant un impact sur les droits sociaux des travailleurs sont jugées prioritaires et sont dès lors traitées en première instance.

Les graphiques en annexe présentent l'évolution du nombre d'anomalies prioritaires entre 2014/2 et 2017/1, pour les déclarations des employeurs affiliés à un secrétariat social agréé d'une part (annexe 2.1) et celles des autres employeurs d'autre part (annexe 2.2).

Depuis 2014/2, on constate une diminution progressive et significative du nombre d'anomalies prioritaires enregistrées au moment de la déclaration originale, et ce tant pour les employeurs affiliés que ceux non affiliés à un secrétariat social agréé (- 55% en moyenne entre 2014/2 et 2017/1).

¹ Les chiffres détaillés des cinq derniers trimestres (2016-1 à 2017-1) relatifs au traitement des déclarations originales sont disponibles dans le tableau ci-joint (annexe 1).

Cette baisse peut s'expliquer par une collaboration étroite entre l'ONSS et les prestataires de services sociaux. La diminution observée est particulièrement marquante pour les employeurs affiliés à un secrétariat social agréé (- 65% entre 2014/2 et 2017/1).

Au 2017/1, on dénombre au total 11.235 anomalies prioritaires dans les déclarations originales, dont 5.307 pour les employeurs affiliés à un secrétariat social agréé et 5.928 pour les autres employeurs.

Par ailleurs, lorsque l'on examine la présence d'anomalies prioritaires au regard des lignes travailleurs, on constate que, au moment de la déclaration originale, 99,87% des lignes travailleurs ne comportent aucune anomalie prioritaire. Ce pourcentage atteint 99,97% au moment de l'expiration du délai de prescription. Les résultats détaillés sont disponibles dans l'annexe 2.3.

3.2.2 Contrôles croisés DmfA – Dimona

Lors de la réception de la déclaration DmfA originale, le nombre de travailleurs déclarés est comparé au nombre de travailleurs déclarés en Dimona. Si une différence est constatée, l'expéditeur de la DmfA reçoit dans son e-Box un récapitulatif détaillé reprenant les travailleurs qui manquent tant en Dimona qu'en DmfA. L'ONSS s'assure ensuite de manière régulière, via un contrôle a posteriori, que l'expéditeur a bien procédé aux rectifications requises.

L'annexe 3 présente, pour les cinq derniers trimestres, les résultats des contrôles croisés au moment de la réception de la déclaration originale ainsi que leur évolution après exécution des contrôles a posteriori.

En comparaison avec les trimestres précédents, on constate une légère baisse du pourcentage de déclarations originales comportant une différence par rapport aux données Dimona, au moment de la réception de la déclaration. Au 2017/1, ce pourcentage passe ainsi pour la première fois sous la barre des 4%.

L'exécution périodique de contrôles a posteriori permet une diminution graduelle du pourcentage de déclarations comportant une anomalie « cross controle » dans les mois qui suivent la réception des déclarations originales. Pour 2016/1, le pourcentage de déclarations contenant encore une différence avec Dimona ne s'élève ainsi plus qu'à un peu plus de 1% après 12 mois.

3.2.3 Baromètre de qualité des prestataires de services sociaux

Le baromètre de qualité² vise à améliorer la qualité tant du processus de calcul des cotisations de sécurité sociale que de l'établissement correct des droits sociaux des travailleurs salariés. Il s'agit d'un instrument de monitoring qui permet d'informer chaque prestataire de services sociaux des éventuels problèmes de qualité constatés et de pouvoir ainsi traiter ces derniers le plus rapidement possible.

Ce baromètre se compose de six domaines de contrôle :

- ❖ Contrôles des silencieux
- ❖ Contrôles techniques
- ❖ Contrôles financiers
- ❖ Contrôles automatiques sur les anomalies prioritaires dans la DmfA
- ❖ Contrôles automatiques sur les anomalies non prioritaires dans la DmfA
- ❖ Contrôles croisés DmfA - Dimona

Dans une première phase, le baromètre de qualité s'applique uniquement aux secrétariats sociaux agréés. Les premiers résultats partiels les concernant seront disponibles en décembre 2017. Le rapportage définitif est quant à lui attendu pour la fin de l'année 2018.

² Instauré par l'arrêté royal du 2 février 2017² après avis favorable du CNT (24/1/2017) et du Comité de gestion de l'ONSS et après concertations multiples entre l'ONSS et l'Union des secrétariats sociaux.

Une extension du baromètre aux prestataires de services non agréés (à l'exception du contrôle financier) est en cours d'analyse, pour un lancement prévu vers la fin de l'année 2017.

3.3 Cotisations & Réductions

3.3.1 Réductions groupes-cibles : « premiers engagements »

La réduction groupe-cible « premiers engagements » se concentre sur les nouveaux et petits employeurs du secteur privé qui occupent peu ou pas de personnel. Les employeurs qui engagent de nouveaux travailleurs ont droit à une réduction des cotisations patronales de sécurité sociale dues (à condition qu'ils remplissent les critères).

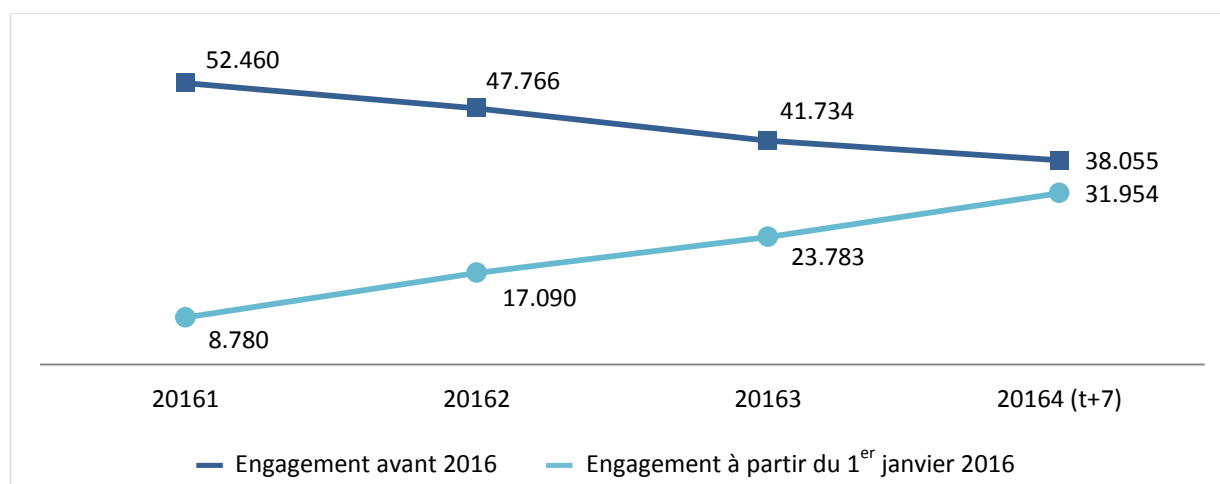
La réduction groupe-cible « premiers engagements » a été élargie et renforcée au 1^{er} janvier 2016 :

- ❖ L'engagement d'un 1^{er} travailleur avant le 1^{er} janvier 2016 ouvre le droit à une réduction G₇ (**illimitée dans le temps**); cela signifie qu'après la prise en compte de la réduction groupe-cible « premiers engagements » pour un 1^{er} travailleur, plus aucune cotisation de sécurité sociale de base n'est due.
- ❖ Une réduction groupe-cible est créée pour le 6^e travailleur.
- ❖ Les forfaits et le nombre de trimestres au cours desquels ils pouvaient être appliqués du 1^{er} au 5^e travailleur sont intégralement reportés du 2^e au 6^e travailleur.

À partir du 1^{er} janvier 2017, les réductions forfaitaires et le nombre de trimestres pour lesquels elles peuvent être d'application ont été augmentés. Ceci est uniquement valable dans le cas de l'ouverture des droits à partir du 1^{er} janvier 2017. En fonction de la période durant laquelle le droit a été ouvert, la réduction forfaitaire peut donc varier, de même que le nombre de trimestres pour lesquels la réduction peut être d'application.

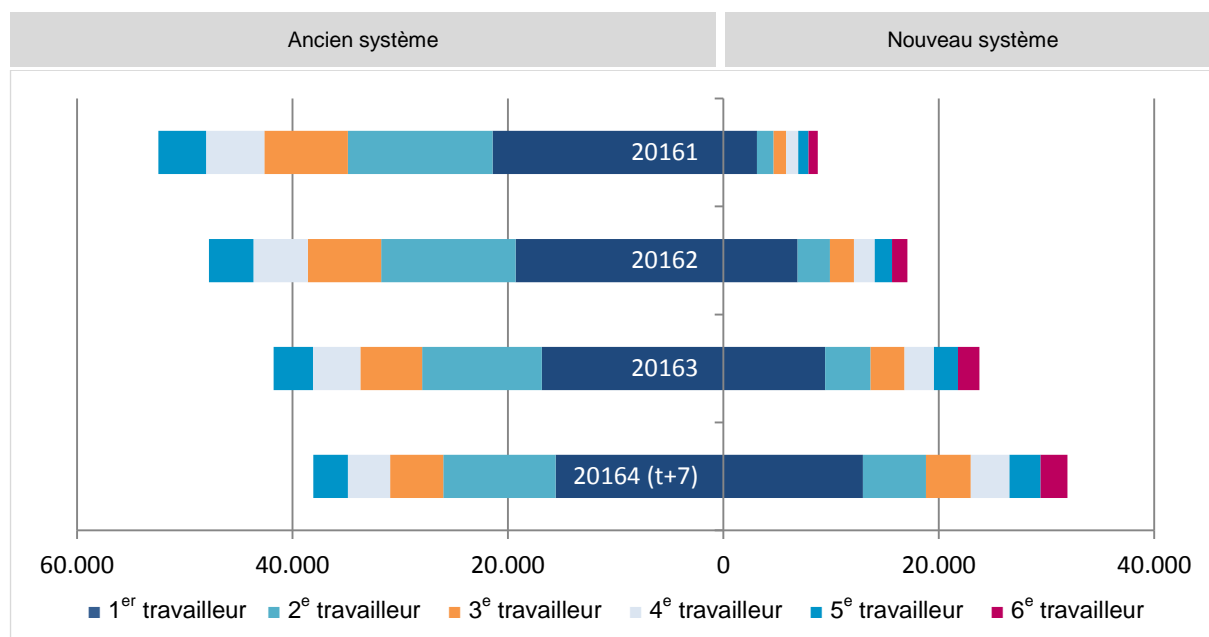
Utilisation de la réduction groupe-cible

L'évolution du nombre d'équivalents temps-plein pour lesquels les réductions « premiers engagements » (1^{er} jusque 6^{ème} travailleur) ont été demandées est représentée dans le graphique suivant, et ce pour la période allant de 2016/1 à 2016/4 (t+7). Une distinction est ici établie entre les réductions dont le droit a été ouvert sur base d'un engagement avant 2016 (= ancien système) et les réductions dont le droit a été ouvert suite à un engagement à partir du 1^{er} janvier 2016 (= nouveau système).



Une diminution du nombre de réductions demandées dans l'ancien système est visible. Tandis que des réductions de cotisations équivalant à 52.460 ETP ont été demandées durant le premier trimestre de 2016, il n'y en avait plus que 38.055 durant le dernier trimestre. Ce système s'éteindra progressivement au fur et à mesure des trimestres et cessera d'exister aux environs de la fin de l'année 2020. Pour le nouveau régime, on constate une augmentation linéaire du nombre d'ETP pour lesquels une réduction groupe-cible a été demandée.

Le graphique ci-dessous offre un aperçu détaillé (avec distinction du 1^{er} au 6^e travailleur) de l'évolution du nombre d'ETP pour lesquels des réductions de cotisations ont été demandées en 2016, d'une part dans l'ancien système et d'autre part dans le nouveau. Cet aperçu montre lui aussi que le nombre d'ETP dans l'ancien système diminue (à gauche) tandis que le nombre d'ETP dans le nouveau système est en pleine croissance (à droite).



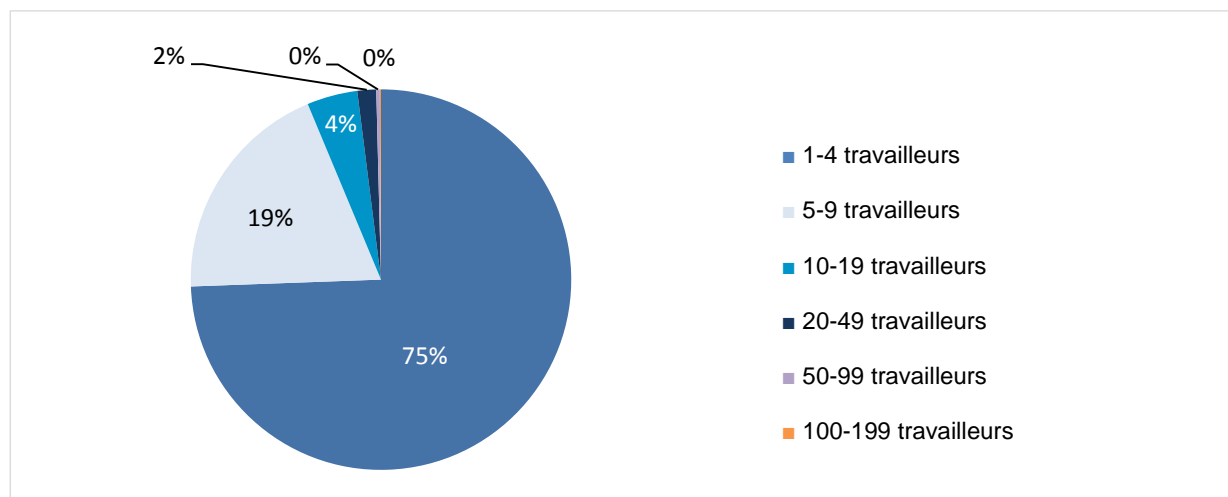
Monitoring des effets de la mesure

Comme demandé, l'ONSS suivra l'utilisation et éventuellement l'utilisation abusive de cette réduction « premiers engagements ».

Le nombre d'employeurs faisant usage des réductions groupes cibles "premiers engagements" est en pleine croissance. Fin 2016, on recensait 30.024 « nouveaux employeurs ». Ci-dessous sont mentionnés les employeurs qui n'ont jamais été assujettis à la loi du 27 juin 1969 concernant la sécurité sociale des travailleurs ou n'y ont plus été assujettis depuis au moins 4 trimestres consécutifs précédant le trimestre d'entrée en service. Ces chiffres sont plus élevés que ceux de 2015 et 2014 pour lesquels on notait respectivement 23.500 et 25.266 nouveaux employeurs.

Taille des employeurs

Le graphique suivant renseigne sur l'ordre de grandeur des employeurs pour lesquels la réduction groupe cible « premiers engagements » est appliquée au troisième trimestre 2016. Il s'agit ici du total de toutes les demandes de réductions octroyées, du 1^{er} au 6^e travailleur, et ce tant dans l'ancien que dans le nouveau système.



Évolution des salaires

Parce que la législation autorise que le droit à une réduction de cotisation pour « l'engagement d'un premier travailleur » puisse être appliqué - une fois ouvert - sur un autre travailleur occupé au sein de la même entreprise, l'Office réalise un monitoring de l'évolution des salaires du travailleur sur lequel la réduction groupe-cible est appliquée.

Une comparaison a ainsi été effectuée entre les salaires des travailleurs sur lesquels la réduction groupe-cible pour le premier travailleur a été appliquée dans l'ancien système par rapport au nouveau système. Aucune indication ne montre pour l'instant que le salaire moyen des travailleurs dans le nouveau système soit significativement plus élevé. Il est cependant trop tôt pour affirmer qu'un tel glissement ne puisse se produire à l'avenir. Ce point fait l'objet d'un suivi régulier.

Provenance des travailleurs

L'ONSS s'efforce par ailleurs d'obtenir une image du flux entrant de travailleurs auprès d'employeurs qui demandent la réduction groupe-cible pour un premier travailleur.

En 2016, 55.611 personnes ont été déclarées comme travailleur salarié³ auprès d'un employeur ayant demandé la nouvelle réduction « premier engagement ». Parmi celles-ci, la majorité (41.857 ou 75%) était déjà connue comme travailleur salarié en 2015.

Une petite minorité n'était pas enregistrée comme travailleur salarié en 2015. Pour ces travailleurs, il est vérifié s'ils étaient connus à l'ONEM ou à l'INASTI. L'ONSS espère de cette façon obtenir une vue sur l'activation possible des chômeurs ainsi que sur tout mouvement éventuel de personnes qui ont précédemment travaillé en tant qu'indépendants (par exemple associés actifs), qui bénéficient de cette mesure et sont désormais enregistrées en tant que salariés.

Au total, cela concerne 13.754 personnes qui n'étaient pas enregistrées comme travailleurs salariés en 2015. Environ 20% de celles-ci ont perçu à un moment une allocation de chômage et 15% étaient connues comme indépendants en 2015. La provenance des autres « nouveaux » travailleurs (environ 65% du flux entrant) n'est pas connue. Il peut par exemple s'agir de personnes qui ont quitté l'école, d'étrangers qui viennent travailler pour la première fois en Belgique, de réenregistrements (pas actifs en tant que travailleurs en 2015, mais bien auparavant), de personnes qui ont perçu en 2015 une autre allocation qu'une allocation de chômage, etc.

Même unité technique d'exploitation

Afin d'évaluer l'éventuel usage indu de cette mesure, une analyse du réseau d'entreprises qui demandent cette réduction groupe-cible est effectuée. Les relations entre les éléments suivants sont examinées :

- ❖ les employeurs qui demandent cette réduction groupe-cible ;
- ❖ les travailleurs qui sont en service chez ces employeurs ;
- ❖ les employeurs chez lesquels ces travailleurs étaient en service auparavant ;
- ❖ les responsables de ces entreprises ;
- ❖ les activités de ces entreprises ;
- ❖ les adresses où ces entreprises exercent leurs activités ;
- ❖ les activités des entreprises où les travailleurs ou responsables étaient actifs auparavant.

L'ONSS tente de la sorte d'obtenir une vue sur :

- ❖ les transferts d'entreprises existantes vers de nouveaux employeurs ;
- ❖ les scissions d'entreprises ;
- ❖ les fusions d'entreprises ;
- ❖ les adresses identiques pour les mêmes activités ou les mêmes groupes de travailleurs.

La détection de ces « Mêmes Unités Techniques d'Exploitation » a démarré fin 2016 au moyen de cette analyse de réseau. Jusqu'à présent, deux scénarios différents ont été utilisés, pour lesquels il peut être présumé que plusieurs employeurs forment en fait une seule unité technique d'exploitation.

³ Données extraites le 28 février 2017.

Sur les quelque 21.000 employeurs qui ont effectivement demandé une nouvelle réduction groupe-cible en 2016 pour l'engagement d'un premier travailleur, environ 1.500 employeurs se sont retrouvés dans l'un et/ou l'autre des deux scénarios en tant que possible même unité technique d'exploitation.

Les premières expériences montrent que l'analyse de réseau est un outil puissant pour pouvoir contrôler l'usage légitime de la réduction groupe-cible ; le taux de réussite est estimé à environ 70% à 80%. Dans le cas où une même unité technique d'exploitation est constatée, une enquête approfondie est réalisée par les services administratifs afin de vérifier si l'employeur a effectivement droit à la réduction demandée.

3.3.2 Flexi-jobs (Plan Horeca 2015)

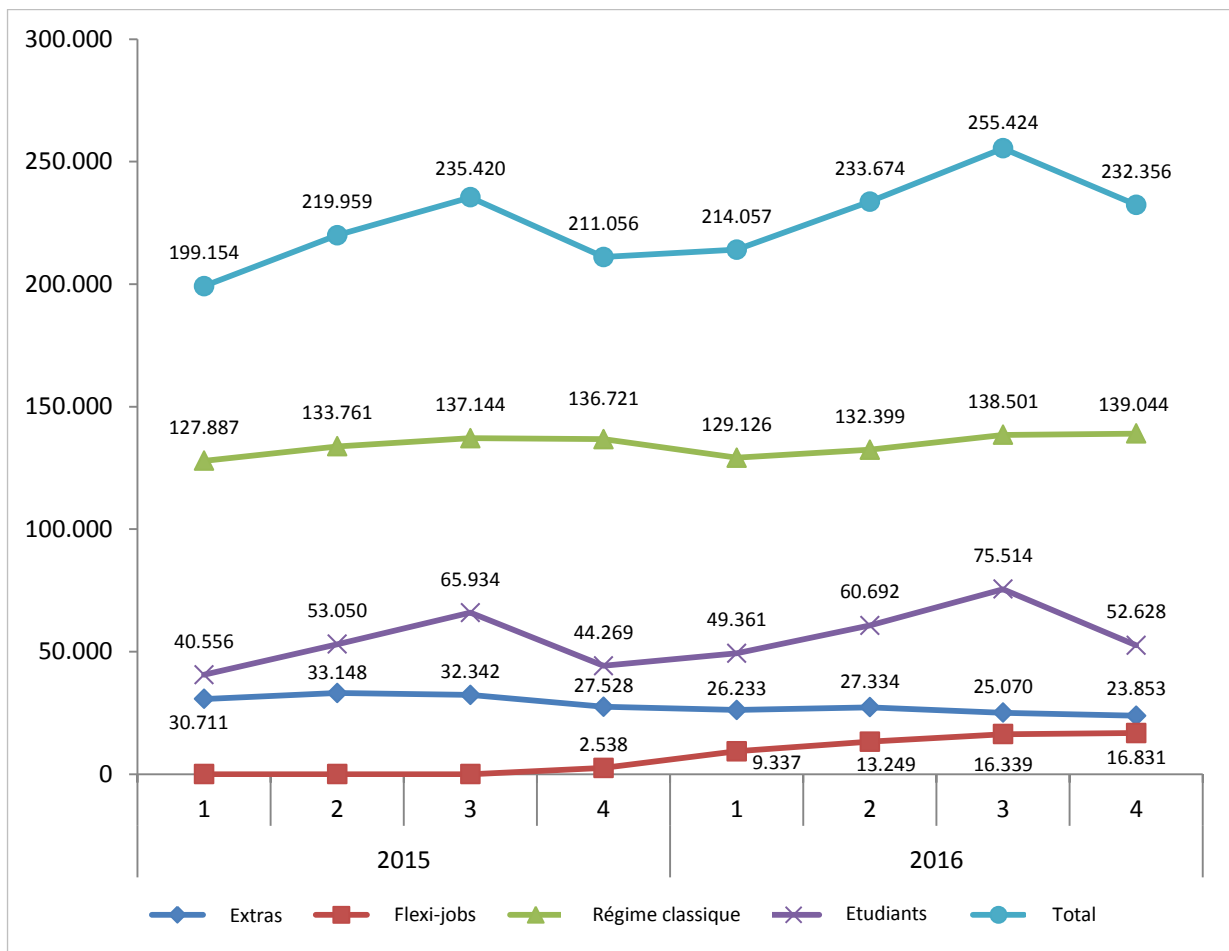
Le système des flexi-jobs est en vigueur dans le secteur de l'horeca depuis le 1/12/2015. Les travailleurs flexi-jobs perçoivent un flexi-salaire : un salaire net fixé de commun accord et ne pouvant être inférieur à un minimum légal (8,82 euros/heure lors de l'entrée en vigueur de la mesure). Ce salaire net est exonéré d'impôts et son assujettissement correspond à une cotisation patronale spéciale de 25%.

Pour pouvoir être engagé sous le statut flexi-job, le travailleur concerné doit avoir été occupé dans un rapport d'au moins 80% d'une occupation à temps plein - chez un autre employeur que celui qui souhaite l'engager comme travailleur flexi-job - dans le 3^e trimestre précédant celui du flexi-job (« T-3 »).

L'évaluation de cette condition s'effectue sur la base d'un flux de données établi entre Dimona et la banque de données des carrières, gérée et alimentée par Sigedis. Le taux d'occupation au T-3 est examiné pour toute Dimona IN des travailleurs flexi-jobs. On utilise la banque de données de Sigedis dans la mesure où celle-ci contient, en sus des données issues de la DmfA, des données supplémentaires (par exemple en provenance de la DmfAPPL) qui permettent d'obtenir une image plus précise.

Le graphique suivant montre l'évolution sur huit trimestres (de 2015/1 à 2016/4) du nombre de postes de travail, ventilés en fonction du type de travailleurs⁴ auprès d'employeurs du secteur de l'horeca (CP 302).

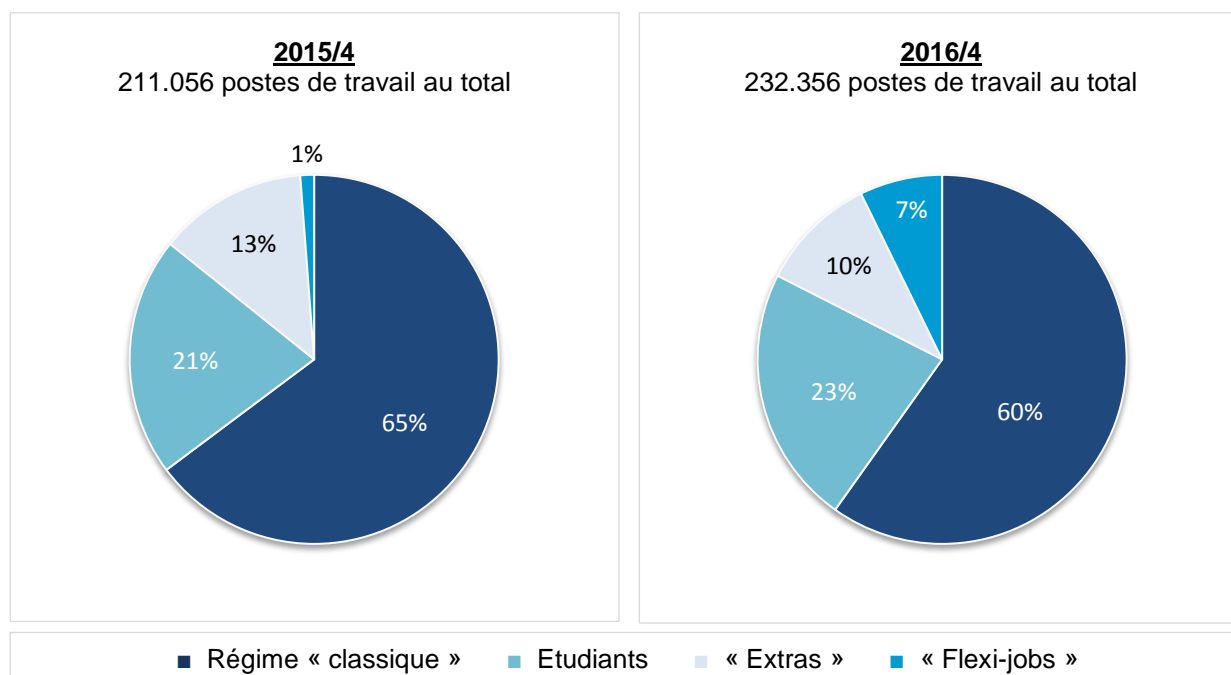
⁴ Le recensement concerne le lieu de travail principal auprès d'un même employeur. Pour un travailleur qui a été occupé tant comme travailleur « classique » que comme travailleur « flexi-job » dans le courant d'un trimestre, le poste de travail sera le plus souvent comptabilisé dans le régime « classique ».



Quelques constatations (sur base annuelle) :

- ❖ Le nombre total de postes de travail en 2016 a augmenté d'un peu moins de 9% ;
- ❖ Le nombre total de postes de travail dans le régime « classique » est resté relativement stable (légère hausse de moins de 1% en 2016) ;
- ❖ Le nombre total de postes de travail pour les étudiants a augmenté en 2016 d'environ 17% en comparaison avec 2015 ;
- ❖ Le nombre total de postes de travail pour les travailleurs occasionnels (« extras ») a diminué d'à peu près 17% ;
- ❖ Le nombre total de postes de travail pour le nouveau régime des flexi-jobs augmente graduellement depuis son lancement en décembre 2015.

Les diagrammes suivants offrent une comparaison de l'utilisation des différents types de travailleurs entre 2015/4 et 2016/4, en fonction du nombre de postes de travail.



On observe une diminution de la part des postes de travail dans le régime « classique » (- 5%) et pour les travailleurs occasionnels (« extras ») (- 3%). Une augmentation de la part des postes de travail est en revanche constatée pour les étudiants (+ 2%) et les travailleurs « flexi-jobs » (+ 6%).

3.4 Banque de données des carrières

La banque de données des carrières, gérée par Sigedis, réunit différentes sources authentiques pour parvenir à une image la plus complète possible des carrières connues auprès des institutions de sécurité sociale belges. Les données de carrière des travailleurs, des indépendants et des fonctionnaires y sont ainsi rassemblées. La DmfA constitue par conséquent une des sources principales de cette banque de données.

Depuis janvier 2016, une première utilisation de la banque de données des carrières a été mise en production par l'ONSS en vue de vérifier le respect d'une des conditions pour l'emploi d'un flexi-job : la « règle des 80% » (voir point 3.3.3).

La mise en production du site www.mycareer.be permettra à tout citoyen d'obtenir un aperçu complet de sa carrière.

3.5 Avenir de la DmfA

3.5.1 Intégration de la CSPM

L'accord de gouvernement du 9 octobre 2014 prévoit l'optimisation de l'organisation de l'administration fédérale. Lors de son entrée en fonction, le gouvernement a pris la décision de passer au crible les plus petites entités et d'examiner les synergies possibles avec les autres institutions. Suivant ces principes, il a été décidé d'intégrer - avec effet au 01/01/2018 - la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins (CSPM) au sein, d'une part, de l'Office national de sécurité sociale (ONSS) et, d'autre part, de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité (CAAMI).

Une brève description de la manière dont les divers sous-processus de la CSPM seront intégrés au sein de l'ONSS est reprise ci-après.

Gestion du Pool

Le "Pool" forme le groupe de marins tombant sous le champ d'application du régime belge de la marine marchande. De ce fait, ceux-ci relèvent du régime spécifique de sécurité sociale pour les marins et peuvent y bénéficier de tous leurs droits en matière de sécurité sociale. La décision quant à l'admission à la liste du Pool est de la compétence du Comité de gestion de la CSPM, qui sera transféré à l'ONSS au 01/01/2018. Ce Pool sera géré au moyen de l'application existante, actuellement utilisée par la CSPM.

Dimona

Le début et la fin de chaque occupation sont communiqués à l'ONSS par le biais de la Dimona. Pour la situation spécifique des marins, un voyage en mer est assimilé à une occupation. Par conséquent, l'armateur ou son mandataire devra introduire, pour son personnel navigant, une Dimona IN lors de chaque départ en mer (qui correspond au début de l'occupation) et une Dimona OUT à l'issue de chaque voyage en mer (qui correspond à la fin de l'occupation).

DmfA

À partir du premier trimestre 2018, les données de prestations et de rémunérations des marins seront déclarées trimestriellement en DmfA par l'employeur. Ceci signifie que les données des marins seront – pour la première fois – mises à disposition des autres institutions de sécurité sociale par le biais de la BCSS. Une analyse est en cours avec la BCSS en vue de déterminer les données qui pourront être transmises automatiquement par le biais de flux (ex : chômage, jours de vacances...) et celles qui resteront communiquées manuellement.

L'objectif est de réaliser cette intégration pour le 01/01/2018. À cette fin, un groupe de travail réunissant des experts de l'ONSS et de la CSPM a été lancé. Ces travaux ont bien entendu lieu en concertation avec les partenaires sociaux de la CSPM.

3.5.2 Intégration de l'ORPSS

Actuellement, deux systèmes de déclaration trimestrielle de sécurité sociale coexistent : la DmfA et la DmfA pour les administrations provinciales et locales (ou DmfAPPL). Suite à la fusion entre l'ONSS et l'ORPSS au 1^{er} janvier 2017, ces deux systèmes doivent être intégrés en une déclaration unique.

Bien que la philosophie et le fonctionnement global de la DmfA et de la DmfAPPL soient similaires, des différences fondamentales sont toutefois recensées. Ainsi, la structure même de la déclaration, la codification, les processus de contrôle des déclarations ou encore les méthodes de calcul des cotisations divergent et devront dès lors être harmonisés. Ce projet d'intégration sera en outre l'occasion de moderniser et d'optimiser le système de déclaration actuel.

Afin de mener à bien cette intégration, un groupe de travail a été mis sur pied. Celui-ci s'attèle actuellement à l'analyse des différences entre la DmfA et la DmfAPPL et élabore sur base de cela des propositions d'harmonisation.

La DmfA(PPL) constituant un pilier central de la sécurité sociale, plusieurs parties prenantes seront impactées par ce projet. Cela concerne d'une part les employeurs ou leurs mandataires qui introduisent les déclarations et d'autre part les utilisateurs des données issues de la DmfA(PPL).

L'ONSS tiendra bien entendu ses partenaires au courant de l'état d'avancement du projet de la manière la plus optimale possible et réalisera les différentes étapes en collaboration avec les parties prenantes. Les développeurs et prestataires de services sociaux disposeront du temps nécessaire pour l'adaptation de leurs programmes.

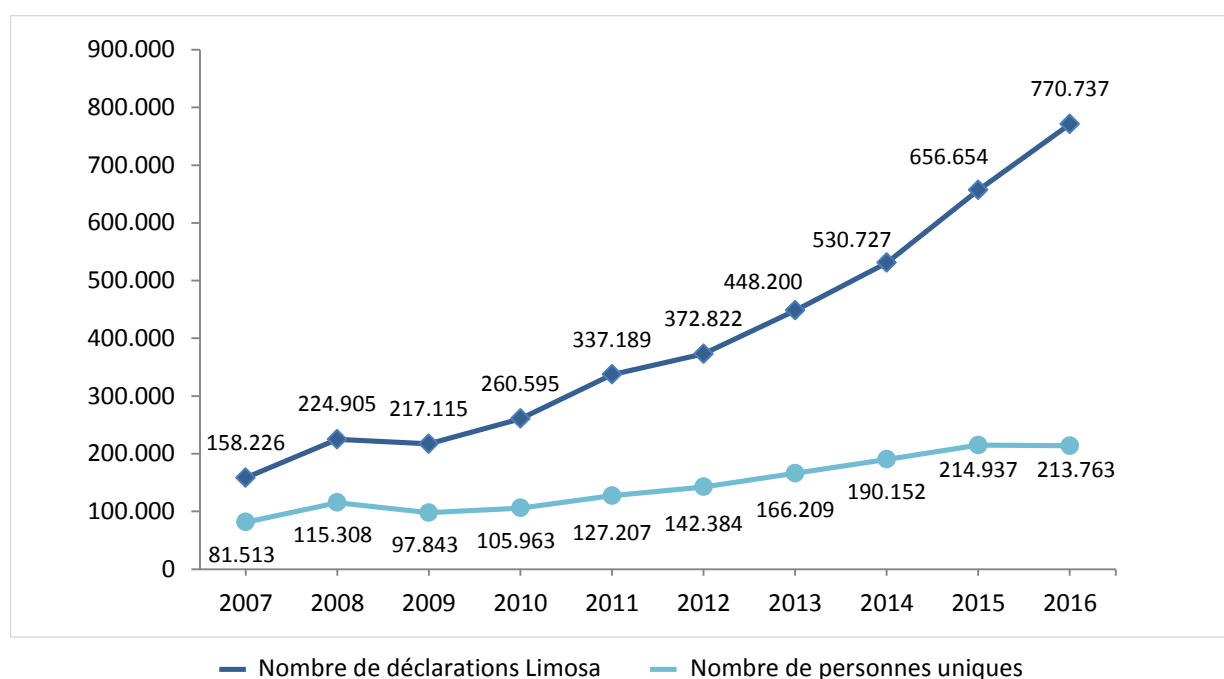
4 Déclarations occupation transfrontalière

4.1 Limosa

4.1.1 Déclarations Limosa

Depuis le 1^{er} avril 2007, tous les employeurs et les travailleurs indépendants étrangers qui exercent leurs activités sur le territoire belge, soit à titre temporaire, soit partiellement et pour autant qu'ils ne soient pas assujettis à la sécurité sociale belge, doivent établir une déclaration Limosa. Il convient d'y communiquer ses propres données d'identification, celles des personnes détachées ainsi que du client belge. D'autres éléments comme la nature des travaux, la période et le lieu de l'occupation doivent apparaître dans cette déclaration. Lors de chaque déclaration, une preuve L-1 est délivrée pour chaque personne déclarée.

Ci-après, un aperçu de l'évolution du nombre total de déclarations Limosa ainsi que du nombre total de personnes uniques déclarées.



La tendance à la hausse du nombre de déclarations dans la base de données Limosa se poursuit : environ 771.000 déclarations ont été introduites en 2016 pour des travailleurs détachés et indépendants. Le nombre de personnes physiques concernées par ces déclarations augmente lui aussi, mais de manière moins significative. En 2016, on observe d'ailleurs une légère diminution du nombre de personnes uniques détachées⁵.

L'augmentation du nombre de déclarations se poursuit aussi en 2017. Lorsque l'on compare le nombre de déclarations du premier trimestre 2017 avec le même trimestre en 2016, on observe un accroissement de 13% :

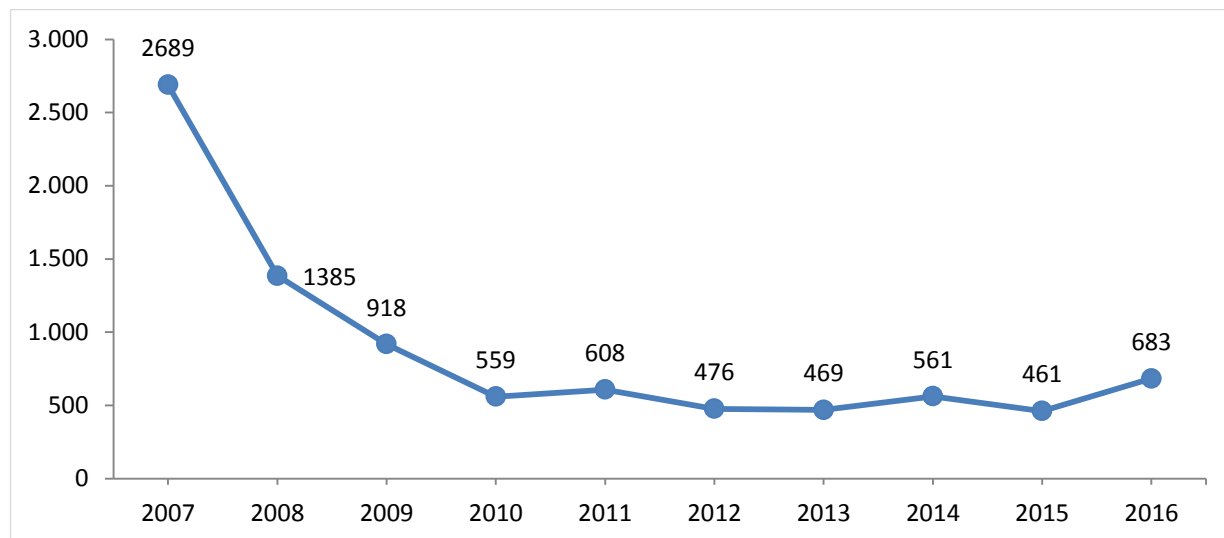
| Trimestre | Nombre de déclarations |
|-----------|------------------------|
| 2016-1 | 162.743 |
| 2017-1 | 211.355 |

⁵ Les déclarations en 2016 concernent environ 215.000 personnes uniques (190.000 en tant que travailleur ; 27.000 en tant qu'indépendant). Le nombre total de détachés a légèrement diminué en comparaison avec 2015 (diminution de 1.174 personnes uniques détachées). Ceci s'explique principalement par une diminution du nombre d'indépendants détachés (de 35.000 en 2015 à 27.000 en 2016).

4.1.2 Signalement « absence de L-1 »

Si la preuve de déclaration L-1 ne peut être présentée au client belge (commanditaire ou usager final), celui-ci peut uniquement se libérer de sa responsabilité en faisant une déclaration “absence de L-1” via le site portail de la sécurité sociale.

Le graphique suivant dévoile le nombre de signalements reçus annuellement par l’ONSS.



Depuis 2010, on observe une stabilisation relative du nombre de signalements reçus. Durant le premier trimestre 2017, 197 signalements « absence de L-1 » ont été réceptionnés.

4.1.3 Plan pour une concurrence loyale

Dans le cadre du Plan pour une concurrence loyale (PCL) « Construction » et le PCL « Secteur électrotechnique », de la transposition de la directive d'exécution et de la situation des indépendants telle que décrite ci-dessus, un certain nombre d'adaptations seront apportées à la déclaration obligatoire, et notamment l'ajout d'une personne de liaison de l'employeur détachant et l'obligation de déclarer le secteur économique au sein duquel le détachement intervient. Un outil de consultation a par ailleurs été développé, qui permet de vérifier en ligne la validité d'une « preuve de déclaration L1 » (voir point 7.5). L'identification des entreprises étrangères continuera en outre d'être améliorée.

Dans le courant de l'année 2016, les analyses requises ont été effectuées, les concertations avec le terrain et les partenaires ont été organisées et les adaptations légales préparées. L'élaboration concrète de ces adaptations sera effectuée dans le courant du deuxième semestre 2017.

Ces plans PCL n'ont pas seulement un impact sur l'application Limosa, mais également sur la Dimona (voir point 2.2).

4.2 WABRO

L'application WABRO (“Working ABROad”) a été développée pour le traitement des dossiers et déclarations “législation applicable”, sur base de la législation de sécurité sociale européenne (formulaires A1) et bilatérale (CoC – « Certificate of Coverage »).

WABRO réunit les anciennes applications GOTOT OUT (détachements depuis la Belgique) et GOTOT GT (travail structurel dans plusieurs pays) dans un nouveau service en ligne sur le site portail depuis mai 2016.

Toutes les données des travailleurs qui restent assujettis à la sécurité sociale belge y sont rassemblées et consultables. En parallèle, la qualité des dossiers traités est accrue par le biais de contrôles croisés intégrés avec les bases de données telles que le répertoire des employeurs, Dimona...

L'application est mise à disposition des employeurs ONSS, des secrétariats sociaux agréés et des prestataires de services via un accès sécurisé. Elle est adaptée périodiquement en vue de garantir sa performance et son efficacité ainsi qu'en cas de modifications réglementaires.

4.2.1 Évolution du nombre de dossiers

En 2016, l'ONSS a traité 76.476 dossiers « détachement » et 29.697 dossiers « travail structurel dans plusieurs pays ». Le tableau ci-dessous montre une augmentation significative au premier trimestre 2017 du nombre de dossiers réceptionnés par rapport au premier trimestre 2016.

| | Détachement | Travail structurel dans plusieurs pays |
|---------------|----------------|--|
| 2016-1 | 16.982 | 6.741 |
| 2017-1 | 20.355 (+ 20%) | 14.361 (+ 113%) |

Cet accroissement du nombre de demandes par des employeurs belges peut notamment s'expliquer par le fait que certains pays voisins (e.a. la France et l'Autriche) ont instauré des amendes élevées en cas d'absence d'une déclaration A1. Être en possession de ce formulaire est de ce fait soudainement devenu impératif (e.a. dans le secteur des transports).

5 Déclaration des risques sociaux (DRS)

5.1 Introduction

La DRS ou déclaration du risque social est complétée lorsque survient un risque social susceptible de donner lieu à :

- ❖ des indemnités dues en exécution de l'assurance indemnités et de l'assurance maternité ;
- ❖ des indemnités suite à un accident du travail ;
- ❖ des allocations de chômage, des allocations de garantie de revenus ou des allocations d'activation.

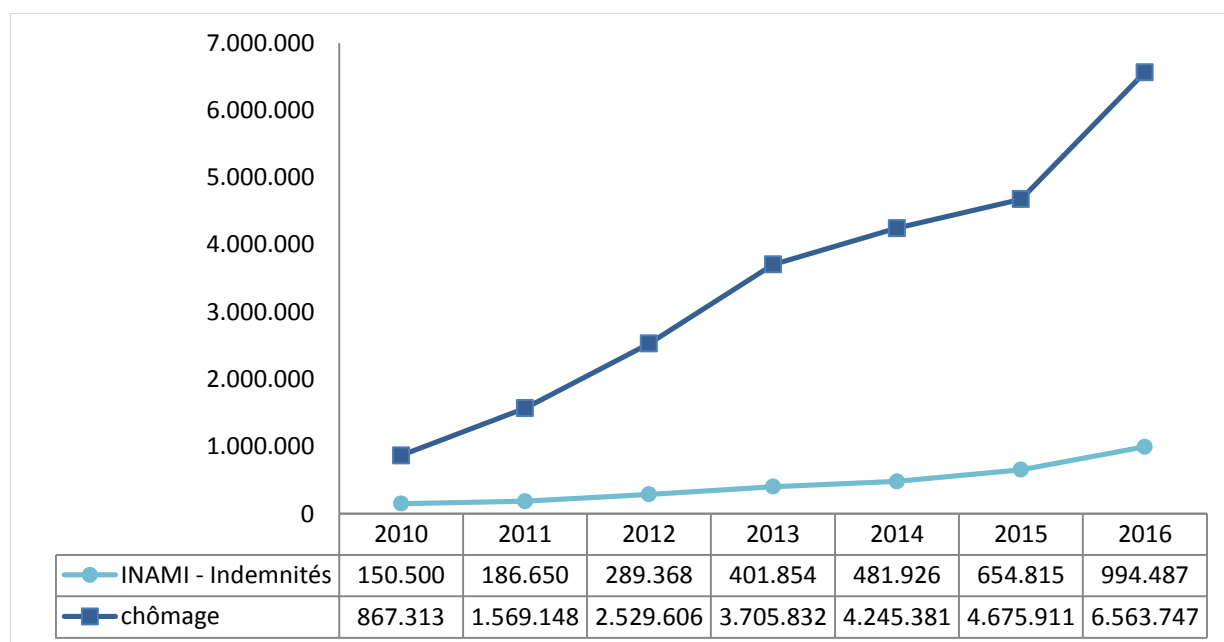
Dans le cadre de la simplification et de la généralisation de la DRS électronique, un calendrier d'activité a été mis en place. Conformément à la demande émise par le Conseil National du Travail, un monitoring des activités accomplies est réalisé de manière régulière.

5.2 Evolution des déclarations des risques sociaux

Le tableau et le graphique suivants offrent un aperçu de l'évolution des déclarations des risques sociaux depuis l'année 2010.

| Année | INAMI - Indemnités | | | Chômage | | |
|-------|--------------------|---------|---------|---------|-----------|-----------|
| | Web | Batch | Total | Web | Batch | Total |
| 2010 | 111.922 | 38.578 | 150.500 | 264.352 | 602.961 | 867.313 |
| 2011 | 142.922 | 43.728 | 186.650 | 298.427 | 1.270.721 | 1.569.148 |
| 2012 | 172.850 | 116.518 | 289.368 | 349.988 | 2.179.618 | 2.529.606 |
| 2013 | 201.624 | 200.230 | 401.854 | 338.460 | 3.367.372 | 3.705.832 |
| 2014 | 228.878 | 253.048 | 481.926 | 324.125 | 3.921.256 | 4.245.381 |
| 2015 | 281.485 | 373.330 | 654.815 | 347.130 | 4.328.781 | 4.675.911 |
| 2016 | 382.871 | 611.616 | 994.487 | 588.053 | 5.975.694 | 6.563.747 |
| 2017* | 126.149 | 252.642 | 378.791 | 180.451 | 2.069.677 | 2.250.128 |

*Chiffres de janvier à avril inclus



Secteur « INAMI – Indemnités »

Au fil des ans, une forte augmentation du nombre de déclarations électroniques est constatée : + 24% en 2011, + 55% en 2012, + 39% en 2013 et + 20% en 2014. Pour l'année 2015, on observe une augmentation d'environ 36 % par rapport à l'année 2014. Pour 2016, cette progression s'élève même à 52% par rapport à la même période en 2015. Cette augmentation est causée par la forte croissance du nombre de déclarations web mais aussi et surtout par la croissance importante du nombre de déclarations batch. Pour les quatre premiers mois de 2017, cette progression s'élève à 31% par rapport à la même période en 2016.

Secteur « chômage »

Dans ce secteur, le nombre de déclarations a augmenté dans des proportions plus importantes encore : + 81 % en 2011, + 61 % en 2012, + 46 % en 2013 et + 15 % en 2014. En ce qui concerne le chômage, on remarque en 2015 une progression de quelque 10 % par rapport aux chiffres de l'année 2014. Pour 2016, l'augmentation s'élève même à 40% en comparaison avec la même période en 2015. Ceci est notamment dû au fait que les scénarios d'indemnisation doivent obligatoirement être introduits de manière électronique depuis le début de cette année. Une forte croissance est par ailleurs également constatée pour les scénarios relatifs au constat des droits. Ces derniers sont seulement obligatoires au format électronique depuis le 01/01/2017, à l'exception du scénario 1 (C4).

Pour les quatre premiers mois de 2017, une diminution de 4% du nombre de déclarations reçues est observée par rapport à la même période en 2016. Ceci est lié en premier lieu à la conjoncture économique (moins de déclarations de chômage temporaire).

6 Checkinetwork

6.1 Introduction

Checkinetwork est le service en ligne destiné à l'enregistrement des présences dans le cadre des travaux immobiliers et des activités relevant du secteur de la viande. L'enregistrement doit être effectué quotidiennement, avant que la personne qui exécute les travaux ne commence à travailler.

Outre la lutte contre la fraude sociale et fiscale, cet enregistrement électronique poursuit également un objectif de promotion de la sécurité et de la santé des travailleurs. Le signalement de la présence de toute personne permet notamment de déterminer :

- ❖ si les personnes clés compétentes pour le maintien de conditions de travail sûres ont effectivement rempli leurs obligations (ex. : le coordinateur de sécurité) ;
- ❖ de quel employeur la responsabilité est engagée en cas d'accident ;
- ❖ à des fins de coordination, quelles personnes sont susceptibles d'être présentes à un instant donné.

Travaux immobiliers

L'enregistrement des présences est obligatoire pour les lieux où sont exécutés des travaux immobiliers dont le montant total hors TVA est égal ou supérieur à un montant seuil spécifique qui dépend de la date de début des travaux :

- ❖ période allant du 01/04/2014 jusqu'au 29/02/2016 inclus : 800.000 EUR ;
- ❖ à partir du 01/03/2016 : 500.000 EUR.

Secteur de la viande

L'enregistrement des présences est obligatoire pour quiconque exécute des activités liées aux préparations de viandes ou aux produits à base de viandes ainsi qu'à l'abattage ou à la découpe d'ongulés, de volailles et de lapins dans des établissements soumis à la reconnaissance préalable délivrée par l'AFSCA.

6.2 Lieux de travail soumis à l'enregistrement des présences

Le nombre de lieux de travail soumis à l'enregistrement des présences dans le secteur des travaux immobiliers et de celui de la viande durant le premier trimestre 2017 est repris dans le tableau ci-dessous. Il s'agit des lieux de travail en activité durant le mois concerné.

| Période | Travaux immobiliers | Secteur de la viande |
|--------------|---------------------|----------------------|
| Janvier 2017 | 15.946 | 448 |
| Février 2017 | 17.531 | 455 |
| Mars 2017 | 18.911 | 459 |

Depuis le début de l'année, on constate une augmentation progressive du nombre de lieux soumis à l'enregistrement des présences. Cette augmentation s'élève à un peu plus de 18% dans le secteur des travaux immobiliers et à environ 2 % dans le secteur de la viande.

6.3 Présences enregistrées

Le tableau ci-après présente le nombre de présences enregistrées mensuellement dans chaque secteur.

| Période | Travaux immobiliers | Secteur de la viande |
|--------------|---------------------|----------------------|
| Janvier 2017 | 1.913.650 | 426.254 |
| Février 2017 | 2.250.044 | 337.854 |
| Mars 2017 | 2.542.398 | 362.240 |

Les premiers résultats disponibles pour 2017 montrent une augmentation du nombre de présences enregistrées dans le secteur des travaux immobiliers. Cette augmentation suit logiquement la hausse observée du nombre de lieux soumis à l'enregistrement des présences dans ce secteur et en activité durant cette même période.

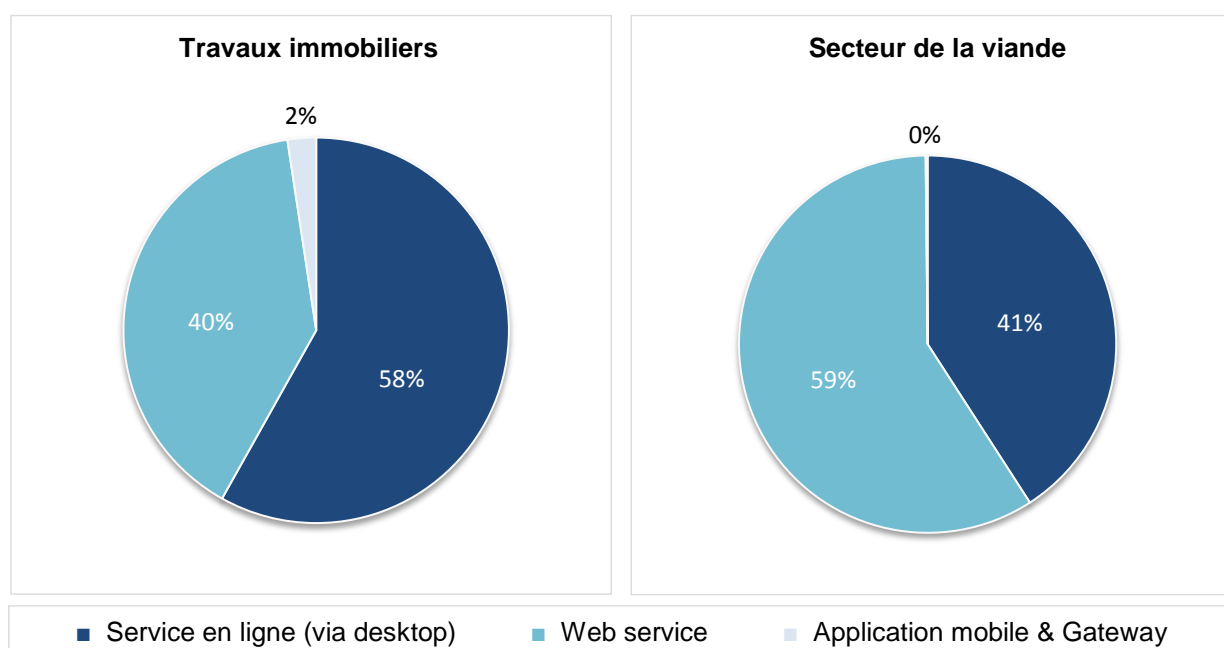
Dans le secteur de la viande, le nombre de présences enregistrées varie quant à lui légèrement d'un mois à l'autre et ne suit pas la légère hausse du nombre de lieux soumis à l'enregistrement des présences constatée depuis le mois de janvier 2017.

6.4 Canaux sécurisés pour l'enregistrement des présences

L'enregistrement des présences peut s'effectuer soit directement sur le lieu de travail concerné (ex : sur le chantier) soit à distance (ex : depuis le siège social de l'entreprise), et ce via différents canaux sécurisés :

| Canal sécurisé | À distance | Sur le lieu de travail |
|--------------------------------|------------|------------------------|
| Service en ligne (via desktop) | x | |
| Service en ligne (mobile) | x | x |
| Web service | x | x |
| Gateway (passerelle réseau) | | x |

Les graphiques ci-dessous dévoilent la répartition de l'utilisation de ces canaux en 2017, d'une part dans le secteur des travaux immobiliers et d'autre part dans le secteur de la viande.



Le service en ligne via desktop et le web service sont les deux canaux largement privilégiés par les déclarants. De légères divergences d'utilisation peuvent être observées entre le secteur des travaux immobiliers et celui de la viande ; le premier secteur favorisant l'utilisation du service en ligne tandis que le second utilisant majoritairement le web service. L'application mobile et le Gateway restent quant à eux très peu utilisés en 2017.

7 Outils de consultation

7.1 Introduction

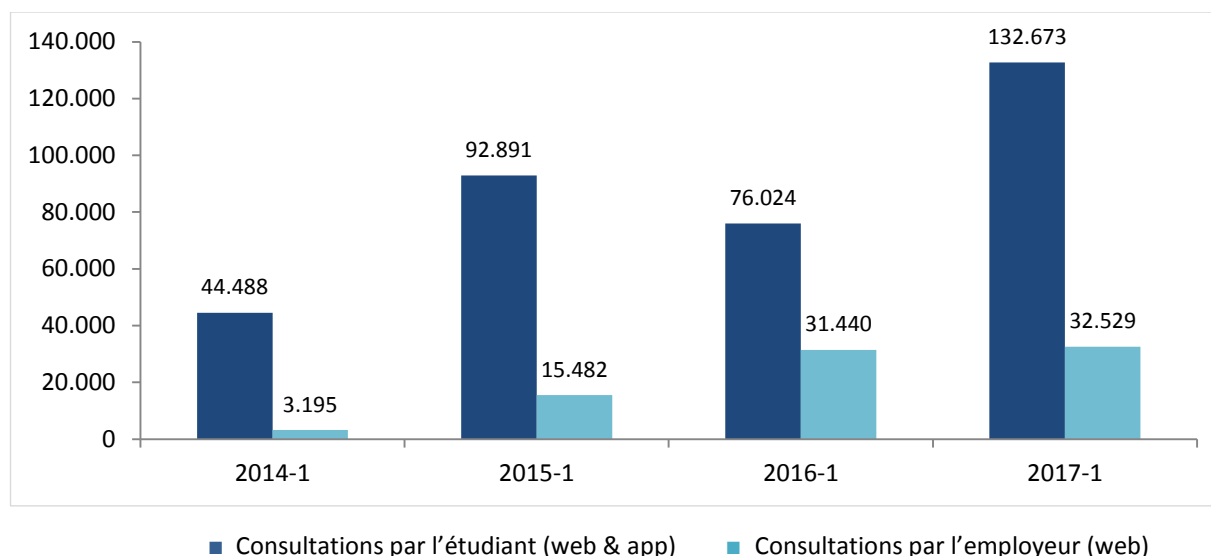
L'ONSS tente sans cesse d'améliorer la convivialité à l'égard de ses clients. Afin de répondre aux besoins des partenaires sociaux, l'Office a développé ces dernières années plusieurs outils de consultation. Ces services en ligne, également optimisés en vue d'une utilisation sur téléphone mobile, permettent à l'utilisateur de consulter rapidement et de manière la plus conviviale possible des données spécifiques de l'ONSS.

Une courte description de ces outils de consultation et de leurs statistiques d'utilisation est disponible ci-après.

7.2 Student@work

Grâce à l'application en ligne Student@Work, l'étudiant est en mesure de consulter son contingent restant (maximum 475 heures) et peut également générer une attestation relative à ce contingent pour son (futur) employeur. Cette attestation contient par ailleurs un code avec lequel l'employeur peut vérifier en ligne le solde d'heures restant du travailleur concerné (via la même application).

Depuis le mois de mars 2015, cet outil de consultation est également disponible sous forme d'application pour smartphone. De ce fait, la création d'attestations est devenue moins utile, l'étudiant étant dorénavant en mesure de montrer directement l'état de son contingent à l'employeur. Cette application a entretemps déjà été téléchargée plus de 100.000 fois et possède plus de 95.000 fans sur Facebook.



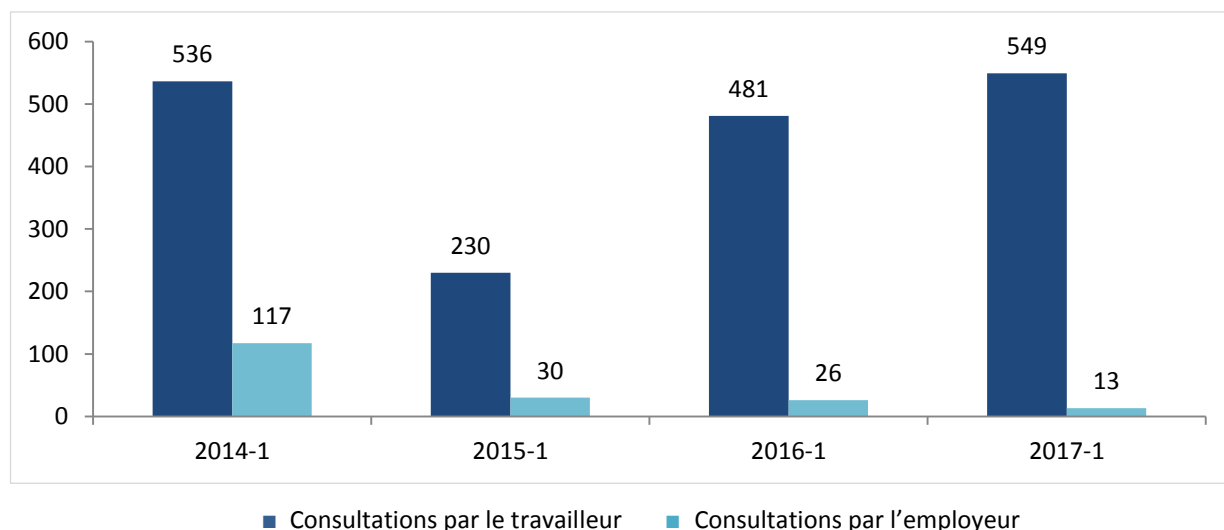
Le graphique ci-dessus montre l'évolution du nombre de consultations d'un contingent par les étudiants et les employeurs pour la période 2014-2017 (la comparaison s'effectue systématiquement sur base du premier trimestre).

L'augmentation importante au 2015/1 du nombre de consultations par les étudiants s'explique par l'extension des possibilités de consultation suite à la mise en production de l'application pour smartphones. La hausse du nombre de consultations par les employeurs est quant à elle due au fait que les agences d'intérim ont reçu à partir du mois d'août 2014 la possibilité via l'application web de consulter les données de leurs étudiants sans devoir demander une attestation au préalable.

Pour le reste, on observe un accroissement important du nombre de consultations par les étudiants au 2017/1 (presqu'un doublement par rapport au 2016/1). Cet accroissement peut s'expliquer, d'une part, par le passage au 01/01/2017 du contingent étudiants de 50 jours à 475 heures et, d'autre part, par la croissance continue de l'occupation d'étudiants.

7.3 Horeca@work – 50 Days

L'application "Horeca@work - 50days" permet aux travailleurs occasionnels de consulter rapidement leur contingent restant (maximum 50 jours). Un calendrier reprend les jours durant lesquels ils ont travaillé ou prévu de travailler en tant que travailleurs occasionnels. Une liste des employeurs concernés est en outre disponible. Les travailleurs peuvent aussi imprimer pour leur employeur une attestation mentionnant leur solde de jours. Celle-ci comporte un code qui permet à l'employeur de vérifier en ligne le solde de jours du travailleur concerné.

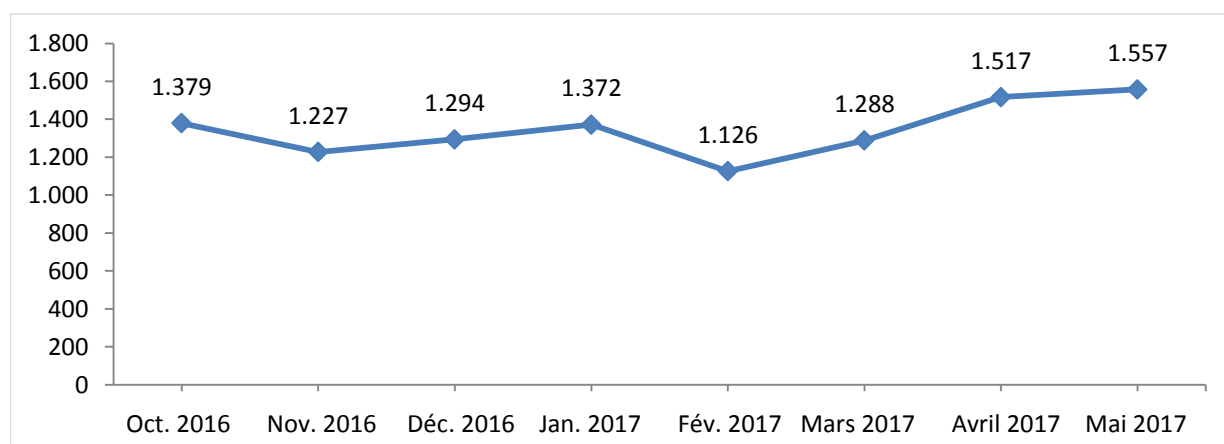


Le graphique ci-dessus montre l'évolution du nombre de consultations d'un contingent par les travailleurs et les employeurs pour la période 2014-2017 (la comparaison s'effectue systématiquement sur base du premier trimestre).

À l'exception du premier trimestre 2015, le nombre de consultations par les travailleurs est resté relativement stable. Le nombre de consultations par les employeurs a connu une diminution importante à partir de 2015/1, qui se confirme par la suite.

7.4 Interim@work

Via ce service en ligne, un travailleur intérimaire est en mesure de consulter un aperçu de ses relations de travail et peut, de cette manière, s'assurer que l'agence d'intérim a bien rempli ses obligations en matière de déclaration Dimona.



Le graphique ci-dessus montre que le nombre de visites de l'application reste relativement stable entre octobre 2016 et mai 2017.

7.5 Check Limosa

Grâce à l'application mobile Check Limosa, mise en production en mars 2017, les entreprises belges peuvent vérifier la validité de chaque déclaration Limosa (document L1). En scannant le code QR présent sur le document L1, l'application vérifie immédiatement les données d'identification et la période de validité de la déclaration.

Ce contrôle volontaire assure aux entrepreneurs belges une plus grande sécurité juridique dans le déploiement d'indépendants et de travailleurs détachés, tout en permettant de vérifier si la déclaration a été dûment remplie pour le détaché. Les données présentes sur le formulaire L1 et dans Check Limosa doivent être identiques. Dans le cas où celles-ci ne correspondent pas, les entrepreneurs belges peuvent le signaler via ce canal. Ils sont dès lors dispensés de leur responsabilité pour la déclaration obligatoire Limosa.

Si l'enregistrement des présences (Checkinetwork) concernant certains travailleurs détachés (travaux immobiliers et secteur de la viande) est aussi requis, celui-ci peut s'effectuer simplement depuis l'application Check Limosa.

Entre le 08/03/2017 et le 31/05/2017, 38.188 consultations ont déjà été effectuées à l'aide de cette application mobile.

| Période (2017) | Consultations |
|-------------------------------|---------------|
| Mars (depuis le 08/03) | 11.160 |
| Avril | 11.455 |
| Mai | 15.573 |

7.6 Check obligation de retenue

Depuis 1999, une application permet aux entreprises de contrôler en ligne l'obligation de retenue de leurs co-contractants pour les travaux immobiliers.

En ce qui concerne l'obligation de retenue pour la sécurité sociale, cette application a été adaptée en profondeur en 2008 et étendue en 2013 aux activités dans les secteurs du gardiennage et de la viande. Cette application est en moyenne consultée un million de fois par mois, dont 50% environ par le biais d'un web service et 50% via des consultations individuelles sur le site portail de la sécurité sociale.

En mars 2017, le nouveau service en ligne (mobile) « Check obligation de retenue » a été mis en production. Grâce à celui-ci, les entreprises peuvent vérifier rapidement et partout si un entrepreneur ou un sous-traitant est soumis à l'obligation de retenue en raison de dettes fiscales et/ou sociales. Après introduction d'un numéro d'entreprise, le service en ligne présente, en temps réel, les informations du SPF Finances et de l'ONSS dans un écran synoptique unique.

Entre le 08/03/2017 et le 31/05/2017, 383.992 consultations ont déjà été effectuées à l'aide de ce service en ligne.

| Période (2017) | Consultations |
|-------------------------------|---------------|
| Mars (depuis le 08/03) | 121.733 |
| Avril | 123.186 |
| Mai | 139.073 |

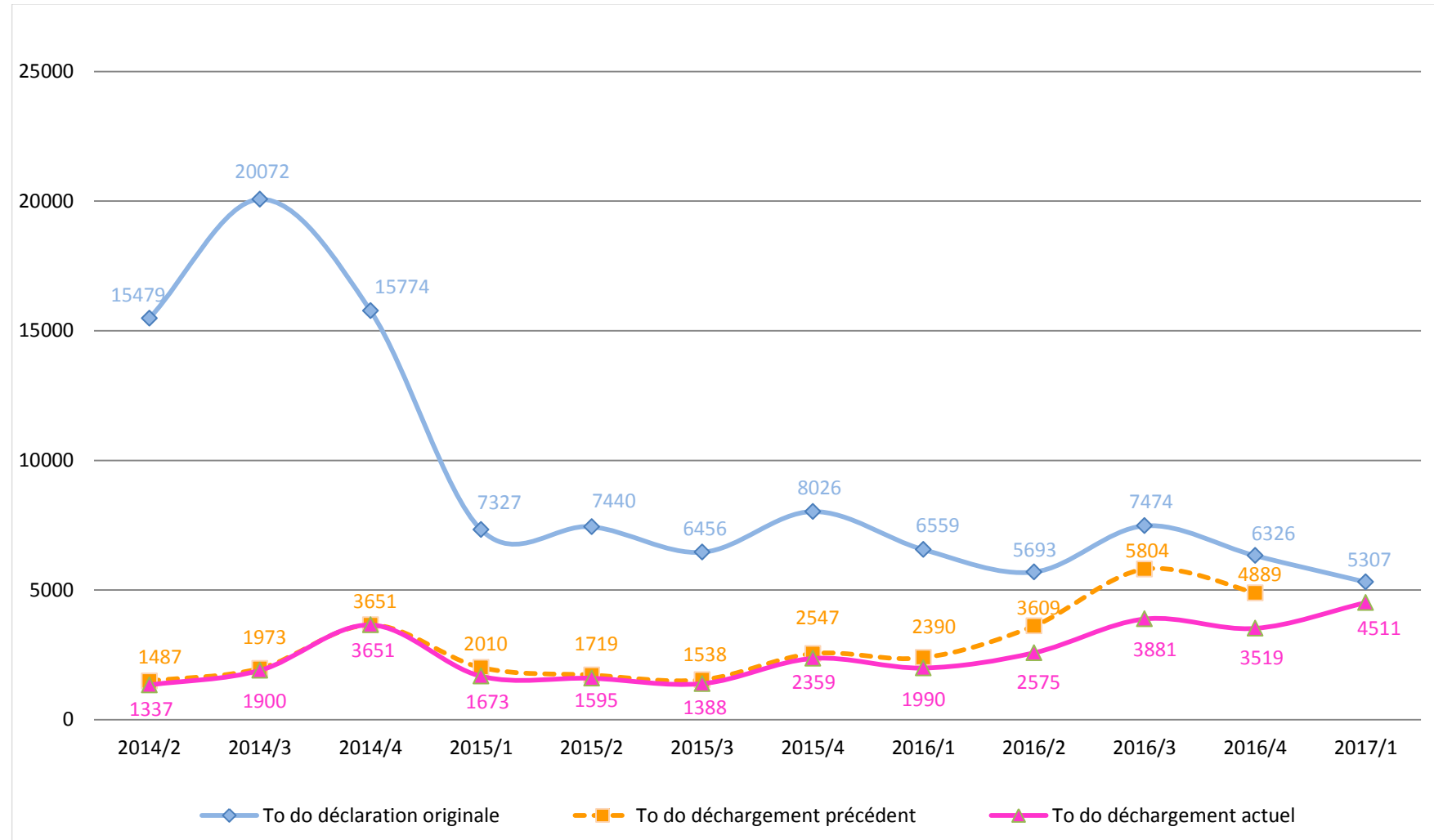
8 ANNEXES

Annexe 1 – Afflux des déclarations originales

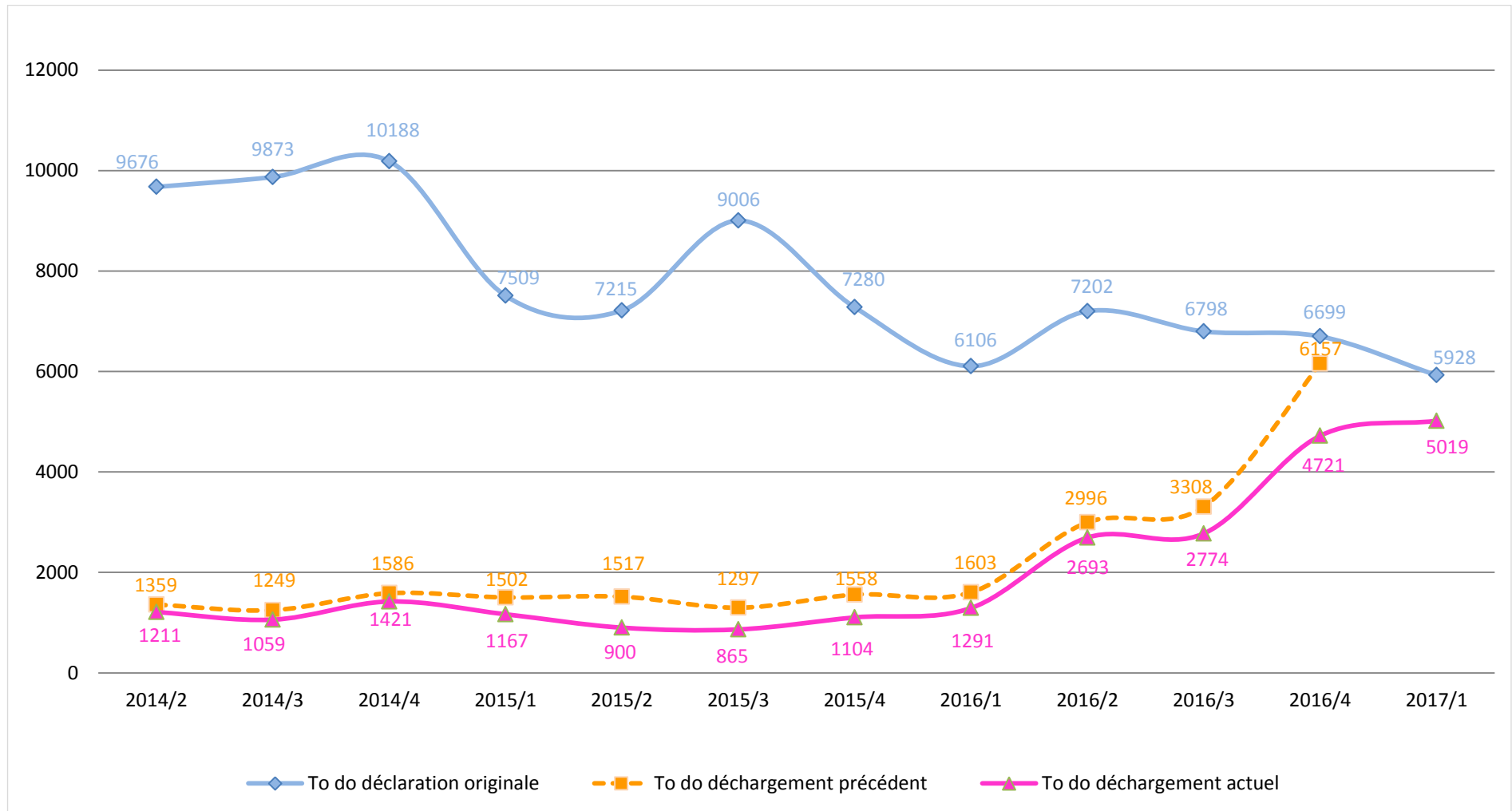
| | 2016/1 | 2016/2 | 2016/3 | 2016/4 | 2017/1 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Déclarations traitées - Batch | 222.772 | 225.388 | 227.265 | 226.946 | 226.453 |
| Déclarations traitées - Web | 2.751 | 2.768 | 2.864 | 2.781 | 2.642 |
| Déclarations traitées - Interne (ONSS) | 988 | 895 | 768 | 560 | 244 |
| Total déclarations originales traitées | 226.511 | 229.051 | 230.897 | 230.287 | 229.339 |
| Déclarations néants | 5.310 | 5.889 | 6.750 | 9.832 | 12.690 |
| Silencieux | 2.372 | 982 | 1.272 | 1.757 | 3.415 |
| Total matricules actifs | 234.193 | 235.922 | 238.919 | 241.876 | 245.488 |

Annexe 2 – Evolution des anomalies prioritaires entre 2014/2 et 2017/1

2.1 Employeurs affiliés à un secrétariat social agréé



2.2 Employeurs non affiliés à un secrétariat social agréé



2.3 Lignes travailleurs sans anomalies prioritaires

| Trimestre | Total lignes travailleurs | Lignes travailleurs OK | % lignes travailleurs OK |
|------------------|----------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|
| 2014/2 | 4.452.993 | 4.451.669 | 99,97 |
| 2014/3 | 4.686.771 | 4.685.230 | 99,97 |
| 2014/4 | 4.962.282 | 4.960.344 | 99,96 |
| 2015/1 | 4.519.759 | 4.517.682 | 99,95 |
| 2015/2 | 4.486.200 | 4.484.510 | 99,96 |
| 2015/3 | 4.738.096 | 4.736.578 | 99,97 |
| 2015/4 | 5.023.537 | 5.021.589 | 99,96 |
| 2016/1 | 4.596.160 | 4.593.969 | 99,95 |
| 2016/2 | 4.549.407 | 4.545.795 | 99,92 |
| 2016/3 | 4.820.915 | 4.817.242 | 99,92 |
| 2016/4 | 5.101.601 | 5.096.769 | 99,91 |
| 2017/1 | 4.505.722 | 4.499.798 | 99,87 |
| Total | 56.443.443 | 56.411.175 | 99,94 |



The easiest way to career data

10 ANS

RAPPORT ANNUEL
2015

Sigedis, 10 ans au service d'une sécurité sociale toujours plus performante

Au printemps 2006, l'asbl Sigedis voyait le jour. L'objectif était ambitieux : stocker et centraliser l'ensemble des données sociales individuelles des citoyens belges afin de les rendre accessibles à tous, en toute transparence et en toute sécurité. C'était le début d'une collaboration unique entre les différentes institutions publiques de la sécurité sociale belge.

Aujourd'hui, en 2016, ce rapport annuel est l'occasion de prendre de la hauteur et de dresser le bilan des dix premières années de ce projet exceptionnel. C'est avec beaucoup de fierté et de satisfaction que nous retraçons le chemin parcouru. Au fil de votre lecture, vous découvrirez les temps forts et les réussites de Sigedis, illustrés au travers d'une ligne du temps.

Nous souhaitons profiter de cette occasion spéciale pour remercier la BCSS, Le Service fédéral des Pensions (SFP), l'ONSS, et le SPF Sécurité sociale, les membres fondateurs qui ont permis à Sigedis d'exister.

**PAGE
SUIVANTE**

**SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS**

10 ANS D' ACTIONS

BILAN 2015

AVANT-PROPOS

Ce précieux temps d'arrêt nous permet également de saluer nos collaborateurs, qui, jour après jour, travaillent sans relâche pour fournir des résultats à la hauteur des attentes.

Enfin, ce rapport annuel pose les bases d'une réflexion tournée vers l'avenir. Notre objectif est de continuer à soutenir la modernisation de la sécurité sociale en apportant des solutions techniques et en renforçant la confiance des citoyens envers les données mises à la disposition de l'État.

Un nouveau défi que nous nous réjouissons de relever.

Steven Janssen
Directeur général

Jean Moureaux
Administrateur délégué



**PAGE
PRÉCÉDENTE**

**PAGE
SUIVANTE**

**SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS**

10 ANS D' ACTIONS

BILAN 2015

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

SIGEDIS, 10 ANS D' ACTIONS

BILAN 2015



SIGEDIS EST L'ORGANISME QUI COLLECTE, STOCKE ET TRAITE EN CONTINU LES DONNÉES DE CARRIÈRE DES TRAVAILLEURS EN BELGIQUE



[PAGE PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[10 ANS D' ACTIONS](#)

[BILAN 2015](#)

CES CENTAINES DE MILLIERS DE DONNÉES SONT VÉRIFIÉES ET CENTRALISÉES DANS TROIS BANQUES DE DONNÉES



[PAGE
PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE
SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[10 ANS D' ACTIONS](#)

[BILAN 2015](#)

**ELLES SONT ENSUITE MISES
À DISPOSITION DES DIFFÉRENTS ACTEURS
DE LA SÉCURITÉ SOCIALE BELGE
VIA LA BANQUE CARREFOUR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE.
CE QUI LEUR PERMET DE CALCULER
EN TEMPS RÉEL LES DROITS DES
TRAVAILLEURS**



**PAGE
PRÉCÉDENTE**

**PAGE
SUIVANTE**

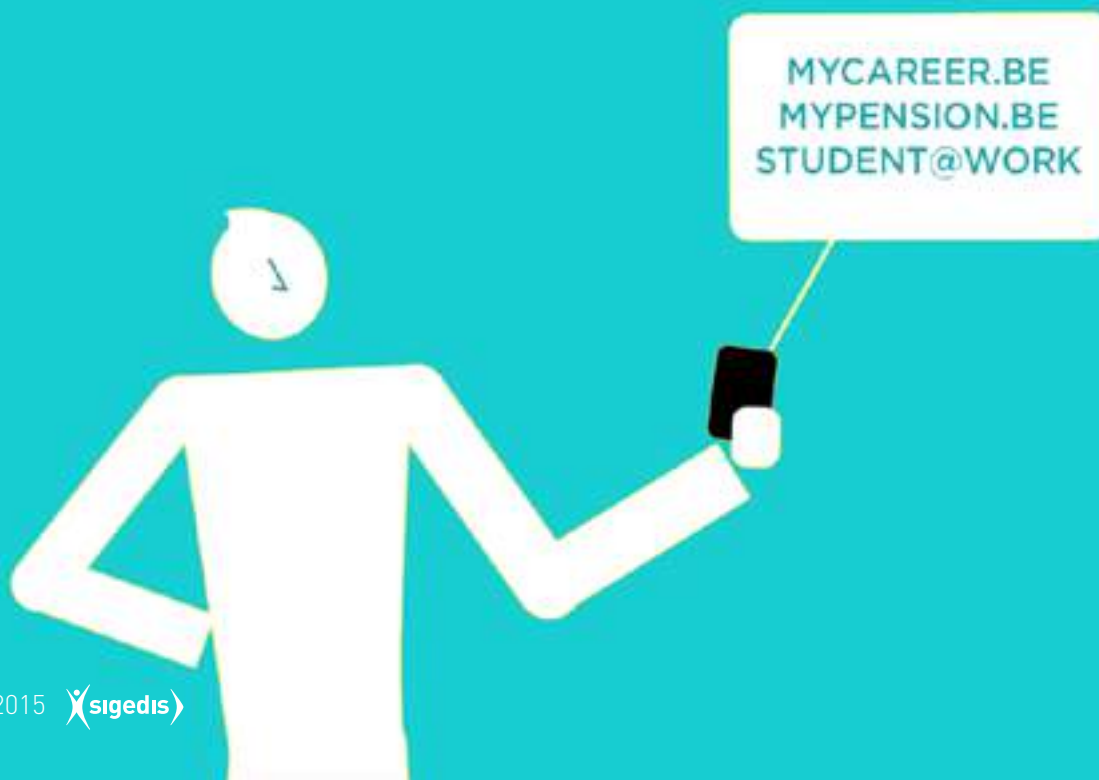
AVANT PROPOS

10 ANS D' ACTIONS

BILAN 2015

CES DONNÉES PERMETTENT ÉGALEMENT DE METTRE EN PLACE ET D'ALIMENTER DE NOUVEAUX OUTILS

AU SERVICE DES INSTITUTIONS DE SÉCURITÉ
SOCIALE ET DES CITOYENS



[PAGE
PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE
SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[10 ANS D' ACTIONS](#)

[BILAN 2015](#)

EN 2016, LES BANQUES DE DONNÉES ARGO
ET CAPELO VONT ÊTRE FUSIONNÉES EN
UNE SEULE BANQUE DE DONNÉES

CE QUI PERMETTRA DE DÉVELOPPER D'AUTRES OUTILS POUR LES INSTITUTIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE ET LES CITOYENS



[PAGE
PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE
SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[10 ANS D' ACTIONS](#)

[BILAN 2015](#)

**C'EST AINSI QUE LA SÉCURITÉ SOCIALE
BELGE EST AUJOURD'HUI L'UNE DES
PLUS PERFORMANTES D'EUROPE,**
AVEC TOUJOURS MOINS DE PAPIER ET DE
DÉMARCHES ADMINISTRATIVES



**PAGE
PRÉCÉDENTE**

**PAGE
SUIVANTE**

AVANT PROPOS

10 ANS D' ACTIONS

BILAN 2015

Pour bien comprendre l'Histoire de Sigedis, il faut remonter aux sources du système de pension belge actuel...

Jusqu'au début des années 50, les pensions en Belgique reposaient sur un **système de capitalisation**. Les travailleurs constituaient un capital en vue de leur future pension, principalement auprès de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite - la CGER.

À partir de 1954, ce système de financement est progressivement remplacé par un **système de répartition, de «solidarité intergénérationnelle»**. Dorénavant, les travailleurs actifs payent des cotisations directement au profit des personnes retraitées. La CGER se voit confier la gestion du **compte individuel des travailleurs salariés**

(et donc pas des fonctionnaires, ni des indépendants), c'est-à-dire la conservation des données de salaire et de temps de travail. Le but de ce compte individuel ? Permettre le moment venu de déterminer les droits de pension des travailleurs salariés, mais surtout en assurer un archivage centralisé sur le long terme.

En 1993, la CGER est privatisée, FB Assurances (groupe Fortis) acquiert progressivement l'entière responsabilité du capital et hérite dès lors de la tenue du compte individuel. Cette mission de service public est donc paradoxalement assurée par une entreprise privée.

[PAGE PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[SIGEDIS EN QUELQUES MOTS](#)

[BILAN 2015](#)

10 ANS D' ACTIONS

Pour garantir la continuité des missions de service public en attendant de pouvoir les confier aux institutions de sécurité sociale elles-mêmes, l'asbl **CIMIRe** est créée en 2001 par l'ONP, l'ONSS, la BCSS et FB Assurances.

Lors de la **fondation de Sigedis en 2006**, nous nous sommes attelés au remplacement de l'application

informatique développée à l'époque par la CGER pour gérer les comptes individuels. La création de cette nouvelle banque de données était la première mission de Sigedis. Une fois ce nouveau système mis en production, l'asbl Cimire nous a cédé le relais. Le 1^{er} janvier 2010, ses activités ont pris fin, reprises en partie par l'ONP et en partie par Sigedis.

Ainsi, entre 2006 et 2007, les trois principaux projets de Sigedis seront lancés : **DB2P** en 2006 et **Argo** et **Capelo** en 2007, les deux banques de données qui seront par la suite fusionnées en 2015/2016, soit près de dix ans après la création de Sigedis, pour former la banque de données **Diogène**.



[PAGE PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[SIGEDIS EN QUELQUES MOTS](#)

[BILAN 2015](#)

10 ANS D' ACTIONS

L'article 12 de l'Arrêté royal du 12 juin 2006 offre aux institutions de pension (ONP, SdPSP, INASTI, soit le 1^e pilier de pension) la possibilité de créer une association sans but lucratif qui sera chargée de la gestion des systèmes informatiques et des missions de soutien pour la tenue des données de carrière.

Dans ce contexte, en application des dispositions de l'article 17bis1 de la loi organique du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque Carrefour de la Sécurité sociale, l'A.S.B.L. Sigedis a été constituée par les membres fondateurs et émane donc d'une collaboration entre :

| BCSS | SdPSP | ONSS | ONP | SPF SS |
|---|--|--|------------------------------|---|
| Banque Carrefour de la Sécurité sociale | Service des Pensions du Secteur public | Office national de la Sécurité sociale | Office national des Pensions | Service public fédéral Sécurité sociale |

Aux membres fondateurs, se sont ajoutés au cours du temps, les membres ordinaires :

| ONEM (2012) | SPF EMPLOI (2012) | ONSSAPL | ONVA (2012) | INASTI (2014) |
|-----------------------------|--|--|--|--|
| Office national de l'Emploi | Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale | Office national de la Sécurité sociale des Administrations provinciales et locales | Office national des Vacances annuelles | L'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants |

Sigedis fait partie du réseau primaire de la sécurité sociale, soit les institutions qui sont directement reliées à la Banque Carrefour.

PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

BILAN 2015

2006 2007 2008 2009 2010
2011 2012 2013 2014 2015 2016

20/04/2006

Création de Sigedis

Sigedis pour « Sociale Individuelle Gegevens – Données Individuelles Sociales ». Sa toute première mission ? Assurer la gestion technique de la réception et du traitement des flux nécessaires à la tenue du compte individuel de carrière. Après la CGER, FB Assurances (groupe Fortis) et l'asbl CIMIRe, Sigedis voit le jour.

La première AG se réunit

Les membres fondateurs se réunissent pour la première fois le 15/3/2006 : la Banque Carrefour de la Sécurité sociale (BCSS), le Service des Pensions du Secteur public (SdPSP), l'Office national de la Sécurité sociale (ONSS), l'Office national des Pensions (ONP) et le Service public fédéral Sécurité sociale (SPF SS).

PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

BILAN 2015

15/11/2006

Emménagement dans la Tour du Midi

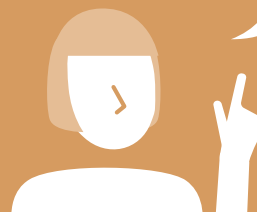
Sigedis occupe les étages 4 à 8 de la Tour.

La loi DB2P lance le projet de banque de données des pensions du 2^e pilier

Adoptée le 27/12/2006, la loi DB2P lance officiellement le projet de banque de données des pensions du 2^e pilier.

En 2006, on a dû reprendre certaines activités de CIMIRe. Tout était neuf et on a tout créé, même les statuts et le nom. 10 ans après, cela a bien changé : nous sommes devenus des spécialistes des données de carrière et du développement de projets.

Mari-Luz Parejo



PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

BILAN 2015

2006 **2007** 2008 2009 2010
2011 2012 2013 2014 2015 2016

Début du développement d'Argo, la future banque de données des carrières du secteur privé

Argo est amenée à devenir la banque de données des carrières du secteur privé. Ces données de carrière seront notamment utilisées par l'ONP et par l'ONEm pour examiner les droits à une pension de travailleur salarié ou à une prépension (l'actuel chômage avec complément d'entreprise).

Lancement du projet Capelo, la future banque de données des carrières du secteur public gérée par Sigedis

Capelo signifie « carrière publique électronique elektronische loopbaanoverheid ».

Novembre 2007 marque le début de la création du dossier électronique de pension pour les travailleurs du secteur public. Une révolution dans la gestion des données de carrière.

PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

BILAN 2015

Un nouveau logo pour Sigedis

Le projet est lancé au mois de décembre. Le nouveau logo sera officiellement mis en circulation en 2008.

Instauration de l'outil de pointage Pronet pour les collaborateurs de Sigedis

L'outil Pronet de gestion électronique du temps de travail est introduit chez Sigedis : le personnel pointe pour la première fois le 2 janvier.

Je ne pensais pas qu'Argo réussirait. Quand Sigedis a démarré, tout était éclaté et personne ne voulait partager l'information. Finalement, Argo a été un très bel exemple de coopération. Et le résultat est là !

Vincent Peltier



PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

BILAN 2015

2006 2007 **2008** 2009 2010
2011 2012 2013 2014 2015 2016

Capelo: 1^{ers} «road shows» pour expliquer le projet aux employeurs du secteur public

(Bientôt) fini le papier, place au dossier électronique de pension. Un changement radical qui requiert l'encodage des données historiques de carrière d'avant 2011 dans la nouvelle application Capelo et qui demande quelques explications. En collaboration avec le SdPSP, les équipes de Sigedis entament alors un tour des chefs-lieux de province afin de rencontrer les administrations publiques concernées par le projet. Au total 12 villes seront visitées et 26 sessions organisées.

DB2P: 1^{ères} réunions du groupe de travail avec tous les acteurs du secteur des pensions complémentaires

Ces réunions rassemblent tous les acteurs concernés par les pensions complémentaires : compagnies d'assurances, fonds de pensions, employeurs, sociétés, organisateurs sectoriels, représentants de la FSMA, etc. Un groupe de travail technique est créé.

PAGE
PRÉCÉDENTE

PAGE
SUIVANTE

AVANT PROPOS

**SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS**

BILAN 2015

2006 2007 **2008** 2009 2010
2011 2012 2013 2014 2015 2016

DB2P

Début de l'analyse

Quelles sont les données nécessaires à la banque de données des pensions complémentaires ? 2008 marque le début de l'analyse par les équipes de Sigedis.

Au début, pour encourager leurs collaborateurs, les chefs d'équipes avaient mis en place un système de « bug-tracking » celui qui détectait le plus de bugs par semaine était récompensé par une bouteille de champagne. C'était très motivant, très efficace et ça mettait de l'ambiance !

Djenaba Kante



PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

BILAN 2015

2006 2007 2008 **2009** 2010
2011 2012 2013 2014 2015 2016

Juin 2009

Débranchement de Carlos et lancement d'Argo

La banque de données des carrières du secteur privé est opérationnelle ! Carlos, le prédécesseur d'Argo, est donc débranché en juin.

Réalisation de l'environnement IT de DB2P

Sigedis entame la réalisation de l'application qui permettra aux compagnies d'assurances, fonds de pensions, employeurs, sociétés et organisateurs sectoriels de déclarer leurs données de pension complémentaire. Deux modes de déclaration sont prévus : en ligne et par batch.

PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

BILAN 2015

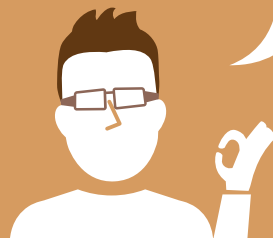
2006 2007 2008 **2009** 2010
2011 2012 2013 2014 2015 2016

Une nouvelle mission pour DB2P : améliorer la perception de la cotisation patronale de 8,86%

La loi-programme du 23 décembre 2009 assigne un nouvel objectif à DB2P : améliorer le contrôle du respect de la législation en matière de cotisations parafiscales sur les pensions complémentaires. DB2P permettra ainsi une évolution remarquable dans la perception de la cotisation patronale de 8,86% due à l'ONSS.

Le basculement de Carlos vers Argo a été un véritable défi. Carlos était un vieux système. Les écrans, les fonctionnalités étaient dépassés. Il a fallu travailler à partir de vieilles cassettes et tout recréer. Un peu après le basculement, on a eu un gros bug : Argo a été complètement bloqué. Mais on a géré cela et personne ne s'est rendu compte de rien. Aujourd'hui, Argo est l'une de nos plus grandes fiertés.

Nico Vanstapel



[PAGE PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[SIGEDIS EN QUELQUES MOTS](#)

[BILAN 2015](#)

2006 2007 2008 2009 **2010**
2011 2012 2013 2014 2015 2016

Le b.a.-ba de DB2P approuvé par le comité de gestion de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale

Comment déclarer les données de pension complémentaire ? Avec quels contenus ? Quels formats ? Le 23 mars 2010, le Comité de gestion de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale approuve la première version des instructions de déclaration de DB2P pour les travailleurs salariés.

Lancement de la nouvelle version du site www.db2p.be

Toutes les informations utiles pour les déclarants sont désormais regroupées en un seul endroit et accessibles en ligne.

**PAGE
PRÉCÉDENTE**

**PAGE
SUIVANTE**

AVANT PROPOS

**SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS**

BILAN 2015

1^{ères} sessions d'information pour les organismes de pension

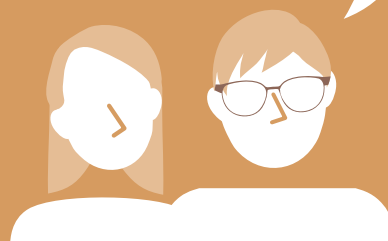
Sigedis organise les premières sessions d'information à l'attention des organismes de pension qui seront amenés à alimenter DB2P.

Sigedis se développe

Les contrats de travail CIMIRe sont remplacés par des contrats Sigedis.

Avec Sigedis, on est vraiment passé à l'ère moderne. Quand on a démarré, toutes les données étaient archivées dans les caves de Fortis. Il y avait 7km d'archives, soit 22.000 caisses de fiches.... Aujourd'hui, on a tout automatisé. En 10 ans, il y a eu modernisation des outils, mais aussi évolution du personnel et des mentalités.

Natalie Van Melkebeke et Alain De Wilde



PAGE
PRÉCÉDENTE

PAGE
SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS

BILAN 2015

2006 2007 2008 2009 2010

2011 2012 2013 2014 2015 2016

Adaptation Capelo de la DmfA : les données de carrière du secteur public collectées automatiquement

La DmfA(PPL), la déclaration multifonctionnelle et trimestrielle à l'ONSS(APL) que tout employeur est amené à remplir, est adaptée : les blocs relatifs au secteur public sont ajoutés. Grâce à ce changement, toutes les données de carrière du secteur public seront désormais enregistrées automatiquement dans la banque de données Capelo.

Capelo : lancement de l'encodage des données « papier » antérieures à 2011

Janvier 2011 : l'application de récolte des données historiques est mise en production. Un projet colossal : toutes les données de carrière « papier » du secteur public antérieures à 2011 vont pouvoir être progressivement encodées dans Capelo.

[PAGE PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[SIGEDIS EN QUELQUES MOTS](#)

[BILAN 2015](#)

2006 2007 2008 2009 2010

2011 2012 2013 2014 2015 2016

Les 1^{ères} déclarations sur les pensions complémentaires introduites dans DB2P

Le 1^{er} août, les premières déclarations arrivent dans DB2P. Après avoir pu depuis janvier 2011 tester leurs déclarations dans un environnement de simulation, les déclarants pourront pour la première fois bientôt vérifier en ligne les données qu'ils ont déclarées dans DB2P.

Les partenaires sociaux s'associent aux projets de Sigedis

Un Comité d'accompagnement est créé. Composé de représentants des organisations syndicales et des organisations patronales, ainsi que de deux personnes désignées par l'État belge, il se réunit pour la première fois le 24 novembre. Ce comité sera un organe de conseil précieux qui contribue à la réalisation des objectifs fixés.

Je pense que c'est une chance pour moi d'avoir pu contribuer à la création de Capelo. C'était un projet gigantesque. Il a évolué avec le temps et nous avons été capables d'évoluer avec lui. Aujourd'hui, la fusion et le développement vers Diogène offre encore plus de possibilités.

Marc Deridder



PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

BILAN 2015

2006 2007 2008 2009 2010
2011 **2012** 2013 2014 2015 2016

Création de la «cellule DB2P»

Une cellule spécialisée dans les pensions complémentaires est créée pour répondre aux questions des déclarants.

Quatre ans après son lancement, DB2P en vitesse de croisière

Déclaration incomplète, retard, oubli... Sigedis lance une procédure proactive et personnalisée de suivi lorsque les déclarations contiennent des erreurs.

Début des réflexions autour du bien-être au travail chez Sigedis

Dans le cadre du projet « bien-être au travail », un budget est accordé à chaque département pour décorer les bureaux. Deux coffee corners sont créés.

[PAGE PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[SIGEDIS EN QUELQUES MOTS](#)

[BILAN 2015](#)

2006 2007 2008 2009 2010

2011 **2012** 2013 2014 2015 2016

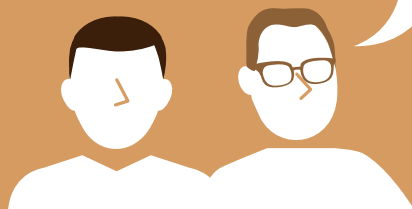
Généralisation du télétravail

Lancé en 2011 par un groupe pilote, le télétravail est étendu à tout le personnel de Sigedis en juin 2012.

En 2006, on avait vraiment du mal à y croire... Le travail était immense. C'est en se focalisant d'abord sur les choses faisables et en travaillant par étape qu'on a pu sortir les livrables et améliorer progressivement la qualité.

C'est grâce à cette persévérance que nos banques de données sont ce qu'elles sont aujourd'hui.

Sergio Damaso et Michel Goetz



PAGE
PRÉCÉDENTE

PAGE
SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS

BILAN 2015

2006 2007 2008 2009 2010

2011 2012 **2013** 2014 2015 2016

DB2P rend possible la perception de la cotisation Wijninckx sur les pensions du 2^e pilier

Sigedis ouvre deux flux de données - vers l'ONSS(APL) et vers l'INASTI - en vue de permettre la perception de la nouvelle cotisation spéciale sur les pensions complémentaires élevées, surnommée « cotisation Wijninckx ».

Un accès en ligne à DB2P pour les organisateurs sectoriels et la FSMA

Pour garantir la transparence du système, un outil de consultation en ligne est mis en place pour la FSMA et pour les organisateurs sectoriels. La FSMA pourra désormais mieux contrôler le respect des lois sur les pensions complémentaires pour les travailleurs et pour les indépendants.

[PAGE PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[SIGEDIS EN QUELQUES MOTS](#)

[BILAN 2015](#)

2006 2007 2008 2009 2010
2011 2012 **2013** 2014 2015 2016

Les paniers de fruits débarquent à la Tour du Midi

Un Comité bien-être est créé au sein du personnel de Sigedis. Les premiers paniers de fruits débarquent pour atteindre très vite 32kg chaque semaine. La collaboration avec le Centre local de Promotion de la Santé (CLPS) débute.

Feu vert pour la création de Diogène, une banque de données unique pour toutes les données de carrière

En décembre 2013, le gouvernement donne son feu vert au projet Athéna et à la banque de données Diogène. En ligne de mire : la création d'une banque de données unique rassemblant toutes les données de carrière des travailleurs belges, quel que soit leur statut. L'analyse de la fusion d'Argo et de Capelo débute.

Il aura fallu plusieurs années pour dépasser la crainte du «Big Brother» à l'égard du projet DB2P. Aujourd'hui, on sent que les mentalités ont changé. Nos partenaires perçoivent de plus en plus l'utilité de la banque de données et s'en servent entre autres pour y puiser des informations dont ils ont besoin pour effectuer leurs déclarations.

Sofie Palmans



PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

BILAN 2015

2006 2007 2008 2009 2010
2011 2012 2013 **2014** 2015 2016

38% des données historiques validées dans Capelo

Novembre : le plus grand employeur du secteur public (la Communauté flamande) encode massivement ses données historiques de carrière dans Capelo.

En un mois, le taux de dossiers validés passe de 28% à 38%.

DB2P : l'obligation de déclaration étendue aux dirigeants d'entreprises indépendants

Après les salariés en 2011 et les indépendants en 2013, l'obligation de déclaration des pensions complémentaires s'étend aux dirigeants d'entreprise indépendants.

[PAGE PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[SIGEDIS EN QUELQUES MOTS](#)

[BILAN 2015](#)

2006 2007 2008 2009 2010
2011 2012 2013 **2014** 2015 2016

Une campagne «take the stairs» pour faire bouger le personnel

Poursuite du projet «bien-être au travail» avec une campagne énergique en faveur de l'exercice physique : le personnel est invité à prendre les escaliers plutôt que l'ascenseur.

Argo traite sa 900.000.000^e donnée

Depuis son lancement en 2009 jusqu'à la fin de 2014, Argo a traité 958.598.801 données entrantes.

Avant 2006, c'était un autre fonctionnement et une autre mentalité. Avec la création de nos banques de données, on a pu mettre en place une protection des données à caractère privé qui n'était pas possible à l'époque.

Alain De Wilde



PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

BILAN 2015

2006 2007 2008 2009 2010
2011 2012 2013 2014 **2015** 2016

Lancement du développement technique de Diogène

C'est parti ! Sigedis entame le développement de Diogène, la future banque de données de carrière neutre et multisectorielle. Une révolution qui permettra aux IPSS de trouver plus facilement les données dont elles ont besoin et qui les aidera donc à rendre encore mieux service aux assurés sociaux.

Début de la synergie et de la réorganisation des banques de données Argo et Capelo

La fusion des banques de données des carrières du secteur public et du secteur privé est lancée. Environ 450 millions de données seront basculées dans Diogène.

[PAGE PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[SIGEDIS EN QUELQUES MOTS](#)

[BILAN 2015](#)

Lancement du nouvel intranet interactif

Un nouvel outil de communication interne est mis en production. Plus pratique et plus interactif, l'intranet de Sigedis améliore la communication entre les équipes.

48% des données historiques validées dans Capelo

L'encodage des données historiques des carrières du secteur public se poursuit à un rythme soutenu. En fin d'année, le seuil des 50% est quasiment atteint.

Quand on a repris la mission de CIMIRe, il n'y avait pas de culture d'échange des connaissances et des compétences. Aujourd'hui, l'information circule entre les équipes. Nous sommes tous polyvalents et tous les employés peuvent effectuer toutes les tâches au sein du service des opérations.

Samira Oulad Benali &
Manuel Martinez Marcos



PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

BILAN 2015

2006 2007 2008 2009 2010

2011 2012 2013 2014 2015

2016

Un nouveau volet pour mypension.be

Fin 2016, DB2P alimentera mypension.be : désormais les citoyens pourront avoir un aperçu des droits de pension complémentaire qu'ils constituent, ou ont constitués. Ils verront également auprès de quel assureur ou fonds de pension ils ont constitué ces droits ainsi que les détails de leur plan de pension.

Création d'un contact center associé au site mypension.be/ma pension complémentaire

Sigedis s'apprête à mettre en place et à héberger le futur centre d'appels mypension.be qui répondra aux questions des citoyens sur les données de pension complémentaire présentées dans l'application mypension.be.

PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

BILAN 2015

2006 2007 2008 2009 2010

2011 2012 2013 2014 2015

2016

Cap sur mycareer.be

Ce sera la face visible de Diogène. Avec mycareer.be, chaque citoyen pourra avoir un aperçu en ligne de l'ensemble de sa carrière. Lancement prévu en 2017.

Avec mypension.be/ma pension complémentaire et le contact center, c'est la toute première fois que le citoyen va voir ce que nous faisons pour lui. Cela va forcément influencer notre manière de travailler et de voir les choses. C'est une nouvelle impulsion pour Sigedis !

Stéphane Rind



PAGE
PRÉCÉDENTE

PAGE
SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS

BILAN 2015

SOMMAIRE

L'ASBL SIGEDIS

Une plateforme (technique) de soutien aux institutions publiques

NOTRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION

LE COMITÉ D'ACCOMPAGNEMENT

CAPELO

Entretien avec Virginie Ronveaux, Expert Business Capelo et Benjamin Bertrand, Analyste fonctionnel

DIOGÈNE

Entretien avec Bart Vantieghem, Expert Business Diogène & Chain Service Manager

DB2P

Entretien avec Sofie Palmans, Expert Business DB2P

SERVICE OPÉRATIONNEL

Entretien avec Alain de Wilde, Directeur opérationnel et Natalie Van Melkebeke, Responsable du service identification

SERVICE DES OPÉRATIONS, CELLULE CONTACT CENTER

Entretien avec Alain De Wilde, Directeur opérationnel et Karel Van Gutte, Responsable Contact Center DB2P

SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

Entretien avec Méry Nange, Conseiller en sécurité de l'information

NOS RESSOURCES HUMAINES

NOS RESSOURCES FINANCIÈRES

GLOSSAIRE ET REMERCIEMENTS

PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

10 ANS D' ACTIONS

L'ASBL SIGEDIS



Qui sommes-nous ?

L'ASBL SIGEDIS garantit un stockage fiable et efficace des données de carrière

Sigedis (sociale individuele gegevens - données individuelles sociales) est une association sans but lucratif fondée sur base de l'article 12 de l'Arrêté royal du 12 juin 2006.


Notre ASBL rassemble, traite et conserve les données sociales des citoyens tout au long de leur carrière.

Les banques de données de Sigedis contiennent les données de carrière de tous les travailleurs salariés et statutaires et, à terme également, des indépendants.

Ces données, que nous mettons à disposition des IPSS, sont cruciales, car ces institutions les utilisent pour calculer et traiter correctement les droits de tous les citoyens en Belgique, et d'informer ces derniers de leurs droits. Grâce à ce stockage efficace et centralisé, et grâce à l'envoi sur mesure de données

vers les différentes institutions, les IPSS consacrent

moins de temps à la recherche de données de carrière. De cette façon, Sigedis contribue à la sécurité sociale belge en assurant à long terme la conservation cohérente de données de qualité portant sur la carrière des personnes



Sigedis rassemble, traite et stocke l'ensemble des données de carrière et de pension complémentaire.

De par son expertise, Sigedis participe au développement de solutions d'e-government parmi les plus performantes et transparentes d'Europe.

PAGE
PRÉCÉDENTE

PAGE
SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS

10 ANS D' ACTIONS

travaillant ou ayant travaillé en Belgique et sur les droits sociaux qui y sont associés. De plus Sigedis organise, en collaboration avec son réseau secondaire, un stockage centralisé de données de pension complémentaire.

Notre association est chargée d'une série de missions légales telles que Capelo et DB2P. Au-delà de ça, nous offrons un soutien technique au réseau de la sécurité sociale. Nous aidons les institutions publiques, grâce aux données contenues dans les banques de données que nous avons développées et dont nous assurons la gestion, à offrir un meilleur service et une meilleure information aux citoyens. C'est ainsi que nous contribuons à la modernisation de la sécurité sociale.

Nos organes de gestion

Notre Assemblée générale

L'Assemblée générale de Sigedis se compose des membres fondateurs et ordinaires : La Banque Carrefour de la Sécurité sociale (BCSS), le Service fédéral des Pensions (SFP), l'Office national de Sécurité sociale (ONSS), l'Office des Régimes particuliers de Sécurité sociale (ORPSS) et le Service public fédéral Sécurité sociale (SPF SS). Le SPF Emploi, l'Office national des Vacances annuelles (ONVA) et l'Office national de l'Emploi (ONEm) ont quant à eux rejoint l'Assemblée générale en mai 2012, et l'INASTI les a rejoint en 2014.

[PAGE
PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE
SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS](#)

[10 ANS D' ACTIONS](#)

Notre Conseil d'administration

Le Conseil d'administration, désigné par l'Assemblée générale, statue, entre autres, sur les règles relatives à la gestion des ressources humaines, la désignation des cadres et les investissements importants.

**Au 31 décembre 2015,
le Conseil d'administration de Sigedis
était composé des personnes suivantes :**

Président du Conseil d'Administration

Monsieur Koen Snyders

Administrateur général de l'ONSS

Les Administrateurs

Monsieur Tom Auwers

Directeur général du SPF SS

Monsieur Johan Janssens

Adjoint Administrateur général du SdPSP

Monsieur Jean Moureaux

Administrateur délégué de Sigedis

Monsieur Frank Robben

Administrateur général de la Banque
Carrefour de la Sécurité sociale (BCSS)

Madame Anne Vanderstappen

Administrateur général de l'INASTI

PAGE
PRÉCÉDENTE

PAGE
SUIVANTE

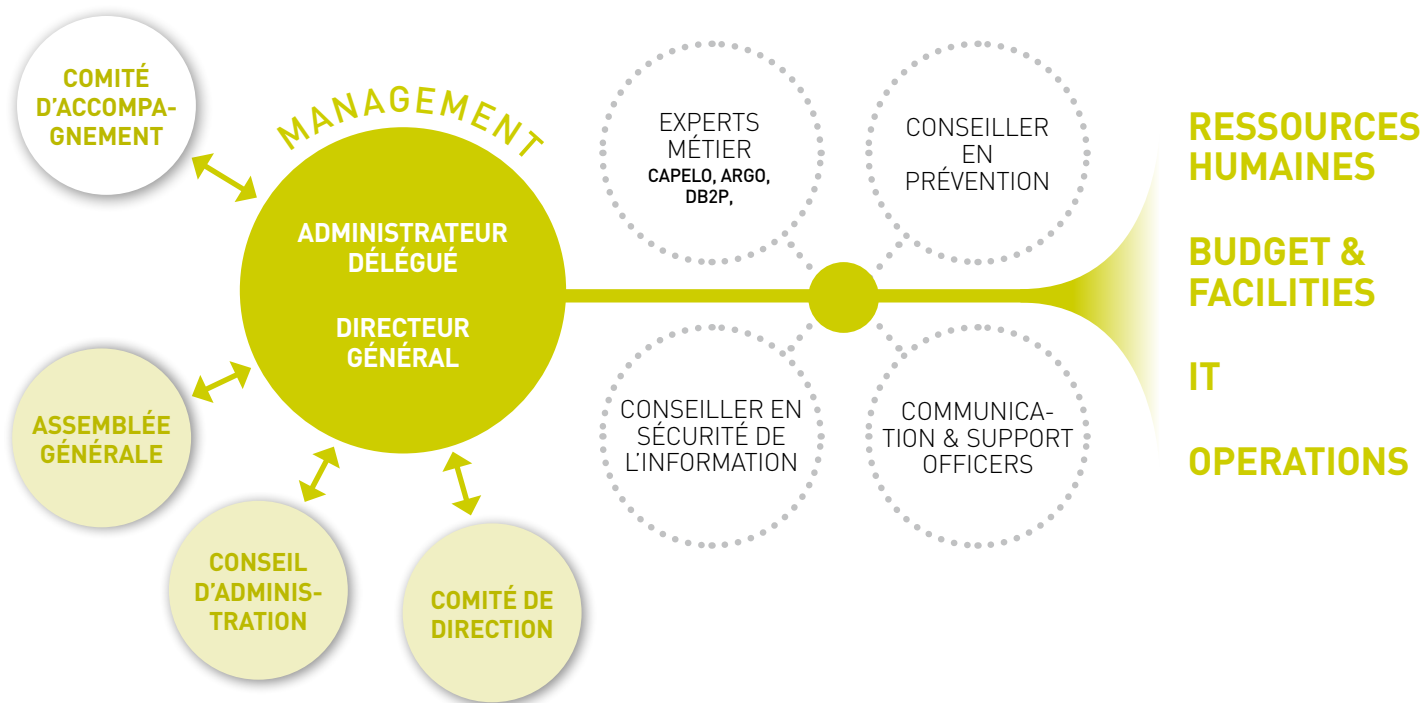
AVANT PROPOS

SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS

10 ANS D' ACTIONS

Le Comité d'accompagnement

Les partenaires sociaux au sein de Sigedis constituent un Comité d'accompagnement composé à chaque fois de cinq représentants des organisations syndicales et des organisations patronales, ainsi que de deux personnes désignées par l'Etat belge. Ce Comité d'accompagnement assiste le Conseil d'administration et l'Assemblée générale dans leurs missions en proposant des initiatives ou en émettant des avis stratégiques.



PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

10 ANS D' ACTIONS



CAPELO

Entretien avec Virginie Ronveaux, Expert Business Capelo et Benjamin Bertrand, Analyste fonctionnel

Que s'est-il passé en 2015 ?

BB: Au niveau IT, nous avons achevé la fusion des deux banques de données, Argo et Capelo. Ainsi, le 1^{er} mai 2015, la migration des données Capelo vers le nouveau système Diogène, la banque de données globale de carrière s'est terminée. La synergie de ces deux applications s'est également stabilisée, ouvrant la voie à la consultation des données du secteur privé et public dans Diogène.

Par ailleurs, l'application Capelo a dû évoluer afin de suivre les adaptations trimestrielles imposées par les changements de la DmfA.

VR: Au niveau business, 2015 était officiellement l'année de clôture du projet. En effet, les employeurs avaient jusqu'au 31 décembre 2015 pour transmettre leurs données historiques à Sigedis afin de compléter les dossiers électroniques de pension du secteur public. Dans la pratique, au 31 décembre 2015, nous avons rassemblé plus de 70% de dossiers validés chez les statutaires. Ceux-ci sont désormais visibles sur l'application mypension.be. En 2015, nous avons notamment connu un pic avec l'envoi des données par batch de l'Enseignement néerlandophone.

PAGE
PRÉCÉDENTE

PAGE
SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS

10 ANS D' ACTIONS

Le projet touche à sa fin, alors comment voyez-vous l'avenir de Capelo ?

L'avenir de Capelo c'est évidemment le dossier électronique de pension complet pour tous les fonctionnaires du secteur public. Maintenant que les données sont consultables sur mypension, chaque citoyen ayant effectué (une partie de) sa carrière dans le secteur public peut consulter ses données de carrière, connaître sa première date de prise de pension possible, et bientôt même, le montant estimé de sa future pension. Tout cela n'aurait jamais été possible sans Capelo, car nous ne disposions pas des données sous format électronique. Celles-ci étaient éparpillées auprès des différents employeurs fréquentés par un employé et rassemblées uniquement au moment du départ à la pension du fonctionnaire. Dorénavant, les personnes pourront suivre leur carrière au jour le jour et pas seulement en fin de parcours. Finalement, l'avenir de Capelo c'est d'avoir tout son passé à portée de main !

Quelques chiffres pour illustrer l'avancement du projet

Au 7 janvier 2016

63% des dossiers Capelo (tout confondu) étaient complets et validés

76% des dossiers Capelo (spécifiques statutaires) étaient complets et validés

PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

10 ANS D' ACTIONS

Capelo en quelques chiffres

(situation au 07/01/2016)

1.880 employeurs Capelo

dont 1787 qui doivent déclarer au moins une donnée historique

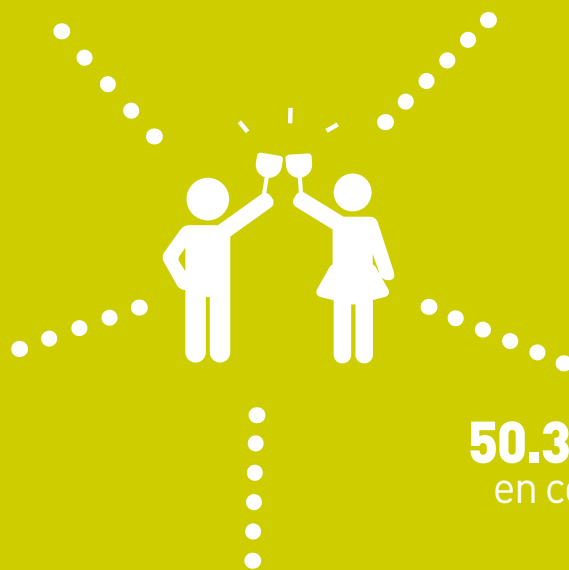
587.979 déclarations

validées et envoyées

On s'attend à recevoir une déclaration de données historiques pour

928.324 travailleurs

dans le secteur public



50.360 déclarations

en cours d'édition et pas encore validées

En juillet 2015, on était à

50% de données

récoltées et validées

[PAGE PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[SIGEDIS EN QUELQUES MOTS](#)

[10 ANS D' ACTIONS](#)

A photograph of a male teacher with glasses and a purple sweater leaning over a desk, assisting three young students. The students are focused on a project involving wooden blocks and small green trees. The background shows a classroom setting with a world map and educational posters. The image is overlaid with a decorative pattern of semi-transparent hexagons in various colors (green, blue, orange, purple).

DIOGÈNE

Entretien avec Bart Vantieghem,
Expert Business Diogène & Chain Service Manager

Quelles ont été en 2015 les grandes étapes au niveau du développement de Diogène ?

BVT : En 2015, nous avons entamé l'implémentation concrète de Diogène. Tout le travail préparatoire, dont le chargement des données concernant les occupations des statutaires, l'intégration des données Capelo au 1^{er} mai 2015 et le développement du design, sera visible en 2016 grâce à la nouvelle application **mycareer.be**.

A côté de cela, nous avons également collaboré avec nos collègues du Service des Pensions dans le cadre de **mypension**. Nous avons chargé les carrières du secteur privé afin de compléter le site de **mypension.be** et de pouvoir offrir une vue complète des pensions du premier pilier (pension légale) au citoyen.

Un autre projet sur lequel nous avons travaillé et qui sera directement visible et utile pour le citoyen, et plus particulièrement pour les employeurs, est l'introduction du webservice pour les **Flexijobs**. L'outil que nous avons développé sert depuis décembre 2015 à calculer les fractions d'occupation pour l'ONSS.

PAGE
PRÉCÉDENTE

PAGE
SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS

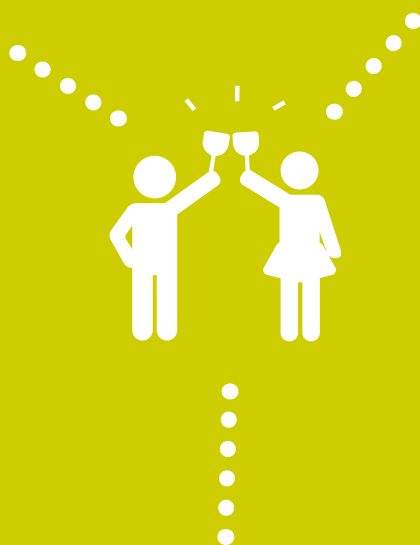
10 ANS D' ACTIONS

Diogène en quelques chiffres

(situation en 2015)

Argo a traité
59.482.016 données entrantes

Flux d'information de carrière en provenance des différentes IPSS, demandes d'information en provenance de l'ONP, demandes d'identification en provenance de l'ORPSS...



Nous avons fourni à l'ONP (actuel SFPD) un relevé de carrière pour tous les salariés actifs (âgés de 18 à 65 ans),
soit 6,8 millions de salariés

ceci ayant comme finalité de permettre au citoyen de consulter une simulation de sa pension.

Nous avons envoyé, par l'intermédiaire de l'ONP, un aperçu global de carrière
à 72.340 travailleurs salariés

[PAGE PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[SIGEDIS EN QUELQUES MOTS](#)

[10 ANS D' ACTIONS](#)

A chef with short blonde hair, wearing a black chef's jacket, is focused on preparing a dish. She is pouring a light-colored liquid from a clear plastic bottle onto a dish that appears to be a pizza or flatbread topped with fresh green herbs and other ingredients. The background shows a professional kitchen with stainless steel equipment, including a stove and a large pot. The image is overlaid with a decorative pattern of semi-transparent hexagons in various shades of green, yellow, and blue. The text 'DB2P' is prominently displayed in white, bold, sans-serif font on the right side of the image.

DB2P

Entretien avec Sofie Palmans, Expert Business DB2P

Qu'y a-t-il de nouveau en 2015 ?

SP : Jusqu'en 2015, DB2P était surtout utilisée comme instrument de contrôle. En 2014, nous avons débuté les travaux pour transformer la banque de données en un vrai outil d'information. Ces travaux ont été intensivement poursuivis en 2015 avec un accent sur l'information au citoyen. Les idées et les plans de communication autour de la constitution individuelle d'une pension complémentaire ont été concrétisés.

Les portes de DB2P s'ouvrent au citoyen...

En 2015 le service en ligne « ma pension complémentaire » sur mypension.be a lentement pris forme. Ainsi, nous avons intensivement travaillé au contenu, à l'architecture et au look & feel. Rendre de l'information complexe accessible à un large public était notre préoccupation principale et notre priorité. Le service en ligne a été constitué de façon à ce que le citoyen puisse trouver en un seul endroit un aperçu standard et compréhensible de tous ses droits de pension complémentaire.

À côté de cela, nous avons également préparé les communications dites « push ». Sigedis a non seulement l'obligation en 2016 de fournir des données en ligne au citoyen, mais aussi de l'informer activement et régulièrement sur sa pension complémentaire. Ainsi, nous sensibiliserons annuellement le citoyen à son dossier

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS

10 ANS D' ACTIONS

de pension en ligne et nous informerons les pensionnés sur leurs « droits oubliés ». Désormais, Sigedis peut par ailleurs reprendre les obligations d'information des organismes de pension qui le souhaitent, c'est à dire l'envoi de la fiche de pension au citoyen.

Il va de soi que le citoyen doit aussi avoir la possibilité de poser des questions au sujet de l'information que lui fournit Sigedis. A cette fin, nous avons démarré en 2015 la mise en place d'un contact center, qui sera opérationnel en 2016 avec le lancement de « ma pension complémentaire ».

Mais encore ...

Les organismes de pension ont bien entendu également leur rôle à jouer dans l'information au citoyen. C'est pour cela que nous avons fait en sorte que les assureurs et les fonds de pension puissent depuis 2015 aussi consulter eux-mêmes les comptes individuels. Ils ont dorénavant également la possibilité d'indiquer des données de contact dans DB2P via la nouvelle déclaration SetContactRule.

Nous avons en outre développé le service en ligne pour les organisateurs afin de le rendre plus convivial. Grâce au dashboard, les organisateurs ont la possibilité de visionner en un coup d'œil les données les plus importantes et de vérifier si leur dossier DB2P est complet et à jour.

C'est également en 2015 que nous avons élargi le « datawarehouse », l'exploitation et le reporting.

**PAGE
PRÉCÉDENTE**

**PAGE
SUIVANTE**

AVANT PROPOS

**SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS**

10 ANS D' ACTIONS

À quoi ressemble l'avenir ?

Est-ce que l'ouverture de la banque de données au citoyen représente la dernière grande étape avec laquelle le projet se clôture ?

SP: Certainement pas ! Le dossier de pension complémentaire en ligne est évidemment une étape importante et un énorme défi. Dorénavant, nos données sont également disponibles pour le grand public. Mais nous ne n'y sommes pas encore ! Il nous reste notamment à compléter la banque de données avec les paiements des pensions du 2^e pilier (en plus de la constitution donc), à envoyer aux organismes de pension les données individuelles sociales (par ex. les changements d'adresse, les décès, les départs à la pension, ...) au sujet de leurs affiliés et à donner un accès permanent à DB2P au SPF Finances.

Énormément de défis, donc, qui feront de DB2P encore longtemps un projet passionnant...

PAGE
PRÉCÉDENTE

PAGE
SUIVANTE

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS

10 ANS D' ACTIONS

DB2P en quelques chiffres

(situation en 2015)

Nous avons déjà reçu plus de **44 millions** de déclarations.

Ces déclarations ont été introduites par **242 déclarants**

193 fonds de pension
27 assureurs
5 organismes de solidarité
14 organisateurs sectoriels



Ces organisations ont déjà enregistré **plus de 117.800** engagements pour **plus de 53.000 organisateurs**

DB2P contient l'information pour environ **3 millions** de travailleurs salariés

Nombre d'affiliés uniques par année d'évaluation

| | | | | | | | |
|-------------|-----------|-------------|-----------|-------------|-----------|-------------|-----------|
| 2012 | 2.012.256 | 2013 | 2.571.711 | 2014 | 2.756.812 | 2015 | 2.408.575 |
|-------------|-----------|-------------|-----------|-------------|-----------|-------------|-----------|

[PAGE PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[SIGEDIS EN QUELQUES MOTS](#)

[10 ANS D' ACTIONS](#)

Depuis 2014 les données concernant les régimes pour les situations après la sortie d'un travailleur doivent également être déclarées à DB2P.

Depuis 2014, Sigedis a reçu 575.914 déclarations concernant ces régimes.

Ces déclarations ont été introduites par 27 organismes de pension

(7 fonds de pension et 20 assureurs).

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Total |
|--------------|----------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| LPC | 756.621 | 8.156.496 | 11.535.634 | 10.847.477 | 13.161.737 | 44.457.965 |
| LPCI | N/A | N/A | 3.547.795 | 1.845.714 | 1.953.515 | 7.347.024 |
| autre LPC | N/A | N/A | N/A | 110.928 | 464.986 | 575.914 |
| ODSE | N/A | N/A | 472.789 | 904.253 | 2.176.821 | 3.553.863 |
| Total | 756.621 | 8.156.496 | 15.556.218 | 13.708.372 | 17.757.059 | 55.934.766 |

LPC Loi sur les pensions complémentaires (pour travailleurs salariés),

LPCI Loi sur les pensions complémentaires pour indépendants,

ODSE Other declarations for self-employed

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS

10 ANS D' ACTIONS

SERVICE OPÉRATIONNEL



Entretien avec Alain De Wilde, Directeur opérationnel et
Natalie Van Melkebeke, Responsable du service identification

Que s'est-il passé en 2015 dans le Service opérationnel ?

Alain De Wilde et Natalie Van Melkebeke :

Le service des opérations a connu deux changements majeurs en 2015 : d'une part la création du « workflow » db2p pour l'**identification** des affiliés, et d'autre part, la fusion des différents « workflows » au niveau du **signalétique**.

Dans le processus DB2P, les organismes de pension ou les assureurs envoient des déclarations sous format XML et lorsque ces déclarations mentionnent des affiliés, il y a dans le traitement des déclarations par Sigedis un processus d'identification qui utilise des routines d'identification similaires à celles utilisées par ailleurs dans le cadre de l'identification Oriolus¹.

Lorsque l'identification automatique DB2P échoue, ces cas alimentent un « workflow » qui sera traité de manière asynchrone manuellement par les opérateurs. Dans les deux cas, ces demandes peuvent concerner tous les domaines relatifs à DB2P : les travailleurs salariés comme les indépendants.

Les listes Excel sont en revanche fournies par ces mêmes organismes de pension ou assureurs qui souhaitent connaître avant de déclarer certains NISS qui leur sont inconnus au moment de déclarer et ce pour des raisons diverses.


1. Oriolus : processus d'identification des Dimona

Il s'agit donc ici de demandes d'identification d'affiliés à des plans de pension complémentaire.

Dans les modifications du signalétique nous gérons aussi la modification ou l'introduction de la date de décès.

Autre cas de figure : les demandes des organismes de pension ou des assureurs dans le cadre d'une liquidation de contrat. Il s'agit alors dans ce cas d'une demande à Sigedis de fournir l'adresse de l'affilié (mais pas des bénéficiaires ou ayants droit que Sigedis ne connaît pas et pour lesquels Sigedis ne peut communiquer l'adresse).

Au niveau organisation interne, nous avons planifié en 2015 de nombreuses sessions de formation dans le cadre du lancement de notre contact center citoyens qui sera opérationnel fin 2016. Il s'agissait de former huit personnes au domaine particulier des pensions complémentaires, et plus spécifiquement, de les préparer aux questions potentielles des citoyens. Fin 2016, ceux-ci pourront consulter leurs droits de pension complémentaire via mypension.be.



L'application mypension.be sera également soutenue par un contact center pour le citoyen pouvant répondre à toute question concernant les données de pensions complémentaires présentées sur mypension.be

**PAGE
PRÉCÉDENTE**

**PAGE
SUIVANTE**

AVANT PROPOS

**SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS**

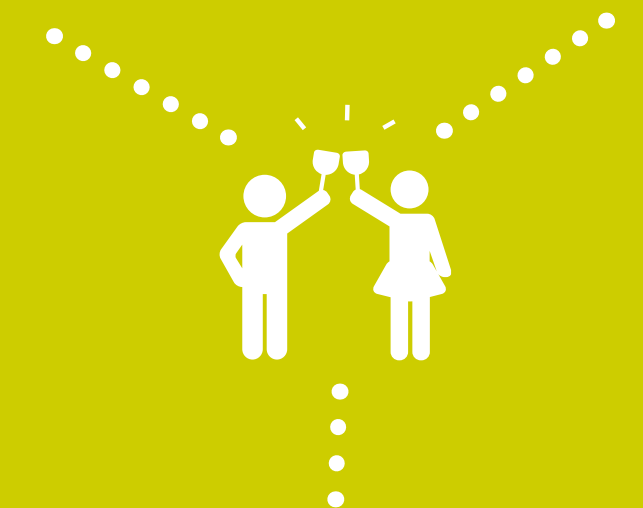
10 ANS D' ACTIONS

Les demandes d'identification en quelques chiffres

(situation en 2015)

3.620
demandes
d'identification
dans le workflow
DB2P identification

302.153
demandes
d'identification
via Oriolus



15.678
demandes d'identification
via notre formulaire de demande en
ligne sur le site internet de Sigedis

[PAGE
PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE
SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS](#)


[10 ANS D' ACTIONS](#)

Entretien avec Alain De Wilde, Directeur opérationnel et Karel Van Gutte, Responsable Contact Center DB2P

Quels ont été en 2015 les points culminants en ce qui concerne le contact center ?

En 2015 notre communication a évolué très fortement. Ainsi, nous avons notamment adapté nos canaux de communication à l'intention de nos trois groupes cible à la lumière des nouvelles obligations légales en matière de communication datant de 2014. DB2P s'adressait déjà aux employeurs et aux organismes de pension, et se dirigera dorénavant également vers le citoyen, le nouveau public de notre banque de données.

Les "professionnels", c'est-à-dire les employeurs et les organismes de pension, disposent déjà depuis 2012 d'un point de contact sous la forme de notre « cellule db2p ». Celle-ci traite les questions des déclarants par mail. Fin 2016 un nouveau contact center, qui se destinera cette fois au citoyen, s'ouvrira. Le citoyen pourra en effet à partir de 2016 consulter sa pension complémentaire en ligne sur le site www.mypension.be/mapensioncomplementaire, le deuxième volet de l'application en ligne déjà existante, **mypension.be**. Nous attendons donc une pluie de questions émanant de ce nouveau groupe cible et afin de pouvoir traiter toutes ces



Ce qui a été
préparé en 2015
sera visible
en 2016

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS

10 ANS D' ACTIONS

questions, nous avons commencé en septembre 2015 la création de ce nouveau centre de contact. Pour cela, nous avons recruté un nouveau collaborateur, et trois autres collaborateurs, déjà en service chez Sigedis, ont été rajoutés à cette future équipe. Le contact center à venir se composera donc de quatre personnes, qui seront épaulées par les quatre membres de la « cellule db2p » déjà en place.

En résumé, nous avons en 2015 posé toutes les fondations pour ce nouveau centre de contact: recrutement et formation des collaborateurs d'une part, et sélection et programmation du logiciel de gestion d'autre part. Le logiciel choisi opérera sur base du niveau de sécurité le plus élevé possible, soit la connexion au moyen d'une carte d'identité. Toutes les pièces du puzzle ont donc été assemblées afin de faire en 2016 de notre contact center le fil rouge entre les citoyens, les professionnels et les organisateurs. Et c'est ainsi que nous atteignons notre but ultime : informer le citoyen au sujet de sa pension complémentaire !

**PAGE
PRÉCÉDENTE**

**PAGE
SUIVANTE**

AVANT PROPOS

**SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS**

10 ANS D' ACTIONS

SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.



Entretien avec Méry Nange, Conseiller en sécurité de l'information

Quels ont été les développements en matière de sécurité de l'information en 2015 et comment Sigedis s'est adapté à ces nouveautés ?

MN: Depuis plusieurs années déjà, les technologies évoluent à vitesse grand V. Notre objectif est d'offrir à nos employés et nos partenaires une gestion des données d'un niveau de qualité élevé, tout en limitant les coûts et en assurant la sécurité des données. C'est dans ce contexte que les institutions de sécurité sociale, ainsi que Sigedis, ont décidé de participer à cette évolution en adoptant des technologies innovantes de type « clouds », tel que le cloud fédéral.

Ce cloud fédéral, aussi nommé le « Government cloud » ou le « G-cloud¹ », est apparu en 2015. Les différentes institutions peuvent s'y connecter afin de profiter de services et d'outils plus performants. Ce cloud permet aux différentes institutions d'économiser des ressources et de travailler plus vite, plus efficacement et d'une manière plus flexible, tout en conservant la sécurité des données.

De nos jours, la sécurité des données est une question primordiale quand il s'agit de technologie. Au niveau européen, 2015 était l'année préparatoire pour la mise en place d'une nouvelle législation sur la sécurité de l'information et de la vie privée qui allait être d'application mi-2016 et effective à partir de mi-2018. Cette législation prévoit des mesures de sécurité plus sévères pour les organismes qui traitent des données

AVANT PROPOS

SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS

1. Le **G-Cloud** est un cloud hybride qui utilise d'une part des services proposés par des sociétés privées dans des environnements de cloud public et, d'autre part, des services hébergés dans les data centers de l'État. La gestion du **G-Cloud** est assurée par l'État.

10 ANS D' ACTIONS

personnelles et sensibles. Le citoyen pourra dorénavant, entre autres, demander ce qu'on fait de ses données et à quelles fins elles sont utilisées.

Dans son rôle de gérant de banques de données, Sigedis a commencé le travail préparatoire en 2015 pour la mise en place des mesures de sécurité requises pour être conforme à la nouvelle législation.

Quelles ont été les actions concrètes prises par Sigedis au niveau de la sécurité de l'information en 2015 ?

MN: Sigedis est déjà très avancé au niveau de la sécurité de l'information, toutefois la direction comprend le besoin de continuer à investir dans ce domaine et à sensibiliser le personnel.

En 2015, Sigedis a entamé la rédaction d'une nouvelle politique générale de sécurité dans le cadre de l'entrée en vigueur de la nouvelle législation européenne et s'est lancé dans une campagne de sensibilisation de son personnel. Celle-ci visait d'une part à ce que chaque membre du personnel soit informée et agisse prudemment lors d'une menace visant la sécurité de l'information. D'autre part, il fallait aussi assurer la remontée d'un tel incident en évitant le risque de contamination des machines par virus, spyware ou autre forme de cyber attaque.

Sigedis a également organisé deux sessions d'information en décembre pour le sous-groupe de travail « sécurité de l'information DB2P » afin que les fonds de pension puissent bénéficier des échanges, recommandations et décisions prises au sein du groupe de travail sécurité de l'information de la BCSS.

Pour finir, une analyse du niveau de sécurité des sites web Sigedis.be et db2p.be a été menée, résultant en des recommandations qui serviront à améliorer la sécurité de nos sites à l'intérieur de notre réseau. Des mesures concrètes permettant ceci ont été mises en place en 2016.

**PAGE
PRÉCÉDENTE**

**PAGE
SUIVANTE**

AVANT PROPOS

**SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS**

10 ANS D' ACTIONS

NOS RESSOURCES HUMAINES



Nos Ressources Humaines

Évolution de l'effectif 2014-2015

| | 2015 | 2014 | | 2015 | 2014 |
|-----------|------|------|------------------|-------|-------|
| EN NOMBRE | 98 | 95 | ETP ² | 89,15 | 83,40 |

| | DB2P | | OPS | | Services généraux | | ARGO CAPELO ATHENA | | Support IT aux projets | |
|------------------|------|------|------|------|-------------------|------|--------------------------|------|---------------------------|------|
| | 2015 | 2014 | 2015 | 2014 | 2015 | 2014 | 2015 | 2014 | 2015 | 2014 |
| EN NOMBRE | 22 | 22 | 18 | 18 | 14 | 14 | 32 | 32 | 12 | 9 |
| ETP ² | 22 | 20,9 | 14,6 | 14,9 | 10,65 | 10,8 | 30,6 | 28,5 | 11,3 | 8,3 |

Fin 2015, 98 collaborateurs contribuent à la réalisation des missions de Sigedis. En 2015, de plus en plus de collaborateurs assurent un support transversal aux projets IT et ne sont plus dédiés à un projet uniquement. Il est à noter que la rotation est importante au sein de Sigedis principalement au sein des équipes IT et dans une moindre mesure au niveau des autres services. Un appui temporaire ou à moyen terme de consultants est nécessaire pour mener à bien les différentes missions.

PERSONNEL



11 temps partiel
87 temps plein

Parmi le personnel Sigedis, presque un quart de l'effectif travaille depuis ses débuts ou a rejoint Sigedis lors du transfert de personnel de Cimire à Sigedis. Ces personnes peuvent témoigner des nombreuses évolutions à la fois au niveau de l'organisation, des développements informatiques et de la culture d'entreprise.

2. ETP = Equivalent Temps Plein

[PAGE PRÉCÉDENTE](#)

[PAGE SUIVANTE](#)

[AVANT PROPOS](#)

[SIGEDIS EN QUELQUES MOTS](#)

[10 ANS D'ACTIONS](#)

NOS RESSOURCES FINANCIÈRES

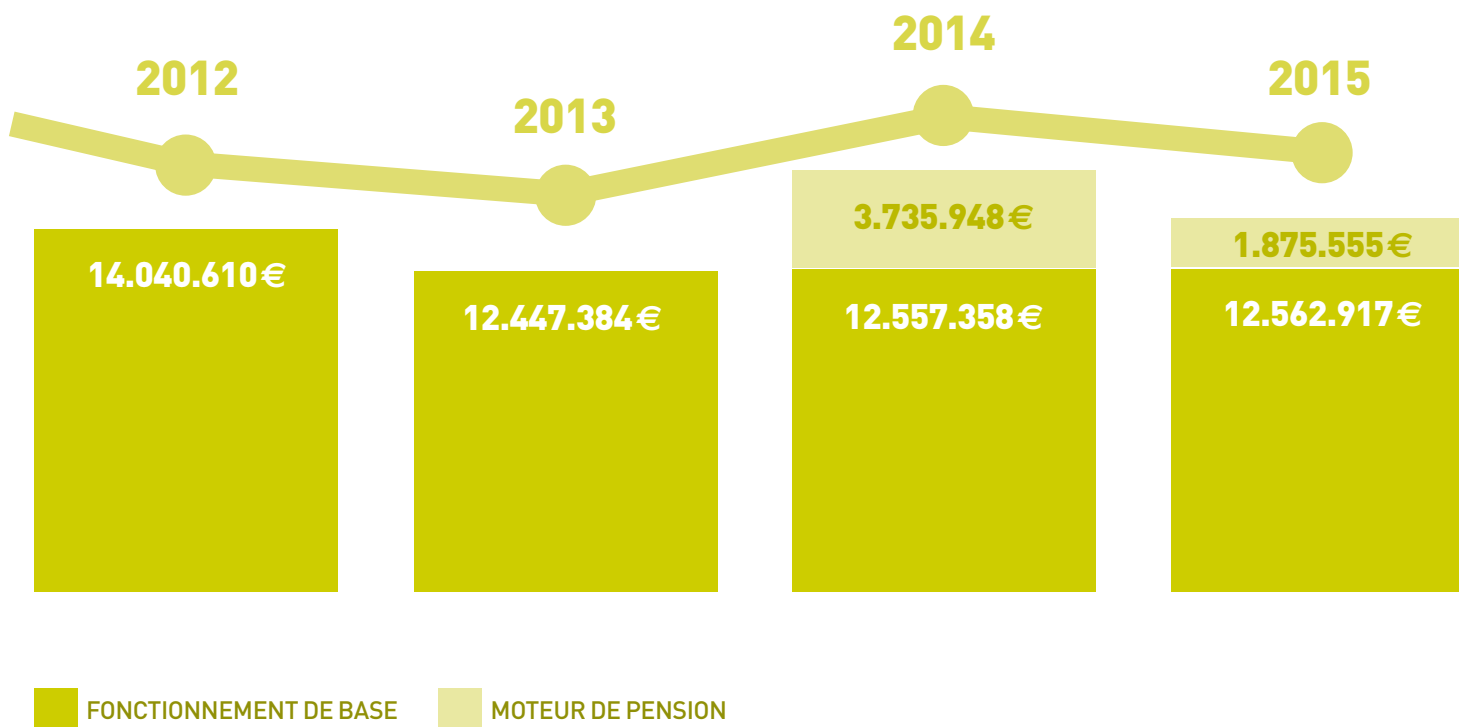


Dépenses

Les dépenses totales de Sigedis ont baissé par rapport à 2014.

Ceci est dû principalement à la contribution plus mince de Sigedis aux coûts de développement du Moteur Pension (1.875.555 d'euros au lieu de 3.736.000 d'euros).

Les frais de fonctionnement de base, par contre, sont en 2015 au même niveau qu'en 2014, bien que parmi ces dépenses l'accent ait été déplacé d'Argo vers Athéna.



AVANT PROPOS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

10 ANS D' ACTIONS

Répartition des Frais

| | |
|------------|-------------------------|
| 43% | Frais en personnel |
| 10% | Frais de fonctionnement |
| 46% | Frais informatique |

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|
| Frais en personnel | 2.854.259€ | 2.854.259€ | 7.886.484€ | 6.251.028€ 43% |
| Frais de fonctionnement normaux | 1.832.275€ | 1.696.099€ | 1.672.119€ | 1.503.172€ 10% |
| Frais de fonctionnement informatique | 8.951.923€ | 7.825.959€ | 6.734.702€ | 6.684.272€ 46% |
| Missions et développement | 258.231€ | 0€ | 0€ | 0€ 0% |
| TVA non déductible | 143.922€ | 72.021€ | 0€ | 0€ 0% |
| | 14.040.610€ | 12.447.384€ | 16.293.306€ | 14.438.472€ |

La baisse la plus importante a lieu dans les dépenses en personnel. Ceci s'explique entre autre grâce au fait que la collaboration au Moteur Pension était pratiquement terminée fin 2015.

AVANT PROPOS

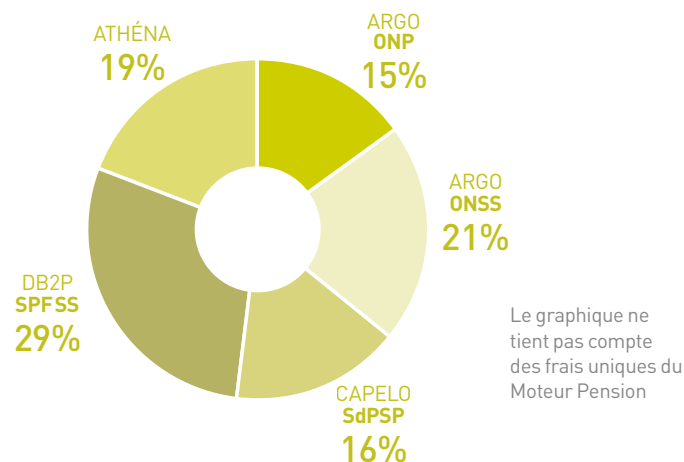
SIGEDIS EN
QUELQUES MOTS

10 ANS D' ACTIONS

Imputation des frais

Le graphique et le tableau suivants illustrent l'apport des institutions qui financent notre asbl dans les frais en 2015.

Les institutions citées ci-dessous ont d'une part une quote-part dans les frais généraux, et d'autre part, dans les activités spécifiques qui les concernent.



| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|----------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|
| ARGO - ONP | 3.540.075€ | 2.962.325€ | 2.641.200€ | 1.833.678€ 15% |
| ARGO - ONSS | 3.863.455€ | 3.423.110€ | 3.251.444€ | 2.658.662€ 21% |
| CAPELO- SdPSP | 2.559.022€ | 2.232.352€ | 2.288.376€ | 1.954.815€ 16% |
| DB2P - SPF SS | 4.078.058€ | 3.829.597€ | 3.750.864€ | 3.682.982€ 29% |
| ATHENA | | | 625.474€ | 2.432.780€ 19% |
| | 14.040.610€ | 12.447.384€ | 12.557.358€ | 12.562.917€ |
| MOTEUR PENSION | | | 3.735.948€ | 1.875.555€ |
| | 14.040.610€ | 12.447.384€ | 16.293.306€ | 14.438.472€ |

GLOSSAIRE ET REMERCIEMENTS

ATHENA

Le projet qui prévoit la création d'un **compte individuel de carrière global et neutre** sous la forme d'une banque de données commune pour les IPSS

ARGO

Système informatique pour gérer des données de salaire et de temps de travail utilisées notamment pour le calcul de la pension

ASBL

Association sans but lucratif

BCE

Banque Carrefour des Entreprises

BCSS

Banque Carrefour de la Sécurité sociale

CAPELO

Carrière Publique Electronique - Elektronische Loopbaan Overheid

CAPELO DHG

CAPELO Données Historiques - CAPELO Historische Gegevens

CGER

Caisse générale d'Épargne et de Retraite

CIMIRE

Compte Individuel Multisectoriel-Multisectoriële Individuele Rekening

DB2P

Banque de données des pensions du 2^e Pilier

DIMONA

Déclaration Immédiate à l'emploi-Onmiddellijke aangifte van tewerkstelling

DMFA

Déclaration Multifonctionnelle - Multifunctionele Aangifte

DMFA(PPL)

Déclaration Multifonctionnelle Provinciale Locale - Multifunctionele Aangifte Provinciale Plaatselijke

DIOGÈNE

La banque de données commune pour les IPSS dans le cadre d'Athéna qui contient des données de carrière cohérentes, neutres et multisectorielles avec un output en fonction des besoins de chaque institution

ETP

Équivalent temps plein

FSMA

Autorité des Services et Marchés financiers

INAMI

Institut national d'Assurance Maladie-Invalidité

INASTI

Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants

IPSS

Institutions publiques de Sécurité sociale

LPC

Loi sur les pensions complémentaires (pour travailleurs salariés)

LPCI

Loi sur les pensions complémentaires pour indépendants

MOTEUR PENSION

Projet qui s'inscrit dans le contexte du premier pilier de pension et qui a pour objectif de développer la plate-forme de pension commune en ligne qui relie les instruments de calcul de l'ONP, de l'ONSS et du SdPSP

NISS

Numéro d'Identification à la Sécurité sociale ou numéro de registre national

ODSE

Other declarations for self-employed

ONAFTS

Office national d'Allocations familiales pour travailleurs salariés

ONEM

Office national de l'Emploi

ONP

Office national des Pensions

ONSS

Office national de la Sécurité sociale

ONSSAPL

Office national de la Sécurité sociale des Administrations provinciales et locales

ONVA

Office national des Vacances annuelles

ORPSS

Office des Régimes particuliers de Sécurité sociale

PCLI

Pension Complémentaire Libre pour Indépendants

SdPSP

Service des Pensions du Secteur public

SFP

Service fédéral des Pensions

SIGEDIS

Sociale Individuele Gegevens-Données Individuelles sociales

SPF SS

Service public fédéral Sécurité sociale

L'équipe rédactionnelle remercie tous ses collègues qui ont collaboré de près ou de loin à l'élaboration de ce rapport annuel.

Par ailleurs, l'équipe rédactionnelle remercie également chaleureusement les membres de Pause-Projet pour leur investissement dans ce rapport annuel et leurs précieux conseils.



PAGE PRÉCÉDENTE

PAGE SUIVANTE

AVANT PROPOS

10 ANS D' ACTIONS

SIGEDIS EN QUELQUES MOTS

BILAN 2015



The easiest way to career data

10 ANS

Éditeur responsable

Jean Moureaux

Rédaction

Virginie Houdmont
Nathalie Jacobowitz
Kira Van Den Ende

Concept & mise en page

pause-project .com

© Sigedis 2016

Ce rapport a été réalisé par le service communication de Sigedis.
Il ne peut être reproduit et/ou publié de quelque manière que ce soit, sans accord écrit préalable de Sigedis.

Dit jaarverslag bestaat ook in het Nederlands.

Von diesem Jahresbericht ist auch eine deutsche Sprachfassung erhältlich.

**JE REFAIS
LE TOUR DU
DOCUMENT**